1 SD 401

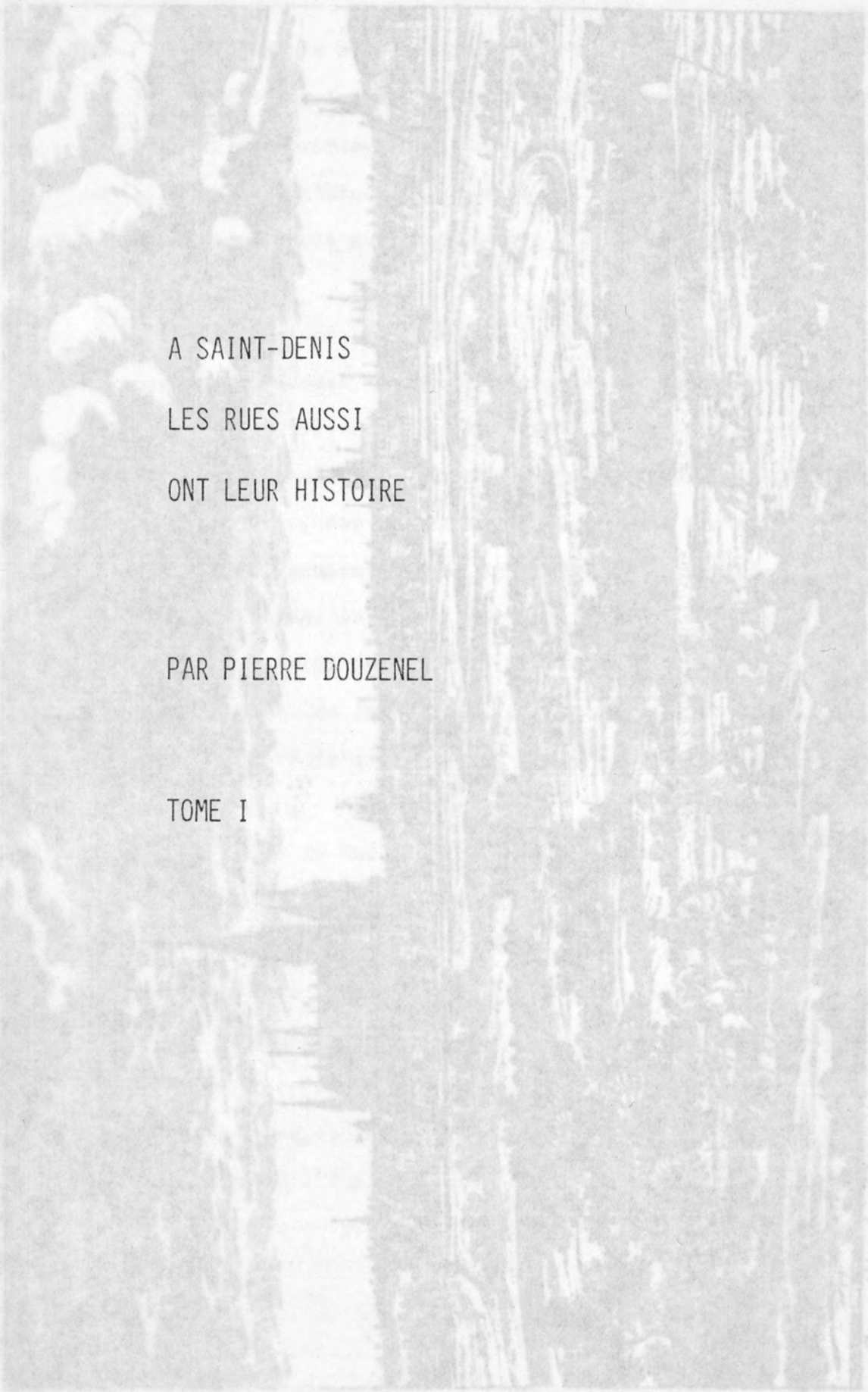
A SAINT-DENIS

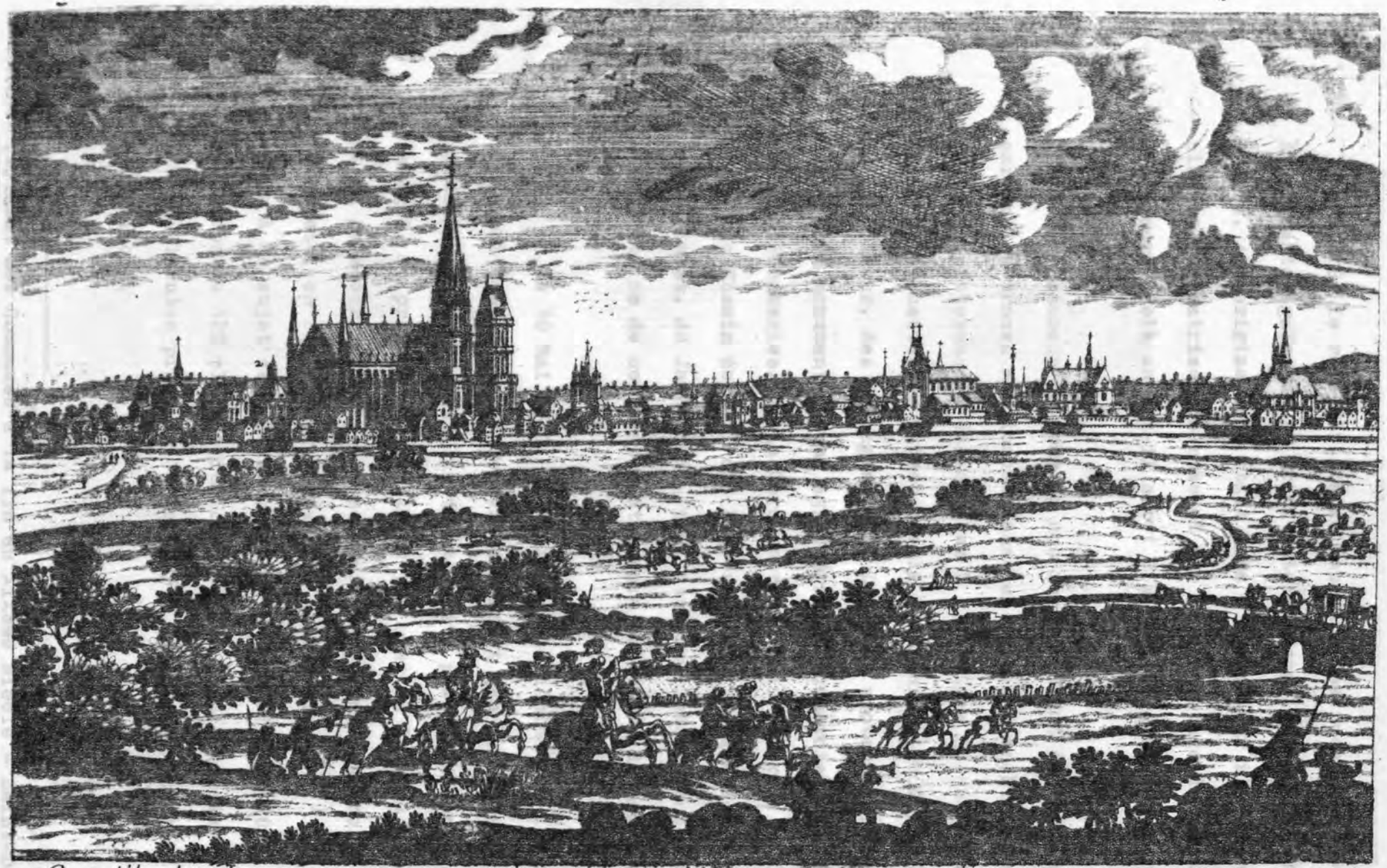
LES RUES AUSSI

ONT LEUR HISTOIRE

PAR PIERRE DOUZENEL

TOME I





La ville de St DENIS en France auec la Royale Abbaye que le Roy Dagobert y fit bâtir ou les Rois de France sont jnhumés et ou sont leurs magnifiques tombeaux, elle est a 2. lieües de Paris
1. Abbaye Royale de St Denis. 2 Tombeau des Rois de la race de Valois. fait par Aueline Avec Privilege du Roy

La ville de Saint-Denis au I8ème siècle par Aveline - collection Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis.

LES RUES AUSSI ONT LEUR HISTOIRE.

Si le rôle utilitaire des noms des rues est incontestable, il présente également un grand intérêt dans l'étude de l'histoire locale. A l'origine tout était dans l'usage, car il n'y avait pas de plaques indicatrices de rues et pas de numérotage de maisons ; à quoi d'ailleurs, celà aurait-il servi ? Si peu de gens savaient lire.

Beaucoup de noms de nos rues dataient du XIIIème siècle, car on les trouve mentionnés dans les pièces d'archives de l'abbaye. Les plus pittoresques étaient dus à l'enseigne de quelques boutiques : rue de l'Alouette, du Caquet, de la Chevalerie, du Corbillon, de l'Ile d'Amour, des Sauvages, etc. D'autres provenaient d'une institution, d'un monument, d'une agglomération commerciale ou artisanale : rue des Boucheries, de la Cordonnerie, de la Caserne, de la Charronnerie, du Chemin de Fer, des Etuves, de la Fromagerie, du Grand et du Petit Pichet, du Jambon, du Port, des Ursulines, Place aux Gueldres, etc. Certains de ces noms sont encore existants de nos jours.

Le 10 Mai 1791, la Municipalité décida que les rues qui n'avaient pas de nom en recevraient un et que les maisons seraient numérotées. A cet effet, un traité a été passé avec un peintre nommé Paragot, au prix de quatre livres par cent de lettres et de chiffres, de la grandeur de trois pouces, peints à l'huile en noir. Pour plus de sûreté, on fit signer le peintre au registre. (1) Il faut encore citer à ce sujet deux délibérations, l'une prise en 1843, pour l'installation de 122 plaques indicatrices de rues, au prix de 4 francs l'une ; l'autre prise le 13 mai 1851, décidant un nouveau numérotage des maisons.

---

(1) Etat des Communes à la fin du XIXème siècle - Saint-Denis -

COURS PAGOT

PETITE RUE
St MARCEL

S MARCEL

RUE
DU SAULGER

Lorsque l'Ancien Régime s'effondra, nombre de rues eurent des noms de la Révolution. Le 14 Brumaire An II (4 novembre 1793), le citoyen Chabouleau, déclarait à la barre de la Convention :

"Il est une maxime incontestable, connue de tous les législateurs : Point de moeurs, point de République. En familiarisant le peuple avec la vertu, on fera aisément passer dans son âme le goût d'une morale pure... Pour arriver à ce but, je propose de faire faire au peuple un cours de morale muet en appliquant aux places, rues, etc. de toutes les communes de France, le nom de toutes les vertus". (1)

Par décret de la Convention en date du 30 Vendémaire An II (22 octobre 1793), Saint-Denis devenait Franciade et le 24 Pluviose An II (13 février 1794), un certain nombre de rues changeaient de dénomination, et prenaient des noms révolutionnaires. C'est ainsi qu'apparurent entre autres, les rues de l'Egalité, de l'Union, de la Carmagnole, du Bonnet Rouge, des Droits de l'Homme, place d'Armes, de la Montagne, etc. Quelques années après on renonça à des noms que le temps n'avait pas consacré et le Conseil municipal prit à ce sujet la délibération suivante le 27 Pluviose An VIII (18 février 1800) :

"Le Conseil délibérant sur la motion d'un de ses membres, considérant que la voix publique réclame contre divers noms de rues ou places publiques qui consacrent des titres de faction et la mémoire d'hommes qui ont paru sur la scène de la Révolution, et sur lesquels l'opinion n'a pas eu le temps de se former, Considérant qu'il importe au bon ordre et à la tranquillité publique de faire disparaître tous signes de ralliement et de division,

Arrête, après avoir entendu l'agent national, que le bureau muni-

---

(1) Charles Braibant : Les rues de Paris - Dans Guide historique des Rues de Paris.

PLACE
AUX GUELDRES

RUE

RUE DE LA
COURTILLE

IMPASSE
DU CAQUET

cipal est et demeure autorisé à faire changer les noms des rues et places de cette commune, ainsi qu'il suit :

Noms existants :	Noms à substituer :
Place de la Montagne	Place de la Fraternité
Rue Marat	Grande Rue Saint-Marcel
Rue Pelletier	Petite Rue Saint-Marcel
Rue Challier	Rue Michel
Rue du Jeune Barra	Rue Pasteur
Rue du Bonnet Rouge	Rue Robert."

Malgré cette délibération, les noms révolutionnaires subsistèrent encore quelque temps comme en témoigne une lettre du sous-préfet en date du 9 juin 1817, adressée au maire de Saint-Denis :

"On a assuré à Monsieur le Préfet que dans plusieurs communes de l'arrondissement, il y a des rues dont les dénominations rappellent des souvenirs facheux ou présentent plusieurs sortes d'inconvenances".

Dans une nouvelle lettre en date du 9 novembre 1819, le sous-préfet écrivait

"J'apprends avec déplaisir qu'il existe encore quelques rues où ces rectifications n'ont pas été faites, telles que les rues des Droits de l'Homme ou de l'Egalité".

Sous la monarchie, Saint-Denis avait eu sa rue Royale, avec l'Empire, elle a eu sa rue Napoléon. La guerre de 1870 nous donna le boulevard Chateaudun, les rues de Toul, Strasboug, Denfert Rochereau. Après Sedan, la France revint à la République et notre commune pour

...

la commémorer a sa rue du Quatre Septembre.

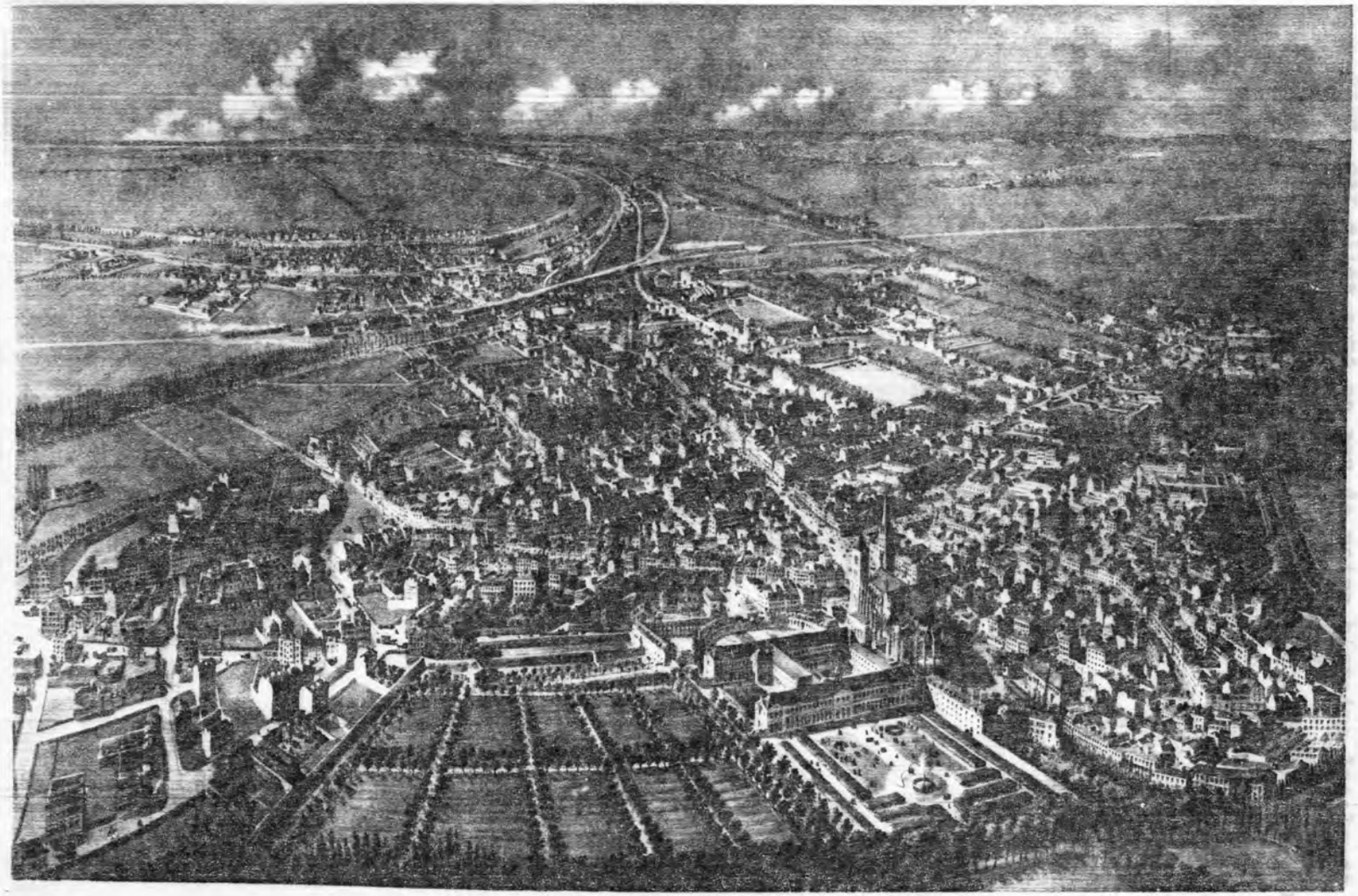
A la fin du XIXème siècle, les Dionysiens envoyèrent des radicaux et des socialistes à l'Hôtel de Ville, celà se sent à l'appel lation que certaines de nos rues eurent à cette époque : rue de la République, place Victor Hugo.

Les guerres coloniales ont leur empreinte avec la rue du Sergent Bobillot, les édiles municipaux ainsi que des personnalités diverses, bienfaitrices ou célèbres sont aussi à l'honneur. Les propriétaires des terrains sur lesquels ont été aménagées des rues, ont souvent imposé leur nom à celles-ci. La période anti-cléricale de la fin du XIXème siècle tenta d'apporter aussi sa charrette de changement en essayant de modifier les noms qui touchaient de loin ou de près à l'Eglise, en supprimant l'avenue Saint-Rémy, ou demandant le remplacement de "Chevet de l'Eglise" par Eugène Sue. Les lotissements ont eu leurs rues souvent désignées par les vendeurs qui morcelaient les parcelles de terrains. Ce fut le cas pour le lotissement "La Bienvenue" dans le quartier du Champ de Courses où Paul Eluard, fils d'un marchand de biens, désigna le nom de ces rues qui, privées à l'origine, gardèrent leur dénomination par l'usage.

Il convient de souligner l'indignité des changements faits sous l'occupation et dont certains, telle la rue de Dakar, existent toujours. Lorsque la guerre 1939-1945 a pris fin, le Conseil municipal a tenu à rendre hommage à ceux qui sont morts pour la libération de la France ou ont contribué à la victoire finale

Avec les grands travaux qui ont lieu dans notre ville : auto routes, rénovations de quartiers, de nombreuses rues ont disparu.

...



Saint-Denis en I863 pris en ballon au dessus du Fort de l'Est - Lithographie de Devicque - Collection Musée d'Art et d'Histoire de la Ville de Saint-Denis.

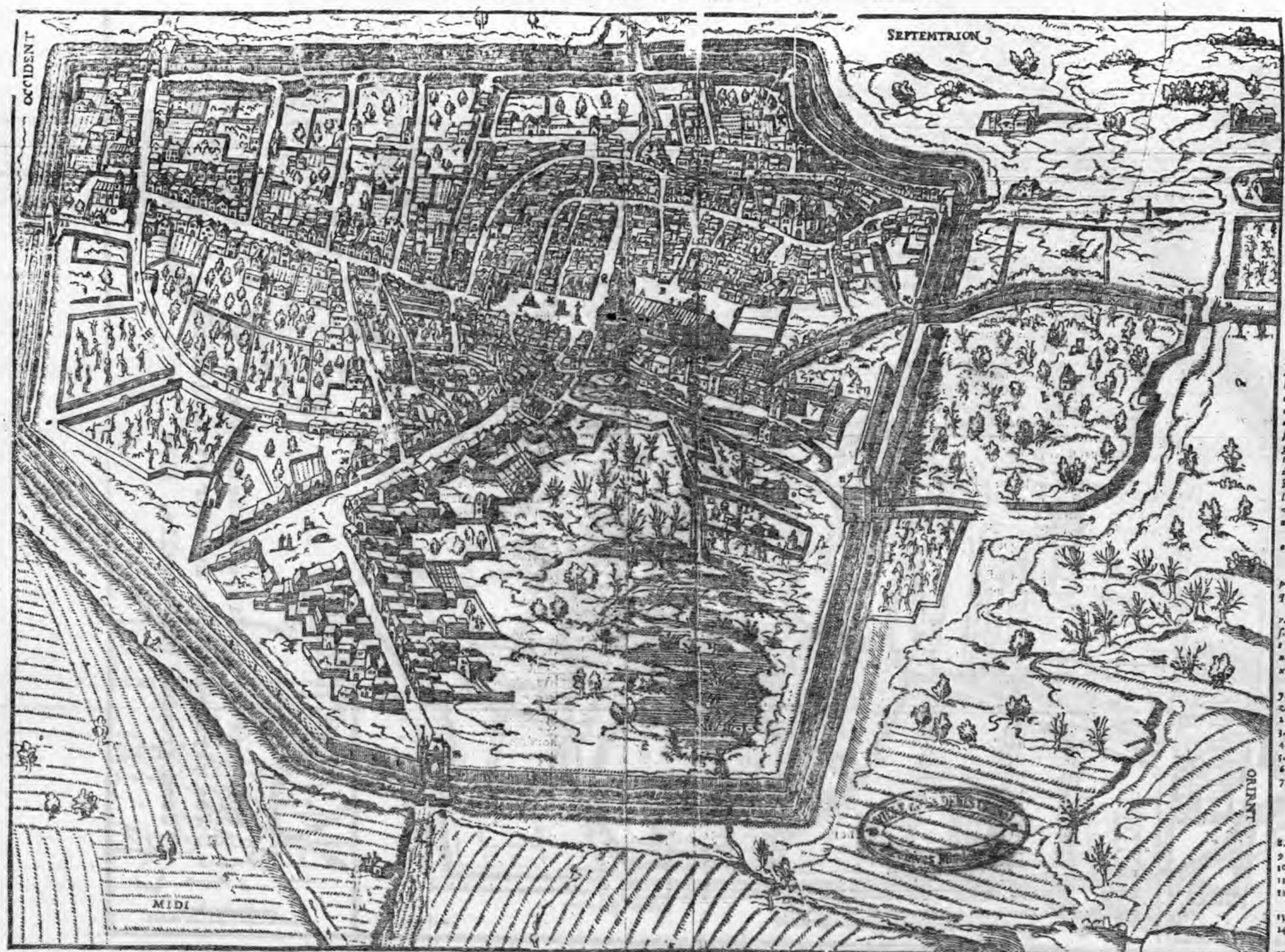
D'autres ont vu leur nom changer, nom qui bien souvent remontait à plusieurs siècles et qui était ~~souvent~~ spécifique à un usage ou une activité locale. C'est afin d'en conserver le souvenir que je les cite, car elles sont un peu de notre histoire locale et il est à souhaiter que dans le cadre des rénovations en cours leur ancien nom réapparaisse.

L'EVOLUTION URBAINE

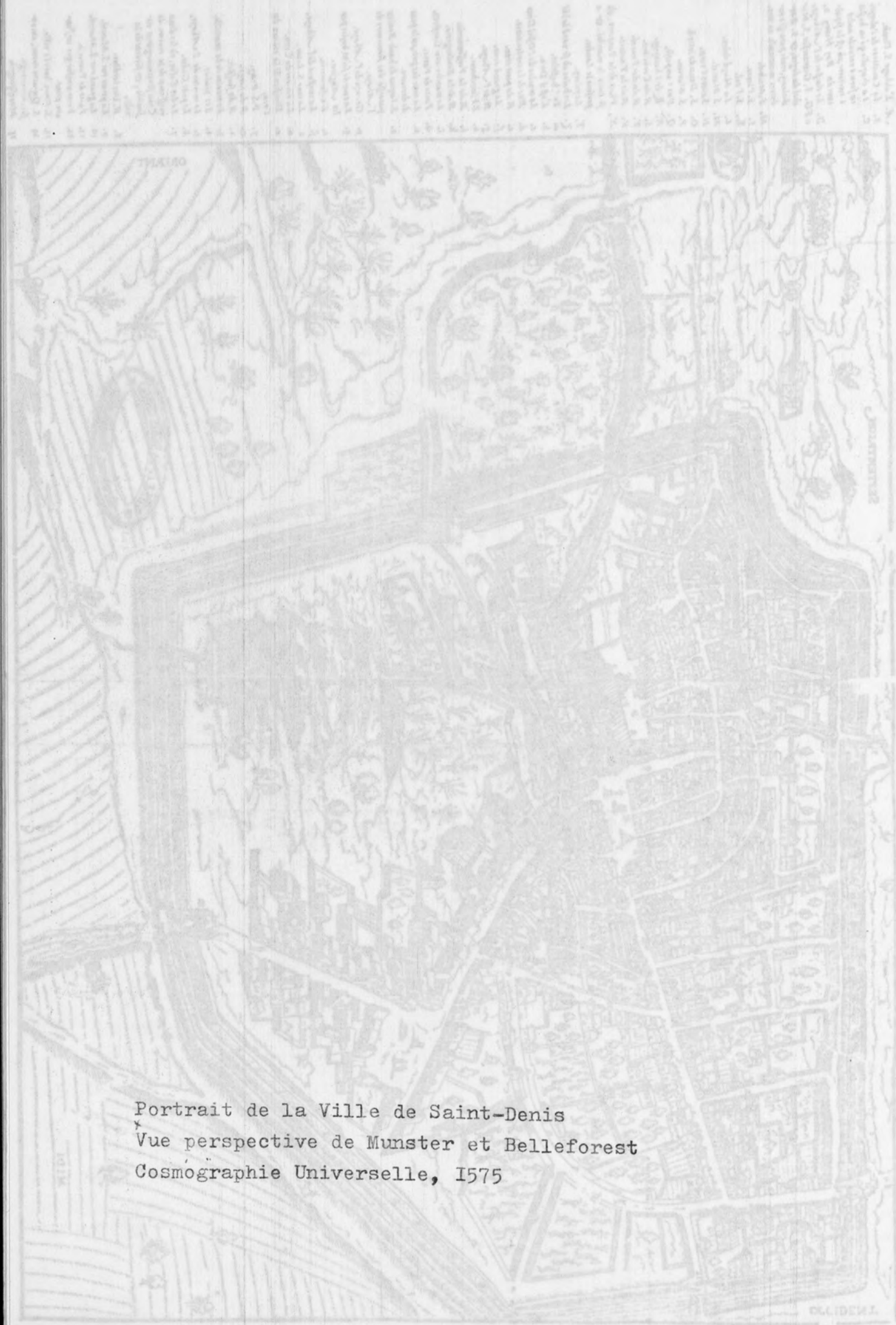
DE

SAINT-DENIS

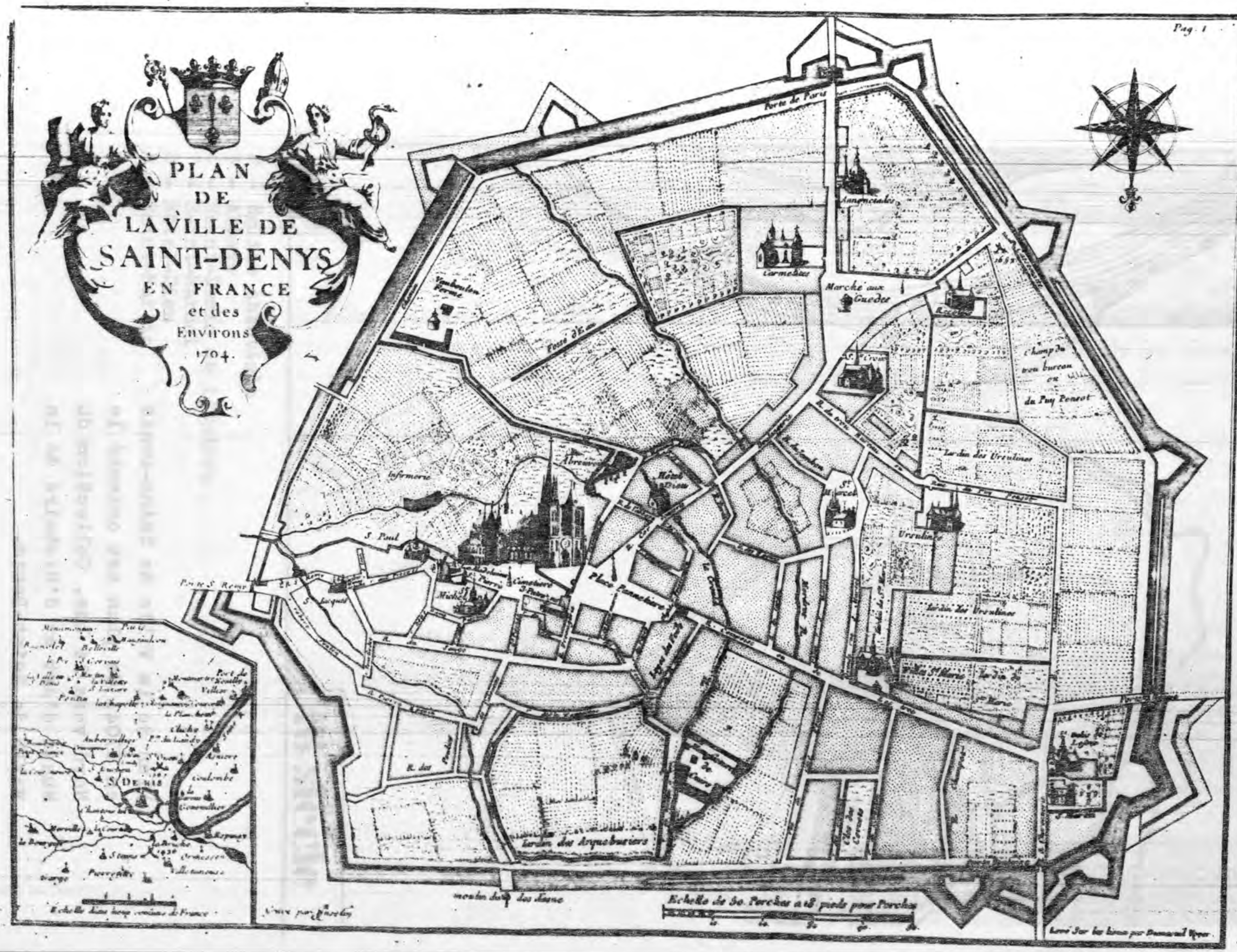
Pourtraict de la ville Sainct Denis en France.

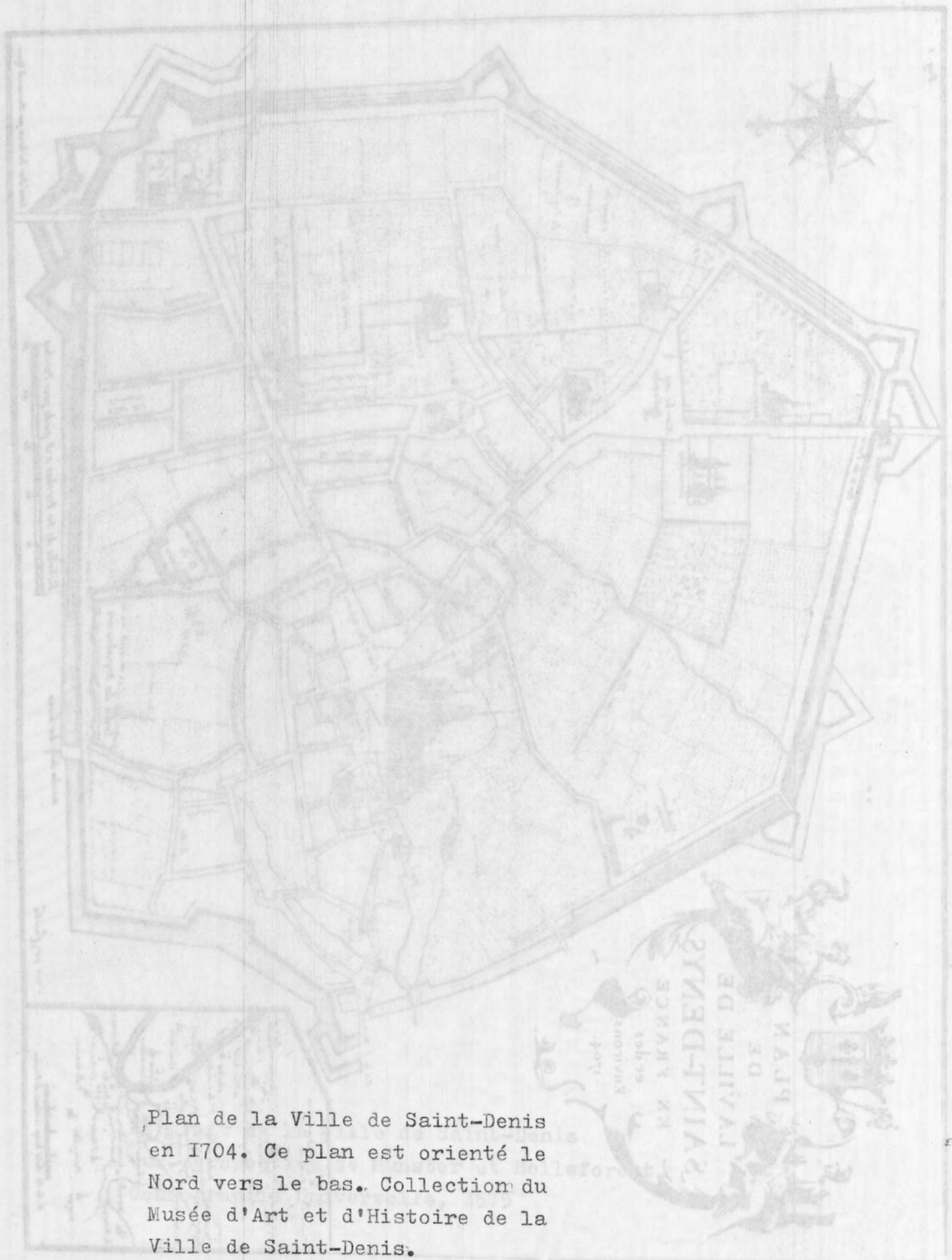


A. L'abbaye S. Denis.
B. Le Cemetiere de l'abaye.
C. La chapelle qu'on bastit en forme rotonde audit Cemitiere, où est la sepulture du Roy Henry 2.
D. Le cloistre de l'Abbaye.
E.F.G. S. Geneviefue, S. Michel du degré, & S. Barthelemy, trois paroisses ordonnees maintenant en une.
H. S. Michel.
I. S. Pierre.
K. S. Paul.
L. La Magdeleine.
M. S. Marcel.
N. Saincte Croix.
O. S. Denis de lestrée.
P. S. Martin.
Q. Rue Compoise.
R. R. de Champay.
S. R. du Corbillon.
T. R. du clos Fourré.
V. R. de la Tannerie.
X. Place de la Pantiere, où se tient le marché, & a present le Landit.
Y. Le pilory.
Z. Les hales où se vend le blé.
a. Le Chastelet.
b. L'ostel Dieu.
c. Le moulin de l'Ostel Dieu.
d. Rue de la cordonnerie.
e. R. du petit crou.
f. Le grand crou.
g. R. de l'Abaye.
h. l'Escorcherie.
i. R. de la Poissonnerie.
k. R. de la Boulengerie.
l. Le marche aux Guestres.
m. Porte de Paris.
n. La tour des pois, ou le pont de derriere.
o. S. Iaques de haults Boulon paroisse des serviteurs de l'Abaye.
p. Grange de l'Abaye.
q. La tour de salut bastie par les Anglois.
r. L'enfermerie.
s. La cousture de l'Abaye.
t. La tour S. Leu.
u. La riviere du Crou.
x. Division de la riviere du Crou.
y. P. S. Remy.
z. R. du sangé.
2. R. du soufflet.
3. Le moulin de la courtille.
4. Les poulies.
5. Le moulin de l'Abaye.
6. Le pont Godet.
7. Le dos d'asne, où les deux ruisseaux de la riviere de Crou se recommencent ensemble, & sortent de la ville.
8. R. des iardins.
9. La petite rue S. Marcel.
10. La grand rue S. Marcel.
11. Porte de Pontoise.
12. Porte neufue qui ne s'ouvre point.
13. S. Remy hors la ville.
14. S. Quentin rotonde, autrefois hermitage.
15. Maresquages.

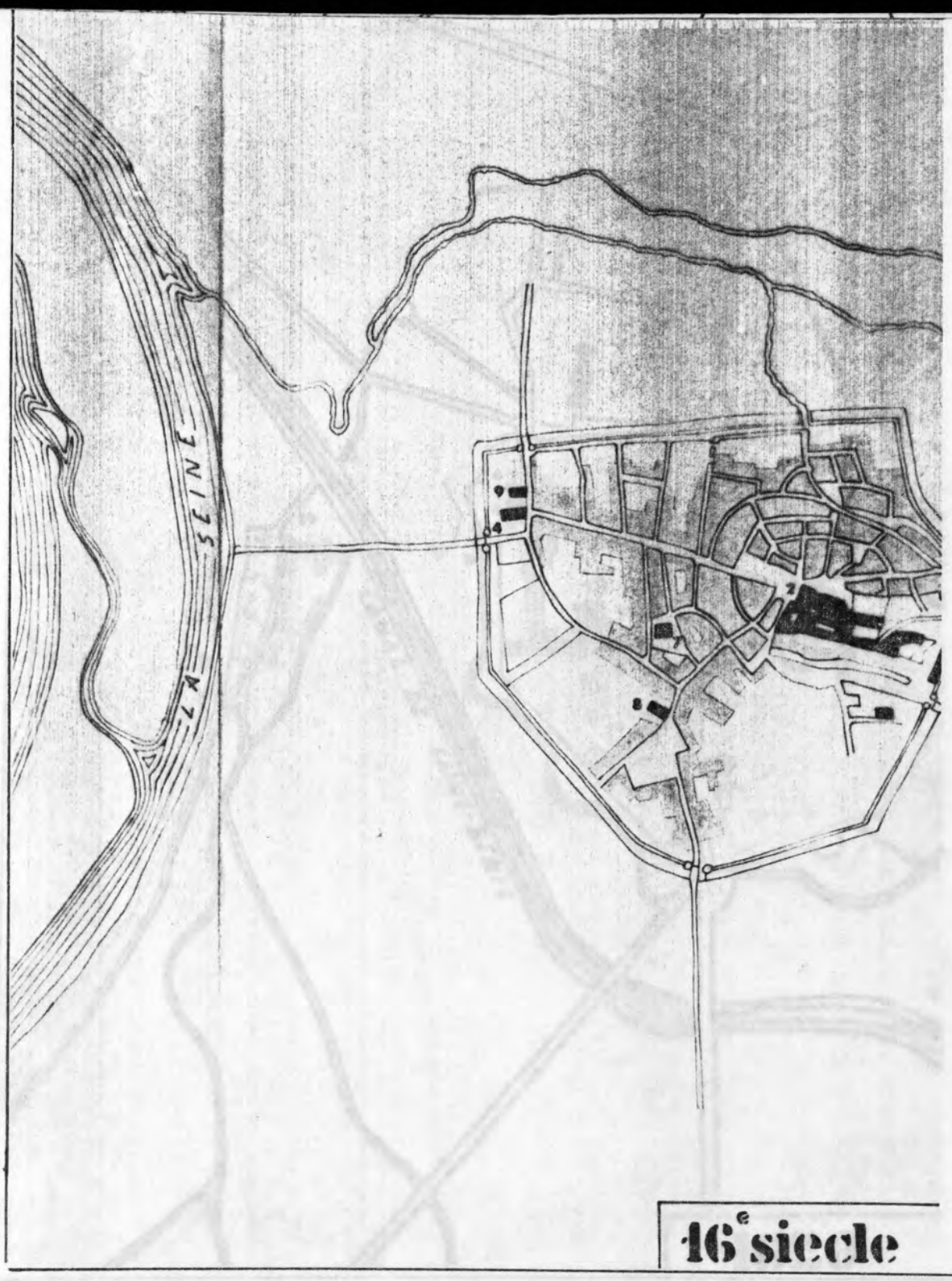


Portrait de la Ville de Saint-Denis
Vue perspective de Munster et Belleforest
Cosmographie Universelle, I575

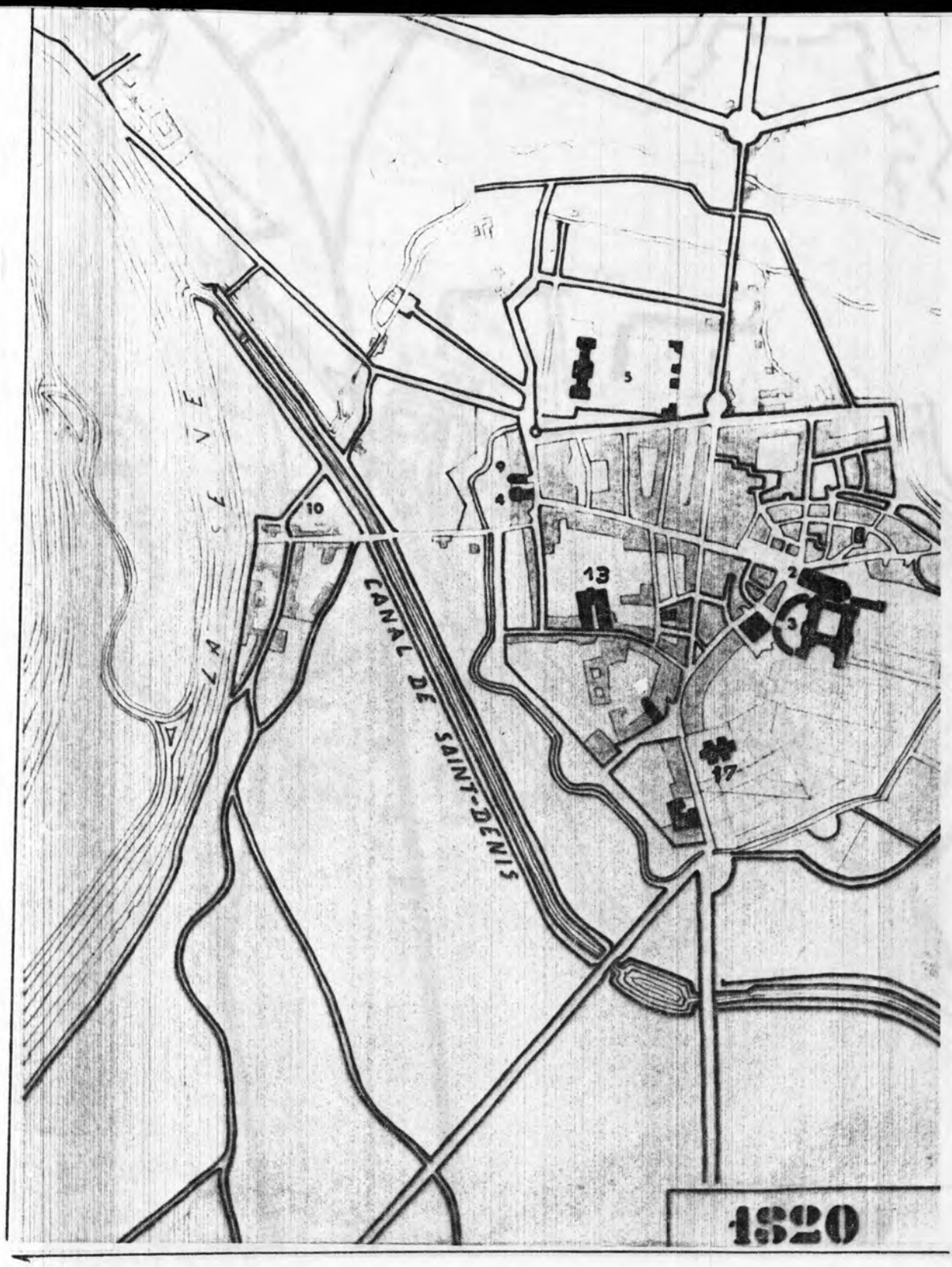

Pag. 1
PLAN
DE
LA VILLE DE
SAINT-DENYS
EN FRANCE
et des
Environs
1704.
Porte de Paris
Annonciades
Carmelites
Marché aux Guedes
Infirmerie
S. Paul
Place Panetiere
Ursulines
Jardin des Ursulines
Jardin des Arquebusiers
Echelle de 30. Perches a 18 pieds pour Perches
S. DENIS
Echelle d'une lieue commune de France



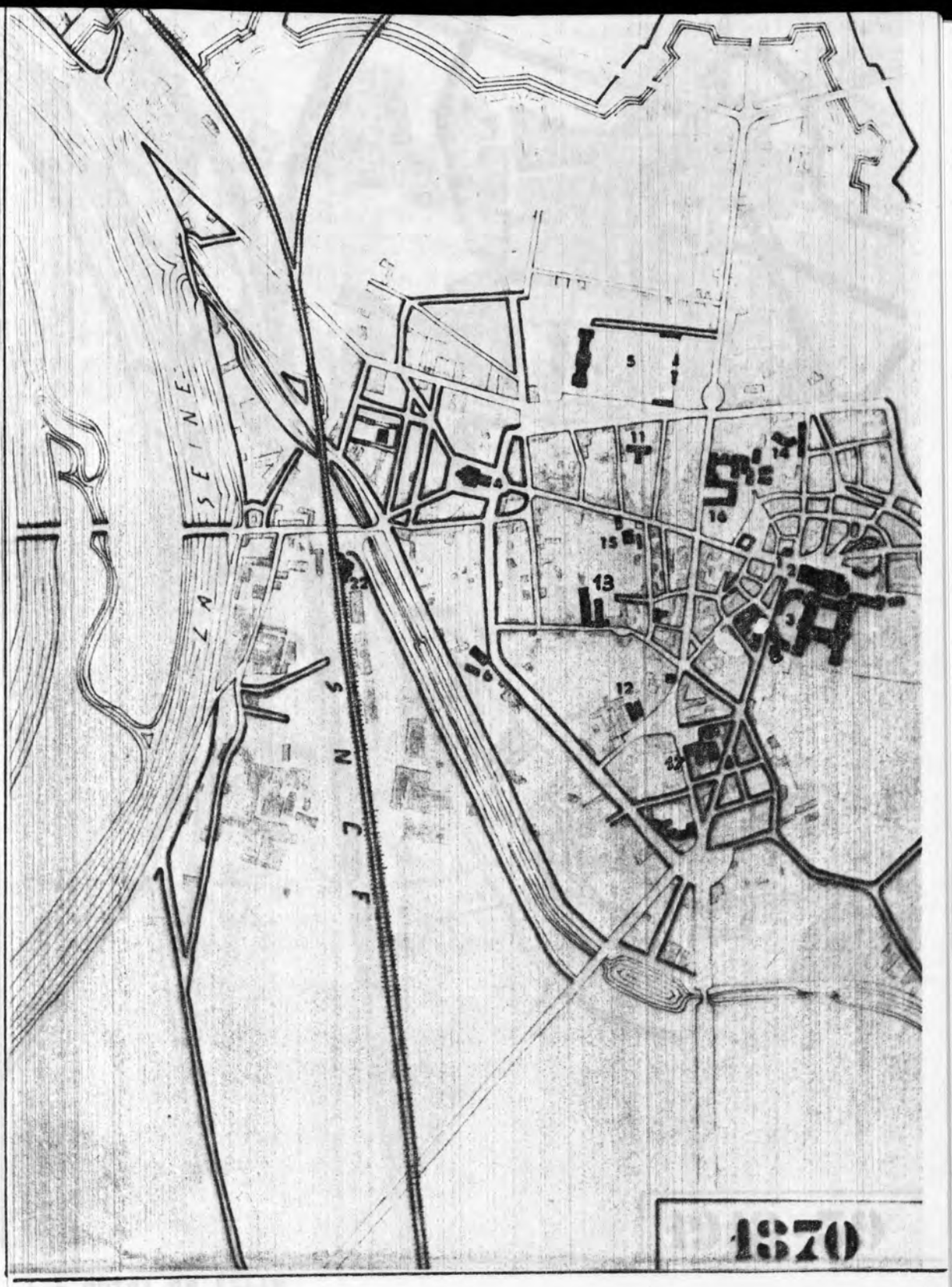
Plan de la Ville de Saint-Denis en I704. Ce plan est orienté le Nord vers le bas. Collection du Musée d'Art et d'Histoire de la Ville de Saint-Denis.



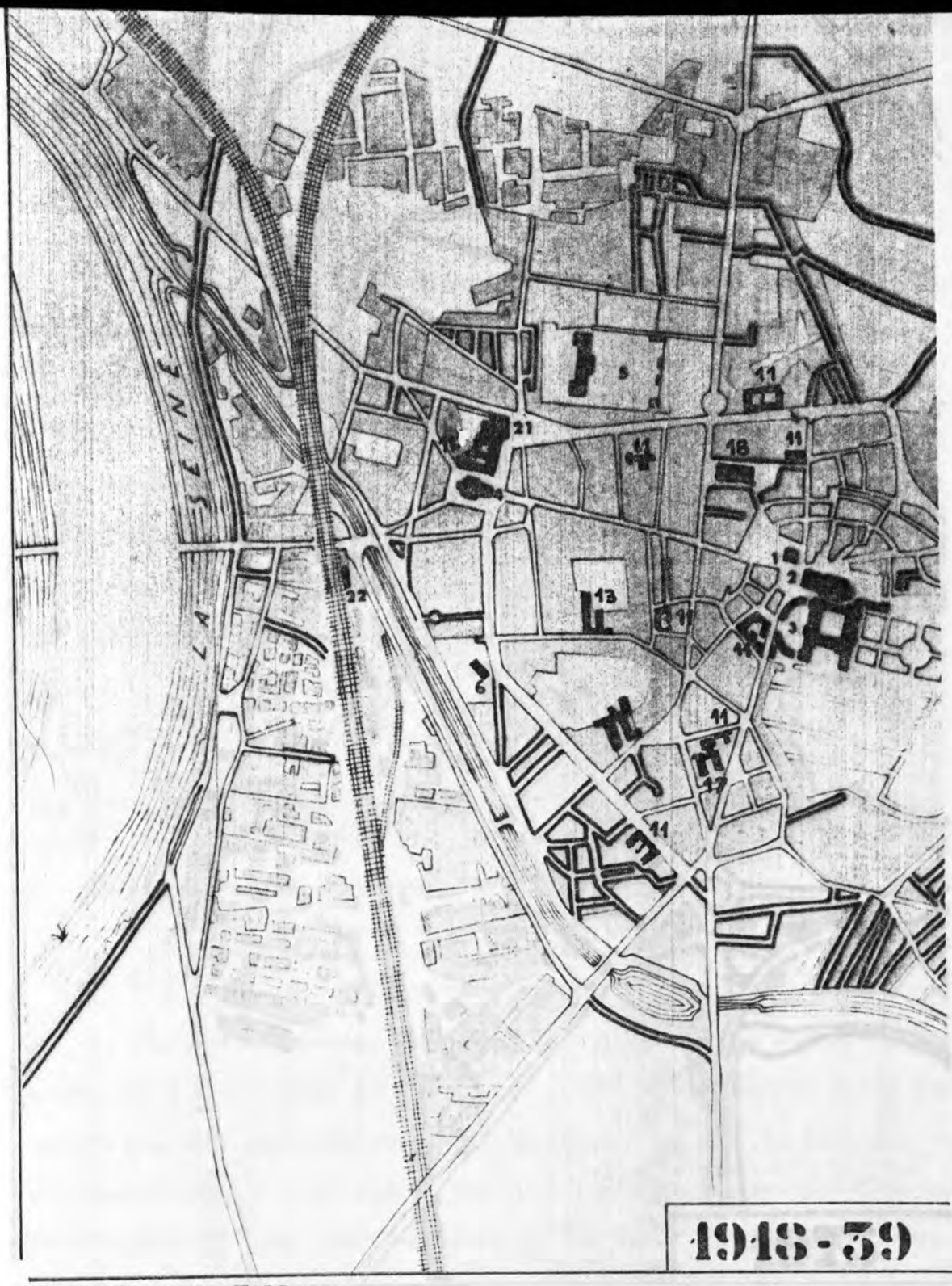
2 - Eglise abbatiale
3 - Abbaye
4 - Saint-Denis de l'Estrée
7 - Saint-Marcel
8 - Hôtel-Dieu
9 - Saint-Martin



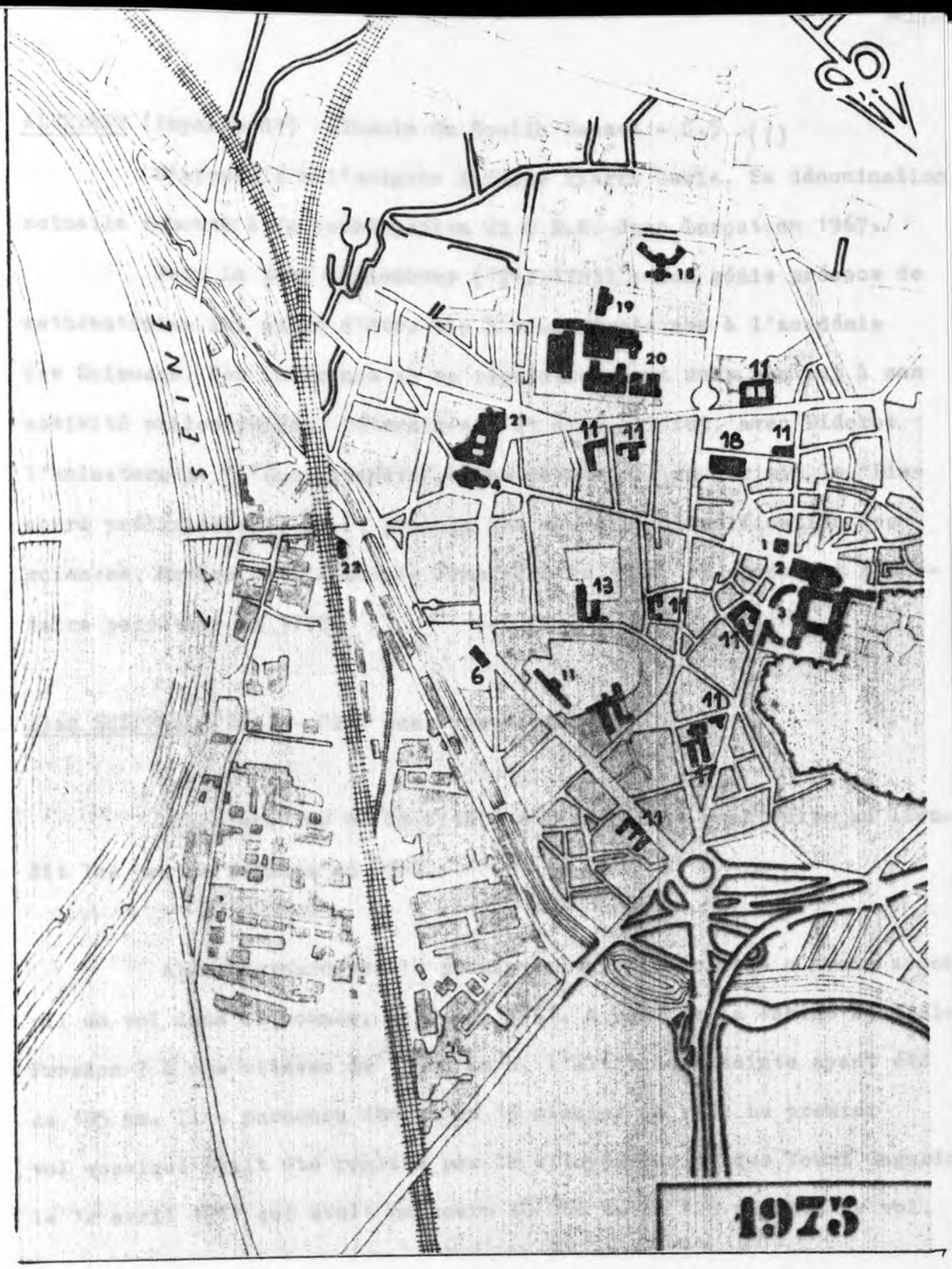
2 - Basilique
3 - Maison d'Education de la Légion d'Honneur
4 - Saint-Denis de l'Estrée
5 - Caserne des Suisses
8 - Ancien Hôtel Dieu
9 - Saint-Martin
10 - Maison de Seine
13 - Couvent des Ursulines
15 - Sous-Préfecture
17 - Carmel et chapelle des Carmélites



I - Hôtel-de-ville
2 - Basilique
3 - Maison d'Education de la Légion d'Honneur
4 - Saint-Denis de l'Estrée dite Eglise Neuve
5 - Ancienne caserne des Suisses
8 - Ancien Hôtel Dieu
II - Ecole
I3 - Couvent des Ursulines
I4 - Ouvroir Saint-Vincent de Paul
I5 - Sous-Préfecture
I6 - Maison de Répression
I7 - Carmel et chapelle des carmélites
22 - Gare



I - Hôtel de Ville
2 - Basilique
3 - Maison d'Education de la Légion d'Honneur
4 - Saint-Denis de l'Estrée dite Eglise Neuve
5 - Ancienne caserne des Suisses
6 - Gendarmerie
II - Ecoles
I2 - Orphelinat Génin
I3 - Couvent des Ursulines
I5 - Orphelinat et crêche
I7 - Carmel et chapelle des carmélites
I8 - Halle du Marché
2I - Théâtre
22 - Gare



I - Hôtel de Ville
2 - Cathédrale
3 - Maison d'Education de la Légion d'Honneur
4 - Eglise Saint-Denis de l'Estrée dite Eglise Neuve
6 - Gendarmerie
II - Ecoles
I3 - Couvent des Ursulines
I7 - Carmel et chapelle des carmélites
I8 - Halle du Märché
I9 - Centre des Impôts
20 - Institut Universitaire de Technologie
21 - Théâtre Gérard Philipe
22 - Gare

ALEMBERT (Impasse d') - Chemin du Moulin Basset - C.5 (1)

S'appelait à l'origine Impasse Pierre Curie. Sa dénomination actuelle remonte à la construction du C.E.S. Jean Lurçat en 1967.

Jean Le Rond d'Alembert (1717-1783) : son génie précoce de mathématicien lui valut d'être élu à vingt trois ans à l'académie des Sciences. Son influence et sa réputation sont dues surtout à son activité philosophique. Déterministe et athé, il fut, avec Diderot l'animateur de "L'Encyclopédie" à ses débuts. Il en écrivit le "Discours préliminaire", où il proposa une nouvelle classification des sciences. Membre de l'Académie Française en 1754, il en devint secrétaire perpétuel en 1772.

Alan SHEPPARD (Rue) - Cité des Cosmonautes - C.5

Nom d'une rue de la cité des Cosmonautes construite au lieudit les Hautes Noëlles en 1967.

Alan Sheppard est le premier citoyen américain a avoir accom pli un vol dans le cosmos, le 5 mai 1961, à bord de la cabine spatiale Freedom 7 à une vitesse de 7 500 km/h, l'altitude atteinte ayant été de 185 km. Il a parcouru 486 km en 15 minutes de vol. Le premier vol cosmique avait été réalisé par le citoyen soviétique Youri Gagarir le 12 avril 1961 qui avait parcouru 40 000 km en 108 minutes de vol.

Albert EINSTEIN (Avenue) - Général Joinville ⇐--⇒ limite de La Courneuve - C.4

S'appelait à l'origine Route de La Courneuve. Par délibération du Conseil municipal du 28 juin 1963, approuvée le 6 septembre 1963, elle est devenue Avenue Albert Einstein (1879-1955). D'origine allemande, il fut reçu en 1896, à l'Institut polytechnique de Zurich

(1) La lettre et le chiffre reporte au plan en fin d'ouvrage.

où il a adopté la nationalité suisse. Il s'est attaché à réfléchir aux problèmes de la physique moderne et a fait en 1905, la théorie du mouvement brownien, expliqué l'effet photo-électrique et en a donné les lois grâce à l'hypothèse des grains de lumière ou photons et jeté les bases de sa théorie de la relativité. Retourné à Berlin il y approfondit ses théories et en 1920, il reçoit le Prix Nobel de Physique. Les persécutions raciales l'obligent à quitter l'Allemagne hitlérienne en 1933. Il s'installe alors aux Etats-Unis où il devient directeur de l'institut d'études supérieures de Pinceron. En 1940, il est naturalisé américain.

L'oeuvre considérable de physique mathématique d'Einstein, a profondément marqué la science moderne ; elle a notamment introduit l'équivalence de la masse et de l'énergie. Einstein est notamment connu pour son action humanitaire ; ennemi de l'injustice et pacifiste convaincu, il a lutté pour faire aboutir les projets de contrôle international de l'énergie atomique. Ce furent les raisons qui dictèrent le choix de la municipalité pour cette dénomination.

Albert WALTER (rue) Rue Jean Jaurès ←--→ Bd Félix Faure - C.3

Cette rue s'appelait à l'origine la rue de la Fromagerie parce qu'elle était le centre du commerce des fromages. Elle n'allait que de la basilique à la rue du Saulger (Jean Jaurès) et fut prolongée en 1824 jusqu'au cours Chavigny (Félix Faure) sous le nom de rue Royale mais elle reprit sa dénomination en 1848.

Le 19 octobre 1920, le Conseil municipal la dénommait rue Albert Walter en hommage au premier maire et député socialiste de Saint-Denis.

...

Albert Walter est né à Saint-Denis le 20 juin 1852. Il exerçait la profession de dessinateur mécanicien et habitait 15, Bd Carnot. Membre du Parti Socialiste Révolutionnaire avant l'unité de 1901, il a été élu conseiller municipal en 1884, maire en 1892. Elu député en 1893, il se démet de son mandat de maire au profit du socialiste Menand. Il a été réélu conseiller municipal et député jusqu'à sa mort survenue le 13 mars 1919.

C'est à la demande du Docteur Leroy des Barres que fut fondé dans cette rue, en 1849, l'ouvroir Saint-Vincent de Paul, pour y accueillir les orphelins des victimes de l'épidémie de choléra qui fit de nombreuses victimes cette année là.

Avec les travaux de prolongement de la ligne 13 du métro et les travaux d'aménagement de la station basilique, la partie de la rue A. Walter comprise entre la rue de Strasbourg et la rue Jean Jaurès a été supprimée. Dans l'autre partie qui se trouve dans la rénovation de l'îlot basilique, un centre commercial est en construction entre les rues Jean Jaurès et Chabrol.

Alexis LEONOV (rue) Cité des Cosmonautes - C.5

Nom d'une rue de la cité des Cosmonautes construite au lieu-dit Les Hautes Noëlles en 1967.

Alexis Léonov, citoyen soviétique pionnier des vols cosmiques, qui, le 18 mars 1975, est sorti en plein vol, de son vaisseau spatial Voskhod II. Il était le premier cosmonaute à réaliser cet exploit.

. . .

ALLENDE (Cité du Président) B.3 / A.4 et B.4.

Cette cité dont les travaux de construction ont commencé en 1971, au lieu-dit "Les Tartres" a été réalisée par l'Office Public d'H.L.M. de Saint-Denis et la Société Logirep. Le Conseil municipal dans sa séance du 23 septembre 1973, lui a donné, en accord avec ceux-ci, le nom de Président Allende en hommage au grand homme d'Etat et humaniste chilien, victime du putsch fasciste.

Salvador Allende avait accédé à la présidence de la République du Chili, en 1970, avec l'appui des Partis de l'Unité Populaire. Avant même qu'il ne commence à assurer sa charge, des tentatives de conspiration cherchent à susciter un coup d'Etat.

En 1971, on entreprend la nationalisation des richesses nationales, la création d'un domaine social de l'économie, la réforme agraire etc. En 1973, c'est le triomphe de l'Unité Populaire aux élections législatives de mars. Le lendemain même commence a être organisé le coup d'Etat militaire. Le 11 septembre, la junte dirigée par le Général Pinochet, donnait l'assaut au Palais de la Monnaie (La Moneda). Dans les décombres fumant du Palais présidentiel, Salvador Allende mourrait à som poste de combat. Le gouvernement légitime issu du suffrage universel était renversé par la force brutale des armes.

C'est le début de la dictature la plus sanglante de l'histoire de l'Amérique latine (plus de 30 000 morts, 100 000 prisonniers politiques, plus d'un million d'exilés). L'armée intervient dans toutes les organisations nationales, les partis de gauche et les syndicats sont proscrits, on brûle les livres, on interdit la presse d'opposition, on instaure les tribunaux militaires et on proclame l'état de siège.

L'inauguration de la cité Allende, pendant l'allocution de Jean Marcenac.

"Travailleurs de ma patrie, j'ai confiance dans le Chili et dans son destin. D'autres sauront surmonter ce moment triste et amer où la trahison prétend s'imposer. Sachez que beaucoup plus tôt que vous ne le croyez, s'ouvriront les grandes avenues d'où surgira l'homme libre qui construira une société meilleure.

Vive le Chili, Vive le peuple, vivent les travailleurs !

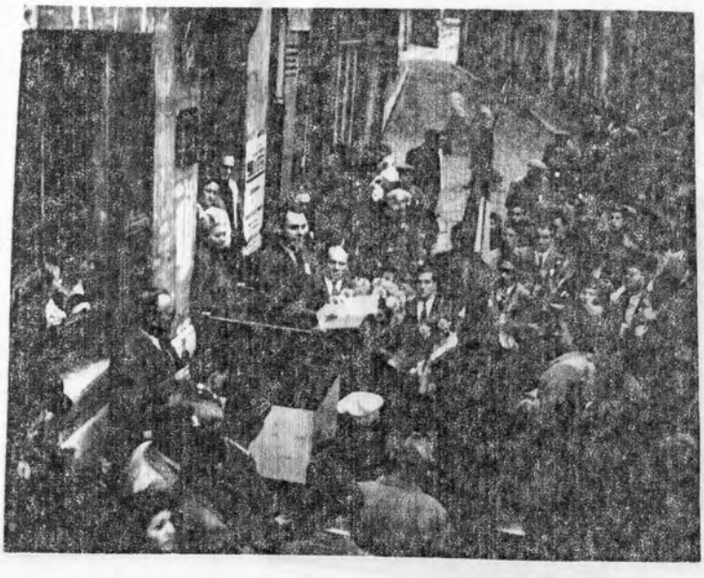
Je vous parle pour la dernière fois, conviancu que notre sacrifice ne sera pas inutile et que la félonie, la lâcheté et la trahison seront châtiées, tout au moins moralement".

Salvador Allende - 11 septembre 1973

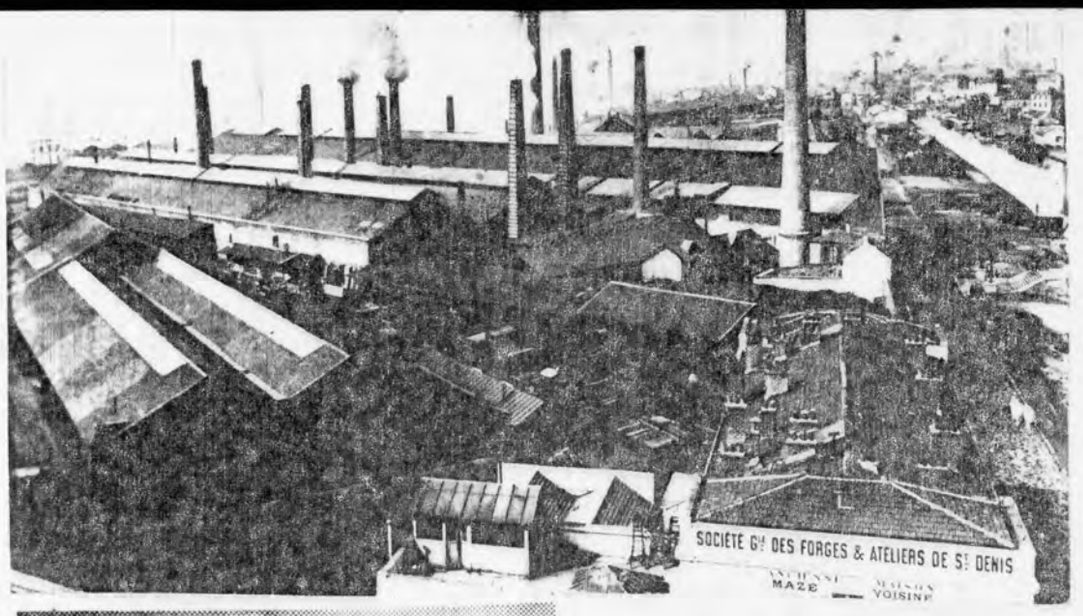
Alouette (rue) Jean jaurès, 19 ------ Pierre Béguin 1 - C3

Par délibération du 26 février 1981, et dans le cadre de la rénovation urbaine du secteur Basilique, cette rue a été dénommée place de l'Alouette. (Voir plan documents annexes).

A l'origine elle allait de la rue Jean Jaurès à la rue Pierre Béguin, elle a disparu lors de la démolition des maisons, rendue nécessaire pour les travaux de rénovation de l'îlot basilique. Son nom, rue de l'Alouette, était une dénomination très ancienne provenant soit d'une



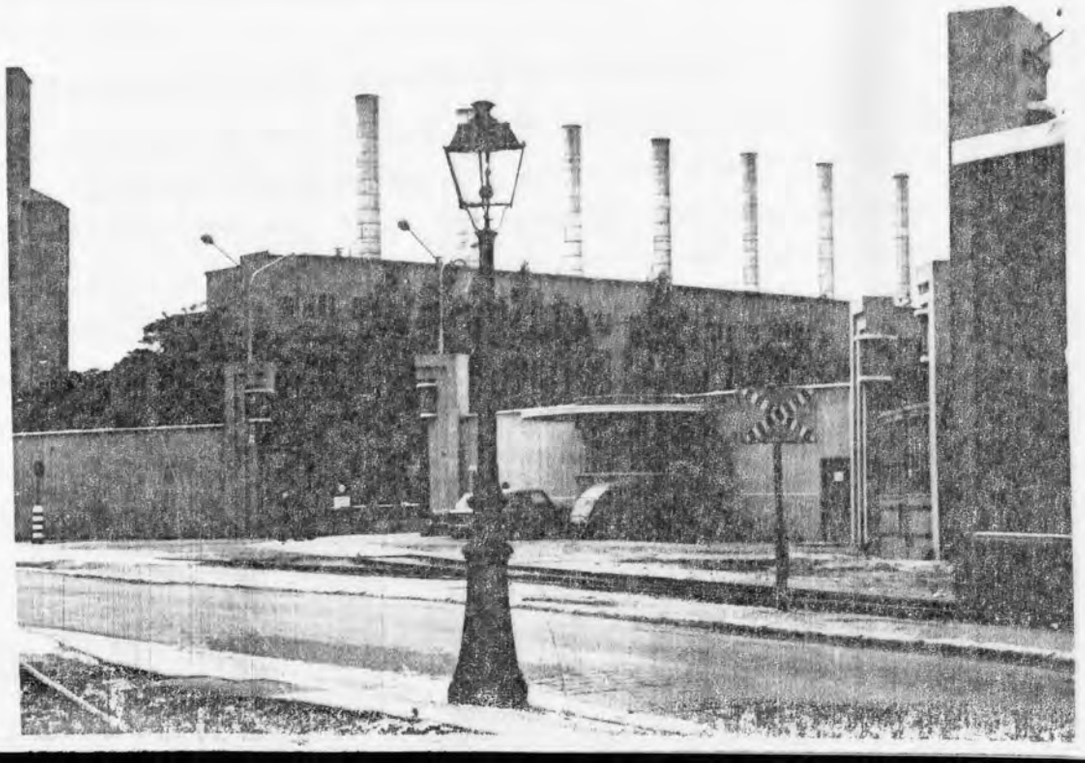
Le 4 octobre 1952, inauguration d'une plaque sur l'immeuble où demeura Pierre De Geyter, 2 rue de l'Alouette.



Ci-dessus, la rue de la Gare (A. Croizat) et ses usines en 1887. Photo Brézinski.

Ci-contre, Albert Walter qui fut député socialiste de Saint-Denis de 1893 à 1919. Photo journal "1'Emancipation".

Ci-dessous, la rue Ampère éclairée au gaz et la centrale électrique.



enseigne, soit du voisinage d'alouettes se réunissant en troupe.

C'est dans cette rue, au n°2, qu'habita une partie de sa vie, le compositeur de l'hymne prolétarien "L'Internationale", Pierre De Geyter. Une plaque apposée près de l'entrée de l'immeuble, le rappelait aux passants. (Voir square De Geyter).

Alphonse COMBE (rue) - Rue Charles Michels <---> Bd de la Libération.

C.1

Du nom du propriétaire du terrain sur lequel fut ouverte cette rue. Alphonse Combe était propriétaire d'une importante manufacture de chevreau pour chaussures, fondée en 1847, rue des Poissonniers (Charles Michels) 50 à 64 et 53 à 49. Cette usine a cessé toute activité vers 1955.

Ambroise CROIZAT : rue du Port <---> Av. du Président Wilson. C.2/D.2

Ancienne rue de la Gare ouverte de 1860 à 1864, sur l'emplacement de la rigole d'assainissement parallèle au canal. La proximité de la gare et du chemin de fer et le canal qui lui sont parallèles, accentuèrent son développement industriel.

Les vieilles usines de la rue Ambroise Croizat.

A l'angle du boulevard Anatole France 110-114 rue Ambroise Croizat se trouvait la Compagnie Générale de Construction. C'est vers 1856, que MM. Mazé, Voisine et Touchard, s'associèrent pour fonder des ateliers de construction de voitures et wagons de chemins de fer. En 1865, ces ateliers furent transférés à Saint-Denis d'abord au 110 de cette rue et un peu plus tard au 114. Devenue en 1879, Société Générale des Forges et Ateliers de Saint-Denis, puis Compagnie Générale de Construction, l'usine qui couvrait une superficie de plus de 6 hectares avec 40.000 m2

d'ateliers couverts et plus de 5 km de voies ferrées, pouvait fabriquer chaque année, 150 à 200 wagons à voyageurs pour chemin de fer, tramways, métro, etc.

Fournisseur attitré de la Compagnie Générale des Wagons-Lits depuis presque son origine, la Compagnie Générale de Construction avait également parmi ses références toutes les grandes compagnies de chemins de fer françaises, espagnole, algérienne, egyptienne, brésilienne, de nombreuses compagnie de tramways françaises et étrangères ainsi que le métropolitain de Paris et de Londres.

C'est dans cette usine qu'ont été réparés, après la libération de notre ville en 1944, du fait de la démolition par les bombardements des ateliers S.N.C.F. du Landy et de la Plaine les locomotives et les wagons endommagés par faits de guerre.

Vers 1950, les ateliers ont cessé toute activité. La Société Citroën a alors occupé les lieux pour y installer des chaînes de montage de "2 chevaux", celà jusqu'en 1981. L'usine a alors été rachetée par la Société les Nouvelles Messageries de Presse Parisienne (N.M.P.P.) qui a fait les bâtiments existants -dont deux grandes halles- ateliers qui avaient été construits d'après les plans de Gustave Effel, pour y faire construi re des installations adaptées au routage de la presse.

L'orfèvrerie Christofle s'y installa au 112 en 1875. Cette usine dont l'activité était assez diversifiée, fabriquait une grande variété de couverts, de petite et grosse orgèvrerie, des ensembles de décoration de bâtiments, des objets d'art et des statues de métal. On peut citer dans ces oeuvres de grandes dimensions, la statue colossale en bronze galvanique, Notre-Dame de la Garde à Marseille, haute de neuf mètres, défiant depuis 1867, les aussauts du mistral et des intempéries.

Depuis sa fondation en 1830, les créations de l'orfèvrerie Christofle ont affirmé une constante dans l'expression des grandes dates de l'avénement des tyles : Louis Philippe, Napoléon III, cubisme, Arts Décoratifs, et dans ces dernières années où l'art décoratif est agité des courants d'idées de "for mes utiles" et de "l'esthétique industrielle".

16

A partir de 1935, Christofle avait étendu son activité dans le décor de table et des artistes notoires ont participé à ses expositions : Paul Valéry, Paul Claudel, J. de la Crételle, Léon Paul Fargue, écrivirent les préfaces des catalogues de ses expositions, où étaient présentées des pièces gravées par Dignimont, Goerg, Jean Cocteau, des surtouts de talbe sculptés par Yencesse et Deluol ; des assiettes peintes par Paul Eluard, Mari Laure de Noailles, Francis Ponge ; par des peintres : Arp, Massc Villon, Vasarely... ; par des musiciens : Georges Auric, Henri Sauguet.

La Compagnie des Wagons-Lits, assurait comme son nom l'indique l'entretien des Wagons-Lits. Elle a elle aussi cessé toute activité. L'usine a été rachetée par la R.A.T.P. qui doit y aménager des ateliers d'entretien du matériel ferroviaire (motrices, wagons).

Au numéro 72, s'atait installé en 1867, la Compagnie Française des Métaux. Ancienne maison Laveissière, elle possédai également des usines à Deville-lès-Rouen, Serifontaine, Castelsa razin, Givet, Marseille et Madeleine-lès-Lille.

Cette fonderie traitait les métaux suivants : l'aluminium, le cuivre, le plomb, le laiton, l'étain, le nickel, le maillechort, etc. Bruts, laminés, en planches, en bandes et en feuilles. Martelés, en fil, en tuyaux, barres et lingots. Des tubes soudés et sans soudure. Le zinc brut, laminé et façonné. Des tubes en laiton unis, cordés, canelés et gravés de tous dessins pour appareils à gaz, les bronzes et ornements d'église, de tubes et réservoirs à haute pression en acier sans soudure, des plans de guerre et pour monnaie, des douilles pour fusils et canons, des emboutis pour obus, des obus en acier, le platine sous toutes ses formes, etc. La Compagnie Française des Métaux est devenue la Société Tréfimétaux.

Le 10 avril 1953, à la suite d'une cérémonie inaugurative, cette rue devenait la rue Ambroise Croizat (1901-1951), en hommage à l'ouvrier métallurgiste, militant syndical, membre du Parti Communiste Français dès sa formation et membre de son Comité central, il était secrétaire général de la Fédération de la métallurgie. Ministre

du Travail de 1945 à 1947, il fut à ce titre à l'origine de l'élaboration et de l'application des grandes mesures sociales en France : loi sur les comités d'entreprises, la sécurité sociale, les allocations familiales, le travail des jeunes et des femmes et le retour à la semaine de 40 heures.

...

Ambroise Croizat alors qu'il était Ministre du Travail (1945 à 1947)

Ambroise TINTELIER (Passage) - Bd de la Libération <---> en impasse.

D.1.

Du nom du propriétaire du terrain sur lequel a été tracé ce passage.

AMIENS (chemin) - Av. de Stalingrad <---> territoire de Stains.

Il est la continuité de la rue Henri Barbusse qui à l'origine s'appelait Chemin de Stains. C'était la seule route pour se rendre vers Pierrefitte et le Nord.

Amiral CAILLARD (rue de l') - Rue Lesne <---> autoroute D.3

L'amiral français Caillard Henri (1846 - 1917) s'illustra à la fin du XIXème siècle dans la guerre coloniale d'Extrême-Orient. Il devint chef d'Etat-Major -général de la marine en 1900.

AMPERE (rue) - Bd de la Libération <---> Saint-Ouen - E.1

Elle traverse la centrale thermique de Saint-Denis dont les premières installations remontaient à 1905. En 1966, elle était une des rares voies de Saint-Denis a être éclairée par des becs de gaz malgré son voisinage.

Par délibération du Conseil municipal en date du 13 mars 1914, elle porte le nom d'Ampère André-Marie, savant mathématicien et physicien français (1775-1836) qui trouva la loi concernant l'action mutuelle des aimants et découvrit la loi fondamentale de l'électro dynamique.

ANCIENNE TANNERIE (passage de l') - C.3.

Crée lors des travaux d'aménagement du secteur Basilique, son nom lui a été donné par délibération du Conseil municipal du 26 février 1981.

Il rappelle l'ancienne tannerie qui se trouvait à l'emplacement de la

...

halle du marché. (Voir rue Pierre Dupont ainsi que le plan documents annexes

Anatole FRANCE (boulevard) - rue Gabriel Péri n° ---- Bd Victor Hugo à Saint-Ouen - D.2 / F.1

A son origine le boulevard Anatole France s'appelait route de la Révolte. Cette dénomination remontait à 1750. A cette époque, la police ramassait les petits vagabonds pour les envoyer comme colons au Mississipi. Le bruit courut alors, que le roi Louis XV était lépreux et qu'il faisait ramasserles enfants pour prendre des bains de sang afin de se guérir. Le peuple se souleva et l'on cria dans la rue qu'il fallait aller brûler Versailles. Ce fut comme le premier coup de cloche du tocsin de la Révolution.

Le peuple eût bientôt un nouveau et terrible grief contre le roi, quand il sut que Louis XV, pour grossir sa cassette particulière, trafiquait sur les blés ; que le roi était devenu accapareur.(

De peur de la vindicte populaire, Louis XV ne voulut plus traverser Paris, pour aller à Saint-Denis, où il se rendait fréquemment voir sa fille Louise de France, prieure au carmel. Aussi fit-il construire en toute hâte, une route de la Porte Maillot à Saint-Denis que l'on appela pour ces raisons "Route de la Révolte". Le pont qui enjambe la voie de chemin de fer porte toujours ce nom.

C'est sur cette route que mourut accidentellement le 15 juin 1842, Ferdinand Philippe duc d'Orléans, fils de Louis Philippe.

Le 26 novembre 1924, le conseil municipal voulant honorer la mémoire d'Anatole France décidait, à titre d'hommage public, de donner son nom à la route de la Révolte.

Anatole France, de son vrai nom Anatole François Thibault

(1) Henri Martin : Histoire de France.

...

(1844-1924) était un illustre écrivain, membre de l'Académie française (1896), Prix Nobel (1921). Républicain sincère, il prit part à la défense de Dreyfus. Ami fidèle de la Révolution d'Octobre, il "fut le premier à se mettre à la tête du mouvement des intellectuels français d'avant-garde pour la défense de l'Union soviétique" (suivant Lénine). En mars 1921, d'accord avec la majorité du congrès de Tours, il remettait à Paul Vaillant Couturier son adhésion au Parti Communiste Français.

Ecrivain d'une perfection classique, ses meilleures oeuvres sont : le crime de Sylvestre Bonnard, la Rôtisserie de la Reine Pédanque, Les opinions de Jérôme Coignard, Thaïs, Le Lys Rouge, L'Histoire contemporaine, Les Dieux ont soif...

Anatole FRANCE (villa) - Bd Anatole France en impasse - F.1.

Doit son nom au voisinage du boulevard du même nom.

ANDILLY (rue d') - rue de Villiers <---> rue Clovis Hugues - B.4.

Nom d'une ville du Val d'Oise, donné lors du tracé des rues de ce lotissement.

ARGENTEUIL (rue d') - rue Henri Barbusse <---> av. de Verdun. B.4.

Nom d'une ville du Val d'Oise, donné lors du tracé des rues de ce lotissement.

ARNOUVILLE (rue d') - rue Henri Barbusse <---> rue de la Saussaie. B.4.

Nom d'une ville du Val d'Oise (Arnouville-lès-Gonesse),

...

donné lors du tracé des rues de ce lotissement.

Arthur FONTAINE (rue) Av. P.V. Couturier Victimes du Franquisme C3

Du nom des propriétaires des terrains.

Arthur RIMBAUD (rue) Rue Gabriel Péri rue Bonnevide.

Cette rue a été ouverte lors de la construction de la rue Gabriel Péri en 19 . Par délibération, le Conseil municipal décidait en Janvier 198 de la dénommer Arthur Rimbaud.

Arthur Rimbaud est né à Charleville, petite ville étroite "Supérieurement idiote entre les petites villes de province" (1), le 20 octob 1854. Son père a quitté le domicile familial alors qu'il avait six ans. Avec sa mère il ne vit que heurts et incompréhensions. Une seule passion lui fait aimer la vie : son travail au collège où il se montre à la fois brillant et révolté. A seize ans il compose des poèmes qui révèlent un génie d'une étrang précocité, montrant l'adolescent décidé à "monter sur tout comme sur un cheval", à "déporter les honnetetés tyranniques" qu'il stigmatise avec une extrême violence A la musique, 1870 ; Les Assis 1871. D'autres poèmes, d'un rythm personnel célèbrent le bonheur sensuel goûté dans la nature : Sensation, Bohème (1870).

La révolte poétique de Rimbaud se conjugue avec celle qui est à l'oeuvre dans le monde politique. Bouleversé par l'échec de la Commune et "présentant violemment" qu'il y trouvera la liberté, Rimbaud tente différente fugues vers Paris. Lors de son premier séjour, il est sans argent, dort sous les ponts. Ce ne sont alors que des cris de révolte, contre la guerre, Le sonneur du Val, 1870 ; Les Corbeaux, 1872 ; contre la religion chrétienne, Les Premières Communions, 1871 ; contre "la vie effroyable". Ainsi se confondent poésie et soif de révolution sociale ou morale.

Au coeur de sa dérive et de son désespoir, Rimbaud découvre qu'il est né poète. "J'assiste à l'éclosion de ma pensée : je la regarde, je l'écou je lance un coup d'archet : la symphonie fait son remuement dans les profondeurs, ou vient d'un bond sur la scène". Dès la Lettre dite du Voyant(Mai 187

---

(1) Sources bibliographiques :

Etiemble : Le mythe de Rimbaud. Editions Gallimard. 1954.

Rimbaud - Oeuvres - Préface de Dominique Foucher - Drouet Editions France Loisirs 1982.

Le Petit Robert 2. Editions France Loisirs. 1974.

Rimbaud avait affirmé son ambition de vivre mieux que Beaudelaire une expérience promethienne de "Voleur de feu" ; il écrit alors "la première étude de l'homme qui veut être poète est sa propre connaissance entière" ; or "Je est un autre" et c'est au prix d'un "long et immense raisonné dérèglement de tous les sens" qu'on peut, au delà de la conscience individuelle, rejoindre le moi et l'unité cosmique.

Quand Voltaire reçoit Le Bateau ivre écrit en 1871, qui se présente comme une allégorie superbe des aspirations du poète aux "nuits sans fond" de l'inconnu, dangereux voyage intérieur dont il attend les "aubes navrantes", il écrit à Rimbaud ces paroles enthousiastes : "venez chère grande âme. On vous esp re, on vous attend !".

A Paris où il se rend, ce ne sont que débauches, beuveries, drogue, homosexualité et aussi explosion de scandales. "C'était un être associable, dit Charles Cros, et qui se fermait toutes les portes amies, comme à plaisir." Verlain seul, fasciné par les vers de l'"enfant en colère", arrivera à supporter ses sacarsmes. L'aventure de deux amis, bientôt devenue liaison amoureuse, connaîtra une fin tragique : le "pitoyable frère" blesse Rimbaud d'un coup de révolver. (10 Juillet 1873)

Au cours de ses séjours à Paris, Londres et en Belgique, Rimbaud a tenté par "l'alchimie du ver", d'acquérir des pouvoirs surnaturels. Si l'on cherche dans les vers et poèmes en prose des Illuminations un sens immédiat, logique on n'y comprend rien. Pas de sens à rechercher en profondeur, bien plutôt de multiples sens qui s'inscrivent en surface à travers le texte, au fil de la lecture. Un texte qui appelle tous, parfums, couleurs, matière, transformation, architecture, temps de l'instant, oubli de la durée, au regard desquels la réflexion et la pensée habituelle ne saisissent plus rien. Les Illuminations sont l'exploration d'un univers imaginaire par un "verbe poétique accessible (...) à tous les sens, (qui soit) de l'âme pour l'âme, résumant tout..." Ainsi Larme, La Rivière de Cassis, Marine (en vers libre) ou Barbare, Fleurs, Phrases,s'appliquent-ils à "fixer des vertiges" par des images éblouissantes, des repaires obsessionnels, des raccourcis métaphoriques qui déplacent les sensations.

A cet "opéra fabuleux" répond Une saison en enfer. C'est le carnet d'un voyageur qui se sait damné. Rimbaud y analyse son expérience "révolutionnaire" de la poséie en acte ("J'ai brassé mon sang, mon devoir m'est remis").

En 1875, le poète renonce à la poésie dont il dénonce l'impuissance à "changer la vie". Il va, durant dix huit ans de silence, connaître "la réalité rugueuse à étreindre". Il voyage en Europe, puis se fait explorateur et trafiquant d'armes en Abysinie (au Harar) où il s'ennuie. L'ennui est le lot de Rimbaud, son destin.

En 1891, Rimbaud se plaint de douleurs à la jambe droite. Il souffre beaucoup. Le 9 mai il se fait rapatrier, il est atteint d'une tumeur cancéreuse au genou, le 22 mai il est amputé de sa jambe droite à l'hôpital de la Concepti à Marseille où il meurt le 10 Novembre 1891 en présence de sa soeur Isabelle.

Conclue par un silence qui a suscité d'innombrables interprétations, expérience fulgurante pour réinventer l'amour (Délires I) et la poésie (Délires violent combat spirituel d'une conscience "absolument moderne", l'oeuvre brève de Rimbaud a fécondée le symbolisme avant d'être saluée, par les surréalistes, comme l'élément précurseur de leur "révolution" permanente de l'esprit. Bien que le personnage de Rimbaud ait été fréquemment sollicité et mystifié, son oeuvre demeure l'une des sources majeures de la poésie moderne. (I)

AUBERT (rue) - Rue Gabriel Péri n°9 ⟷ Bd Marcel Sembat. D.2.

Du nom d'un habitant de Saint-Denis, acquéreur de l'ancien couvent des Annonciades, qui fit percer une rue sur l'emplacement de ce couvent.

Jusqu'à la première moitié du 19è s., Saint-Denis était restée une petite ville artisanale; traditionnelle et dévote, couverte d'églises et de couvents. En 1757, pour une population, qui, à cette époque, n'atteignait pas 3.000 habitants, on n'en comptait pas moins de quatorze autour de la puissante abbatiale : le chapître de Saint-Paul et huit paroisses, Saint-Michel, les Trois Patrons, Saint-Martin et Saint-Denis de l'Estrée, Sainte-Croix, Saint-Marcel, Saint-Pierre, Saint-Rémy, Sainte-Madeleine; un couve de Récollets et quatre de femmes fondés au 17è s.. S'y ajoutait l'Hôtel Dieu, entièrement administré par le clergé. Des églises, les ruines d'une seule, les Trois Patrons subsistent au voisinage de la Basilique. L'Hôtel-Dieu a été démoli en 1907. Des couvents, seuls sont restés le couvent des Carmélites sauvé de la destruc-

---

Sources biographiques: Arthur Rimbaud - Editions Loisirs de Franc I982 - Préface de Dominique Foucher-Drouet.
Le Petit Robert 2 - Dictionnaire des Noms Propres, Tome I
Larousse Encyclopédique en Couleurs

tion en 1972 et en partie restauré, et celui des Ursulines défigur par la construction dans son parc de tours en béton. Les autres couvents : Les Récollets, les Visitandines, et les Anonciades ont eux aussi disparu.

Les Anonciades bleues.

C'est en 1629, que le couvent des Anonciades de Paris fournit quelques religieuses pour créer un nouveau monastère, le vingt-huitième de leur ordre en France. Il a été établi à Saint-Denis, par la faveur de Monsieur de Versigny, président de la Cour des Aides.

"Ces religieuses qu'on nomme Anonciades célestes ou bleues, à la distinction des Anonciades rouges qui ont pour fondatrice la B. Jeanne de France, première femme de Louis XII, viennent de Gennes. Elles font profession d'une clôture très exacte". (1)

D'après un document retrouvé aux archives, l'église du couvent aurait été l'oeuvre des "Mansart" (2). Elle était ornée d'un fort beau dôme dessiné par d'Avilers, architecte du roi.

Ce couvent comprenait en 1790, 19 religieuses de choeur, 5 converses et 3 novices. Le terrain occupé par elles, était de deux arpents et demi, non compris celui des deux maisons attenant au couvent. (3)

Il a été supprimé à la suite du décret de la législative du 6 avril 1792.

---

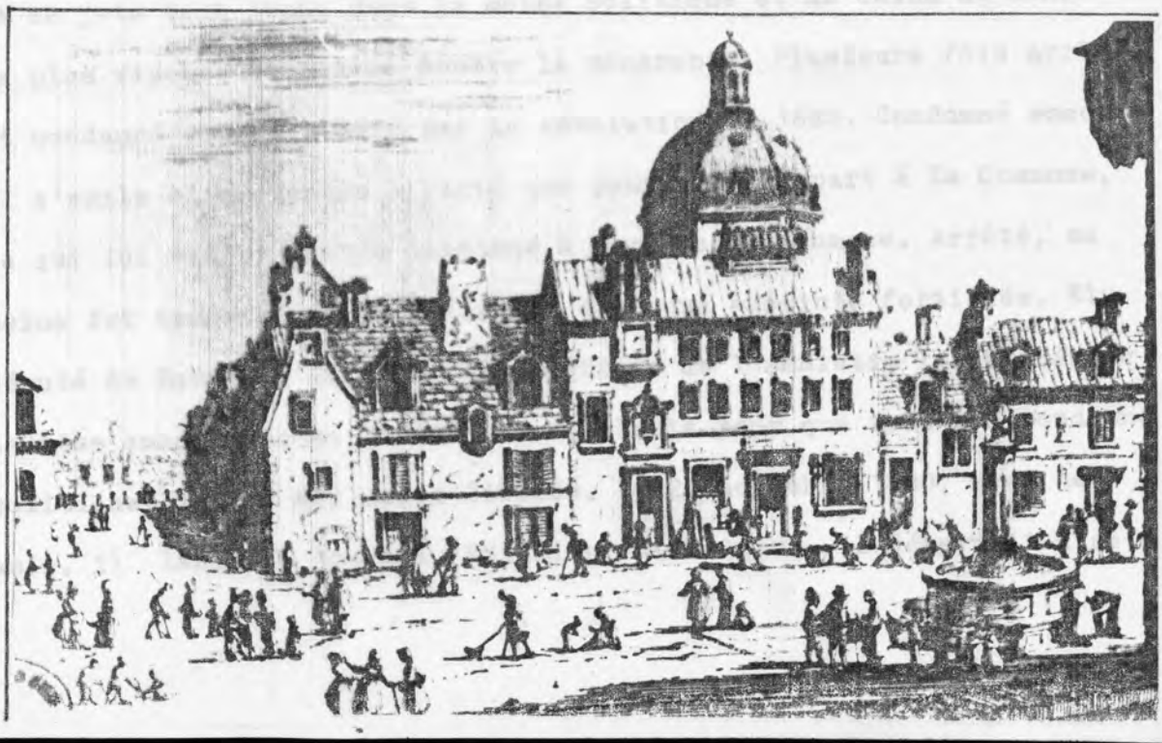
(1) Dom Félibien - Histoire de l'Abbaye Royale de Saint-Denys en France. Page 466

(2) D'après Marie-Antoinette Murat - Mémoire Principale Mention Histoire - Université de Paris - Faculté des lettres et sciences humaines - Juin 1965. Le monastère du couvent des Ursulines de Saint-Denis 1628-1792

(3) Etat des Communes à la fin du XIXème siècle, publié sous les auspices du Conseil Général. Saint-Denis - Page 19

La chapelle du couvent des Anonciades - Détail agrandi du plan de la Ville de Saint-Denis en I704, gravé par Inselin.

Le couvent des Anonciades vu la place aux Guesdes (Résistance en I836. Archives Départementales de la Seine Saint-Denis



AUBERVILLIERS (Chemin d') - rue Danielle Casanova <---> territoire d'Aubervilliers.E.4.

Chemin qui mène à Aubervilliers.

Auguste BLANQUI (rue) - rue Gabriel Péri <---> rue Albert Walter C.2 /C.3.

Cette rue a été ouverte lors de la construction en 1893, de la halle du marché sur l'emplacement de l'ancien dépôt de mendicité.

A la suite du refus préfectoral à la délibération donnant le nom d'Auguste Blanqui à cette rue ainsi que d'autres dénominations le Conseil municipal regrettait "... que M. le Préfet n'ait pas cru devoir approuver les dénominations des rues qui étaient si justement réclamées par la Démocratie anti-cléricale de notre localité et que le Conseil municipal avait adopté dans sa séance du 12 mai dernier" (12 mai 1893).

Malgré ce refus, le nom d'Auguste Blanqui a été consacré par l'usage.

Auguste Blanqui (1805-1881). Socialiste révolutionnaire, se jeta tout jeune dans la mêlée politique et ne cessa de mener la plus vigoureuse action contre la monarchie. Plusieurs fois arrêté et condamné il fut libéré par la Révolution de 1848. Condamné encore, il s'exile et ne rentre à Paris que pour prendre part à La Commune, ce qui lui vaudra d'être condamné à mort par contumace. Arrêté, sa peine fut transformée en détention dans une enceinte fortifiée. Elu député de Bordeaux en 1872, il bénéficie de l'amnistie le 10 juin de la même année. Dès sa libération, il lutte pour que tous les condamné politiques soient eux aussi libérés. Le 20 novembre 1880, avec des amis, il lance un journal, "Ni Dieu, ni Maître". Il débordait d'acti

26

vité quand il fut terrassé par une crise d'appoplexie, le ler Janvier 1881. Plus de 100.000 personnes suivirent ses obsèques.

Sa vie a été dépeinte par Gustave Geoffroy dans "L'Enfermé".

"Contre une classe sans entraille,
Luttant pour le peuple sans pain,
Il eut vivant quatre murailles,
Mort, quatre planches de sapin."

Eugène Pottier.

AUGUSTE DELAUNE (rue) - Bld.Jules Guesde - rue Brise-Echalas N°2-C2

Cette rue a été ouverte en 1869, après la construction de l'église Saint-Denis de l'Estrée dit Eglise Neuve. Jusqu'alors pour aller à la gare ou vers le quartier de la Maison de Seine (rue C.Michels), en venant du Centre de Saint-Denis, il fallait emprunter la rue Compoise (République), jusqu'à la rue Catulienne, la rue du Port (Ernest Renant) puis franchir le canal par le pont mobile qui se levait au passage des péniches. Il était souvent en panne comme en témoigne une pétition d'habitants du quartier de la Maison de Seine du 28 Mars 1833, adressée à la Municipalité.

"... nous venons appeler votre sollicitude sur la position difficile où nous nous trouvons relativement au mauvais état continuel du pont du canal, seul chemin qui conduit à la ville de Saint-Denis.

Pendant l'espace de douze jours, toute communication vient d'êt interceptée et ce n'est que sur une plate-forme étroite, le dessus d'une porte d'écluse, que les piétons seuls ont pû franchir le canal... Par sa construction ce pont levis pour le passage des bateaux, interrompt la voie publique..." Ce n'est qu'en I842 que des travaux furent entrepris pou remédier à cet inconvénient.

En 1899, à la suite de travaux exécutés par la Ville, en vue du dégagement des abords de la gare, le pont a été reconstruit en ciment armé par Bonna Aimé, ingénieur de la Ville de Paris, qui a utilisé très tôt ce matériau qu'il a aussi employé pour la construction des égouts de la Plaine et de Créteil.

La rue Auguste Delaune s'appela à sa création, rue de l'Estrée du fait de la proximité de l'église, puis, le 18 Juin 1872, rue du Chemin de Fer. Sa dénomination actuelle, Auguste Delaune lu a été donnée au cours de la séance du Conseil Municipal du ler Octobre 1944.

Né à Granville (Seine-Maritime) le 26 Septembre 1908, Auguste Delaune a connu dès son apprentissage l'âpreté des luttes auprès de ses compagnons adultes. En 1921, tenté par le sport, il adhère à la Fédération Sportive du Travail à laquelle il demeurera toujours fidèle. Ses parents viennent se fixer à Saint-Denis, en 1926, au quartier Parmentier, il a alors 18 ans. Sa discipline sportive, la course à pieds lui vaut l'année suivante, de remporter le championnat de France de Cross-Country. Il devient rapidement le dirigeant de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (F.S.G.T.), qui est constituée après la fusion de deux fédérations sportives : la F.S.T. dirigée par des communiste comme Delaune et l'Union des Sociétés Sportives et Gymniques du Travail animée par des socialistes comme Léo Lagrange. Delaune a été l'un des artisans de cette unité et sa compétence et sa popularité ont été reconnue par le gouvernement : en 1938, il a été désigné pour faire partie du Conseil Supérieur des Sports et il a reçu, pour son inlassable activité, la médaille d'or de l'Education Physique et des Sports.

Pendant les années où Doriot a trahi son parti, on trouve Auguste Delaune et son père dans les rangs des travailleurs communistes qui combattent le rénégat. Mobilisé en 1939, dans le Nord, il est de ceux qui se trouvent refoulés dans la poche de Dunkerque, attendant sur la plage terriblement bombardée, les navires qui les transporteront en Angleterre. Une fois sur le sol britannique, il demande à rentrer en France, pour reprendre le combat. Quand il y débarque, c'est déjà la débacle, les avions à croix gammées bombardent la gare de Rennes, les incendies se propagent et des trains de munitions menacent de sauter alors qu'un train sanitaire est en gare avec près de deux cents blessés. C'est l'affolement, le sauve-qui-peut général. Delaune lui, a conservé son calme, avec deux de ses camarades, il escalade des wagons, ouvre les portes, aide au transport des blessés. Il interpelle les hésitants et les commande. Son esprit de décision, son courage extraordinaire font tache d'huile, la panique est enrayée et les blessés sont sauvés d'une mort certaine.

Démobilisé fin août, il rentre à Saint-Denis. Il connait de nombreux sportifs et va trouver ceux qui sont rentrés pour leur demander de s'engager dans la Résistance. Ce recrutement, il ne le limite pas à Saint-Denis, il l'étend à Paris et à sa banlieue. Avec des camarades il constitue parmi les sportifs une organisation de Résistance "Sport libre", qui édite un journal du même nom.

Le 6 décembre 1940, il est arrêté et conduit au camp d'internement d'Aincourt. Il fait alors partie du Comité clandestin qui dirige l'activité des internés, notamment pour le droit de recevoir la visite de leur famille. Ce qui lui vaudra à la suite d'une grève, d'être transféré avec cinquante de ses camarades, à la prison de Pois puis au camp de Chateaubriant, où il arrive le 5 mai 1941.

...

Sous sa direction, les jeunes aménagent, en un temps record une piste avec terrain de Volley-ball, il organise des cours d'éducation physique auxquels participe notamment Fernand Grenier. C'est alors qu'il est interné, qu'arrive au camp, une décision du gouvernement de Vichy lui attribuant la Croix de Guerre et la Médaille militaire 1939-1940, pour son héroïque conduite lors du bombardement de Rennes une année plus tôt, ce qui lui vaudra sans doute de ne pas figurer sur la liste des otages fusillés le 22 octobre.

Auguste Delaune qui ne se fait pas d'illusion, a hâte de reprendre la lutte contre l'occupant, dans la nuit du 25 novembre il s'évade en compagnie de deux camarades. Il devient en 1942, sous le nom de Paul Boniface, responsable du Parti Communiste pour l'inter-région Normandie-Picardie où il organise les F.T.P. puis il est désigné pour s'occuper des départements bretons et limitrophes. Le 27 juillet 1943, il a rendez-vous, au Mans avec le responsable des F.T.P. de la Sarthe, Jean Fresnel. Ils ont été "donnés" par un traitre, Renard, et c'est la police qui les attend, Jean Fresnel est tué, Auguste Delaune grièvement blessé est livré à la Gestapo par les policiers français.

Auguste Gillot qui avait été désigné par la Direction du Parti communiste pour suivre et impulser le travail des militants dans la zone Nord, a reçu la directive de se rendre immédiatement au Mans avec mandat de tout faire pour arracher Auguste Delaune des griffes hitlériennes. Alors que tous les éléments étaient réunis pour l'enlever de l'hôpital où il se trouvait, la voiture qui devait le transporter n'était pas au rendez-vous du fait d'un barrage et l'action ne put avoir lieu. Les Allemands se doutèrent peut-être alors de quelque chose et le transfèrèrent à la prison du Vert Galant où il fut tor-

...

turé à tel point qu'ils le ramenèrent à l'hôpital du Mans de peur qu'il ne meure. Auguste Delaune n'a pas survécu aux tortures qui lui ont été infligées, il est mort le 12 septembre 1943. A cette époque la Gestapo et les policiers français pensaient avoir assassiné "Paul Boniface, paraissant avoir 32 ans...". Auguste Delaune n'avait pas parlé sous la torture, il n'avait donné le nom d'aucun de ses camarades, pas même le sien.

Le 10 janvier 1947, Auguste Delaune était fait chevalier de la Légion d'Honneur et cité à l'Ordre de la Nation à titre posthume.

"DELAUNE Auguste, né le 26 septembre 1908 à Granville (Seine-Maritime), secrétaire général de la F.S.G.T., athlète de valeur, dirigeant hors pair, qui s'est consacré pendant vingt deux années au développement du sport français dans le milieu du travail, et dont la vie, toute de sacrifices, et la mort glorieuse, resteront un exemple pour la jeunesse française".

Son père qui s'appelait aussi Auguste, fut conseiller municipal de Saint-Denis de 1945 jusqu'à sa mort survenue le 2 novembre 1959. Il était âgé de 80 ans.

Le 2 novembre 1959, sa fille Madame Goujon, recevait de M. René Rousseau, président de la F.S.G.T. la lettre suivante :

"Je viens d'apprendre ce matin la disparition de votre père, Delaune qui était aussi pour la F.S.G.T. notre "père Delaune" à tous. Vous savez combien nous prenons part à votre douleur et combien nous sommes proches de vous.

C'est en mon nom personnel et en celui de notre direction natio-

...

nale, de tous ceux qui l'ont connu, de ceux qui, membres de notre Fédération, savaient son passé de militant ouvrier et ce qu'il avait apporté pour la formation personnelle de son fils, notre ami Auguste Delaune qui eût une mort héroïque dans la Résistance, que je veux vous dire combien la mort de votre papa représente pour nous aussi une perte immense..."

Auguste DELAUNE (cité) - A.2 / B.2.

Cette cité qui doit son nom au voisinage du stade Auguste Delaune. Elle a été construite en 1956. 210 logements ont été réalisés par l'Office Public d'H.L.M. de Saint-Denis et 108 par la Société d'Economie Mixte, le Logement dionysien.

Auguste DELAUNE (Parc des Sports) Avenue Roger Sémat A.2.

C'est le nom qui a été donné en 1947, au stade communal, lors de l'inauguration d'une stèle à la mémoire du pratiquant et dirigeant sportif qu'était Auguste Delaune.

Le premier stade municipal, dit stade de l'Unité, se trouvait sur le territoire de Villetaneuse près du lieu-dit "le Vert Galant", sur des terrains appartenant à l'Hôpital-hospice. A chaque rencontre, les joueurs de foot-ball devaient transporter sur leur dos, les bois de leurs buts, du Barrage où ils les entreposaient, au stade et vice-versa, afin qu'on ne leur volent pas.

A la suite de l'incorporation en 1934, au domaine du chemin de fer du Nord, des terrains du stade, pour la construction d'un dépôt de machines et de voies de garage, celui-ci fut transféré sur des terrains cédés à la commune par le département, sur le versant ouest

...

ci-dessus: Auguste Delaune

ci-contre: Démolition des casmates du fort de la Double-Couronne pour l' agrndissement du Parc des Sports et la construction des divers équipements sportifs.

du fort de la Double Couronne. Fermé aux sportifs durant l'occupation allemande, il servait alors de champ de manoeuvre, le stade retrouvait son activité dès la Libération. Quoique des travaux aient été réalisés, il était devenu vétuste et ne répondait plus aux besoins d'une activité sportive qui allait chaque jour en augmentant. La Ville se préoccupait alors d'acquérir les terrains du fort de la Double Couronne afin d'en éraser les fortifications et y aménager et construire de nouvelles installations sportives.

Inauguré en 1971, le parc des sports Auguste Delaune, s'étend sur une superficie totale de 110 000 m2 soit : 4 km de clôtures, 41 000 m2 d'espaces verts, 7 000 pieds d'arbres, d'arbustes et de plantations. Il comprend une piste en matériau synthétique utilisable par tous les temps, une tribune de 3400 places et des gradins naturels d'une capacité de 8 000 spectateurs, un système d'éclairage pour utilisation nocturne et reportage télévisé noir et couleurs, un tableau de scores électroniques, un terrain de rugby avec système d'éclairage et tribune de 910 places, 3 terrains de foot-ball dont un en pelouse et les deux autres en semi-stabilisé permettant une utilisation intensive, huit courts de tennis dont quatre munis d'un système d'éclairage, un boulodrome, des plateaux extérieurs aménagés en terrains de hand-ball, basket-ball et volley-ball, un centre médico sportif aménagé sous les tribunes du terrain d'honneur. A ces installations, il y a lieu d'ajouter le palais des sports inauguré en 1962.

Il comprend : une salle omnisports avec gradins pour 900 spectateurs, une salle d'entrainement, une salle de gymnastique, une salle de judo, une salle de boxe, une salle de danse rythmique, ainsi que plusieurs salles de réunions, installations sanitaires, réserves à matériel etc.

...

Le Palais des Sports et le Parc des Sports Auguste Delaune en pleine saison, ont, une fréquentation mensuelle d'environ 20 000 enfants et adultes. ~~en pleine saison.~~

Auguste POULLAIN (rue) - Gabriel Péri 133 <----> Gaston Philippe 32

Ancienne rue Petit, du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été ouverte cette rue.

Le 25 juillet 1863, M. Petit adressait au maire de Saint-Denis, une lettre, dans laquelle il "déclarait céder à la ville, gratuitement, la propriété du sol de l'avenue pour en faire une rue pavée en bordures de granit et trottoirs en alsphate... le tout à la seule condition que la rue porte son nom..."

Des usines s'y étaient installées ; en 1860, au n° 10, la cartonnerie Marchand ; en 1865, au n° 36, la Manufacture des Crins filés et la même année, une fabrique de construction mécanique.

Sa dénomination actuelle, a été décidée par le conseil municipal dans sa séance du 1er octobre 1944, en hommage public à Auguste Poullain, résistant supplicié par l'ennemi en 1942.
Auguste Poullain qui exerçait la profession de charpentier en fer, est né le 23 mars 1909 à Nantes. Domicilié à Saint-Denis, membre du Parti Communiste français, il était responsable du service d'ordre du Rayon de Saint-Denis. Il avait pour tâche d'organiser la protection et la sécurité des réunions et de leurs participants que prétendaient perturber les hommes de main du P.P.F de Doriot, lors des campagnes électorales municipales de 1935 et 1937.

A la suite de l'interdiction du Parti Communiste, la police poursuivait et arrêtait sans répit, les nombreux élus, les responsables de section et de cellule ainsi que toutes les personnes suspectées de propagande

...

Communistes.

Lorsque le drapeau hitlérien a flotté sur la Fance, tout l'appareil policier français a été mis au service de l'ennemi. A Saint-Denis, trois inspecteurs des renseignements généraux : Chaplain, Bouey et Georges Brianza (dit Jojo) étaient en permanence au commissariat, chargés de la chasse aux patriotes, lors des arrestations, ils n'hésitaient pas à pratiquer la torture pour essayer de faire parler leurs victimes. Ils pouvaient compter sur la collaboration des hommes du Parti Populaire Français (P.P.F) réunis à la mairie, qui connaissaient bien tous les militants communistes de la Commune.

Auguste Poullain, dont l'image de marque était trop connue, sachant qu'il pouvait être arrêté à tout moment est parti, à la première occasion se cacher en Bretagne. En 1942, alors qu'on était venu pour l'arrêter dans son exil, il s'est sauvé en traversant une rivière. Il faisait froid, resté longtemps avec ses vêtements mouillés, il est tombé gravement malade, ramené à Paris dans un hôpital, Auguste Poullain y est mort des suites de complications pulmonaires. Il avait 33 ans.

La rue Auguste Poullain a perdu ses usines et ses ateliers. Les derniers en date étant les établissements Géosyl au n° 38, spécialisés dans les produits d'entretien, les désinfectants et la parfumerie, la Blanchisserie industrielle au n° 37, récupération et blanchissage de chiffons pour l'industrie, les Ets Dolfi, au n° 53, distillerie : ils ont été expropriés soit dans le cadre de la rénovation de la Z.A.C; Delaunay-Belleville, soit pour être mis à la disposition du Ministère de l'Education nationale qui devait y réaliser des équipements, les terrains dont le prix d'achat s'est élevé à 700 francs le m2, sont restés à la charge de la Ville qui envisage d'y aménager des espaces verts.

Des immeubles ont surgi sur l'emplacement des terrains libres ou libérés par suite des expropriations. Ce fut d'abord en 1966, l'école maternelle de l'Hermitage, faisant partie du groupe scolaire Victor Hugo, furent ensuite construits, le Centre des Impôts en 1971 et le service départemental d'Hygiène mentale en 1978.

.../...

La société d'économie mixte "Le Logement dionysien" y a constuit, en I979, un immeuble en accession à la propriété et un centre commercial qui a été édifié sur l'emplacement d'un immeuble communal ayant abrité avant d'être démoli, les bureaux de la Recette municipale. Celle-ci fut victime, en avril I977, d'un hold-up qui s'est terminé tragiquement pour les gangsters qui, interceptés par la brigade anti-gang, eurent un tué et deux blessés.

Dans une villa sise au nº 5I, qui servit d'orphelinat au début du siècle, la ville a aménagé une école d'arts plastiques comprenant des cours de dessin, de céramique, de tapisserie, de marionnettes, de peinture et d'histoire de l'art.

Dans l'immeuble de la résidence des Moulins, 40 rue Auguste Poullain, un centre de santé et de P.M.I. municipal moderne a ouvert ses portes en septembre I98I. Le centre occupe le rez-de-chaussée de l'immeuble (P.M.I. et radiologie) et le Ier étage (consultations, service dentaire).

AULNAY (rue d') - rue du Bourget prolongé ⟷ rue de Sevran B.5

Nom d'une ville du Val d'Oise donné lors du tracé des rues de ce lotissement.

AULNES (allée des) - rue Pasteur ⟷ rue du chemin Vert B.5

Dénomination donnée en janvier I982, à la rue qui longe la cité de la Saussaie (du nom du lieu-dit: endroit planté de saules). L'aulne est un arbre qui comme le saule, aime à pousser dans les endroits humides et marécageux, c'était le cas pour cet endroit.

BAILLY (rue du) - av. du Pr. Wilson nº I69 ⟷ av. du Pr. Wilson nº 227 - F.2

Cette rue a conservé le nom de la chaussée royale dite "Le Grand Chemin du Bailli", chemin sinueux qui, jusqu'en I720, date de la construction de la grande rue de Paris à Sain-Denis, traversait la Plaine qui est devenue avenue du Président Wilson et que suivaient les reines, rois et princes de sang, portés jusqu'à leur dernière demeure à la basilique de Saint- Denis. Ce chemin était

...

jalonné de sept Montjoies, pyramides de pierre, édifiées aux endroits où se reposa, le 23 mai 1271, Philippe III le Hardi, en portant sur ses épaules, les restes de son père, de Notre-Dame de Paris à Saint-Denis. Un vestige de Montjoie est visible en face de la cathédrale, près de l'Office de Tourisme.

Sur cette route, il y avait aussi une croix de pierre qui portait un nom curieux "La Croix Penchée", que l'on pourrait situer entre la rue du Bailly et l'église de la Plaine. Elle doit son nom à un "miracle". En l'an 1274, un voleur prit le Saint-Ciboire de l'église Saint-Germain à Paris et serait allé cacher l'hostie qui y était enfermée au pied d'une croix située sur le grand chemin du Bailli. La croix se serait penchée aussitôt par respect du Saint-Sacrement tel serait l'origine du lieu-dit La Croix penchée.

Ce chemin connut aussi une des premières grèves dionysiennes et peut-être de France : les "Hanouards" ou porteurs de sel qui détenaient le privilège de porter le corps des rois sur leurs épaules, jusqu'à Saint-Denis, lieu de leur sépulture. Aux obsèques de Charles VII en 1463, ils ne consentirent à dépasser la Croix Penchée, que si le Grand Ecuyer promettait de leur payer à chacun dix sols parisis. Ils obtinrent satisfaction et le cortège put reprendre sa route. Les Hanouards avaient aussi pour tâche, de couper en morceaux le corps des rois puis, de le faire bouillir et de le saler. Ainsi en advint-il des corps de Philippe V (dit Le Long) et de Philippe VI (dit Le Hardi).

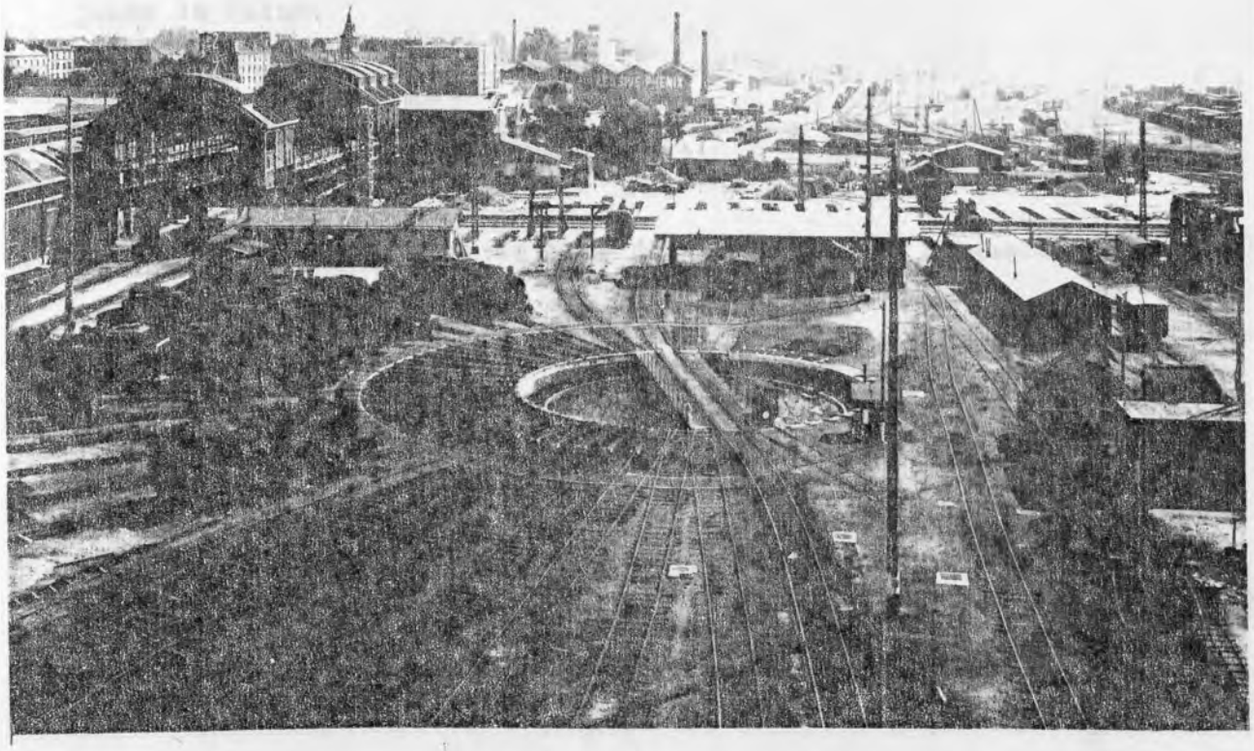
Dans la rue du Bailly se trouve le dépôt S.N.C.F. de réparation et d'entretien des locomotives et du matériel de traction. Il avait été presque complètement détruit lors du bombardement d'avril 1944.

...

TROIS DES SEPT " MONTJOIES "

élevées aux endroits où Philippe III se reposa en portant sur ses épaules, de Notre-Dame de Paris à Saint-Denis, la dépouille de son père Louis IX, le 22 Mai 1271. Les ruines et la croix devant l'abbaye, furent démolies en décembre 1793.

Ci-dessous, le dépôt S.N.C.F. de la rue du Bailly après sa reconstruction en 1947. Photo X.



BASILIQUE (Promenade de la) - Rue du Plouich ←---→ rue Glinka - B.5.

Cette rue qui a été ouverte lors de la construction de la cité Floréal en 1959, se trouve dans l'axe de la Basilique de Saint-Denis à laquelle elle doit son nom. La basilique est devenue cathédrale depuis que Saint-Denis est devenu évêché en 1970.

BAS-PRES (Chemin des) rue de Strasbourg ←---→ en impasse.

Ce chemin qui longe le cimetière communal aboutit aux jardins municipaux. Il doit son nom à un lieu dit les Bas Prés, zone de terrains s'étendant de la rue de Strasbourg à la rue Bonnevide, qui étaient en contre-bas et souvent inondés. Les lavandières qui lavaient le linge dans les rivières voisines aimaient à faire sécher leur linge dans les Bas-Prés.

BASSE DU PORT (rue) - rue du Port ←---→ Quai de Seine - C.1.

Doit son nom au voisinage de la rue du Port. Elle s'est trouvée encaissée du fait de l'aménagement des abords du pont qui enjambe la Seine.

BAUDET (rue) - rue Danielle Casanova ←---→ rue Cayeux - D.3.

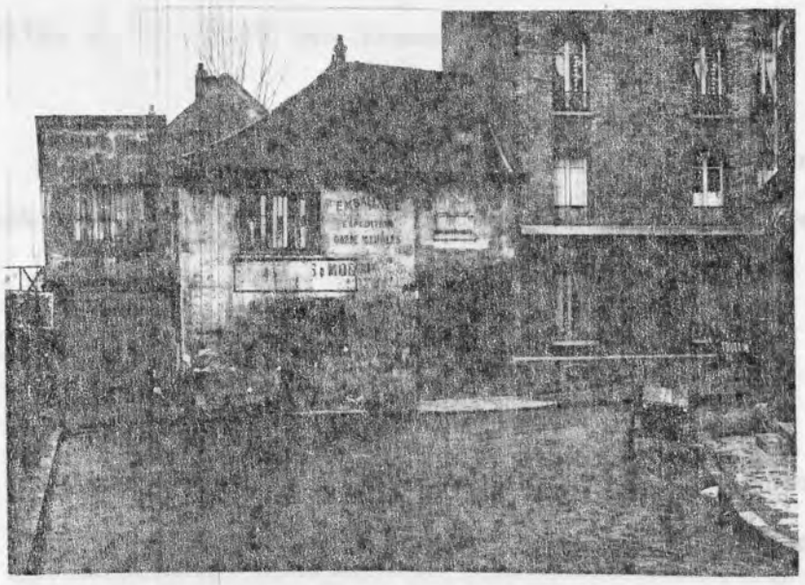
Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été ouverte cette rue.

BEL AIR (Villa du) - rue Danielle Casanova ←---→ en impasse - D.3.

Du nom du quartier dans lequel cette impasse a été ouverte. Cette dénomination relativement récente doit provenir d'une maison

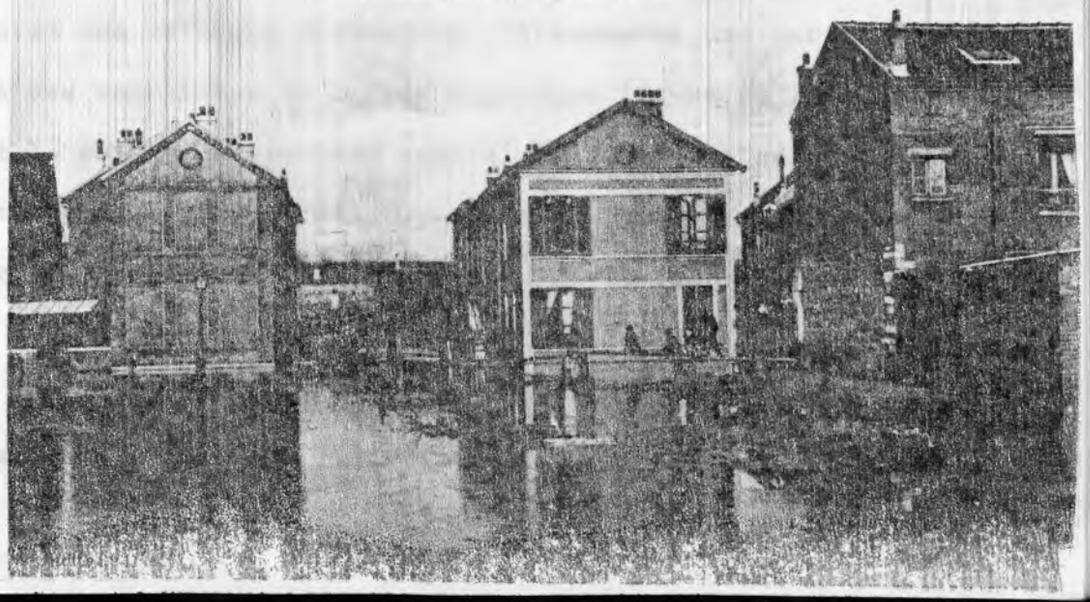
...

Auguste Poullain



ci-contre: la rue Basse du Port

2. Crue de la Seine, Janvier 1910 – Saint-Denis
Quartier du Coin du Feu, Rue Berne



41

particulière qui avait "bel air". Il y avait rue Leroy des Barres, une maison bourgeoise dans le jardin duquel avait été aménagée une grande pièce d'eau circulaire au milieu de laquelle se trouvait un kiosque auquel on accédait par un pont vénitien. Une barque ayant la forme d'un grand cygne blanc complétait cet ensemble. Cette maison fut, au début du siècle, café et dancing.

BERNE (rue) - Gabriel Péri <----> Jean Mermoz - B.2.

Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été construite cette rue.

BERRY (Allée du) - cité des Francs Moisins -

Cette rue a été tracée lors de la construction de la cité des Francs Moisins en 1969. Elle porte le nom d'une province de France

BERTHELOT (rue) - avenue Romain Rolland <----> rue des Postillons - C.4 / C.5.

Voie ouverte lors de l'aménagement du lotissement.

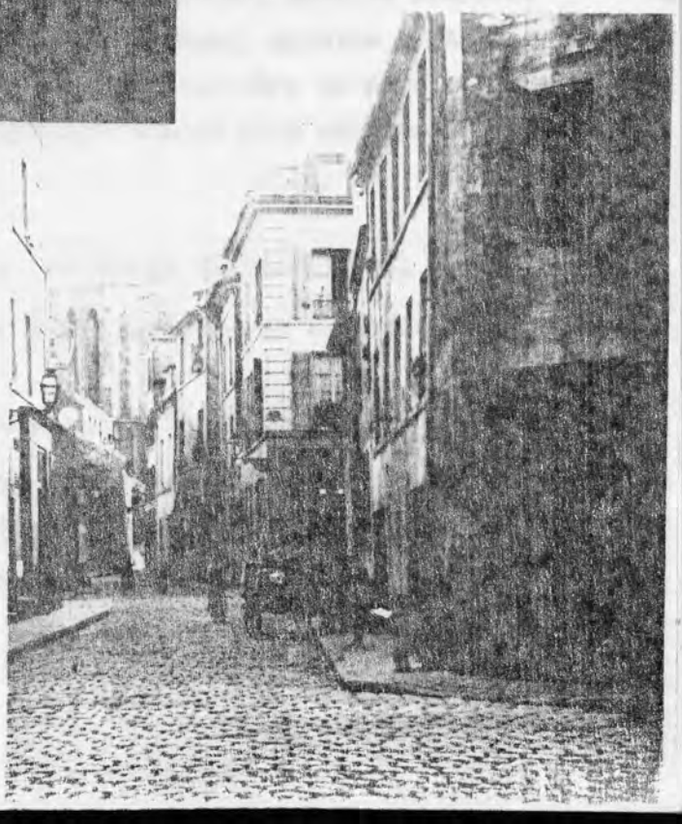
Berthelot Marcelin (1827-1907) chimiste et homme politique français, professeur au Collège de France, Inspecteur général de l'enseignement supérieur, sénateur inamovible, ministre de l'Instruction publique et des Affaires étrangères. Il consacra une partie de son activité à des recherches de chimie organique (étude de l'estérification) et la chimie de synthèse dont il se fit l'apôtre (alcool, méthane, acétylène). Il créa d'autre part la thermochimie, imaginant par cette étude le calorimètre de précision et la bombe calorimètre et chercha les règles permettant de prévoir l'évolution des systèmes chimiques. Il était membre de l'Académie de médecine, de l'Académie des Sciences et de l'Académie française. Avec sa femme à laquelle il ne

...

ci-dessus: le chemin d'Amiens et ses exploitations maraîchères

c i-contre: Berthie Albrecht décapitée à la hache par les nazis

ci-dessous: la rue de l'Alouette en 1893



put survivre, il repose au Panthéon.

Dès sa séance du 29 octobre 1968, le Conseil municipal décidait l'acquisition des terrains nécessaires au raccordement de la rue Berthelot à la rue Diderot, permettant ainsi une meilleure circulation dans le quartier et une liaison plus directe entre l'avenue Romain Rolland et l'avenue Albert Einstein.

Berthie ALBRECHT (allée) - cité Danielle Casanova - D.3/D.4.

Aménagée lors de la construction de la cité Danielle Casanova en 1956, cette rue porte le nom d'une résistante, surintendante d'usine et femme d'un banquier. Maman de deux enfants, elle était profondément catholique. Entrée dans le réseau de Résistance "Combat".Elle a été arrêté une première fois à Lyon, mais parvient à s'évader en simulant la folie. Arrêtée une seconde fois, près de Cluny, elle s'est suicidée dans la nuit du 5 au 6 juin 1943, à Fresnes. Elle est âgée de 50 ans.

"Le libellé de mon mandat d'arrêt est une insulte à mon honneur de Française, en même temps qu'une atteinte à la vérité. Je n'accepte pas, devant le peuple et devant l'histoire, d'être accusée de "nuire à la Defense Nationale". Ce que j'ai fait, je l'ai fait pour ma Patrie contre l'ennemi, et non contre ma Patrie avec l'ennemi".

Contrairement à ce que l'on avait pu croire, Berthie Albrecht n'a pas été décapitée à la hache mais il a été établi qu'elle s'était suicidée après avoir été déjà torturée et pour être sûre de ne rien dire sous de nouvelles tortures qu'elle prévoyait encore plus atrocesque les précédentes.

BLEUETS (rue des) - rue Clovis Hugues --- rue de Villiers - B.4.

Dénomination donnée lors du tracé des rues de ce lotissement.

BOBBY SANDS (rue) boulevard Anatole France --- Rue Samson.

C'est à la suite de l'initiative d'une habitante de ce quartier qui, après avoir fait signer une pétition à ses voisins, en a fait la proposition à la Mairie, que la Municipalité a décidé de donner, en Juin 1982

.../...

le nom de Bobby Sands à la rue Lorget prolongée.

Bobby Sands est né dans une famille catholique d'Irlande du Nord le 9 Mars 1954. Sa famille connaît très top les brimades des protestants qui obligent à quitter le quartier protestant de Rathcole (banlieue de Belfeast). Après ses études et deux ans d'apprentissage dans l'automobile, Bobby Sands connaît ce que connaît la majorité de la jeunesse catholique irlandaise : le chomâge puis la résistance. A 22 ans, Bobby Sands est arrêté, il est arbitrairement condamné une première fois à 5 ans puis, une deuxième fois à 14 ans de prison, pour le délit de détention d'armes et d'arppartenance à l'I.R.A. Au bout de neuf ans d'emprisonnement au bloc H de la prison de Long Kesh, il décide de faire la grève de la faim : "Je suis un détenu politique" écrivait-il "un combattant de la liberté". Après 66 jours de grève de la faim, Bobby Sands mourait le 5 mai 1981, il devenait le symbole du combat légitime d'un peuple condamné par l'un des plus anciens impérialismes de l'histoire. Son combat n'a pas été une forme de désespoir, il ne demandait pas de mourir, mais il voulait vivre dans un pays libre.

Pour la même raison, dans les semaines qui suivirent, Neuf camarades de Bobby Sands devaient à leur tour mourir après plusieurs dizaines de jours de grève de la faim.

En donnant le nom de Bobby Sands à cette rue qui est une des desserte de la nouvelle Bourse du Travail, la Municipalité a montré sa volonté d'honorer le noble combat de Bobby Sands, mais surtout d'en garder sa mémoire.

<u>BOISE</u> (passage) - rue du Landy 30 ----- rue Christino Garcia 27 - F.

Du nom du propriétaire des terrains. Cette rue se trouve dans un quartier fait de petites bicoques serrées les unes contre les autres dont les habitants sont originaires d'Espagne. Leur venue remonte au début du siècle, ils avaient été recrutés notamment par les usines "M ton" (Tréfilerie et Laminoir du Havre) qui trouvaient là une main d'o vre bon marché. Ils s'installèrent de part et d'autre

de la rue de la Justice (Cr. Garcia) dans des cabanes de planches dans des conditions telles que le Conseil Municipal dut intervenir en leur faveur. Petit à petit ils s'intégrèrent au quartier et construisirent de petites maisonnettes notamment passage et impasse Boise.

Il y avait en 1940 à la Plaine, un groupe de jeunes résistants particulièrement actif qui écrivait des slogans sur les murs, distribuait des tracts, traduisait des tracts en allemand, destinés aux troupes d'occupation, collait des affiches.

Le 14 juillet 1941, il participe à une manisfestation au métro Strasbourg Saint-Denis. Chacun porte une cocarde tricolore et un drapeau est brandi au-dessus des têtes qui a été confectionné par deux jeunes filles du groupe : Angèle Martinez et Eléonore Rubiano. Ces trois couleurs qui flottent alors que retentit des victoires allemandes sur le front russe, montrent à l'ennemi stupéfait, que la Résistance vit, en dépit d'une féroce répression.

Vers le 10 septembre 1941, à 4 heures du matin, l'impasse et le passage Boise et la rue de la Justice (Cristino Garcia) sont cernés par les Allemands qui ont posté une mitrailleuse à chaque coin de rue, un soldat baïonnette au canon, grenade dans le ceinturon devant chaque porte. Au cours de cette perquisition rien n'est découvert, mais 300 personnes sont emmenées au fort de l'Est pour vérification d'identité. Tout le monde est relaché, sauf deux : Lucas et Pierre Fernandez.

Quelqu'un a-t-il parlé au cours de ce contrôle d'identité ? Car c'est à partir de ce moment là que les arrestations commencent. Angèle Martinez est arrêtée le 28 septembre 1941 avec Rivero et Riancho. En octobre c'est le tour d'Eléonore Rubiano, Granja, Manuel Gonzalès, Baéna, Toupin, etc... tous membres du groupe de résistance.

Celles qui avaient confectionné le drapeau, Angèle

...

Martinez et Eléonore Rubiano, se retrouvèrent avec MaïPolitzer et Danielle Casanova, à la prison de la santé. Chaque soir, ces jeunes femmes courageuses, chantent la "Marseillaise" et "l'Internationale" qu'elles reprennent à l'aube quand elles entendent partir les patriotes que les hitlériens vont fusiller au Mont-Valérien.

En mai 1942, tout le groupe est transféré en Allemagne. Sur les 18 qui le composait, 6 ont été fusillés, 5 ont péri dans les camps de la mort.

Benito RIVERO et Eléonore RUBIANO, deux des jeunes de la Plaine arrêtés à la suite de la rafle du mois de septembre 1941. Ils ne sont pas revenus des camps de la mort hitlériens.

BONNEUIL (rue de) - rue Henri Barbusse <---> rue de la Saussaie. B.4.

Dénomination donnée lors du tracé des rues de ce lotissement. Cette rue porte le nom d'une commune du Val d'Oise, Bonneuil-en-France.

BONNEVIDE (rue) - rue Gabriel Péri 134 <---> Bd Félix Faure 23 - B.3.

Porte le nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été ouverte cette rue. En 1903, le Conseil municipal voulut l'appeler rue Paul Bert ce qui fut refusé. C'est par cette rue que l'on accédait

. . .

à l'usine Hotchkiss dont la première usine fut construite en 1875, ~~au~~ 6 Routes de Gonesse. Le 23 janvier 1896, un grave incendie avait presque complètement détruit les ateliers qui furent reconstruits avec leur entrée rue Bonnevide. Elle procéda à cette époque à l'étude de la mitrailleuse qui joua un grand rôle dans la première guerre mondiale. En 1903, elle étendit son activité à l'automobile. L'usine a cessé toute activité, les ateliers ont été démolis et à leurs places ont été construits des locaux d'habitation.

Ci-dessus, vue des usines HOTCNKISS en 1917.

BORODINE (rue) - Cité Floréal - B.5.

Dénomination donnée lors du tracé des rues de la Cité Floréal construite en 1959.

Borodine Alexandre né et mort à Saint-Pétersbourg, compositeur russe. D'abord chimiste, il devint l'un des chefs de la jeune

...

Rue Bonnevide, le café de la Vieille Mer, où l'on aimait à se rassembler à la fin de la semaine pour y jouer aux cartes en buvant une chope de bière ou une fillette de vin. On n'y jouait pas de l'argent, mais des volailles : poulets, oies, canards et même des lapins.

Ci-contre, la rue des Boucheries en 1947 entre la rue de la Boulangerie et la rue du Cygne.

école russe ; auteur d'un tableau symphonique évocateur : dans les steppes de l'Asie centrale, le Prince Igor, dont les danses sont célèbres.

BOUCHERIES (rue des) rue Gabriel Péri 66 ←---→ rue de la Légion d'Honneur 18 - C.2. / C.3

La construction en 1907 du groupe scolaire sur l'emplacement de l'ancien Hôtel Dieu, amena la disparition de la rue de l'Abreuvoir et le tracé de la rue des Boucheries engloba l'ancienne rue Renaud Pelletier et la rue des égoûts jusqu'à la rue de Paris (G. Péri). Elle doit son nom au fait qu'elle était le centre du commerce des bouchers de la ville (d'après Fernand Bournon).

En 1903, il fut question de la dénommer rue Belloy de Francières du nom d'un religieux de l'Hôtel-Dieu qui en 1648, constituait une rente devant être répartie chaque année entre trois jeunes filles pauvres et vertueuses de la commune.

Le groupe scolaire de la rue des Boucheries remplaçait la plus vieille école qui existait à SAINT-DENIS. Elle avait d'abord été créée dans l'ancien Hôtel-Dieu en 1707 à la suite d'une donation faite par Mademoiselle PINSON, mais quelle fut l'histoire de nos écoles et de l'enseignement ?

L'ECOLE DE L'ABBAYE.

Parmi les plus anciennes écoles de SAINT-DENIS, il faut certainement citer l'école du monastère de l'Abbaye qui était située dans l'une des galeries du cloître. Elle était assignée aux enfants "novices enfantins", bien souvent offerts en très bas âges par leurs parents à Dieu et à ses martyrs : Saint-Denis, Saint-Rustique et Saint-Eleutère.

Les novices s'y appliquaient aux lectures en commun et à divers enseignements donnés par leur maître. Toutes les leçons, néanmoins,

So

n'étaient pas données dans le cloître ; l'histoire des premières années de Suger révèle que de vastes salles réunissaient, au moins pour certaines parties de l'enseignement, ceux d'entre ces jeunes qui avaient atteint l'âge d'apprendre et la jeunesse séculière élevée dans l'abbaye.

Au VIIIe siècle, en effet, l'école du monastère s'ouvrait à tous ceux qui avaient soif de recueillement et de science et des fils de haute lignée ne dédaignaient pas de passer par cette éducation du cloître où se rencontraient, à côté d'enfants déshérités et de futurs savants, les héritiers des plus grands noms de France. Une charte du roi Pépin nous apprend qu'il était venu y suivre des cours, Louis le jeune et Louis VII avaient été élevés au monastère et une tradition longtemps conservée assurait que Saint-Louis était venu après eux, apprendre à Saint-Denis la science des Saints et s'initier à celles des lettres (1).

On donnait alors le nom général de philosophie à l'ensemble des connaissances humaines, distribuées dans le cadre des "Sept Arts Libéraux", et formant une sorte d'encyclopédie sommaire des notions laissées par les savants de l'antiquité classique. La partie théorique et littéraire, la première enseignée aux écoliers, portait le nom de "trivium", et comprenait l'étude de la grammaire renfermant l'étude des modèles de l'antiquité, poètes et orateurs, de la dialectique et de la réthorique : c'était là ce que l'on appelait les "arts" proprement dits, les connaissances spéculatives. Elles précédaient l'étude des sciences, ~~boojt~~ objet de la seconde division : le "quadrivium". Les sciences, dont le champ était bien restreint, les déductions bien peu rigoureuses et dont aucune méthode expérimentale ne fournissait ni ne contrôlait les données c'étaient la géomètrie, l'arithmétique, l'astronomie, la musique.

LA VIE INTELLECTUELLE DE L'ABBAYE

On ne peut comparer la vie intellectuelle à SAINT-DENIS avec celle d'autres abbayes, célèbres foyers spirituels. SAINT-DENIS s'est trop trouvé mêlé au cours de son histoire à la vie temporelle. Cependant,

.../...

(1) Félicie d'Ayzac

d'après certains spécialistes, le scriptorium créé par Charlemagne a pu produire, entre 865 et 880, une série de manuscrits enluminés, et de reliures décorées, dont les plus importants sont l'Evangéliaire de Charles le Chauve, son psautier, le Sacrementaire de Metz. Ce qui est certain, c'est que Charles le Chauve légua à Saint-Denis une partie de ses précieux manuscrits. L'importance de la bibliothèque de l'abbaye au XVe siècle est connue par un texte de 1465 qui parle de 1.500 ouvrages (dont 80 environ ont été retrouvés, conservés pour la plupart à la bibliothèque nationale). Mais l'une des créations originales de Saint-Denis est l'historiographie. En effet, c'est là que naquirent les fameuses "Chroniques de Saint-Denis", ancêtre de nos histoires de France.

L'ECOLE DU PRIEURE

Lorsqu'il fut en âge d'apprendre le jeune Suger fut placé pour faire son éducation dans le prieuré de Saint-Martin-de-l'Estrée qui se trouvait à l'emplacement de l'intersection des rue de la République et de la Charronnerie. Il y resta dix ans à se consacrer à ces études qui n'étaient qu'une préparation à l'enseignement supérieur de la théologie. Louis, fis de Philippe 1er, fut aussi placé dans cette école. Il y fut élevé en compagnie de Suger qui devint sont compagnon et son condisciple.

Dès le début du Moyen-Age, il existait, auprès des cathédrales des écoles dont les maîtres choisis par les évêques étaient chargés d'instruire les enfants pauvres : ou les appelait les petites écoles municipales, et aussi écoles de grammaires.

Au début du XVIIe siècle, les curés de paroisses commencèrent

à ouvrir des écoles gratuites, dites de charité, en même temps que Jean-Baptiste-de-la-Salle créait son institut des écoles chrétiennes pour l'enseignement populaire.

LES URSULINES

A Saint-Denis, pendant les guerres de religion, les Calvinistes avaient établis leurs erreurs en bien des familles... "Ce qui détermina le Roi Louis XIII, à y envoyer des missionnaires, sous la direction de Monsieur Vincent de Paul. Ce zèlé serviteur de Dieu -lit-on dans la Chronique des Ursulines- reconnut tant de besoins spirituels particulièrement touchant l'éducation de la jeunesse, qu'il demandaît qu'on y érigea un monastère d'ursulines. Le but et la fin principale des ursulines étant l'instruction des petites fille séculières en la piété chrétienne, et les moeurs convenables à leur sexe (1). Elles s'engageaient par leur quatrième voeu "à s'employer à l'instruction des petites filles (2)". Les ursulines étaient obligées d'instuire non seulement les pensionnaires, mais aus les jeunes filles externes.

C'est en 1628 que les ursulines s'installèrent à Saint-Denis, la mère de Hocquignan qui avait été la première novice de la maison et avait revêtu l'habit de religion le 30 Novembre 1628, prépara l'établissement de Saint-Denis. Elle fit avertir dans les paroisses, d'envoier chez elle toutes les jeunes filles pour apprendre à lire et à être instruites des vérités de notre religion".

L'instruction y était gratuire, conformément à leurs constitutions "on ne prendra pour personne en particulier, ni pour la communauté en général aucune chose pour salaire de la peine employée à l'instruction des petites filles,

.../...

1-2 : Constitutions des religieuses Ursulines de la congrégation de Paris, divisées en 3 parties -cité par Marie-Antoinette MURAT- Mémoire principal pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Supérieures -Université de Paris Juin 1965- Le monastère des Ursulines de Saint-Denis 1628-1792.

soit pensionnaires, soit externes ; mais le tout se fera gratuitement pour l'amour de Dieu". (1).

La pension demandée aux internes devait couvrir simplement les frais d'entretien, elle était plus faible que celle demandée, à même date, aux Dames particulières qu'on hébergeait seulement (2). L'instruction était identique pour toutes, en ce qui touchait la doctrine chrétienne et la piété. On leur apprenait à lire, à écrire et même à travailler à quelques ouvrages. Aucun registre n'ayant été établi pour les élèves externes, il n'est pas possible d'en connaître le nombre. En ce qui concerne les élèves internes, nous savons par le livre des pensionnaires reçues entre 1628 et 1641, que 320 enfants furent successivement pensionnaires pendant cette période (3).

Le couvent des Ursulines étant devenu bien National à la suite du décrêt de la Convention supprimant les congrégations religieuses, les ursulines ont quitté leur monastère le 3 Septembre 1792.

L'ECOLE DE L'HOTEL-DIEU

L'Hôtel-Dieu de Saint-Denisfaisait fonctionner, ou du moins contribuait à soutenir de petites écoles pour les pauvres.

C'est à Marguerite Pinson que l'Hôtel-Dieu est redevable pour la fondation à perpétuité d'une école pour l'instruction des jeunes filles pauvres.

"Damoiselle Marguerite Pinson, fille majeure, native de cette ville étoit dans la résolution de donner à cet Hôtel-Dieu 1500 livres de rentes

.../...

(1) Constitutions - 2eme partie - cité par Melle Marie-Antoinette Murat, op. cit.
(2) Sur le couvent des Ursulines, voir rue des Ursulines
(3) cité par Mademoiselle Marie-Antoinette Murat. op. cit.

pour fonder à perpétuité après sa mort, une école de filles où elles seront instruites gratuitement et même d'abandonner dès à présent, à compter du 1 Janvier prochain, quatre vingt deux livres par chaque année, pendant sa vie et de payer tous les frais qu'il conviendra de faire pour le contrat de donation et des actes de ratification si l'on vouloit commercer la dite école au 1er Mars de l'année 1707"(1).

A la suite de cette fondation, il est apparu indispensable de demander une cinquière soeur à la communauté de Saint-Lazare, afin d'assurer le bon fonctionnement de cette institution. En dehors des heures qu'elle consacrait à cette tâche, cette nouvelle religieuse se devait de participer aux travaux de l'Hôtel-Dieu et de ses malades.

UNE ECOLE DE GARCONS

Une école de charité, dont la fondation est l'oeuvre de Mademoiselle Charlotte Poignant avait été ouverte pour les garçons rue du C ou Fourré (Ursulines Un extrait d'un acte notarié nous précise cette fondation (2) . "C'est à savoir que la dite Charlotte Poignant, a par ses présents, fondé et fonde à perpétuité dans la dite Ville de Saint-Denis, à l'endroit le plus commode, une école de charité qui commencera le 1er Juillet prochain (1708) et qui sera tenue, requise et gouvernée par un des frères (de la doctrine chrétienne), lequel apprendra gratuitement et également bien, tous les pauvres garçons de la Ville de Saint-Deni à lire, à écrire l'arithmétique, le catéchisme et toutes les choses nécessaires..." Les enfants étaient de plus tenus d'aller à la messe tous les jours d'école, et on veillait spécialement à ce qu'ils se confèssent plusieurs fois par an. On n'oubliait pas non plus la fondatrice, et c'était à son intention que la classe récitait tant le matin que l'après-midi au début ou à la fin des cours, le "Vénicréator" et le "Déprofondis".

(1) Archives de l'Hôtel-Dieu conservées aux archive municipales de Saint-Denis registre de 191 pages. GG 247

(2) Archive municipales de Saint-Denis -extrait d'un acte notarié en date du 16-4-1708 - Registre FF10.

L'ENSEIGNEMENT ET LA REVOLUTION

C'est au moment de la Révolution que le nom d'école primaire apparut pour la première fois, dans le plan d'éducation nationale présenté par Talleyrand à la Constituante et par Condorcet à la Législative. Un décrêt de la Convention Nationale, en date du 12 Décembre 1792, consacra cette dénomination, en décrêtant que les écoles primaires formeraient le premier degré d'instruction et que les maîtres s'appelleraient instituteurs. En l'an VIII (1800), on comptait déjà 24 écoles primaires à Paris, et 16, soit une par canton, dans les arrondissements de Sceaux et Saint-Denis.

Dès 1793, à l'école de garçons de la rue du Clou Fourré, 4 instituteur remplacèrent les frères des écoles chrétiennes, dits ignorantins.

A la séance du 17 Mai 1811, le Conseil Municipal, frappé de la modicité du traitement des instituteurs, "invitait l'autorité supérieure à interposer ses bons offices" pour que ce traitement fut élevé à 1.800 francs. Pendant la Restauration, en 1818, fut créée une école des frères, ce qui fit porter le budget de l'enseignement à 25.000 francs.

DES COURS GRATUITS D'ADULTES

En 1861, le Conseil Municipal vota un crédit de 500 francs pour la fondation des cours gratuits d'adultes, le soir, dans l'école Guilleminot (Corbillon), comprenant l'enseignement de la langue française, de l'arithmétique de la géométrie, physique et chimie, du dessin et du chant.

En 1862, le budget de l'instruction primaire était de 15.650 francs Les élèves payaient par mois : "quatre francs pour la mutuelle des garçons ; trois francs pour la mutuelle des filles ; un franc cinquante pour la salle d'asile".

.../...

En 1869, le budget de l'instruction primaire s'élevait à 35.000 F (1). Il y avait, à cette époque à Saint-Denis, 3 écoles communales de garçons, 3 écoles communales de filles, 1 salle d'asile. La salle d'asile se trouvait à l'angle des rue Albert Walter et de Strasbourg.

LA SALLE D'ASILE

L'institution des salles d'asile était due à la nécessité de protéger la première enfance contre l'abandon et contre les accidents de toutes sortes auxquels elle était exposée, par suite de l'impossibilité où les parents se trouvaient de les surveiller, en raison des exigences de leur profession. "Les salles d'asiles étaient affectées à la garde des enfants, à l'exercice de leur intelligence naissante et à leur instruction morale et religieuse" (2).

Les enfants étaient recueillis dans les asiles dès l'aĝe de deux ans et en sortaient de cinq à sept ans, pour entrer dans les écoles proprement dites.

AU TRAVAIL DES L'AGE DE HUIT ANS

Les séjours dans les écoles primaires étaient bien souvent aléatoires. En 1838, H.A Frégier écrit : "les ouvriers malheureux et chargés de famille, ne pouvant suffire aux frais de nourriture et d'entretien de leurs enfants avec leur modique salaire, qui ne dépasse pas souvent quarante sous par jours, ni en y ajoutant celui de leur femme,qui s'élève à peine à la moitié de cette somme, se trouvent obligés, afin d'augmenter les faibles ressources du ménage, de placer leurs enfant dès l'âge où ils sont capables de quelque travail. Cet âge est ordinairement de 7 ou 8 ans. Jusque là, les enfants les plus âgés gardent les plus jeunes pour économiser le temps de la mère.(1).

En 1838, 7 entreprises dionysiennes sur 11 avaient embauché des enfants à partir de 8 à 10 ans. Cette tranche de main-d'oeuvre infantile (245).

(1) Etat des communes cité p. 179
(2) H.A.Frégier. Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes Paris. J.B Baillière- 1840- Tome II p. 7 et 8.
(3) H.A Frégier - op. cité Tome I p.p 26 et 27.

représente à elle seule, 70 % de la main d'oeuvre infantile totale, plus de la moitié de la main d'oeuvre infantile et juvénille réunies, près de 40 % de la main d'oeuvre totale. Aux établissements Depruneaux, atelier d'impression sur etoffe qui se trouve dans le quartier de la Maison de Seine, ou emploie sur 370 salariés, 150 enfants de 8 à 9 ans.

Dans l'arrondissement de Saint-Denis, le nombre des enfants de 8 à 12 ans, dans les établissements inspectés exède le nombre des enfants entre 12 et 16 ans, cela jusqu'en 1850 (2).

DES SALAIRES DERISOIRES.

En 1830, le règlement intérieur d'une entreprise proche de Saint-Dizier Haute-Marne énonce ainsi les salaires : "augmenté dernièrement, les nouveaux salaires hebdomadaires sont désormais les suivant :

Cadets (jusqu'à 11 ans) ..... 0,50 F
Juniors (jusqu'à 14 ans) ..... 1,45 F
Séniors (après 15 ans de maison ..14,70 F

En 1838 à Saint-Denis, si l'on tient pour exacts les renseignements fournis, sur 323 enfants, 290 perçoivent entre 40 et 70 centimes de salaire quotidien : cette base moyenne quotidienne représente environ 1/7 du salaire des hommes ouvriers (3).

UNE IGNORANCE GENERALISEE

En consultant "l'état actuel de la condition des enfants employés dans les fabriques de Saint-Denis" pour l'année 1838, on constate que la moitié des enfants employés dans ces fabriques (158 sur 323) n'ont reçu -aucune instructio Quant à ceux qui sont "sortis des écoles" ou "suivant les écoles", quelle éducation ont-ils pu ou peuvent)ils y recevoir, lorsqu'ils ont de 8 à 9 ans, comme ces 70 enfants travailleurs de chez Dépruneaux et qu'ils travaillent huit, neuf et même dix heures par jour ?

.../...

(1) H.A Frégier op.cité. tome 1, pp 98-99
(2) Tableau d'inspection de Paris, et arrondissements de Saint-Denis et Sceaux archives départementales de la Seine
(3) D'après témoignage chrétien, jeudi 20 Avril 1972- Cité dans le Travail Industrie des Enfants - Archives municipales de la Seine-Saint-Denis page 10

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

L'enseignement primaire n'était ni obligatoire, ni gratuit (sauf de rares exceptions). Les écoles étaient ouvertes par les Frères (congréganistes), par des particuliers, par les communes surtout après la loi Guizot du 28 Juin 1833. La compétence des maîtres était variable : bonne pour les pères, mais d'abord très médiocre pour les autres maîtres d'école, dont le niveau s'est amélioré cependant, avec l'obtention plus difficile du brevet d'enseignement, la création de l'inspection primaire en 1835 et le développement des Ecoles Normales qui ont permis la formation d'une proportion croissante de maîtres. Mais les conditions matérielles (locaux, équipements, aération) sont demeurées très longtemps mauvaises.

Les méthodes pédagogiques diffèraient selon le type d'école et la période. La plus insolite, dite d' "enseignement mutuel", connut une grande vogue au moins jusqu'en 1840 dans les écoles surchargées des communes urbaines. Le "mode mutuel" permettait, en effet, à un seul maître d'enseigner la lecture, l'écriture, et l'arithmétique très élémentaires à une classe de 100 ou 200 élèves !
Pour une grande partie des exercices scolaires le maître était relayé par de "moniteurs" (élèves les plus avancés) dont chacun au signe du maître, encadrait et commandait un groupe d'élèves dont il avait la charge : toute une partie de l'activité scolaire se déroulait à partir de signes sonores ou visuels (1).

Les enfants qui travaillaient dans les entreprises ne pouvaient pas bénéficier de cet enseignement qui leur était pratiquement inaccessible parce que payant et pratiqué de jour, c'est-à-dire, pendant qu'ils étaient au travail. Quelques-uns, peut-être, avaient-ils bénéficiés de deux ou trois années d'école avant de commercer à travailler.

ECOLES DU SOIR, ECOLES DU DIMANCHE, ECOLES DE FABRIQUES

Des écoles du soir avaient été ouvertes, mais "les enfants fatigués par un dur labeur de 12 ou 14 heures ou par le travail de la nuit précédente, ne

.../...

(1) Textes et documents pour la classe (21-4-1977) cité par archives départementales de la Seine Saint Denis-Le Travail Industriel des Enfants -op. cité page 11

sont pas en état (de) suivre les leçons avec fruit" (1). Les horaires ne coïncidaient pas toujours avec la fin du travail, il fallait, dans ce cas, demander une autorisation de sortie à l'employeur et renoncer à une partie du salaire.

Le Préfet du Nord avait préconisé les écoles du dimanche. Il y voyait "un moyen d'inciter les parents à faire instruire leurs enfants hors des heures de travail des fabriques" et donc de ne pas perdre de salaire. Mais dans ces conditions, l'enfant qui avait trimé toute la semaine, ne pouvait bénéficier du repos dominical.(2).

PROMISCUITES ET MAUVAIS EXEMPLES

Dans son ouvrage H.A Frégier (plusieurs fois cité ici) a identifié les ouvriers, à quelques exceptions près, des éléments "dangereux" ou "vicieux" de la société. Pour ce qui est des enfants travailleurs, il s'étend longuement sur les promiscuités et les mauvais exemples qu'ils trouvent dans les fabriques et les conséquences qui, selon lui, en découlent. Page 29 du tome II, nous pouvons lire : "De six à douze ans, là (dans les Vosges) et partout ailleurs, ils (les enfants), essaient de marcher sur les traces de l'adulte : ils fument la pipe, fréquentent le cabaret et se choisissent une concubine, anticipant sur le voeu de la nature par des efforts impuissants et voulant paraître des hommes alors qu'ils ont à peine atteint la limite de la première enfance.".

LA LOI DU 22 MARS 1841

Le 22 mars 1841, était votée la loi relative au travail des enfants dans les manufactures, usines ou ateliers. C'était une loi capitale, davantage encore pour le principe qu'elle posait par son application, très longtemps problèmatique.

Cette nouvelle loi, était devenue indispensable aux yeux de certains milieux limités et influents, mais son champ d'application était très modeste :

"Article Premier" : les enfants ne pourront être employés que sous les conditions déterminées par la présente loi :

.../...

1° - dans les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, et dans leurs dépendances"

LA DUREE DU TRAVAIL VARIAIT SELON L'AGE

"Article 2 : Les enfants devront pour être admis, avoir au moins huit ans ou huit à douze ans, il ne pourront être admis au travail effectif plus de huit heures sur vingt-quatre, divisées par un repos.

De douze à seize ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de douze heures sur vingt-quatre, divisées par des repos.

Article 4 :... Tout travail de nuit est interdit pourles enfants en dessous de treize ans."

L'INSTRUCTION SUMULTANEE DEVIENT OBLIGATOIRE

"Article 5 : Nul enfant âgé de moins de douze ans ne pourra être admis qu'autant que ses parents ou tuteurs justifieront qu'il fréquente une école publique ou privée de la localité. Tout enfant admis devra, jusqu'à l'âge de douze ans suivre une école. Les enfants de plus de douze ans seront dispensés de suivre une école lorsqu'un certificat, donné par le Maire, attestera qu'ils ont reçu l'instruction élémentaire".

UN LIVRET D'ETAT-CIVIL ET DE SITUATION SCOLAIRE

"Article 6 : Les Maires seront tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur, un livret sur lequel seront portés l'âge, le nom, les prénoms, le lieu de naissance et le domicile de l'enfant, et le temps pendant lequel il aurait suivi l'enseignement primaire..

Les chefs d'établissements inscriront : 1° sur le livret de chaque enfant, la date d'entrée dans l'établissement et de sa sortie ...

ASSURER L'INSTRUCTION PRIMAIRE ET L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

Article 8 : Pouvoir aux mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi ; assurer le maintien des bonnes moeurs et de la décence publique dans les ateliers, usines et manufactures ; assurer l'instruction primaire et

.../...

l'enseignement religieux ..."

INSPECTEURS ET CONTRAVENTIONS.

"Article 10 : Le gouvernement établira des inspections pour surveiller et assurer l'éxécution de la présente loi...

Article 11 : En cas contravention, les inspecteurs dresseront des procès verbaux qui feront fois jusqu'à la preuve du contraire ..."

UNE APPLICATION LONGUE ET DIFFICILE

Tels étaient les principaux articles de cette loi qui eut une application longue et difficile et qui connut auprès des employeurs des réticences de la négligence ou de la résistance. Pour "tourner" la loi, on oubliait trop facilement la mise à jour des livrets et registre qui devaient témoigner de son éxécution.

A Saint-Denis, c'est en matière de livrets que l'on rencontre bien des difficultés, comme en témoigne un échange de courrier entre le sous-préfet et le Maire de Saint-Denis. Le 21 Juin 1843 le sous-préfet s'inquiète que la délivrance des livrets gratuite aux familles semble poser quelques problèmes (1). Pourtant, si cette délivrance de livrets a lieu, elle est assez lente : trois lettres du Maire (1) l'établissent à 95 au 26 Novembre 1842, 125 au 8 Mai 1843, 254 au 14 Mai 1845 : or, on signalait en 1838, pour les principales entreprises dionysiennes 363 enfants travailleurs.

Il est est de même pour l'inspection, sa mise en oeuvre à Saint-Denis semble laborieuse. Le 28 Novembre 1842, le Maire en réponse à une demande du sous-préfet, répond : "Je ne connais pas ceux (les inspecteurs) qui ont été nommés et j' ignore s'ils remplissent leurs fonctions (2). L'inspecteur pour le canton de Saint-Denis a pris contact avec le Maire de la ville par une lettre du 3 Février 1845 seulement, significative, à beaucoup d'égard, du dénuement de ses moyens au moment où il entre en fonction. Dans cette lettre il demande la liste et l'adresse

.../...

(1) et (2) Archives communales de Saint-Denis

des différentes manufactures, usines et ateliers à moteur et des fabriques de toutes natures.

"Vous savez, Monsieur, combien cet accomplissement touche de près à la moralité et à la santé de cette nombreuse classe d'enfants dont la loi a voulu éclairer et protéger la position ..." (1).

L'inspection était bénévole et non rémunérée, il en résultait un renouvellement continuel des inspecteurs qui ont été très longtemps des notables. La répression des infractions (déjà fort légère aux termes de l'article 12 de la loi) ne pouvait donc être efficace. Les plus lucides, souhaitaient la réforme du corps de l'inspection et demandaient la création d'inspecteurs salariés pour remédier à la violation de la loi.

Cette réforme n'est intervenue qu'en 1868 : vingt-sept ans après la promulgation de la loi de 1841.

LES PRECURSEURS DE L'INSTRUCTION GRATUITE, LAIQUE, OBLIGATOIRE.

Dans son programme électoral, pour les élections du 21 et 23 Novembre 1869, pour la troisième circonscription de la Seine, le candidat socialiste Tony MOLLIN réclamait l'instruction gratuite, laïque, intégrale et obligatoire.

Gambetta, au cours de ces mêmes élections, dans son programme, connu ensuite, sous le nom de programme de Belleville, revendique, outre la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'instruction primaire laïque, gratuite et obligatoire.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA COMMUNE DE PARIS

Pour les Communards, ainsi que pour tous les républicains sincères de ce temps, le développement de l'instruction était un problème majeur, sans la solution duquel la "République ne serait toujours qu'un vain mot :

(1) Archives communales se Saint-Denis

.../...

"Jusqu'ici, les écoles congréganistes n'ont servi que les causes monarchiques ; la République ne peut prêter assistance à ces institutions, dont le principe même est la négation de tout progrès. Enseignement laïque, gratuit, obligatoire, tel est le programme dans lequel la Révolution doit se refermer... nous entendons constituer l'enseignement véritable ; l'enseignement qui, dans le domaine de la science, ne s'inspire que de faits constatés, indiscutables, sortis prus et sans alliage du creuset de la raison humaine, et suit, dans le domaine de la morale, les principes éternels de justice et de liberté qui font l'homme et le citoyen ...(1)."

Dans son dernier manifeste (18 Mai 1871), Edouard Vaillant, délégué à la Commission de l'enseignement, affirmait que le "caractère essentiellement socialiste" de la "Révolution communale" reposait sur une réforme de l'enseignement assurant à chacun la véritable base de l'égalité sociale, l'instruction intégrale à laquelle chacun a droit, et lui facilitant l'apprentissage et l'exercice de la profession vers laquelle le dirigent ses goûts et ses aptitudes.

Par l'ensemble de ces mesures -dont certaines demeurèrent forcément à l'état de projet-, il n'est pas exagéré de dire que la Commune de Paris a conçu avec clarté la nécessité d'un enseignement populaire adapté aux conditions réelles de l'époque et qu'elle en a posé les bases.

LA LAICISATION

Le 16 Juin 1871, le Conseil Municipal était saisi d'une demande de subvention par le pasteur de l'école évangélique de la rue des Chaumettes. Dans cette demande, nous y apprenons dans quelles conditions se déroulait l'enseignement religieux.

"Les écoles existant actuellement à Saint-Denis sont des écoles

.../...

(1) Archives du musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis

République Française

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

SOLIDARITÉ

ÉCOLES LAÏQUES

CITOYENS,

Jusqu'ici, les Ecoles congréganistes n'ont servi que les causes monarchiques; la République ne peut prêter assistance à ces institutions, dont le principe même est la négation de tout progrès. Enseignement laïque gratuit, obligatoire, tel est le programme dans lequel la Révolution doit se renfermer; tel est celui de la Délégation Communale du 2me arrondissement.

Voici ce que seront nos Ecoles, si nos vues sont comprises et nos intentions secondées.

Absolument convaincus de la nécessité urgente qu'il y a de préparer une génération saine et forte, pouvant utiliser virilement un jour les résultats de la Révolution, nous entendons constituer l'enseignement véritable: l'enseignement qui, dans le domaine de la science, ne s'inspire que des faits constatés, indiscutables, sortis purs et sans alliage du creuset de la raison humaine, et suit, dans le domaine de la morale, les principes éternels de justice et de liberté qui font l'homme et le citoyen.

Ce ne serait pas assez toutefois de modifier, même aussi profondément, l'éducation de la jeunesse. Aussi dirigerons-nous nos efforts vers la réalisation de l'enseignement professionnel.

Que chaque enfant, de l'un ou l'autre sexe, ayant parcouru le cercle de ses études primaires, puisse sortir de l'Ecole-Atelier possédant les éléments sérieux d'une ou deux professions manuelles: voilà notre but.

Tous nos efforts tendront à atteindre ce résultat, car le dernier mot du progrès humain est en entier renfermé dans ce terme simple: *Travail de tous pour tous.*

Il faut que l'humanité arrive à la réalisation stricte de ce précepte, ancien comme les sociétés primitives et base de toute véritable égalité: « *Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger.* »

LA DÉLÉGATION COMMUNALE DU 2me ARRONDISSEMENT:

EUGÈNE POTTIER, A. SERRAILLIER,

JACQUES DURAND, J. JOHANNARD.

Paris. — Imprimerie LEFEVRE, passage du Grand-Cerf, 27-29.

Fonds de la Commune de Paris -1871- Musée d'Art et d'Histoire de la Ville de Saint-Denis

Archives de la Ville de Saint-Denis

MAIRIE DE SAINT-DENIS

INSTRUCTION PRIMAIRE

ENSEIGNEMENT LAÏQUE

Le Maire de Saint-Denis porte à la connaissance de ses concitoyens que le Conseil municipal, fidèle à son programme et à ses principes démocratiques, a décidé le remplacement des Instituteurs congréganistes par des laïques et que cette mesure, approuvée par l'autorité supérieure, reçoit son exécution depuis le 2 de ce mois.

M. Chevalier, instituteur laïque, est chargé de la direction de l'Ecole des Garçons de la rue Franklin.

Mme Chevalier, institutrice laïque, est chargée de la direction de l'Ecole des Filles, rue de la Légion-d'Honneur.

Le Maire fait appel à la sollicitude des parents et les invite fraternellement à envoyer leurs enfants aux Ecoles communales.

Ils montreront par là qu'ils comprennent et apprécient les bienfaits de l'instruction donnée par des laïques et ils réaliseront à leur tour, ce qui est dans le sentiment et le cœur de leurs mandataires librement élus.

Saint-Denis, 4 Janvier 1871.

Le Maire,

MOREAUX.

Saint-Denis. — Typographie de A. MOULIN, rue de Paris, 17.

catholiques dans lesquelles les prières sont dites selon les rites romains, le cathéchisme romain fait partie du programme, que de plus les élèves sont conduits règlementairement par les instituteurs, les dimanches et jours de fête aux cérémonies romaines... Il en résulte que les citoyens protestants de cette ville, enverraient volontiers leurs enfants dans des écoles neutres et vraiment laïque, dans lesquelles l'enseignement religieux cesserait d'être confondu avec l'enseignement scolaire..."

Pour faire cesser cette situation, Monsieur le Pasteur demandait au Conseil soit une allocation en faveur de l'école protestante, soit la communalisation de ces écoles.

La commission de l'enseignement du Conseil "ne pouvant admettre les dénominations d'écoles communales catholiques ou protestantes, ne peut que regretter que l'enseignement religieux ne soit pas donné aux enfants après les heures de classe, de façon à respecter la conscience de chacun".

UN CONSEIL MUNICIPAL "DEPASSANT LES LIMITES DE SES ATTRIBUTIONS"

Le 17 Novembre 1871, le Conseil Municipal prenait une délibération ainsi conçue :

"L'enseignement dans les écoles devra être moral et non religieux, attendu que le Conseil Municipal en demandant et obtenant le remplacement des Congréganistes par des laïques, a entendu que le programme de l'enseignement devra être une instruction morale à l'exclusion de l'instruction religieuse ".

Cette délibération a été rejetée par le Préfet de la Seine.

"Considérant qu'aux termes de l'article 23 de la loi du 5 Mai 1855, toute délibération du Conseil Municipal portant sur un objet étranger à ses attributions est nulle de plein droit ; que le Conseil Municipal de Saint-Denis en prenant la délibération sus-rapportée a dépassé les limite de ses attributions."

Le 29 Juillet 1877, le Maire de Saint-Denis, adressait au Sous-Préfet

une délibération du Conseil Municipal dans laquelle la Commune refusait de financer le traitement des instituteurs congréganistes.

Devant ce refus, le Préfet, par arrêté du 8 Novembre 1877, inscrivait d'office au budget communal pour l'exercice 1878, un crédit total de 8.500 F représentant le traitement des instituteurs congréganistes.

A la fin du Second Empire, la nouvelle société industrielle s'organise, tandis que se développe (inégalement) l'élan économique. La question du travail industriel des enfants et de leur scolarisation évolue très sensiblement, sans cependant disparaître.

DES FACTEURS D'EVOLUTION

La lente conquête des droits élémentaires et l'émergence d'un véritable "mouvement ouvrier" transforment lentement la masse inorganique des prolétaires en une "classe ouvrière".

L'instruction semblait auparavant inaccessible (ou fort peu accessibl voire inutile, au prolétaires. Ceux qui s'exprimaient en leur nom les critiquaient durement. Mais la classe ouvrière prend conscience, elle veut elle aussi, s'approprier cette valeur longtemps tenue pour le privilèges des nantis : l'instruction. L'école publique et laïque est alors regardée comme libératrice et émancipatrice.

La ligue de l'Enseignement fondée par Jean Macé (1) lance des pétitio "en faveur de l'instruction gratuite, obligatoire et laïque pour les enfants des deux sexes". Le préfet de police de Paris demande, le 22 Juin 1878, au ministre de l'instruction publique, s'il peut autoriser la création de l'association des écoles libres et gratuites du 20eme arrondissement (2).

L'EVOLUTION DE LA BOURGEOISIE LIBERALE

---

(1) Sur Jean MACE et la Ligue de l'Enseignement. Voir rue Jean MACE

(2) FEN informations n° 16 du 28/1/1982 n° sur l'exposition des lois scolaires et laïques.

Les plus avisés des patrons mesurent que les activités modernes de plus en plus diverses et techniquement exigeantes, requièrent de beaucoup de travailleurs un savoir-faire minimum ; ils pensent aussi que l'école est l'un des moyens pour discipliner les futurs ouvriers et les arracher ainsi aux idées subversives. Clovis Floquet, industriel et Maire de Saint-Denis, exprime assez bien cette nouvelle conscience dans son brouillon de lettre au Préfet de la Seine du 2 Février 1876 (3) :

"... j'ai été à même d'étudier pratiquement la loi sur le travail des enfants dans les manufactures et je suis partisan d'un système qui exclurait absolument les enfants filles et garçons, au dessous de 12 ans de tout travail industriel soit de jour, soit de nuit ...

Je suis également partisan d'une mesure ... qui obligerait les pères de famille à ne pas laisser vagabonder les enfants et à les envoyer à l'asile de 4 à 6 ans, puis ensuite dans les écoles mixtes tenues par les femmes de 6 à 8 ans. Et enfin, dans les écoles de 8 à 12 ans où ils termineraient leurs instructions élémentaires primaires ..."(1).

Meilleure scolarisation, alignement du travail notamment infantile : de toutes parts se dessine une évolution convergente vers ces deux objectifs. Mais les raisons en sont bien diverses, les arrières-pensées demeurent et le poids du passé, des routines, des égoïsmes, reste lourd.(2).

LA LOI DU 19 MAI 1874

La loi votée le 19 Mai 1874, promulguée le 3 Juin suivant, théoriqueme applicable un an après sa promulgation comme le stipulait son article 52, concernai "le travail des enfants et des filles mineures employées dans l'industrie".

- l'âge minimum du travailleur est élevé à 12 ans sauf dérogations règlementaires futures (art. 2) et cas des enfants déjà employés (art. 3).

(1) Le travail industriel des enfants op.cité page 17

(2) Archives communales de Saint-Denis

(3) les travail industriel des enfants op. cité page 19

- La durée du travail est abaissée à six heures par jour, coupées par un repos, pour les moins de 12 ans ; mais au-dessus de 12 ans elle est maintenue à douze heures coupée par des repos.
- Le travail de nuit, le dimanche et les jours de fête est totalement interdit au moins de douze ans, interdit avec dérogation au-dessus de cet âge (art. 4,5,6)
- L'instruction simultanée au travail est requise pour tous les travailleurs de moins de douze ans et pour ceux de moins de quinze ans qui ne pourraient justifier d' "une instruction primaire élémentaire" (art.8,9).
- Le livret de chaque jeune travailleur et le registre de chaque entreprise (art.10) feront foi, entre autres preuves, de l'observance de la loi.
- Le contrôle de l'application de la loi sera confié à des inspecteurs divisionnaires nommés et rétribués par l'Etat (art.16) en collaboration avec des commissions locales "dont les fonctions seront gratuites" (art. 20,21,22).

C'est donc par le relèvement de l'âge minimum du travailleur, par une exigence accrue d'instruction et par la création -à moyen terme- de contrôle que la loi de 1874 est essentielle.

FAIRE CONNAITRE LA LOI

C'est la première tâche à laquelle se sont employés : inspecteurs, commission locales, municipalités, etc... A Saint-Denis on procédait notamment par affiches :

"AVIS,

Nous, Maire de la Commune de Saint-Denis dans la crainte que la loi du 19 Mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, ne soit pas exactement appliquée dans notre Commune,

Désireux d'éviter à ceux de nos administrés qui ont des manufactures usine ou ateliers quelconques, employant un ou plusieurs enfants de l'un ou l'autre sexe, n'ayant pas 16 ans révolus, les pénalités sévères qu'ils peuvent encourir par suite de la non-application de la loi précitée,

Faisons appel à leur bon vouloir et les invitons à se mettre en règle au plus tôt ... Saint-Denis le 28 Décembre 1875" (1).

LE DIFFICILE PROBLEME DE LA SCOLARISATION

Afin d'organiser la scolarisation des enfants travailleurs, le Maire a convoqué "les industriels et ouvrier de la Ville qui occupent des enfants dans leurs établissements, sont convoqués le 27 courant à 10 heure et demie du matin dans une salle de l'école du Boulevard Châteaudun.

Le but de cette réunion est de faire connaître aux intéressés les mesures à prendre au sujet des enfants des deux sexes, qui à partir du 1er Octobre prochain auront à fréquenter les écoles de 1/2 temps récemment créées.(2).

Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Denis et M. Maurice inspecteur du travail des enfants assisteront à la séance...(3).

Cette réunion avait été organisée parce que les industriels rechignaient à envoyer à l'école leurs jeunes ouvriers, ce qui amena l'inspecteur Maurice, à adresser le 7 Janvier 1876 une lettre au Maire de Saint-Denis, dans laquelle il demandait notamment :

"1° - Quel est dans votre commune le nombre des enfants, garçons ou filles ayant de 12 ans révolus qui sont employés par un patron ou admis dans un atelier et qui ne fréquentent aucune école publique ou libre ... (4)

.../...

(1) Archives communales de Saint-Denis
(2) Très souvent on nomme alors "école de demi-temps" toute formation scolaire complémentaire au travail, donnée au jeune travailleur.
(3) Archives communales de Saint-Denis.
(4) " " "

A cette demande le Maire répondait le 2 Février 1876 "qu'il y avait environ 300 (200 garçons,100 filles) ayant moins de douze ans qui sont employés par un patron ou admis dans un atelier, qui ne fréquentent aucune école publique ou libre ... (1).

L'inspecteur Maurice écrit encore le 27 Mars 1878, au Maire de Saint-Denis :

"... Beaucoup d'industriels n'envoient pas leurs enfants à l'école Vous savez que j'ai failli sévir et que je l'aurais fait sans votre bienveillante intervention"

Certains industriels font valoir qu'il leur est difficile de concilier obligations professionnelles et obligations scolaires de leurs jeunes salariés.

QUELLES ECOLES POUVAIENT FREQUENTER CES ENFANTS

Les écoles privées, mais le cas semble rare. Jean-Théodore Platerrier 13 ans et demi, employé à l'imprimerie Ch. Lambert de Saint-Denis fréquente "régulièrement l'école des frères tous les jours après-midi "déclare par lettre du 9 Août 1876 son patron (2).

Des écoles de fabriques sont ouvertes que semble préférer le comité communal de Saint-Denis, comme en témoigne une lettre du maire du 2 Février 1876 :

" ... la délibération qu'il a prise concluant du rejet de la création d'école de mi-temps et approuvant la création d'écoles spéciales, dont le Directeur serait chargé de surveiller dans les manufactures, le degré d'instruction des enfants ... Mon opinion conforme à celle du comité communal d'instruction primaire est, qu'en principe, c'est à l'industriel à veiller pour que les jeunes apprentis soient munis d'un certificat d'instruction primaire, où ce qui est mieux encore et comme l'a fait M. Delvincourt verrier à Saint-Denis, qui a créé une classe dans la fabrique..." (3)

(1) (2) (3) : archives communales de Saint-Denis.

L'envoi dans les écoles communales semble plus fréquent, mais présente bien des difficultés que souligne le Maire de Saint-Denis dans sa lettre au Préfet du 2 Février 1876 :

"Je suis particulièrement opposé à l'admission des enfants de fabrique, dans les écoles communales, le jour, ne serait-ce que pour une ou deux heures : ce mélange d'enfants avec les élèves des écoles aurait des conséquences très facheuses sous le rapport des moeurs et du mauvais exemple ...".

Quant au cours du soir, toujours dans la même lettre, le Maire n'en n'est pas partisan :

"Il n'en n'est pas de même des cours du soir, faits seulement pour les enfants de fabrique, et tels qu'ils existent à Saint-Denis, ces cours pourraient répondre aux ogligations de la loi et recevoir un grand nombre d'élèves, puisque à Saint-Denis les écoles sont vastes et le personnel enseignant nombreux ; mais d'un autre côté peut-on exiger d'enfants qui ont travaillé, de se rendre encore à l'école chaque soir pendant deux heures ? Et les enfants qui font un travail de nuit à quelle heure pourraient-ils être reçus et instruits ? ..."

Des "écoles de demi-temps", spécialement affectées à la scolarisation des enfants, travailleurs ou futurs travailleurs, ont aussi été créées, avec l'aide financière de l'Etat. A Saint-Denis, l'ouverture de ces écoles a été annoncée par affiches datées du 25 Janvier 1877 :

" ... Le Maire de Saint-Denis s'empresse de porter à la connaissance de Messieurs les propriétaires d'usines, de fabriques et d'ateliers qui occupent des enfants de l'un ou l'autre sexe, n'étant pas dans les conditions voulues par l'article 9 de la loi du 19 Mai 1874, qu'à dater du 1er Février prochain, deux écoles dites de "demi-temps" seront ouvertes dans la jouréne, l'une pour les garçons l'autre pour les filles, rue de la Charronnerie n° 25. Les heures de classe sont ainsi fixées : le matin, de 8 à 11 heures ; le soir, de 4 à 7 heures."

.../...

(1) Archives Communales de Saint-Denis

QUELLE INSTRUCTION REELLE RECEVRAIENT-ILS ?

Le but des études dans les écoles de demi-temps était l'acquisition "d'un certificat délivré par l'instituteur, visé par le Maire, (attestant que l'enfant) a acquis l'instruction primaire élémentaire" (article 9 de la loi de 1874) et permettant donc à l'enfant de travailler normalement dans le cadre défini par la loi.

L'administration préfectorale demande aux maires de lui adresser règulièrement les relevés numériques des certificats visés par eux. Pour 1880 et la seule ville de Saint-Denis, un inventaire probablement incomplet atteste que 11 écoles (dont les écoles de demi-temps) ont délivré 196 certificats, dont 44 pour le troisième trimestre de Juillet à Octobre (1).

Mais quelle valeur pouvait avoir une telle formation accélérée, rythmée par délivrance trimestrielle des certificats ? Dès le 20 Décembre 1875, l'Inspecteur Général Octave Gérard, dans une circulaire, rappelait :

"Vous comprendez, sans que j'insiste, combien il importe, pour que la loi produise les effets bienfaisants que la société est en droit d'en attendre, que vos attestations soient absolument sincères ; elles ne doivent être délivrées qu'aux enfants ayant véritablement acquis l'instruction primaire élémentaire ... Tout certificat de complaisance toute fraude commise dans l'accomplissement du droit que la loi vous confère, serait une faute grave que ... je réprimerais sévèrement" (2).

LES CRAINTES ET UNE LOI SOUVENT "TOURNEE"

Ces craintes n'étaient pas vaines comme en témoigne une lettre de l'inspecteur Arnoux en date du 13 Octobre 1876, à l'Inspection Générale de l'Instruction Publique.(3)

.../...

(1) Le travail industriel des enfants : op. cité page 21
(2) Archives communales de Saint-Denis cité par le Travail industriel des enfants page 21.
(3) Archives communales de Saint-Denis.

"...Suivant M. Maurice, les instituteurs doivent simplement constater le degré d'instruction des enfants dans les facultés qui leurs ont été enseignées, et il a déclaré aux industriels présents à la réunion qu'il considérait comme suffisant tout certificat constatant qu'un enfant sait lire, écrire et possède la pratique des trois premières opérations de l'arithmétique. Il résulterait de ces appréciations (...) que les enfants sortiraient avec une instruction tout à fait insuffisante des écoles de demi-temps..."

La commission locale du VIIIe arrondissement de Paris, constatait dans son rapport d'activité pour 1878 :

"Il serait utile que les instituteurs laïques et congréganistes, fussent bien renseignés (sur le certificat). Quelques uns ne reconnaissent pas chez l'enfant les connaissances suffisantes...croient lui rendre service en donnant à ce certificat une forme confuse et générale.

Celle du VIe arrondissement est encore plus sévère :

"Les instituteurs délivrent trop souvent des certificats de complaisance aux jeunes apprentis. Beaucoup d'entre-eux qui, d'après leurs certificats, savent parfaitement lire, écrire et compter ont de la peine à tracer leur nom quand on leur met une plume dans la main." (2).

LE SOUHAIT DE LA SCOLARITE OBLIGATOIRE.

L'application de la loi de 1874 apparaît bientôt comme une "solution boiteuse" insatisfaisante pour les jeunes travailleurs, ballotés entre leurs patrons qui rechignent à leur donner le temps nécessaire aux études car il y a pour eux manque de productivité et leurs parent qui y voient une perte de salaire. Le souhait d'une scolarité obligatoire devient plus fréquent, il procède de l'évolution générale des idées et des moeurs. La commission locale

.../...

(1) Archives communales de Saint-Denis
(2)(3) Archives communales de Saint-Denis Cité dans le Travail industriel des enfants op. cité page 22

du XIIIe arrondissement, en son rapport d'activités pour 1878, espère "qu'une loi intervienne pour rendre l'instruction obligatoire". Celle du XIVe arrondissement conclut son rapport pour la même année en ces termes : "la commission rend pleinement justice aux efforts (faits) pour mettre l'instruction à la portée de tous les enfants et pour créer des écoles dites de demi-temps ; mais elle craint que ces efforts restent infructueux, tant que la loi n'aura pas imposé aux parents eux-mêmes l'obligation de donner l'instruction à leurs enfants (3).
Dans sa lettre du 2 Février 1876, le Maire de Saint-Denis, terminait sa lettre dans le même esprit : "...en renouvelant le voeu au cours de cette lettre à savoir ; interdiction de tout travail aux enfants dans les fabriques et manufacture: Mesures légales ayant pour effet de combattre le vagabondage et de contraindre les enfants à fréquenter une école." (1)

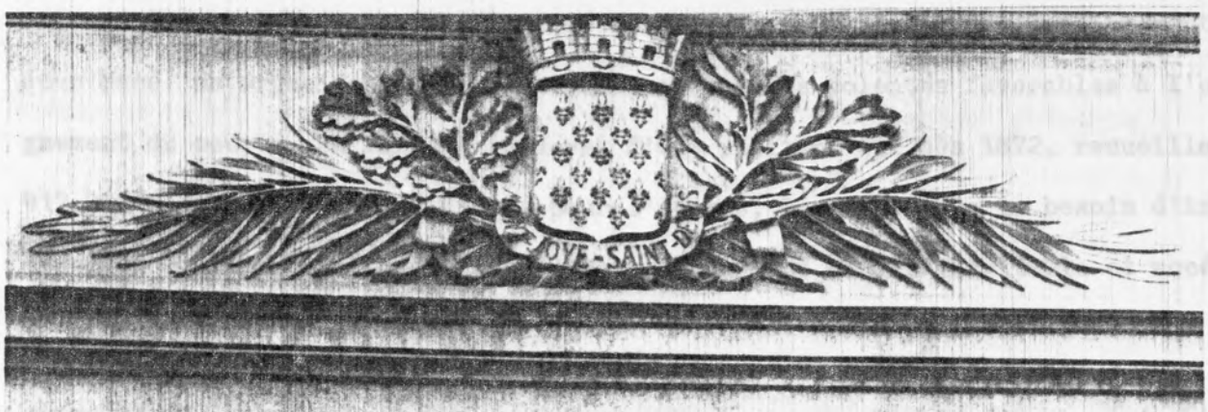
PETITIONS ET PROPOSITIONS DE LOI.

La prise de conscience de l'obligation de la scolarité laïque et gratuite se manifestait de plus en plus dans les esprits.

Le 4 Avril 1876, Henri de la Crételle, déposait une proposition de loi sur l'instruction primaire, gratuite et laïque. La même année, Paul Bert, dépose une modification à la loi sur le recrutement des instituteurs et institutric: Il prévoit la fin des lettres d'~~obédédience~~ obédiance, lettre donnée par un supérieur à un religieux appartenant à un ordre enseignant et qui tenait lieu de brevet d'enseignement. Le 19 Mars 1877, nouvelle proposition de loi déposée par Barodet, sur linstruction primaire qui est reprise l'année suivante au nom d'une cinquantaine de députés de gauche. Elle servira en partie de base aux travaux de la commission dont Paul Bert (2), sera le rapporteur. Le 23 Mars 1878, c'est au tour de Dréo et Leblond qui présentent une proposition de loi, résultat d'un travail collectif émanant de la société pour l'Instruction Primaire.

.../...

(1) Archives communales de Saint-Denis
(2) Paul Bert fut ministre de l'Instruction Publique (cabinet Gambetta)1881-1882, il contribua aux réformes sur l'enseignement primaire.



DE L'INSTRVCTION

NAÎT LA GRANDEVR DES NATIONS

Inscription gravée dans la pierre du groupe scolaire Jules Guesde. (angle du boulevard et de la rue Suger)

Cette volonté politique ardente s'appuyait sur un puissant mouvement populaire organisé, dirigé et animé par la Ligue de l'Enseignement de Jean Macé. En organisant la coalition de toutes les volontés favorables à l'enseignement du peuple, en faisant au moyen d'une pétition qui dès 1872, recueillait 917.000 signatures chiffre énorme pour l'époque, la preuve que le besoin d'instruction était répandu dans tout le pays, Jean Macé rendit inévitable et accéléra le vote des lois qui devaient l'assurer.

JULES FERRY

La politique scolaire de Jules Ferry porta sur trois points essentiels qui donnaient à l'enseignement français son originalité : la gratuité, l'obligation scolaire et la laïcité. Mais, quel qu'ait pu être son talent, il n'aurait pu mener son entreprise s'il n'avait été soutenu par une puissante volonté politique et une large adhésion populaire.

Le 9 Août 1879, il faisait voter une loi établissant dans chaque département une Ecole Normale d'instituteurs et une Ecole Normale d'institutrices. Le 16 Juin 1881, deux nouvelles lois étaient adoptées : une sur les titres de capacité pour l'enseignement primaire, les lettres d'obédiance disparaissaient ; l'autre, établissait la gratuité absolue de l'enseignement primaire. La loi du 28 Mars 1882 rendait obligatoire l'instruction primaire, la suppression de l'instruction religieuse et du droit d'inspection du clergé, instaurait la laïcité de l'instruction primaire dans les écoles publiques ainsi que l'obligation scolaire jusqu'à 13 ans, mais l'enseignement pouvait être donné dans les établissements publics et privés. A onze ans, tous les enfants subissaient un examen à l'issue duquel était délivré le certificat d'études primaires. Les ministres des cultes perdaient leurs droits de survaillance sur l'enseignement public. La loi décidait qu'il y aurait une journée libre par semaine outre le dimanche, ce qui permettrait aux parents qui le désiraient de faire donner l'instruction religieuse à leurs enfants .

.../...

LA LOI GOBLET

La loi du 30 Octobre 1886, dite loi Goblet, du nom du ministre qui la défendit, définit ainsi dans son article premier l'enseignement primaire :

L'enseignement primaire est donné :

1 - Dans les écoles maternelles et les classes enfantiles,

2 - Dans les écoles primaires élémentaires,

3 - Dans les écoles primaires supérieures et dans les classes d'enseignement primaire supérieur annexés aux écoles élémentaires et dites "cours complémentaires",

4 - Dans les écoles manuelles d'apprentissage, telle que les définit la loi du 11 Décembre 1880 (ces écoles passèrent en 1892 sous le contrôle du ministère du Commerce et de l'Industrie).

Cette loi stipulait en outre :

Dans les écoles publiques, l'enseignement est exclusivement confié à un personnel laïque. Les congréganistes enseignant dans les écoles publiques doivent être remplacés par des laïques dans un délai de cinq ans.

La loi du 19 Juillet 1889, sur les dépenses de l'instruction publique. Le traitement des personnels de l'enseignement primaire est mis à la charge de l'Etat. Les autres charges sont réparties entre les départements et les communes.

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE MONOPOLISE

L'oeuvre scolaire de Jules Ferry et de la troisième République est à la fois moderne et conservatrice. Nul exemple n'illustre mieux ce double caractère que le développement de l'école primaire et, tout à la fois, la stagnation de l'enseignement secondaire, monopolisé par la bourgeoisie. Si la troisième République avait eu, par priorité, le souci d'égalité, elle n'aurait pas toléré que les classes dirigeantes aient pu protéger leurs rejetons du contact populaire, non seulement par les écoles et institutions libres, mais -pour la bourgeoisie républicaine- par les classes primaires des lycées, dont le régime censitaire interdisait les portes aux enfants du peuple, ceux-ci n'étant qu'exceptionnellement

sauvés par des bourses d'etudes. Il n'était pas rare qu'on voit un élève doué, quitter l'école primaire à 12 ans pour aller gagner 1,50 F par jour dans une usine.

L'ENSEIGNEMENT A LA JULES FERRY

C'est à G.Charrière et J.C Kis que j'emprunte les lignes qui suivent (1) :

"Une société industrielle efficace a besoin d'une instruction de base à sa mesure, d'où le développement des écoles publiques avec un enseignement primaire de qualité auquel les masses populaires sont aussi attachées que la bourgeoisie mais pour des motifs différents : Patrie dont on lui enseigne l'histoire et la géographie (ses départements et ses colonies !).Mais point de philosophie, et encore moins de velléité contestataire !.

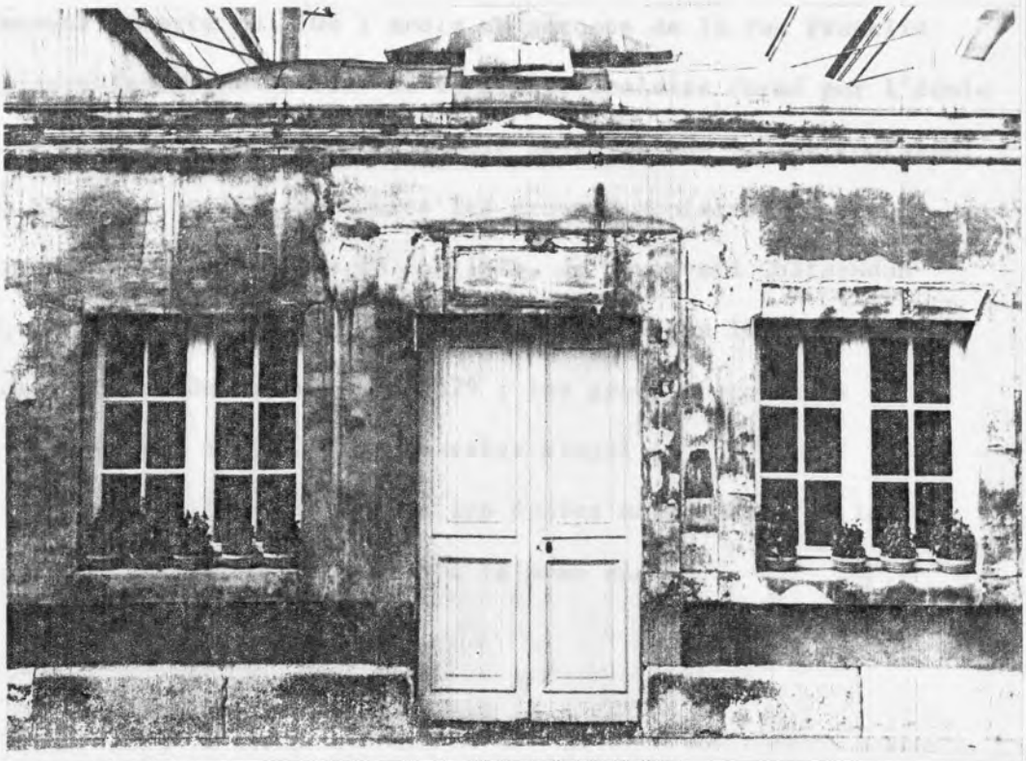
L'enseignement à la Jule Ferry engendra donc un jumelage typique, école de filles-école de garçons, avec un préau ou galerie parfois seulement couverts pour les récréations et non adaptés pour quelque déjeuner des enfants à midi, puisque les mères sont à domicile et peuvent généralement préparer les repas. Le groupe scolaire avec logement de direction au dernier niveau, loge de concierge près de l'entrée, en tambour, contrôlent les deux sections et surtout les classes sur un ou deux étages enserrent comme des cours de casernes, sans recoin ni décrochement de refuge, où le maître, malgré quelsues troncs de platanes, surveille d'un seul regard, les ébats mesurés de la récréation.

Déjà réfléchissons un peu par exemple à l'équipement végétal de la cour d'école tant il est idéal pour le programme, supportant facilement une taille même brutale , poussant avec vigueur et rapidement hors des blessures produites par les activités ludiques, le platane est

.../...

(1) G.Charrière et JC Kis-Approches de l'urbanisation du bâti et des techniques de 1879 à 1920 environ à Saint-Denis -page 33-.

L'ancien Hôtel-Dieu rue de la Boulangerie. C'est dans ce bâtiment qu'a été ouverte, à l'instigation de Mlle Marguerite Pinson en 1706, la première école de Saint-Denis qui a été remplacée en 1907 par le groupe scolaire des Boucheries.



L'école maternelle de l'école communale de la rue du Corbillon. (photo prise en 1958)

une essence vivant bien en Ile-de-France avec des racines profondes qui n'endommagent pas le revêtement des cours.

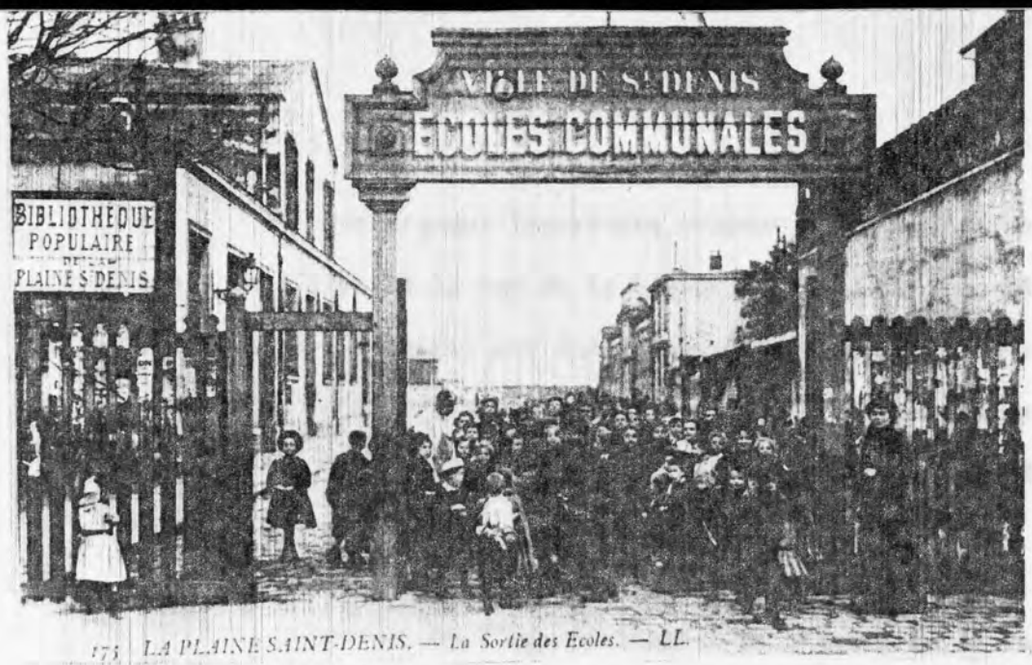
Et l'arbre peu exigeant en fraîcheur, donne une ombre dense en été, à même de belles feuilles pour les "leçons de choses" et de dessin et puis il offre pour le responsable de la discipline scolaire un grand avantage : son tronc à l'inverse de delui du peuplier, n'offre aucune branche aux enfants où ils pourraient grimper et se faire mal ; à la rigueur quelques bosses où il est peu conseillé de se frotter ! Pour le reste, les champs, la verdure il y en a pas très loin et où, en dehors des horaires scolaires, les enfants peuvent aller pêcher des grenouilles sur le bord des ruisseaux ou rivières naturelles telles que la Vieille Mer, avant que ne se construise le tissu pavillonnaire des riverains".

DE NOUVEAUX GROUPES SCOLAIRES

Après la laïcisation de l'enseignement, la bourgeoisie locale dès son arrivée au pouvoir municipal, commençait une grande politique de construction de groupes scolaires et de recrutement d'enseignents laïcs, afin d'assurer l'instruction des filles et des garçons sans le clergé.

Aux écoles déjà existantes : école de fille de la rue de la Légion d'Honneur ouverte en 1706 ; école de garçons de la rue Franklin ouverte vraissemblablement en 1807 et le groupe scolaire formé par l'école de garçons de la rue du Corbillon et l'école de filles de la rue Fontaine, construites en 1856, on été construits les groupes scolaires : du 120 Avenue de Paris (Wilson), de 1874 à 1876, du boulevard Châteaudun (J.Guesde), à la même époque ; du boulevard F. Faure, en 1879 ; l'école de filles de la route de Gonesse, en 1879 ; les groupes scolaires du cours Ragot (M.Sembat) en 1882 ; du quartier Pleyel en 1890 ; du 241 Avenue de Paris (Wilson) en 1898 ; les écoles maternelles de la rue Blanqui en 1899 et de la rue Franciade à la même époque.

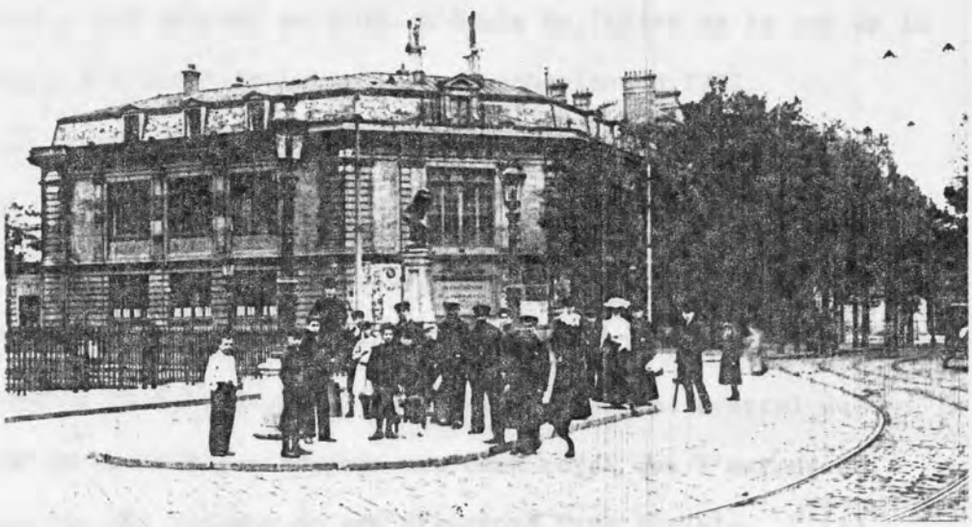
.../...



173 LA PLAINE SAINT-DENIS. — La Sortie des Ecoles. — LL.

Les écoles communales du 120 Avenue Wilson
et du boulevard Jules Guesde

22. SAINT-DENIS — Les Écoles Châteaudun E. L. D.



Le groupe scolaire du boulevard Félix Faure

SAINT-DENIS — Le Boulevard Félix-Faure. — Les Ecoles — LL.

Des travaux importants avaient en outre été entrepris à l'école de filles de la rue de la Légion d'Honneur qui en 1878 était en état d'insalubrité ainsi que des travaux de transformation à l'école du Corbillon. L'école de la rue Franklin a été reconstruites en 1900, rue Emile Connoy et l'école de filles de la rue de la Légion d'Honneur a été reconstruite rue des Boucheries en 1907.

En vue de l'agrandissement de l'école de la rue Franklin (Groupe scolaire E.Connoy), la commune avait acquis en 1842, un immeuble contigü et des travaux d'agrandissement ont été adjugés le 16 Mars 1867. De nouveaux agrandissements ont été effectués en 1869 et en 1880, enfin la reconstruction a été décidée en 1902. L'école de filles de la rue de la Légion d'Honneur a été reconstruite rue des Boucheries en 1907.

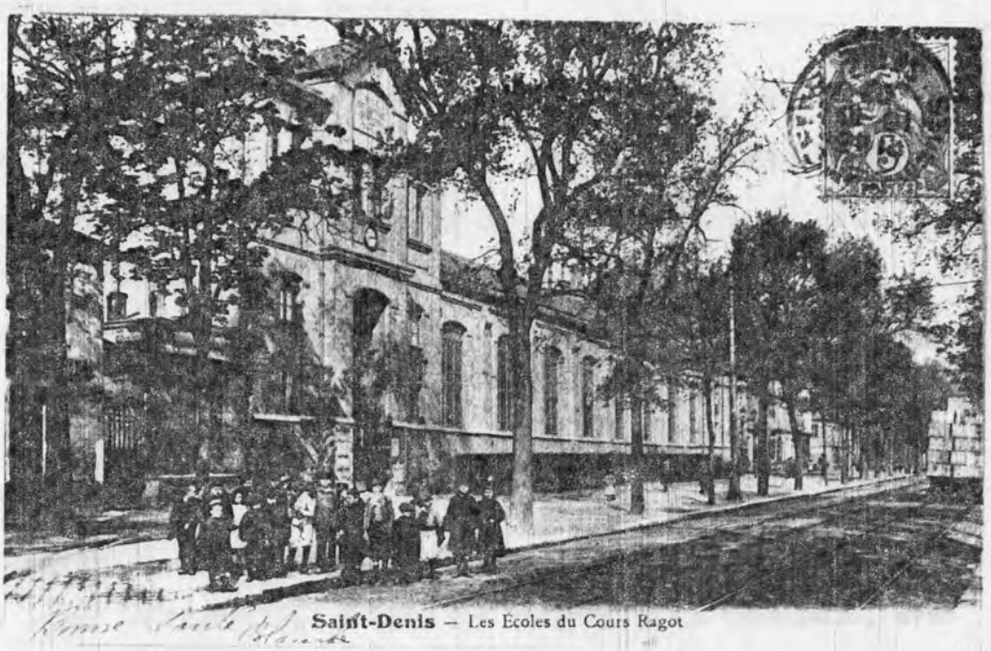
"De cette période où les galopins pouvaient s'ébattre ailleurs que dans les cours scolaires, l'école des Boucheries est par exemple un des modèles du genre. Le tracé présente, malgré la forme polygonale de l'îlot, un parti très strict refermant la cour centrale par les bâtiments de la bibliothèque. Sur la rue, le corps central du groupe, décroché en hauteur par rapport aux deux corps qui l'encadrent, affirme la franchise des volumes et une structure très lisible...".(1).

ET DES INSTITUTEURS

Cette éclosion scolaire avait été rendue nécessaire par l'augmentation de la population pendant le dernier quart du 19e siècle et par la loi rendant obligatoire la scolarité. Nous étions loin des effectifs passés. En 1792, les ~~écoliers n'étaient que 570, cinquante ans plt~~

(1) G.Charrière et JC. Kis op.cité

Le groupe scolaire du boulevard de la Libération



Les écoles du boulevard Marcel Sembat ....

....et du 241 avenue du Président Wilson

les écoliers n'étaient que 570, cinquante ans plus tard on en dénombrait 1072 ; en 1872, 1790. Vingt ans plus tard ils étaient 6.000 et en 1901, le nombre des enfants scolariés dans les écoles publiques de la commune s'élevait à 3.351 garçons, 3.196 filles et 1.197 enfants dans les écoles maternelles, soit un total de 7.944 enfants. Pour encadrer tout ce petit monde il fallait des enseignants. On dénombrait à cette époque 17 directeurs et directrices dont cinq chargés de classes, 101 instituteurs et institutrices titulaires et 22 stagiaires, deux professeurs de musique, trois professeurs de dessin, trois professeurs d'anglais, trois professeurs d'allemand auxquels il faut ajouter onze instituteurs et institutrices communaux rétribués par la ville.

Sur les huit écoles de garçons, deux seulement étaient pourvues d'un cours complémentaire, dans aucune d'elle, il n'y avait de classes enfantines. Ces différentes écoles étaient fréquentées par des garçons de plus de 6 ans.

Sur les neuf écoles de filles, aucune d'elles ne possédaient de cours complémentaires et deux d'entre-elles étaient pourvues de classes enfantines.

Par les lois scolaires de 1880, la République a libéré définitivement l'instituteur en l'émancipant des autorités locales, en faisant de l'école un service public, en créant une administration indépendante. De fait, les instituteurs ont fait aimer la République à tous les enfants de la Communale, avec un attachement un peu naïf mais toujours émouvant à l'histoire sainte enseignée par les prêtres, les instituteurs ont enseigné l'histoire sainte de la République : la prise de la Bastille, la nuit du 4 Août, la fin des privilèges, l'avènement du peuple, et le soulèvement du peuple contre la coalition des despotes : Valmy, Soldats de l'An II (1).

LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892

La loi du 2 Novembre 1892, élevait à 13 ans l'âge d'entrée dans dans l'industrie, ou 12 pour les enfants munis du C.E.P.

(1) La IIIe République ~~op. cité~~ par J.P. Anzema - Michel Winock. Editions Calman-Levy 1976

La loi, précise l'article premier, s'applique à tous les établissements "publics et privés, laïques et religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère professionnel ou de bienfaisance" et l'article 2 énonce : "Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance visés par l'article premier, et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel pour les enfants âgés de moins de treize ans, sauf pour les enfants de moins de douze ans munis du Certificat d'Etudes Primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour" (1).

Par ces dispositions, le législateur, voulait empêcher que les lois ne fussent "tournées", sous couvert de bienfaisance, comme ce fut parfois le cas, car l'exploitation continue à peser sur les plus faibles et notamment sur les enfants. Les enfants de l'Assistance Publique, sont confiés à des sortes d'internats extrêmement sévères, comme les Bâtarderies de Normandie ou des orphelinats religieux type Bon Pasteur, et leur exploitation permet de faire une sérieuse concurrence au travail des adultes.

A la Chambre des députés, le 15 Juin 1896, Jules Guesde rapporte ceci :

"Le 14 Mars 1894, une petit cadavre était ramassé dans le peignage, Alfred Motte et Cie à Roubaix. Le procès-verbal de l'accident, -c'est ainsi que l'on appelle ces meurtres et c'était le 53eme depuis le 29 Juillet 1893, en moins d'une année-, portait "Alphonse Liénison, quatorze ans et demi... Sans cependant, s'arrêter à cette déclaration, la municipalité socialiste de Roubaix eut l'idée d'aller aux sources. Elle envoya prendre à Thielt, en Belgique, un extrait de l'acte de naissance de l'enfant et qu'apprit-elle ?

- Que né le 6 Juillet 1881, Alphonse Liénison n'avait, le jour où il fut tué, que 12 ans 8 mois 8 jours. Or, il travaillait au peignage Motte

.../...

(1) Jean Bron - Histoire du Mouvement Ouvrier Français- Les éditions ouvrières
Tome 2 - Page 47

depuis une année... L'enfant est entré à l'usine à 11 ans, alors que même avec le certificat médical, même avec le Certificat d'Etudes Primaires, il n'y aurait dû pénétrer qu'à partir de 12 ans...

LE DECRET DU 13 MAI 1893

Le dessein de protéger les enfants travaillant dans les entreprises à "feu continu" était apparu dès la loi de 1841. La règlementation est devenue par la suite, de plus en plus précise concernant le travail en verrerie. Le "quatrième règlement relatif aux travaux fatiguants et dangereux" décrêt du 13 Mai 1875, énonçait dans son article 8 :

"Les enfants, depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de treize révolus, ne pourront dans les verreries, être employés à cueillir et à souffler le verre..."

Il s'agissait donc d'interdire aux enfants d'opérer aux fours et aux creusets dans lequels chauffait le verre liquide. De tels travaux exposaient les ouvriers qui les pratiquaient -on les nommait les viandes à feu- à de graves dangers : brûlures, congestions, cecité.

Or, on découvre au début du XXe siècle le grave scandale, des "Padrone" qui achetaient des petits italiens ou espagnols, les faisaient travailler dans les verreries et les forçaient à la mendicité le dimanche, après les fatigues de la semaine.

LES PETITS PARIAS DE VERRERIES DE SAINT-DENIS

"En novembre 1912, le Parquet de la Seine opéra une descente dans les galetas de Saint-Denis où les trafiquants logeaient leurs victimes. Ils y

.../...

Mairie de St-Denis

ÉCOLES
DE
DEMI-TEMPS

En exécution de la loi du 19 mai 1874, sur le Travail des Enfants dans les manufactures

Le Maire de Saint-Denis s'empresse de porter à la connaissance de MM. les Propriétaires d'Usines, de Fabriques et d'Ateliers qui occupent des enfants de l'un ou l'autre sexe, n'étant pas dans les conditions voulues par l'article 9 de la loi du 19 mai 1874, qu'à partir du 1er février prochain, DEUX ÉCOLES, DITES DE 1/2 TEMPS seront ouvertes dans la journée, l'une pour les Garçons, l'autre pour les Filles, rue de la Charronnerie, n° 25, à l'extrémité du cours Benoist.

MM. les Patrons et Chefs d'ateliers sont informés qu'ils trouveront au Secrétariat de la Mairie tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin à l'égard de la loi.

LES HEURES DES CLASSES SONT AINSI FIXÉES :

Matin, de 8 à 11 heures. | Le Soir, de 4 à 7 heures.

Saint-Denis, le 25 Janvier 1877.

Le Maire,
CH. THOMAS.

Saint-Denis. — Imprimerie Ch. LAMBERT, 17, rue de Paris.

↑
Archives de la Ville de Saint-Denis

Enfants devant les fours de la Verrerie Legras. (carte postée en 1906)

découvrirent des enfants de dix ans, tous employés en verrerie, exténués, brûlés, plusieurs d'entre eux grièvement blessés..." (1). Le journal "l'Emancipation" du 14 décembre 1912 relate :

" Candido Fernandez a maintenant quinze ans. C'est en Avril 1909 qu'on a fait de lui de la "viande à feu". Il a passé ces trois années loin de toute tendresse, de toute affection, nourri de déchets immondes par un padrone... Il portait,barrant le front et allant jusqu'à l'oeil une plaie pénétrante affreuse... Candido Fernandez a laissé chez Legras sa fraîcheur d'enfant et sa santé. Il a failli perdre la vue et il avait douze ans, qu'on ne l'oublie pas lorsque son martyre a commencé !

L'autre enfant a treize ans. Il est toute faiblesse et fragilité. Son corps porte une large cicatrice preuve des coups qu'il a reçus. Il avait pour "padrone" un nommé Laso qui fut arrêté à la Plaine Saint-Denis, mais promptement relaxé.

Placé d'abord à la verrerie de l'Espinac B.d.R. Ruyda y demeura trois mois puis il vint grossir le troupeau lamentable des enfants employés par Legras... De braves gens ont consenti à recueillir ces deux enfants. Une plainte a été déposée." (1).

Un Comité de Défence des Enfants s'est constitué à Saint-Denis à la suite de ces révélations. Le 15 Novembre 1912, au cours d'une assemblée ils "demandent à Monsieur le Ministre de la Justice, de vouloir bien intervenir vigoureusement pour la protection de l'enfance exploitée dans toutes les verreries en général..."

---

(1) Jean Bron, op.cit. Tome 2 Page 46

(1) Journal l'Emancipation du 15-11-1912-Bibliothèque Municipale

.../...

Le même jour le Conseil municipal de Saint-Denis se réunissait en séance officielle :

" Le Conseil Municipal, approuve la Campagne menée par le Comité de Défense de l'Enfance en vue de protéger les petits verriers contre l'exploitation dont ils sont les malheureuses victimes.

Emet le voeu que l'Etat prenne des mesures énergiques pour interdire cette odieuse exploitation de l'Enfance ". (2)

La justice ne poursuivit que les marchands d'enfants et mis hors de cause les maîtres verriers qui prétendirent ignorer ce qui se passait dans leurs usines.

L'ECOLE, ROUAGE ESSENTIEL DE LA SOCIETE

L'idée force qui se dégage du vote des lois laïques, c'est que le problème scolaire n'a pas été un problème isolé, qui se serait situé à côté des autre problèmes de la société. Il s'intégrait au contraire dans tout un ensemble dont il a constitué la clef de voûte.

N'est-il pas significatif à cet égard que la discussion des lois scolaires ait été également celle de l'élaboration et du vote de nombreux autres projets, tels que : la loi sur la presse, la loi sur le droit de réunions, la loi sur le divorce de 1882 qui déchaina, elle aussi, des oppositions passionnées la loi sur les syndicats (21 Mars 1884) la loi organique municipale du 5-4-1884.

Face à l'opposition monarchiste et conservatrice, le parti républicain de l'époque a parfaitement compris le rôle primordial que pouvait jouer l'école dans la construction de la société qu'il voulait édifier. Comme l'a très fortement écrit Charles Seignobos dans le 10e Tome de la grande histoire

---

(2) Registre des délibérations du Conseil Municipal-Archives Communales Saint-Denis.

Lavisse, par la création d'abord de l'enseignement secondaire des jeunes filles, puis par celle de l'école primaire obligatoire, gratuite et laïque, le parti républicain de l'époque préparait l'éducation républicaine de la nation afin d'assurer la durée de la République.

LES OEUVRES ET INSTITUTIONS CHARITABLES

L'ouvroir des orphelines de Saint-Denis

L 'ouvroir des orphelines de Saint-Denis, 37, rue de la Fromagerie (A.Walter), a été fondé en 1849, à la suite de l'épidémie de choléra qui sévit alros dans le but de recevoir les enfants dont les parents avaient été frappés par le fléau. Les pensionnaires y étaient instruites et travaillaient à des travaux de couture et de raccomodage pour subvenir aux besoins de la communauté dirigée par les Soeurs de Saint-Vincent de Paul.

D'abord installé dans une maison de louage, l'ouvroir assurait alors l'entretien et la nourriture de 16 enfant. Bientôt, le nombre des admissions s'accrut en raison des besoins de la population ouvrière de la ville.

La Commission Administrative fit alors l'acquisition de l'immeuble 37, rue de la Fromagerie où elle se trouve actuellement. L'effectif des enfants admis passa alors à cent.

En 1899 cet ouvroir enseignait au jeunes filles à marquer, à ourler, à tricoter, à coudre, à repriser leurs vêtements et ceux de leurs parents, " en un mot, à faire les ouvrages de couture qui s'apprennent dans les écoles de filles"(1).

L'orphelinat Génin, ~~a été~~ fondé en 1887 par le testament de Mademoiselle Génin, qui légua pour cet établissement la somme de 500.000 francs, était destiné à recevoir 50 jeunes garçons de la localité, orphelins ou appartenant à des familles pauvres. Les enfants qui étaient admis dès l'âge de 4 ans restaient dans l'établissement jusqu'à l'âge de 15 ans. Il y recevaient l'instruction morale et religieuse ainsi que l'instruction primaire et professionnelle.

---

(1) Guide de Saint-Denis par A. Martin année 1889.

VILLE DE SAINT-DENIS

ORPHELINAT MUNICIPAL

Registre d'Inscription

DES

Enfants admises à l'Orphelinat

Le présent registre contenant Cent Deux feuillets, a été coté et paraphé par nous, Maire de la Ville, Président de la Commission administrative.

Saint-Denis, le 1er Janvier, 1887

Le Maire,

Cette oeuvre était administrée sous la présidence du maire, par une commission de six membres choisis parmi les personnes notables de la ville ou parmi ses bienfaiteurs et nommés par le Préfet.

Les jeunes filles de l'orphelinat municipal : 59, rue Compoise (République) étaient et sont actuellement scolarisées dans les écoles publiques de la commune. Elles poursuivent leurs études dans les écoles secondaires ou dans les centres de formations professionnelle.

L'ENSEIGNEMENT PRIVE

A ces institutions charitables, il y a lieu d'ajouter les écoles privées. Au début du siècle on trouvait :

L' Ecole Chrétienne Libre des Garçons fondée par le curé de la Plaine : 3, impasse Chevallier ; l'Ecole Chrétienne Libre des Filles, fondée en 1879 : 141, Avenue de Paris, dirigée par les soeurs de Saint-Vincent de Paul ; l'Ecole Chrétienne Libre des Garçons : 7, rue des Ursulines ; l'Ecole Chrétienne Libre des Filles de la Compassion : Place aux Gueldres.

Les enfants étaient abstreints de se rendre à leur école les dimanches et fêtes, à 7h 45 pour aller à la messe qui avait lieu à 8 heures et à 1h45 pour les vèpres de 2 heures du soir.

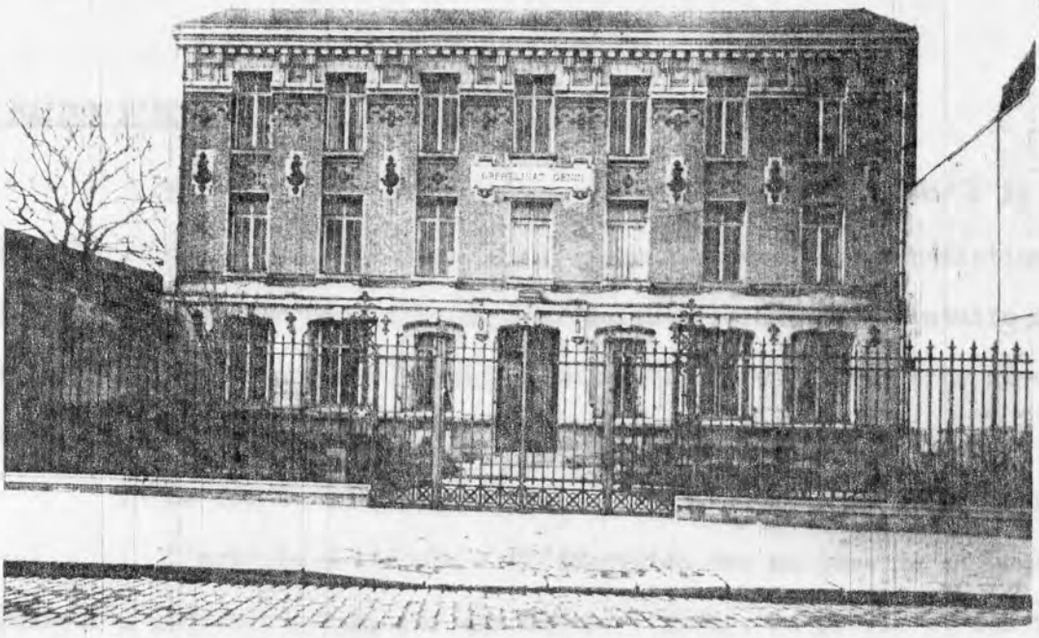
L'Ecole Laïque Libre des Filles : 12 et 17 rue des Ursulines et place aux Gueldres ; l'Ecole Evangélique : 12 rue des Chaumettes, où le catéchisme était enseigné le dimanche. Il y avait aussi la Salle de Conférences Evangéliques, 13 cours Benoist (Carnot) qui donnait des cours d'instruction pour les enfantsle jeudi après-midi et le dimanche ainsi qu'une salle de lecture pour les civils et militaires.

Les travaux de transformation,en 1974, de la maison où se trouvait cette salle, pour en faire un garage, ont révélé des restes de peinture murale d'inspiration protestante, leur thème se rapportait à un lieu de réunion (1).

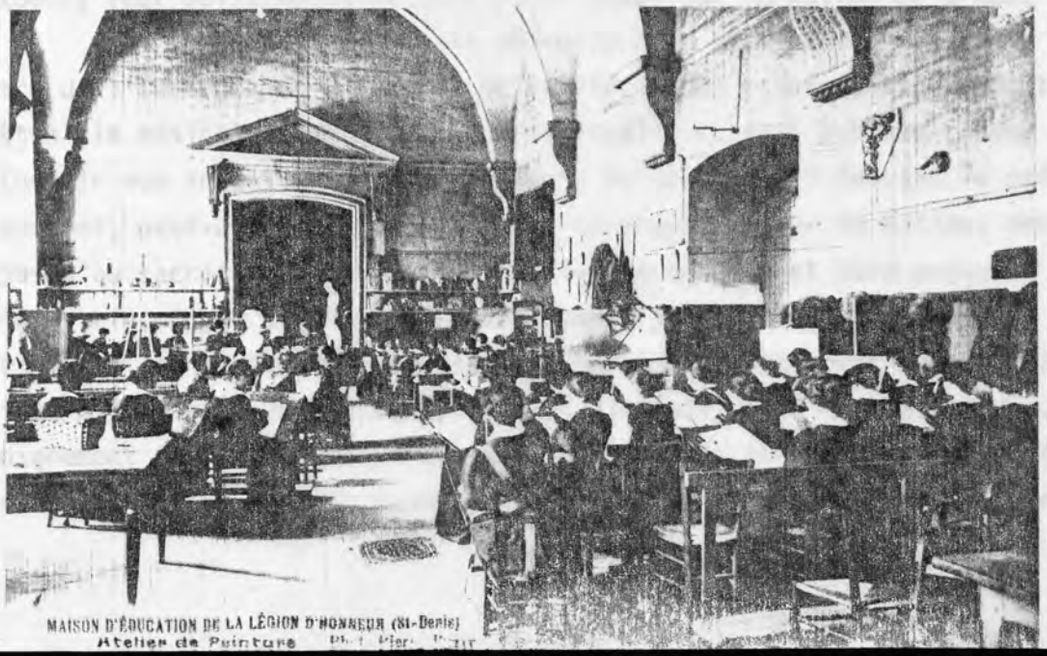
---

(1) Voir Boulevard Carnot.

12. SAINT-DENIS — Orphelinat Génin — J. F.



J. F. - 130. SAINT-DENIS — La Place aux Gueldres. La Compassion.



MAISON D'ÉDUCATION DE LA LÉGION D'HONNEUR (St-Denis)
Atelier de Peinture

LA MAISON D'EDUCATION DE LA LEGION D'HONNEUR

Par décrêt du 25 Décembre 1809, Napoléon 1er a cédé à la Chancellerie de la Légion d'Honneur, l'ancienne abbaye des Bénédictine de Saint-Denis, à charge pour elle de l'affecter à l'éducation gratuite de 500 filles de membre de l'ordre, ayant au moins le grade de capitaine ou une situation civile correspondante.

Le décrêt du 20 Juin 1890 contient les statuts de cette fondation.

L'article 9 stipule : "L'éducation des maisons de la Légion d'Honneur a pour but d'inspirer aux élèves l'amour, la patrie et les vertus de la famille. Elles y reçoivent une éducation et des talents qui peuvent, au besoin, leur créer des moyens d'existence pour l'avenir ".

La Maison d' Education de la Légion d'Honneur, comprenait au début du siècle des élèves boursières au nombre de 400, et des élèves payantes dont le nombre ne pouvait excéder 75. Le prix du trousseau 300 francs, était exigible pour les deux catégories. Les élèves admises gratuitement étaient prises exclusivement parmi les filles de légionnaires, et les élèves payantes parmi les fille, petites filles, soeurs ou nièces de membre de l'ordre.

LES BATAILLONS SCOLAIRES

En janvier 1879, les Républicains avaient accédé pleinement au pouvoi Ils entendaient identifier le patrotisme à l'idée de République (adoption de la Marseillaise comme hymne national en 1879, du 14 juillet comme Fête Nationale en 1880), leur politique militaire était basée sur la Nation en armes.

"Je vous le dis la chôse la plus importante -déclarait Paul Bert mini tre de l'Instruction publique, en janvier 1882- carun ministère dont le nom devrai être "le ministère de l'Education nationale" ne doit pas avoir pour seule pensée d fournir aux intelligences des éléments de culture, il devrait se préoccuper avant tout et, peut-être, par-dessus tout, de préparer pour la Nation, des citoyens dévo jusqu'au sacrifice suprême dans les luttes où peuvent être engagées les intérêts d la Patrie. C'est à préparer ces citoyens, coeurs et corps, que nous devons travail et c'est l'ensemble des mesures à prendre qui constituent ce que j'appelle l'éduca tion militaire". Un peu plus tard, il ajoutait: "Que nos maîtres sachent remplir dignement la haute mission qui leur est confiée et nous aurons bientôt une jeuness saine, robuste, exercée au métier des armes et prête à tous les sacrifices si l'ho

neur et la sécurité de la France l'exigeaient".

Au terme d'un décret du 6 juillet 1882, tout établissement d'enseignement primaire ou secondaire, ou toute réunion d'écoles comptant de 200 à 600 élèves âgés de 12 ans et plus et physiquement aptes, pouvait rassembler ses élèves en un "bataillon scolaire" pour les exercices militaires et gymnastiques. Un arrêté d'autorisation du Préfet était nécessaire pour la constitution officielle d'un bataillon : autorisation elle-même subordonnée à l'avis favorable d'une commission composée de deux officiers délégués par l'autorité militaire et de l'inspecteur d'Académie afin de constater que les élèves étaient en nombre suffisant pour exécuter l'école de compagnie.

Le bataillon était articulé en quatre compagnies de cinquante élèves au moins placées sous les ordes d'instructeurs désignés par l'autorité militaire. Il était doté de fusils poinçonnés par l'autorité militaire, d'un poids approprié aux forces d'un enfant et qui ne devaient pas pouvoir faire feu.

Le premier bataillon scolaire apparut en 1881 à Paris, créé à l'initiative du Conseil municipal. L'exemple parisien fût bientôt suivi dans de nombreuses villes et Saint-Denis eut le sien. Il était placé sous l'autorité d'un officier de l'armée territoriale.

En septembre 1883, 216 garçons de ce bataillon étaient pouvus d'un uniforme et 105 seulement étaient armés et équipés. L'autorité militaire était très vigilante sur la qualité de l'instruction et n'autorisait les sorties en armes que d'unités suffisamment entrainées. Le bataillon de Saint-Denis demanda à maintes reprises à participer à des cérémonies officielles, ce qui lui fut refusé. Une seule acceptation nous est connue. C'est le 1er novembre 1885 que le bataillon dionysien a été autorisé à assister en armes à la manifestation patriotique qui s'est déroulée au cimetière communal sur la tombe des défenseurs de la Patrie tués en 1870.

La raison qui avait dominé à la création de ces bataillons, était l'esprit de revanche, de reconquête des territoires annexés par les Prussiens en 1870. En l'absence de toute sanction l'assiduité alla en diminuant, les Conseils municipaux, les uns après les autres, cessèrent de voter des crédits. En 1891/92, les bataillons scolaires avaient cessés d'exister mais l'esprit demeurait.

La préparation militaire ne fut pas pour autant abandonnée. On estima qu'il était préférable de développer les aptitudes physiques et d'adresse des jeunes gens plus âgés, donc plus proches de leur incorporation dans l'armée. Ce fut le rôle des sociétés de gymnastique et de tir. A Saint-Denis ce sont les sociétés de gymnastique : La Patriote, qui avait déjà fait l'entrainement militaire en même temps le bataillon scolaire, l'Union Patriotique Dionysienne, et les sociétés de tir : la Renaissance et le Tir Régional qui continuèrent l'entrainement militaire commencé par le bataillon scolaire. Ils allaient se préparer à partir quelques années plus tard, fleur au fusil, à la guerre qu'on leur préconisait "Fraiche et joyeuse", qu'on

a appelé "La Grande Guerre", et qui fut le cimetière d'environ 8.700.000 soldats dont 1.390.000 Français.

LES OEUVRES SCOLAIRES

A la suite du vote des lois sur l'enseignement, les communes n'eurent plus à assurer l'organisation de l'enseignement et se contentèrent de proposer des aménagements complémentaires à celui-ci. Dès 1897, des classes de garde ont été instituées dans les diverses écoles de la commune. Les classes étaient au nombre de 19 fréquentées par 1.200 élèves en moyenne.

Pendant la période des vacances et dans chaque école, avaient lieu, aux heures ordinaires, des classes dites de vacances, environ 36 pour la commune.

Des cours d'adultes municipaux ont été institués, par les soins de la commune, aux écoles de garçons du boulevard de Chateaudun (J.Guesde) et de l'Avenue de Paris (Wilson). Ces cours qui avaient lieu 4 mois par an, étaient dirigés par 3 instituteurs de la ville. Les cours de l'école Chateaudun étaient aussi fréquentés par les militaires cantonnés dans la caserne. Le Journal de Saint-Denis nous les décrit :

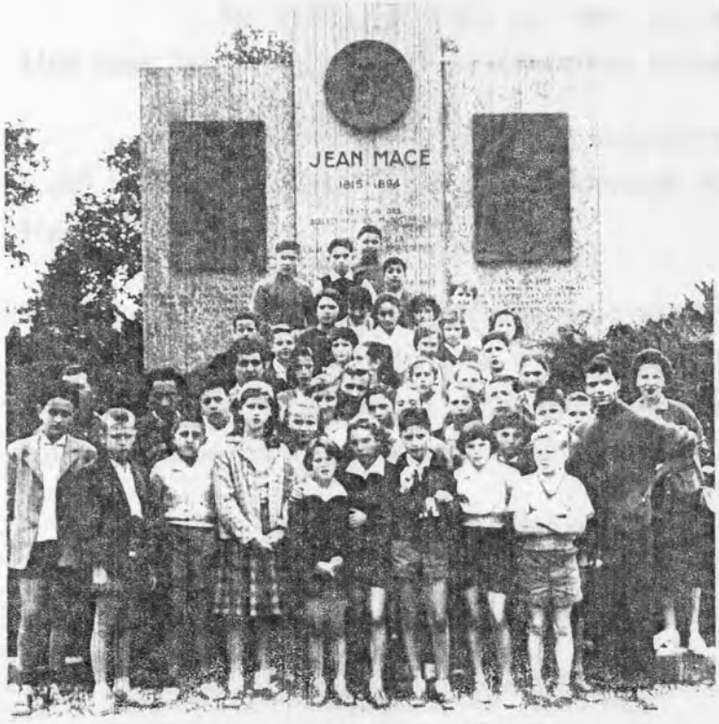
"Le soir, de 5 à 7 heures, des détachements de jeunes soldats, sous la conduite de sergents et caporaux, se rendent à l'école Chateaudun. Ils passent sans fourniment et sans arme ; ayant chacun sous le bras une modeste sacoche en molestine, ou l'un de ces petits cartons à dix centimes dans lequel les écoliers et écolières accumulent leurs bagages scolaires ? Nous sommes en mesure de répondre que M. Le Colonel Dernery, a organisé en faveur des soldats complètement illettrés des cours spéciaux. Ces cours de lecture, d'écriture et de calcul ont lieu à l'école du boulevard Chateaudun après la classe des petits, et c'est un supplément de travail que font avec plaisir les instituteurs." (1).

A ces cours municipaux s'ajoutaient ceux organisés par diverses associations dionysiennes telles que l'Association philotechnique de Saint-Denis, la Ligue de l'enseignement et l'Union Sténographique dionysienne.

(1) Journal de Saint-Denis du 14 Décembre 1902

174 LA PLAINE SAINT-DENIS.
La Bibliothèque Populaire. — LL.

Les bibliothèques populaires de la Ligue de l'enseignemen se trouvaient I20 rue de Paris (Wilson) et I rue de Strasbourg (en haut) lorsque le bâtiment qui abritait cet te dernière a été démoli, elle a été transférée dans l'ancien Hôtel-Dieu (I8/4/ I900).



Hommage à Jean Macé par les enfants du patronage municipal, lors d'un voyage d'études (ci-contre).

L'Association philotechnique de Saint-Denis a ouvert ses cours au mois de novembre 1861, principalement dans le but de donner gartuitement aux adultes une instruction appropriée à leurs besoins professionnels.

Dès l'année scolaire 1861/1862, 8 cours ont été ouverts à cet effet dans les locaux de l'école de la rue du Corbillon, prêtés par la commune, savoir français, arithmétique, géométrie, physique, hygiène, dessin et chant. En 1864/1865, ces cours étaient portés à 12. En 1881/1882, une installation importante était faite pour les cours de dessin ; enfin 2 ans plus tard, une nouvelle section de l'Association était ouverte à l'école communale de la Plaine, pour répondre aux besoins du quartier.

En 1900, l'enseignement était divisé en trois parties : l'enseignement commercial, l'enseignement professionnel et l'enseignement général.

La Ligue française de l'enseignement laïque fondée en 1879, organisait chaque année de novembre à fin mars, des vours publics et gratuits chaque jour de la semaine, dimanches compris, à l'école de garçons du boulevard Chateaudun (Jules Guesde). Ces cours portaient sur les matières suivantes : écriture, dessin d'art et dessin linéaire, géométrique ou mécanique et industriel, musique vocale et instrumentale, modelage, peinture, physique et chimie, mécanique pratique, floriculture, culture maraîchère, hygiène, économie domestique et cuisine ménagère, coupe et assemblage, comptabilité, français, anglais, allemand, mathématiques, diction, photographie et sténographie.

La ligue avait encore établi, aux écoles du boulevard Chateaudun et du boulevard Ornano, des cours spéciaux en vue de la préparation au certificat d'études primaires.

Ces cours, dirigés par des instituteurs de la commune, avaient lieu tous les jours, jeudis et dimanches exceptés.

La Ville de Saint-Denis accordait une subvention annuelle de 1.550 francs à l'Association philotechnique et de 1.250 francs à la Ligue de l'enseignement.

La ligue de l'enseignement avait aussi assuré la diffusion de la lecture par la création de deux bibliothèques populaires, qui avaient leur siège l'une 1 rue de Strasbourg,l'autre 120 avenue de Paris (Wilson). Elles étaient ouvertes tous les jours de 8 h à 10 h du soir, le jeudi et dimanche exceptés.

Le prêt des livres était gratuit et l'on pouvait pratiquer la lecture sur place.

Diplôme de dessin d'art décerné en 1894 par l'Association Philotechnique de St-Denis à M. Walter Henri (ci-dessus) et diplôme de musique vocale décerné en 1911 par la Ligue de l'Enseignement laïque à Melle Jouet (ci-dessous).

L'Union Sténographique Dionysienne

L'union Sténographique Dionysienne fondée le 25 avril 1900, avait son siège dans une annexe du théâtre, boulevard Jules Guesde.

Cette société avait pour but d'enseigner la sténographie et la dactylographie à ses membres. Les cours avaient lieu le lundi, mardi et vendredi dans les écoles 8 rue du Corbillon, Boulevard Jules Guesde et 120 avenue Wilson.

L'effectif de la société était composé de membres d'honneur, perpétuels, bienfaiteurs, honoraires et titulaires. En 1900, on dénombrait 21 membres honoraires et 18 titulaires soit un total de 39 membres. En 1932, il y avait 4 memmbres d'honneur, 25 perpétuels, 14 bienfaiteurs, 84 honoraires et 440 titulaires soit 567 membres. La même année, l'Union Sténographique dionysienne a procuré des emplois de sténographe et de dactylographe à 57 de ses membres.

Concours de dactylographie du 20 novembre 1932 (ci-dessus) et du 18 novembre 1934 (ci-contre)

LA CAISSE DES ECOLES

En exécution de l'article 17 de la loi du 28 mars 1882, une Caisse

des Ecoles était constituée par délibération du Conseil Municipal en date du 5 Juin 1882.

La Caisse des Ecoles était administrée par un Comité composé de membres de la Commission scolaire au nombre de 10 et de 12 autre membres élus pour une période de 3 ans par l'assemblée générale des sociétaires et rééligibles.

Les 12 membres élus par l'assemblée générale étaient renouvelables par tiers chaque année.

Le Comité pouvait s'adjoindre, en nombre indéterminé, des dames patronesses.

Ses ressources se composaient : des subventions de la Commune, du Département et de l'Etat ; des fondations ou souscriptions particulières ; du produit des dons, legs, quêtes, fêtes de bienfaisance ; des dons en nature tels que livres, objets de papeteries, vêtements, denrées alimentaires.

LES CANTINES SCOLAIRES

A la séance du 14 novembre 1885, les conseillers municipaux se préoccupaient des travaux d'aménagements de cantines dans les écoles de SAINT-DENIS et décidaient d'en créer une dans chacun des groupes scolaires.

Placées sous la surveillance des directrices et des directeurs et des membres délégués de la Caisse des Ecoles, ces cantines distribuaient aux enfants, moyennant 0,10 F, des portions composés d'aliments chauds.

Le 31 Octobre 1893, sur proposition du citoyen Foulard, le Conseil Municipal prenait la décision de "rechercher dans les écoles les enfants dont les parents sont dans la plus grande misère, afin de leur donner gratuitement la nourriture nécessaire aux cantines scolaires, la Ville payant bien entendu la dépense".

Pour l'année 1900-1901 la Caisse des Ecoles a distribué : 103 pantalons 272 culottes, 271 paletots, 373 tabliers, 143 robes et 475 paires de galoches. Il a été servi dans les cantines, pour la même période : 46.852 portions dont 1426

gratuitement et 2.632 par les ouvriers de la maison Delaunay-Belleville

DE FAIBLES RESSOURCES

Le 13 Février 1906, le Comité de la Caisse des Ecoles prenait au cours d'une réunion une résolution qu'il adressait au Conseil Municipal :

"Considérant que les faibles ressources dont elle dispose actuellement ne permettent pas à la Caisse des Ecoles d'intervenir d'une façon suffisamment efficace dans les nombreux cas qui lui sont signalés, les Administrateurs de la dite Caisse des Ecoles demandent au Conseil Municipal de porter de deux mille à six mille francs le montant de la subvention qui lui est actuellement accordée".

En 1907, le Conseil municipal portait cette subvention à 4.000 F.

DES COLONIES SCOLAIRES

La Caisse des Ecoles se préoccupait d'envoyer chaque année en vacances, des enfants nécessiteux. Les séjours étaient organisés par des "entrepreneur" de colonies scolaires. En 1910, la Caisse des Ecoles a fixé son choix sur "les Colonies Scolaires Parisiennes" dirigées par M. & Mme Duchêne qui avaient un établissement à Mortrain (Manche).

Des instructions préfectorales définissaient quels enfants pouvaient être choisis :

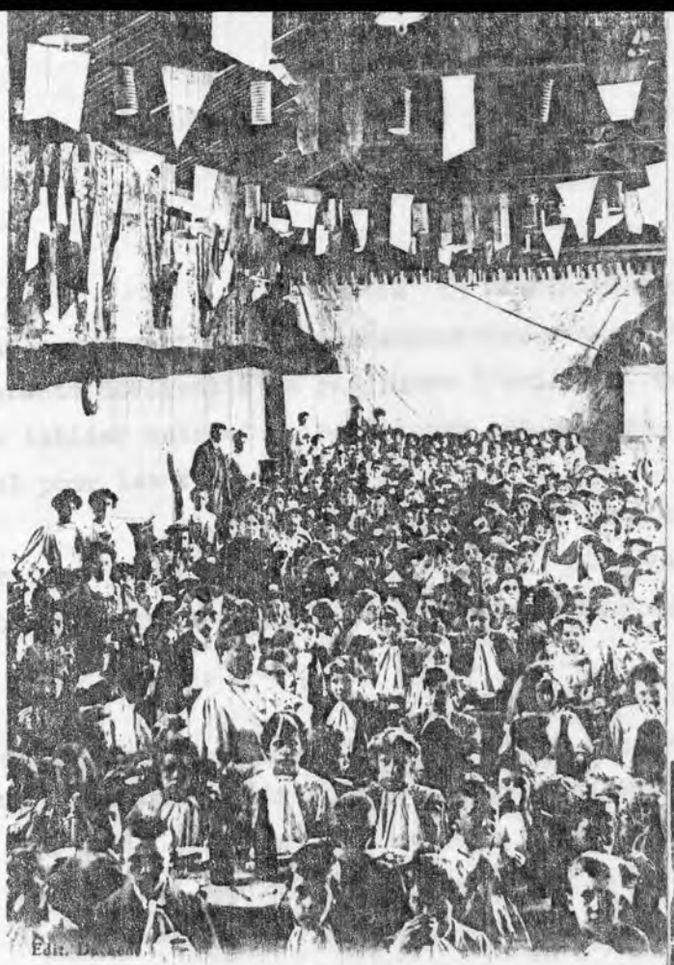
"...les enfants à proposer pour faire partie des colonies scolaires seront choisis parmi les débiles et les chétifs, ils ne devront cependant pas être malades ou des infirmes dont l'état exigerait des soins spéciaux..." (1)

Une circulaire de la Caisse des Ecoles envoyee aux parents précisait notamment :

"...avant leur départ pour Mortrain, ils devront avoir pris un grand bain. Les parents veilleront à ce qu'ils aient la tête propre : les garçons auront les cheveux courts et les filles devront les avoir tressés..." (2)

(1) Archives de la Ville de SAINT-DENIS

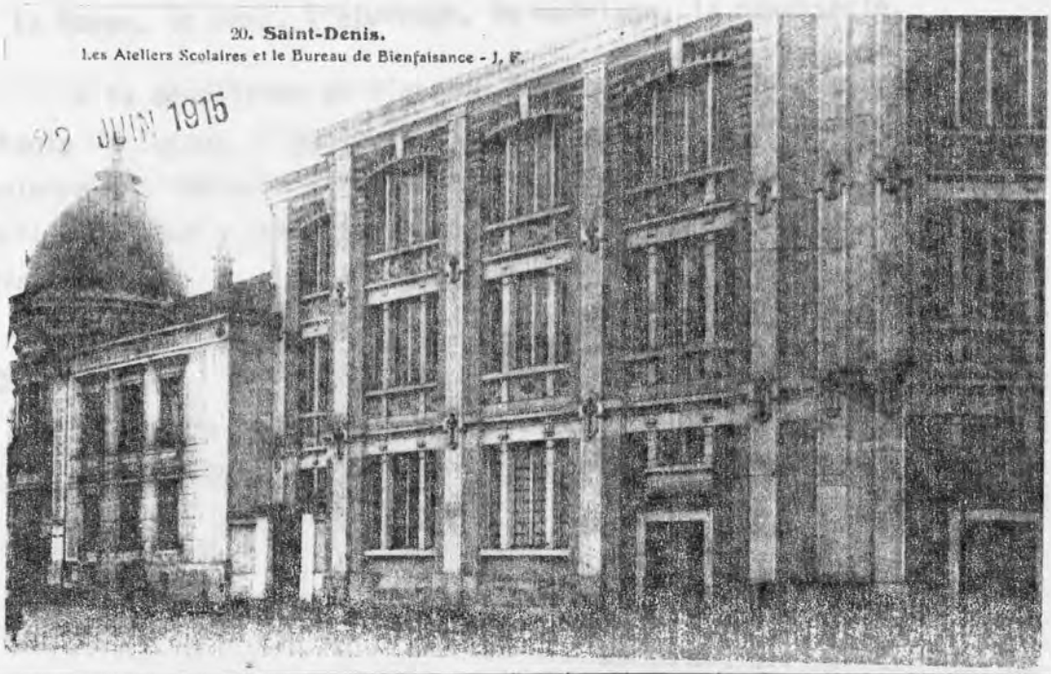
(2) " " "



Colonies scolaires à Vire 1907. — Le Réfectoire

Colonies scolaires à Vire.— Etablissement Henri Duchêne

20. **Saint-Denis.**
Les Ateliers Scolaires et le Bureau de Bienfaisance - J. F.



22 JUIN 1915

Outre le vestiaire que les enfants devaient emporter, qui comprenait linge et chaussures mais aussi cirage et brosse à reluire, les enfants devaient être revêtus de l'uniforme. Celui-ci qui côutait 3,50 F, comprenait un tablier noir et un béret pour les garçons, un tablier noir, un béret et un col pour les filles.

Les enfants qui devaient être âgés d'au moins dix ans, étaient pesés au départ et au retour, afin que le comité de la Caisse des Ecoles puisse se rendre compte des résultats obtenus. Le séjour durait trois semaines.

En 1910, 180 enfants indigents, dont le séjour avait été pris en charge par la caisse des écoles sont partis en colonie scolaire . Une vingtaine d'autres, dont les parents ont payé leur séjour (53,50 F représentant les frais de voyage, d'assurance, de séjour et d'uniforme) se sont joints à eux. Ce qui fait que 200 enfants sont partis en colonies sur un effectif scolaire de 9.500 élèves.

Les ateliers scolaires

La première trace des ateliers scolaires, embryon de ce qui allait devenir école de préapprentissage, remonte au 13 avril 1885.

Pour des raisons politiques, les ateliers scolaires ne furent pas ouverts par suite de cinq élections partielles successives qui amenèrent la dissolution du Conseil municipal. Le projet fut alors abandonné jusqu'à l'élection municipale de 1892 qui amena une majorité socialiste au Conseil municipal. Celles-ci se préoccupa alors des ateliers qui furent inaugurés le 14 juillet 1892. Ils avaient été installés dans des salles de l'ancien Hôtel-Dieu. Les matières enseignées étaient le dessin, la forge, le tour, l'ajustage, le modelage, la menuiserie.

A la démolition de l'ancien Hôtel-Dieu en 1907, les cours furent suspendus, faute de locaux. L'école des Bourcheries ayant été achevée en 1910, l'atelier scolaire fut installé dans le préau de l'école de garçons. En 1914, le préau fut réquisitionné pour y loger la troupe et de ce fait l'atelier a cessé à nouveau de fonctionner.

L'école de préapprentissage

Une école de préapprentissage était ouverte, le 22 février 1915, dans des locaux aménagés à cet effet, dans les bâtiments neufs construits à

l'emplacement de l'ancien Hôtel-Dieu, place de la Résistance.

Il ne s'agissait pas d'une réorganisation des ateliers scolaires, mais de la création d'un atelier-école : atelier parce que les élèves y apprenaient la théorie nécessaire et la pratique des différents métiers ; école parce qu'ils continuaient et complétaient les études qu'ils avaient fait dans les écoles communales.

Ces deux formes d'enseignement permettaient aux enfants de se préparer utilement à l'exercice des professions suivantes : serrurier, tourneur, ajusteur, menuisier, forgeron, dessinateur mécanicien.

L'école de préapprentissage a eu une vie éphémère et les locaux laissés vacants furent occupés en 1925 par la bibliothèque, le musée et les archives municipales. Il n'y eut plus alors ni d'ateliers scolaires, ni école de préapprentissage. Il faudra attendre la guerre 1939-1945 pour voir apparaître les Centres de jeunesse, créés à l'initiative du gouvernement de Vichy.

Des écoles insuffisantes

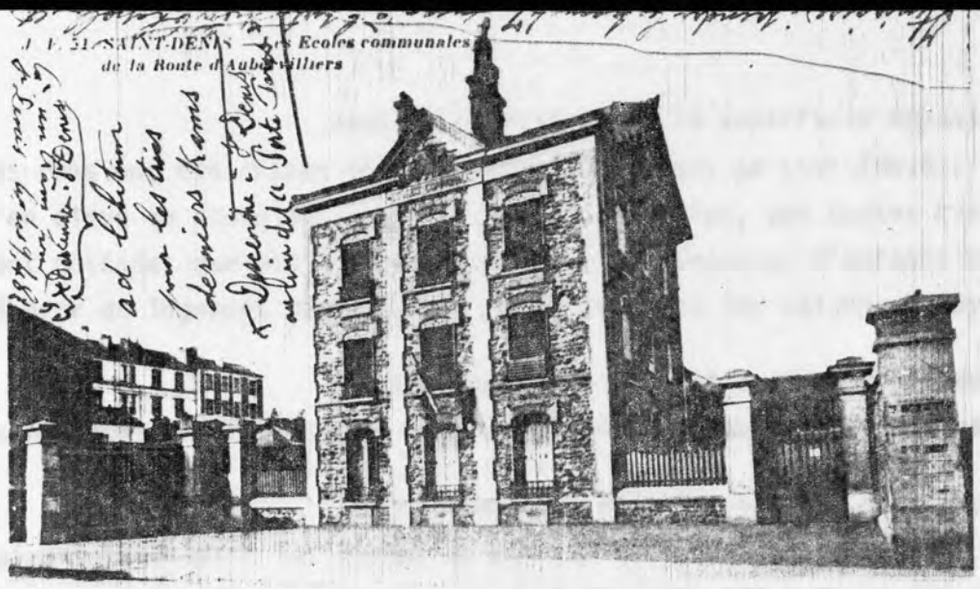
Devant l'augmentation de l'effectif scolaire -la population était passée de 61.000 habitants à 72.000 en 1914-, la municipalité s'est vue contrainte de construire, agrandir ou surélever des groupes scolaires. En 1906, était construit le groupe scolaire du quartier du Bel Air, route d'Aubervilliers (Casanov et celui de Pleyel était surélevé. En 1910, celui du 241 avenue de Paris (Wilson) était agrandi et celui du 120 suréleve. Malgré ces travaux ont été obligé, dans cer taines écoles d'utiliser les préaux.

Pendant la guerre 1914-1918, la situation a plutôt empiré du fait de la réquisition de locaux scolaires pour la troupe et si les quartiers est de Saint-Denis s'étaient lotis peu à peu, les enfants devaient fréquenter les école du centre de Saint-Denis, aucun établissement scolaire n'existant dans ces quartier

Plus de deux kilomètres à parcourir

En juillet 1927, le Conseil municipal se préoccupait de cett situation et en délibérait :

"Le quartier dit de la Mutualité situé à l'Est du territoire de Saint-Denis en dehors des anciennes fortifications a pris depuis la guerre un développement considérable.



Le groupe scolaire de la Route d'Aubervilliers (Danièle Casanova)

Les écoles de la rue des Boucheries

Le groupe scolaire Marville

3533 bis. SAINT-DENIS-MUTUALITE. — Les Ecoles E.M.

Dans ce quartier dont la superficie dépasse 100 hectares, des rues ont été créées et de nombreuses maisons se sont élevées ; Chaque jour il s'en élève de nouvelles, avec ceci de particulier, que toutes ces constructions sont édifiées par des ménages ouvriers ayant beaucoup d'enfants et qui veulent se libérer du logement bien souvent insalubre dans les maisons à loyer.

Ce développement intensif créé naturellement des nécessités, et ne premier lieu, il est de notre devoir de penser à l'enseignement.

Actuellement les enfants de cette nouvelle agglomération doivent fréquenter les écoles du boulevards Félix Faure et de la rue des Boucheries qui sont les plus proches et cependant d'aucuns ont à parcourir pour s'y rendre plus de deux kilomètres. (1)"

A la suite de cette délibération, le Conseil décidait l'acquisition d'une parcelle de terrain de 3032 m2, en bordure du chemin de Marville pour y construire un groupe scolaire. Ce n'est qu'en 1937 que celui-ci a ouvert ses portes et pendant toute cette période les enfants du quartier de la Mutualité, sous la chaleur, la pluie, le froid et dans la boue, ont dû faire deux fois par jour à pied, deux kilomètres et plus pour se rendre à l'école.

En Septembre 1931, le Conseil municipal décidait la surélévation d'un étage de l'école de filles et de garçons de la route d'Aubervilliers (Casanova).

En raison de l'augmentation du nombre d'enfants qui fréquentaient l'école maternelle de la rue Blanqui, les bâtiments de cette école étaient devenus insuffisants, d'autre part il était nécessaire de procéder d'urgence à la remise en état des bâtiments existants.

En 1937, le Conseil municipal décidait de louer un pavillon 26 bis rue Albert pour y accueillir les enfants pendant les travaux d'agrandissemen et de réfection de cette école pendant l'année scolaire 1937/1938.

C'étaient là les derniers travaux importants réalisés en matière scolaire. La municipalité préoccupée par des problèmes politiques qui n'avaie plus rien à voir avec la gestion municipale abandonnait les écoles à leur sort.

L'école sous le régime de Vichy

En juin 1940, à la suite de l'occupation de notre ville par

---

(1) Séance du Conseil municipal du 7 juillet 1927. Rapport du Conseiller Labayrie.

les troupes allemandes et le retour de la population qui avait fui devant l'arrivé des troupes ennemies, deux groupes scolaires étaient réouverts.: l'école de la rue des Boucheries et celle du 241 avenue du Président Wilson. Puis petit à petit l'ensemble des groupes scolaires dionysiens, sauf Jules Guesde, occupé par les pompiers et celui du 241 dont les élèves étaient centralisés au 120.

Le régime de Vichy était trop hostile à la République pour avoir de la sympathie envers l'école laïque. Ses premières mesures ont fait voir dans quel camp il se rangeait : tandis qu'une loi du 13 août 1940 dissolvait la franc-maçonnerie, une loi du 3 septembre 1940 abrogeait l'interdiction faite aux congrégation par les lois de 1901 et 1904, d'enseigner.

Le nouveau ministre de l'Instruction publique, Jacques Chevalier, allait faire oeuvre cléricale, plus encore que catholique. Par la loi du 18 septembre 1940, il supprimait les écoles normales qu'il transformait en instituts de formation professionnelle. Par la loi du 6 décembre 1940, il rétablissait les devoirs envers Dieu aux programmes primaires et avec celle du 6 janvier 1941, il autorisait les municipalités à subventionner les écoles libres et les curés à faire le catéchisme dans les écoles. Tandis qu'une loi du 15 octobre 1940 avait permis aux enfants des écoles libres d'être secourus par la caisse des écoles, (dont les administrateurs étaient nommés par Vichy alors qu'autrefois ils étaient élus par leurs adhérents), un décret du 22 février 1941 leur ouvrait le bénéfice des bourses.

Le successeur de J. Chevalier, Jérôme Carcopino, par une loir du 10 mars 1941, précisait que l'instruction religieuse devait être donnée en dehors des locaux scolaires, il remplaçait les programmes des devoirs envers Dieu par "les valeurs spirituelles, la patrie, la civilisation chrétienne".

L'épiscopat attachait une très grande importance à la question des écoles libres ; dès sa première visite à Vichy, le Cardinal Gerhier avait posé le problème du l'aide à lui apporter, et l'insistance de l'épiscopat amena le maréchal Pétain à ordonner à son ministre de préparer un texte accordant des subventions aux écoles libres. La loi du 2 novembre 1941, leur apportait 400 millions.

Rétablir le statu quo

A la Libération, les laïques pensaient que le statu quo serait rétabli mais dans l'espoir d'aboutir à une solution d'ensemble, le gouvernement chargea une commission de préparer un règlement au fond. Cette commission aboutit à des propositions que les deux camps s'empressèrent de désavouer : il ne restait plus qu'à trancher, et les subventions furent supprimées à compter du 14 juillet 1945.

Une classe du groupe scolaire Châteaudun (Jules Guesde) vers 1912.

Liberté-Égalité-Fraternité — RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté-Égalité-Fraternité

Ville de Saint-Denis

DIMANCHE 1er OCTOBRE

à 18 heures

Vélodrome Municipal, av. de Stalingrad

Avant la reprise des études, la Municipalité organise à l'intention des Écolières et Écoliers Dionysiens une

GRANDE FÊTE de la RENTRÉE SCOLAIRE

Les groupes [illegible] et folkloriques des Colonies de Vacances des [illegible] (Indre-et-Loire) et de [illegible] (Dordogne) vous assureront un spectacle [illegible]

● CHORALES ● DANSES ● CHANTS MIMES ●

● ACROBATIE ● SAYNETES ● FANTAISIE ●

DE LA JOIE - DU RIRE

avec les clowns du Cirque Médrano

COGLIN et PLOUM

DU SPORT

avec la participation des Champions de la F.S.G.T.

6e COURSE de DEMI-FOND

DERRIÈRE MOTOS COMMERCIALES

De la musique avec l'HARMONIE MUNIPALE (Directeur : M. Marcel ACHERAY)

Allocution de M. AUGUSTE GILLOT

Maire de Saint-Denis - Conseiller Général de la Seine - Membre du Conseil National de la Résistance

Entrée GRATUITE

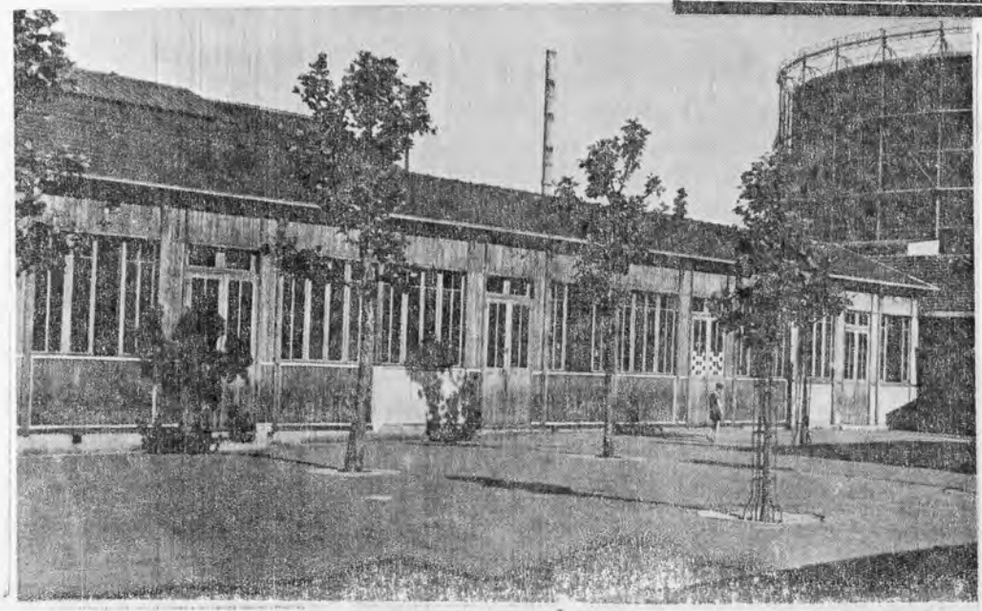
Enfants, Parents et toute la population sont cordialement invités

NOTA : En cas de mauvais temps, ce spectacle aura lieu au THEATRE MUNICIPAL et seuls les enfants seront admis en raison du nombre limité de place.

Le Municipalité
MM. BARRON, FERRANCIER, TREMEL
MM. PERSELLO, MM. DIDIOT, CHAUSSADE, adjoints

Le Maire, Conseiller Général de la Seine
AUGUSTE GILLOT
Membre du Conseil National de la Résistance

Classes en bois du groupe scolaire 24I avenue Wilson en 1955.



Le programme scolaire du C.N.R.

L'assemblée pleinière du Conseil National de la Résistance, avait dans sa séance du 15 mars 1944, adopté à l'unanimité, les diverses parties du programme qui devait être celui du gouvernement à la Libération de la France. Un de ces chapitres était consacré à l'Education Nationale:

"Possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelque soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires..." (1)

Une sélection sociale renforcée

Les décisions du Conseil National de la Résistance n'ont jamais été appliquées et le système de l'enseignement est resté basé sur la sélection sociale.

Trente ans plus tard, le recensement de 1975 confirmait cette sélection sociale.

La population active de Saint-Denis était composée à 79,7% d'ouvriers, employés et personnels de service contre 62,8% pour l'ensemble de la région parisienne. Parallèlement et dans une proportion inverse, le taux de scolarisation des jeunes Dionysiens âgés de 17 à 19 ans était de 47,8% ; celui de la régio parisienne atteignait 61,1%. En ce qui concernait les diplômes obtenus, les pourcentages étaient respectivement :

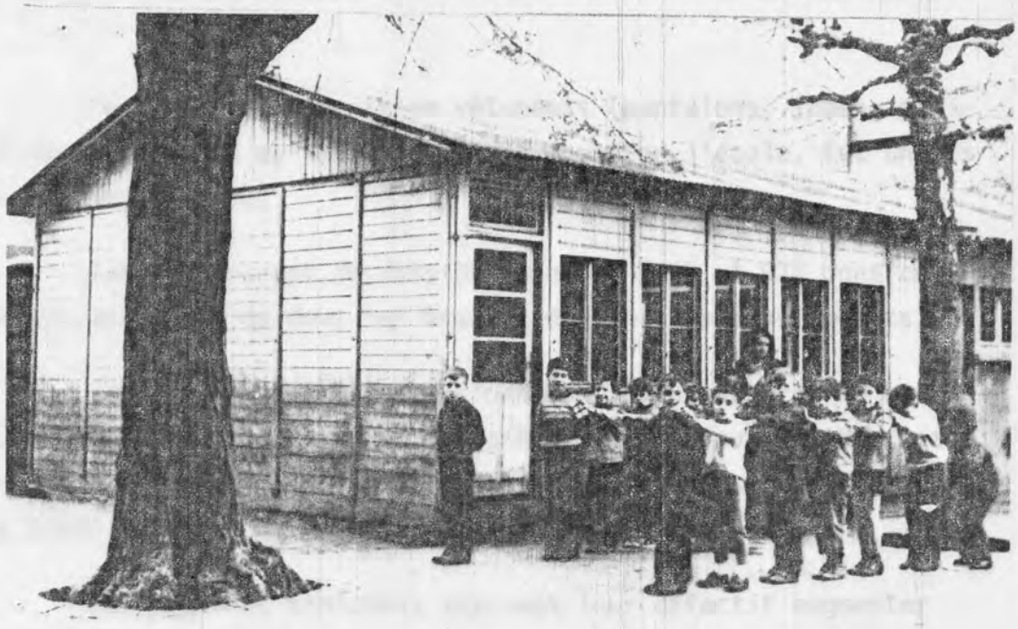
B.E.P. : 73,8% et 68%
C.A.P. : 11,1% et 11,1%
B.E.P.C. : 6,8% et 10,7%
Niveau Bac : 5,1% et 9,7%
Niveau supérieur au Bac : 3,1% et 10,2%

La possibilité de poursuivre des études a été ainsi directement liée aux ressources des familles.

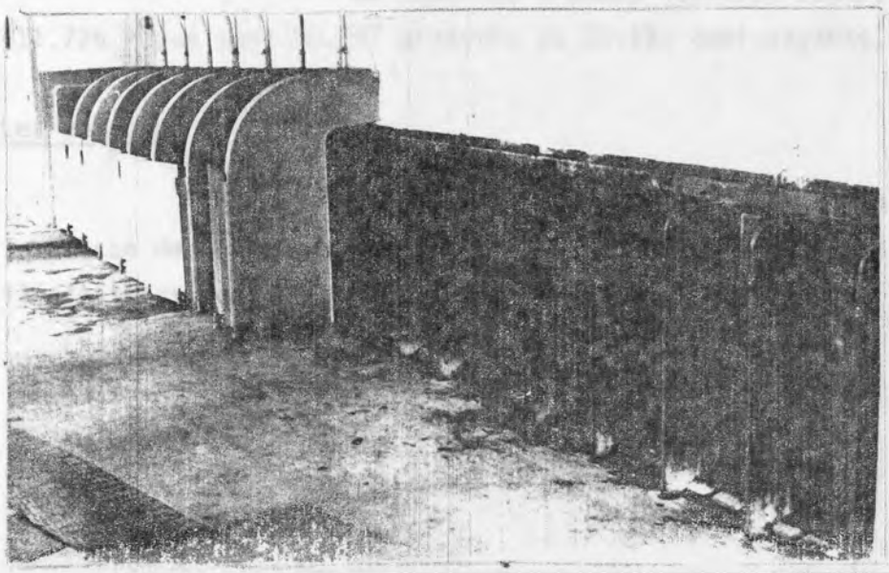
---

(1) Cité par Simone et Auguste Gillot ~~op.cité page 270~~ Un couple dans la Résistance Editions Sociales

Une classe de l'école maternelle Suger en I960



Classe provisoire 40 rue Auguste Poullain



Des W.C. qui n'ont rien à envier à Vespatienne

Revenir aux vieilles traditions républicaines

Pour remplacer les administrateurs nommés par le pouvoir vichyste, les adhérents de la Caisse des écoles votaient le 12 avril 1945 pour pourvoir à leur remplacement. Par ce vote, ils renouaient ainsi avec les vieilles traditions républicaines et confirmaient que la Caisse des Ecoles devait réserver son appui à la seul école neutre, l'école laïque.

Les statuts de la Caisse des Ecoles furent révisés et ses fonctions sensiblement élargies : "d'organisme de charité" elle devint un des éléments de l'équipement social dionysien. Son importance durant les années d'après guerre s'expliqua par la situation de pénurie extrême de l'époque. La misère des familles dionysiennes était un des principaux facteurs de l'absentéisme.

Rétablir "l'école obligatoire et gratuite" pour tous impliquait nécessairement une aide conséquente aux milliers de familles nécessiteuses de Saint-Denis.

Pourvoir les enfants en vêtements (pantalons, jupes, pull-overs, tabliers, chaussures) pour qu'ils puissents fréquenter l'école, fut un des premiers soucis de la Municipalité.

Dans le courant du mois de novembre 1945, 1 977 bons de galoches ont été remis aux familles dont les besoins étaient les plus urgents.

La bataille de l'approvisionnement, pour assurer le bon fonctionnement des cantines scolaires présentait d'énormes difficultés. Dès cette époque, des tarifs dégressifs étaient établis à partir des revenus familiaux ; certaines familles bénéficiant de la gratuité totale des cantines.

Les cantines scolaires voyaient leur effectif augmenter rapidement de 1300 repas servis chaque jour en novembre 1944, ils passaient à 1650 en décembre pour atteindre 2500 en mars 1945.

Au cours de l'année scolaire 1944/1945, il a été servi 411.776 repas dont 50.257 gratuits et 25.195 demi-payants.

Les vacances scolaires

Les colonies de vacances étaient également du ressort de la Caisse des Ecoles comme les "journées aérées" et le patronage. A la Libération il n'existait aucun centre de vacances ou de loisirs pour les enfants dionysiens.

Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE SAINT-DENIS

Liberté - Égalité - Fraternité

17 Novembre 1945

. INAUGURATION .
DES ÉCOLES DE LA PLAINE

Le quartier de « La Plaine » a été beaucoup endommagé au cours des années de guerre.

La Municipalité d'Union Patriotique, sensible aux souffrances supportées par ce quartier, a réussi à surmonter toute une série de difficultés pour obtenir l'aménagement d'écoles provisoires, en remplacement des bâtiments du Groupe Scolaire détruits par les bombardements.

C'est donc avec la satisfaction d'avoir pu apporter une amélioration immédiate au sort de nos ouvriers que nous convions les élèves, les parents et toute la population à assister à

L'INAUGURATION DES ÉCOLES PROVISOIRES

fixée au Samedi 17 Novembre 1945, à 14 heures

120, Avenue du Président-Wilson

Cette inauguration est placée sous la présidence de **M. Auguste GILLOT**, Maire de Saint-Denis, Conseiller General de la Seine, Membre du Conseil National de la Résistance, et de **M. Fernand GRENIER**, Député, assistés de M. DAVID, Administrateur de l'Enseignement Primaire, de M. DECHAPPE, Inspecteur Primaire, de MM. les Représentants du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, des Entrepreneurs, des Ouvriers, des Architectes et Ingénieurs, des Membres de la Municipalité, du Conseil Municipal, du Corps Enseignant et de la Caisse des Ecoles.

Après l'inauguration, les visiteurs se rendront Salle des Fêtes. Des allocutions seront prononcées et M. LURÇAT, Architecte, exposera le programme de construction des futures écoles de la Plaine.

PARTIE ARTISTIQUE PAR LES ENFANTS DES ECOLES

GOUTER POUR LES ENFANTS

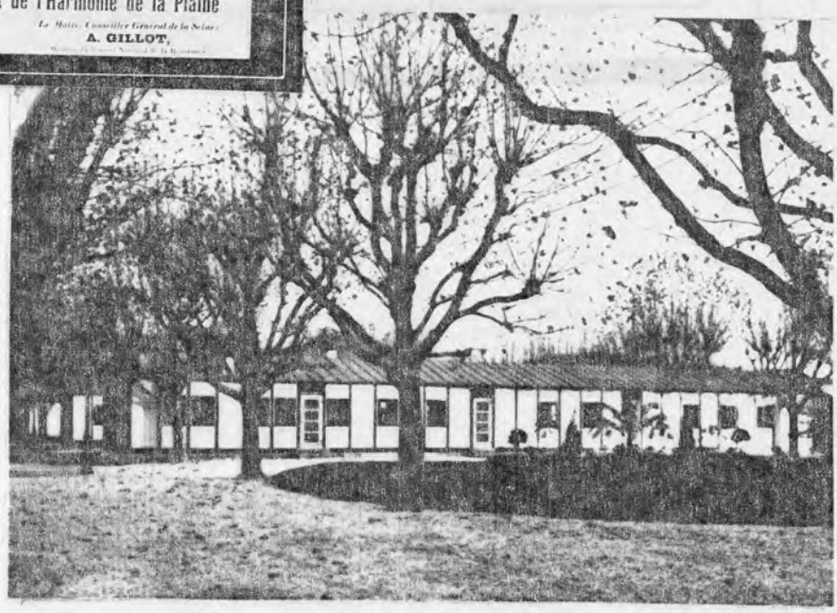
Participation de l'Harmonie Municipale et de l'Harmonie de la Plaine

Saint-Denis, le 11 Novembre 1945

Le Maire, Conseiller General de la Seine :

A. GILLOT,

L'école provisoire construite en 1945 dans le square Diderot (Saint-Just) pour remplacer l'école de filles du 120 Av. Wilson, sinistrée lors du bombardement d'avril 1944.



VILLE DE SAINT-DENIS

COLONIES DE VACANCES

pour les enfants de 6 à 14 ans

AUX PARENTS

Soucieux de la santé de leurs enfants et désireux de les faire profiter d'un séjour à la campagne !

La Municipalité de Saint-Denis, malgré les innombrables difficultés qu'elle rencontre pour organiser les colonies municipales de vacances (difficultés de placements, de transport, etc...), continue les démarches pour faire partir quand même, cette année, les enfants de Saint-Denis à la campagne.

Les familles qui désirent envoyer leurs enfants en colonies municipales de vacances, voudront bien se présenter à la MAIRIE, Bureau des ECOLES, avant le 30 JUIN, pour y retirer les demandes d'admission.

En raison du nombre restreint de placements, les parents sont invités à se faire inscrire dans le délai prévu.

A titre exceptionnel pour 1945

Les parents nécessiteux qui pourraient envoyer leurs enfants à la campagne, dans leur famille, et jouissez de leur présence pendant un mois au moins, seront susceptibles de recevoir une aide financière dans les frais de voyage des enfants (se renseigner à la Mairie).

Saint-Denis, le 14 Juin 1945.

Le Maire : **A. GILLOT.**

Membre du Comité National de la Résistance et de l'Assemblée Consultative

I946 - Vacances à Saint-Symphorien
Départ pour la gare en camions, puis
par le train dans des wagons de bois

La situation scolaire après la Libération

Une grave préoccupation a été la rentrée scolaire d'octobre 1944. Préoccupation légitimée par l'état dans lequel se trouvaient les différents groupes scolaires de Saint-Denis pour la plupart déjà anciens et par les problèmes d'effectifs. Il y avait plus de 7.000 élèves.

Il a fallu construire des classes en bois dans le square Diderot, pour remplacer celles détruites du 120 par les bombardements d'août 1944. Le groupe scolaire du boulevard Jules Guesde qui avait servi de caserne aux pompier était remis à la ville pour la rentrée de 1945. Il était dans un tel état qu'il fut un moment envisagé de l'écraser pour reconstruire des bâtiments neufs.

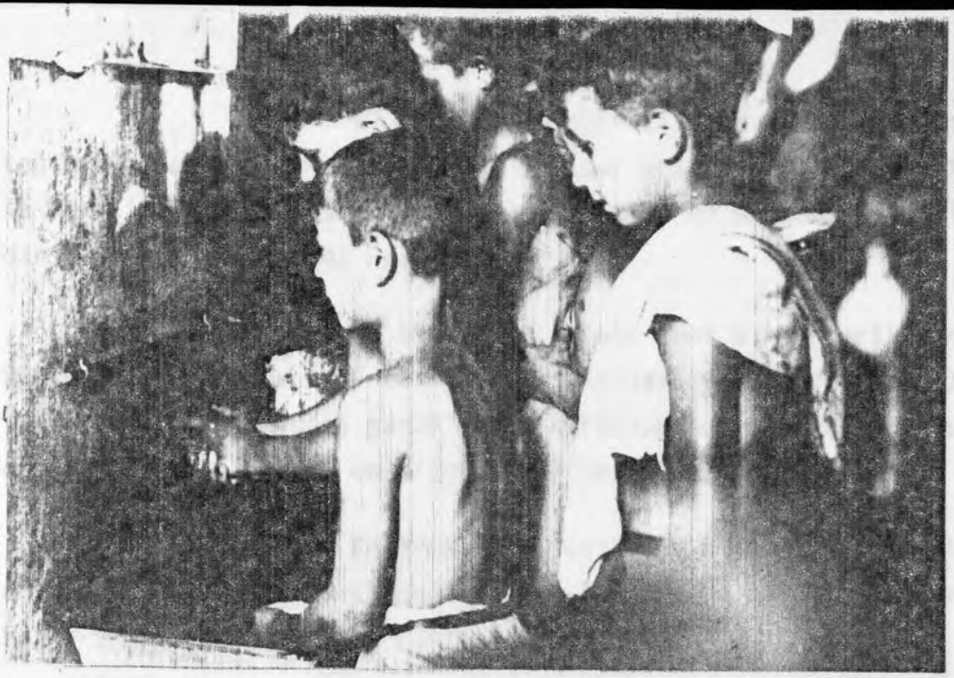
Des classes étaient installées dans des cours, 241 avenue Wilson, des préaux (Emile Connoy, Boucheries, Félix Faure) dans les mansardes (Jules Guesde). Certains instituteurs ont même fait la classe chez eux.

Dans une des ses premières réunions le Conseil municipal s'est adressé sous forme de voeu aux membres de la Commission de l'Education nationale de l'Assemblée consultative pour souligner que la municipalité P.P.F. de Saint-Denis n'avait suivi aucune politique en faveur de l'enseignement, et pour obtenir intégralement, aux frais de l'Etat et par priorité, la construction d'établissements convenables, la modernisation du mobilier pour certains établissements scolaires et, éventuellement, la construction d'établissements réservés pour les jeunes gens et jeunes filles continuant leurs études ou se préparant à une profession technique.

De nombreuses difficultés

Aux nombreux problèmes qui se posaient à la Municipalité dans le domaine scolaire il y avait celui des livres. Le Conseil municipal prévoyai alors dans son budget un fort complément de crédit pour renouveler les livres usagé et insuffisants et de nombreuses démarches étaient entreprises auprès des maisons d'édition pour l'acquisition de manuels scolaires difficiles à trouver du fait du manque de papier.

Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, par un effort de travail supplémentaire fournissaient gratuitement à la ville de Saint-Denis, sur leur propre répartition, 545 tonnes de charbon destiné au chauffage des écoles et de l'hôpital.



Saint-Symphorien
Vacances 1946

La toilette

Les "peluches"

et la lessive

Il était très difficile de trouver des propriétés réunissant toutes les conditions indispensables pour accueillir des enfants, c'est pourquoi la Municipalité décida d'envoyer les enfants en placement familial chez l'habitant dans diverses région de France.

En 1945, 832 enfant sont ainsi partis en vacances dans le Sancerrois, le Nivernais et l'Ille-et-Villaine, d'autre part, 180 enfants dont les familles ont été aidées par l'administration municipale dans le paiement des frais de voyage, sont partis dans leur famille en province.

En 1946, à la suite de plusieurs démarches, la Municipalité obtenait du ministre des Anciens Combattants, un ancien camp de rapatriés à Saint-Symphorien dans les Landes.

Pour la première fois la Ville de Saint-Denis avait sa propre colonie de vacances, qu'elle pouvait gérer elle-même. Mais il fallut tout d'abord chercher le matériel indispensable : lits, couvertures, sacs de couchage, matériel de cuisson et réparer tout ce qui était en mauvais état : les lavabos, les douches, les W.C., les toits. Toutes les difficultés ont été surmontées et tout était prêts pour l'arrivée des 1200 colons, tandis que 250 autres rejoignaient le château de Bruges en Gironde.

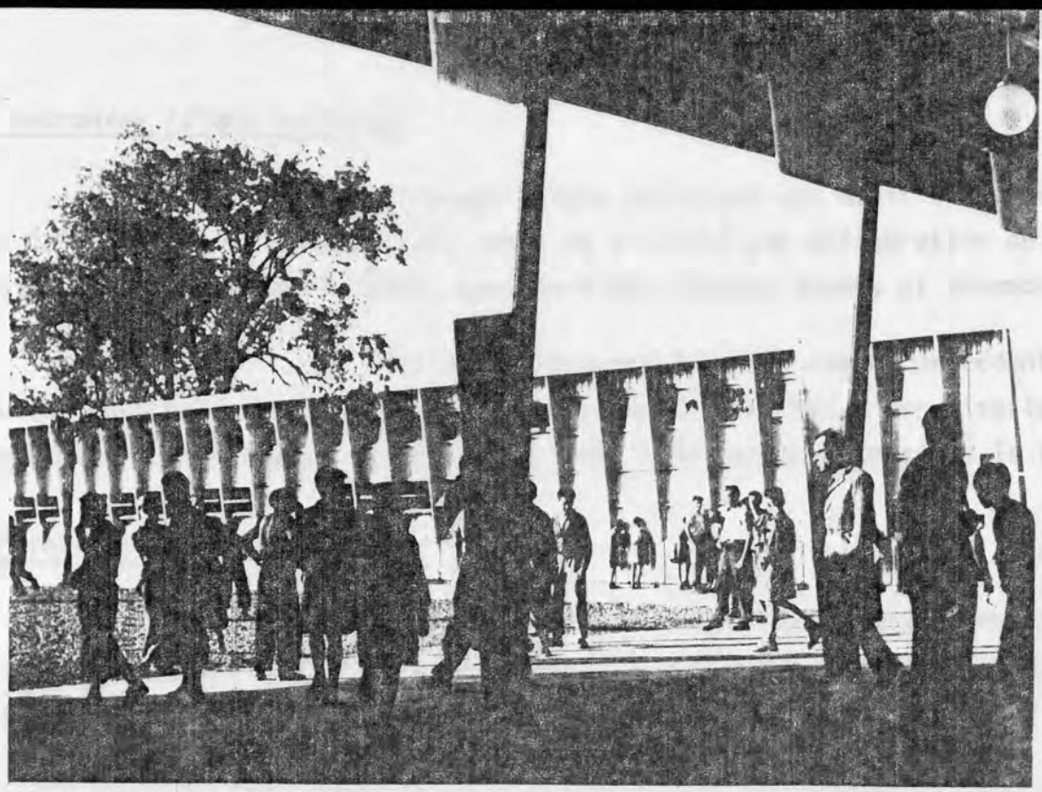
Un séjour profitable

Le Bulletin Municipal n°4 du mois de novembre 1946, donne un compte rendu de ce que furent ces vacances :

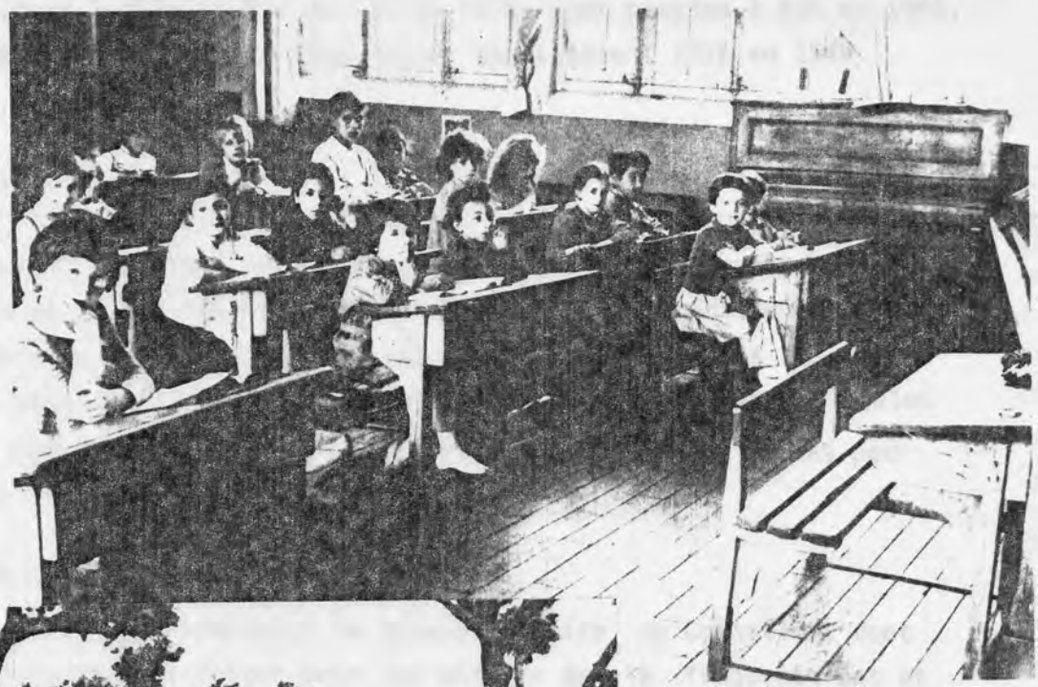
"Dans l'ensemble, les jeunes Dionysiens de ces saines et joyeuses vacances. Des résultats satisfaisants ont été obtenus. Sur 1400 enfants, une dizaine seulement n'ont pas grossi. Tous les autres ont pris de 1 à 3 kilos, même 4,5 et 6 kilos ; soit une moyenne de 2 kilos par enfant, et un total de 2800 kilos pour l'ensemble des enfants".

Jusqu'en 1949, les enfants sont retournés dans les mêmes centres de vacances, la Municipalité poursuivant ses efforts pour acquérir des propriétés répondant aux exigences indispensables à l'accueil des enfants.

En 1947 était achetée la propriété de Fondettes en Indre-et-Loire. C'était le premier centre de vacances que la Ville possédait. Il était suivi l'année suivante par celui de Montrem, en Dordogne.



L'école métallique Langevin de 17 classes, construites en trois mois, qui avait ouvert ses portes à la rentrée des classes 1956.



Classes de filles, école Jules Guesde et classes provisoires à Pleyel (1960)

Le patronage laïque municipal

Le patronage laïque municipal qui avait été créé en 1937 par la municipalité P.P.F, était remis en activité par délibération du Conseil municipal du 10 septembre 1945, sous le titre "Joyeux jeudis et dimanches".

Il a fallu entièrement le créer car du précédent il ne resta que quelques échasses cassées. Les nombreuses difficultés d'organisation ont été rapidement surmontées et dès décembre 1945, 2000 petits dionysiens le fréquentaient.

L'effort municipal

L'effort municipal en faveur de la Caisse des Ecoles se traduisait dès 1946, par une aide financière multipliée par dix :(1936 : 540 000 A.F 1946 : 5.190.000 A.F.)

La poussée démographique

L'après guerre a vu un accroissement de la natalité des naissances qui étaient à SAINT-DENIS de 733 en 1939, sont passées à 886 en 1945, 1187 en 1946, 1288 en 1947, 1520 en 1948. Elles atteignaient 1716 en 1949.

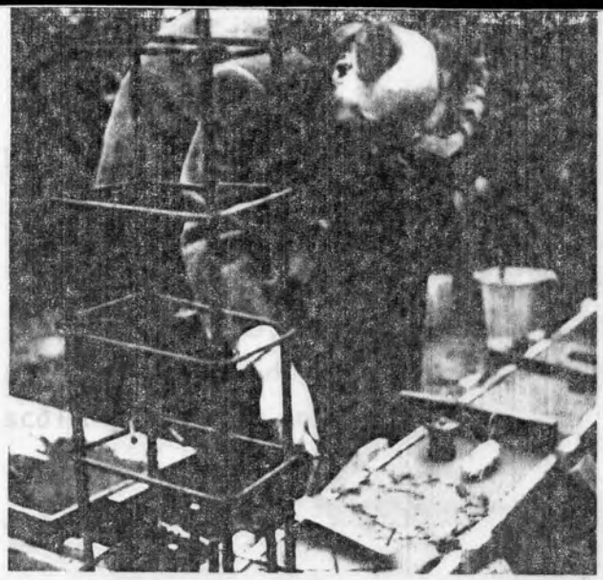
La densité de la population se modifiait dans les différents quartiers. De façon générale, les quartiers industriels voyaient leur population s'alléger au profit de Saint-Denis-centre. De nouveaux quartiers se formaient des cités neuves ce qui nécessitaient la construction de nouveaux scolaires qu'il n'était pas toujours possible de réaliser dans l'immédiat, les crédits néanmoins n'étant pas toujours obtenus dans les délais souhaités. A celà venait s'ajouter la rénovation, la reconstruction des écoles existantes ou le remplacement d'écoles trop vétustes comme ce fut le cas pour le groupe scolaire de la rue du Corbillon.

Un groupe scolaire construit en trois mois.

Pour remplacer le groupe scolaire du Cornillon, dont l'état de vétusté devenait un danger pour les enfants qui le fréquentaient et pour pallier à la fermeture de cette école, la Municipalité décidait le 2 Aout, la construction d'une école de 17 classes cité Langevin.

Ce groupe construit en aluminium selon des techniques appliquées alors à l'aviation était inauguré 3 mois plus tard, le 25 Novembre 1950.

Il ne s'agissait pas là d'un miracle, mais du résultat de l'union de la Municipalité, du syndicat des instituteurs, des parents d'élèves et de l'effort exceptionnel des ouvriers et techniciens.



Pose de la première pierre par Fernand Grenier, allocution de Henri Barron, 1er adjoint et inauguration en Septembre 1955 du groupe scolaire André Diez

Dix mille élèves de plus en 20 ans

L'effectif scolaire qui était de 6.637 enfants pour l'année scolaire 1944-45 passait rapidement à 8.554 enfants en 1950-51, 10.301 en 1954-55, 13.308 en 1958-59, 15.155 en 1961-62 pour atteindre 16.775 enfants au cours de l'année scolaire 1963-64 soit 10.138 enfants en plus scolarisés en dix ans.

... Et un budget de fonctionnement scolaire multiplié par quarante

En 1945 le budget de fonctionnement scolaire s'élevait à 18.074.404 AF, en 1951 il était de 108.782.641 AF, en 1959 : 360.929.842 AF. Il atteignait 723.731.000 AF en 1964 soit 40 fois le budget de 1945.

Pendant cette même période, sept groupes scolaires neufs étaient construits :

André Diez : inauguré en 1955, 30 classes, montant total de la dépense : ..... 414.400.111 AF
part de la commune : 210.651.411 AF soit 50,83 %

Pierre Sémard : inauguré en 1958, 30 classes, montant total de la dépense : ..... 268.640.155 AF
part de la commune 131.534.155 AF soit 48,96 %

I & F.Joliot Curie : inauguré en 1958, 30 classes, montant total de la dépense : ..... 257.986.559 AF
part de la commune : 134.210.559 AF soit 52,03 %

De Geyter : inauguré en 1960, 23 classes, montant toal total de la dépense : ..... 331.399.344 AF
part de la commune : 115.650.344 AF soit 65,10 %

Roger Sémat : inauguré en 1962, 36 classes, montant total de la dépense : ..... 359.092.488 AF
part de la commune : 165.388.688 AF soit 46,06 %

Pasteur : inauguré en 1962, 36 classes montant total de la dépense : ..... 509.121.933 AF
part de la commune : 252.081.533 AF soit 49,95 %

Le chantier du groupe scolaire Pierre Sémard inauguré en même temps que le groupe I & F Joliot Curie, en septembre I958 (ci-dessous)

(ci-contre), en I962, inauguration du groupe scolaire Pasteur.

"Je crois invinciblement que la science et la paix triompheront de l'ignorance et de la guerre, que les peuples s'entendront non pour détruire, mai pour étudier."

Louis Pasteur.

Maternelle Corbillon : inaugurée en 1964, montant de la dépense : ..... 81.902.400 AF

part de la commune : 51.262.288 AF soit 62,59 %

D'autres groupes scolaires subissaient des travaux , de grosses réparations ou de modernisation.

120, Avenue Wilson (filles) : inauguré en 1955, 12 classes montant de la dépense : ..... 50.313.036 AF

part de la commune : 18.989.023 AF soit 37,74 %

dommages de guerre : ..... 43,52 %

120, Avenue Wilson (garçons) : travaux terminés en 1959, 12 classes, montant de la dépense.... : 88.935.910 AF

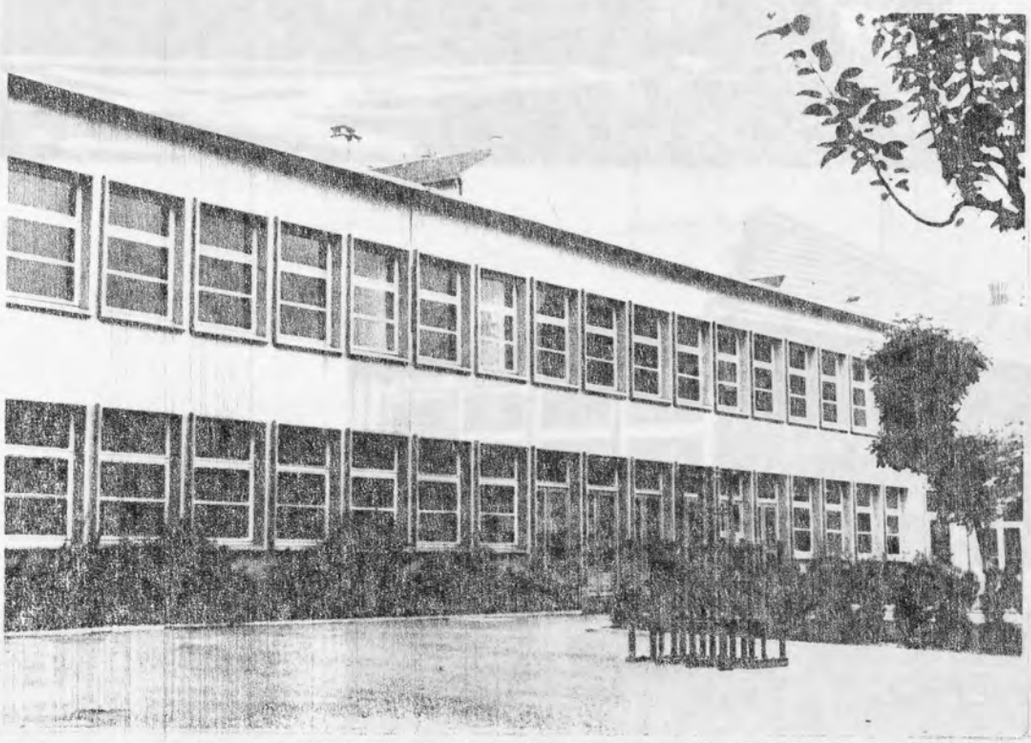
part de la commune : 60.966.110 AF soit 68.55 %

Félix Faure : Travaux terminés en 1959, 8 classes, montant de la dépense : .....:153.490.396 AF

part de la commune :135.151.766 AF soit 88,05 %

Corbillon-Fontaine : travaux terminés en 1960, 12 classes montant de la dépense : ..... : 38.224.760 AF

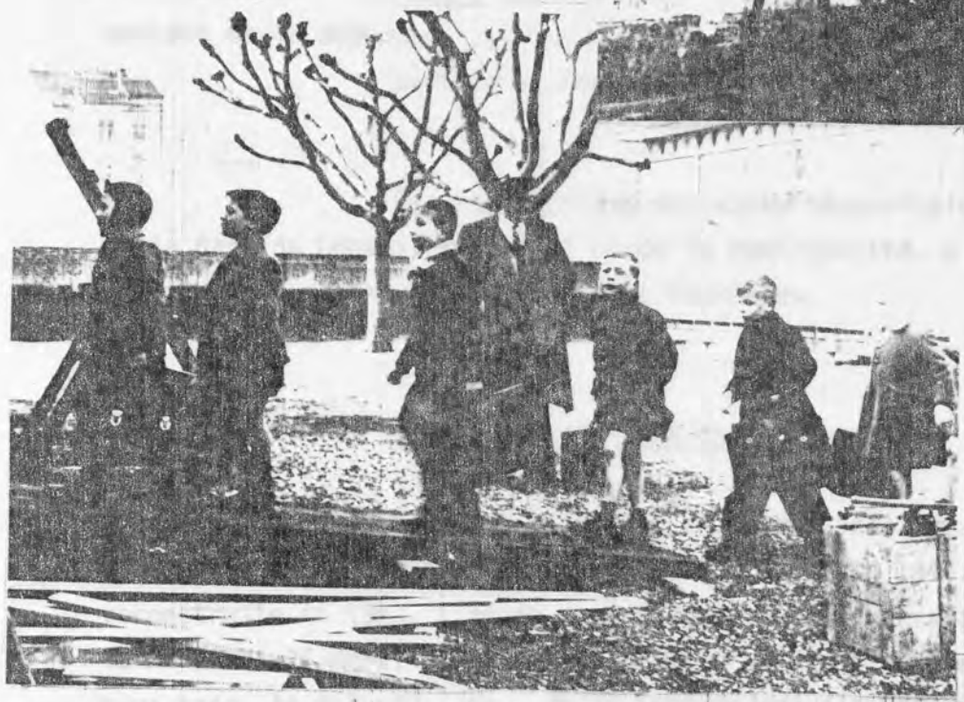
part de la commune : 29.768.520 AF soit 77,88 %

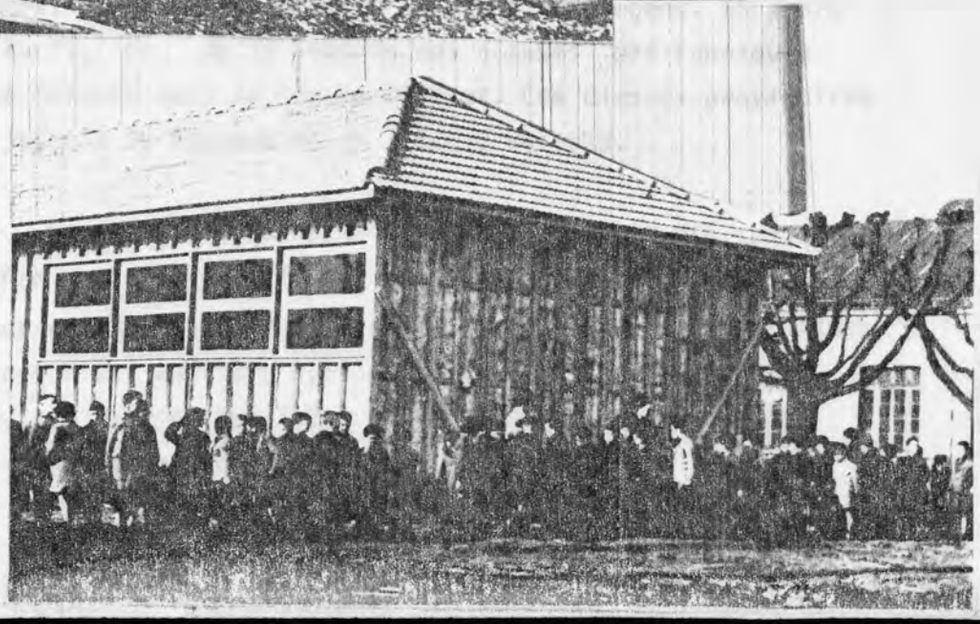


L'école maternelle de la rue du Corbillon.

L'école de garçons du 120 Avenue Wilson détruite par un incendie le 26 mars 1956 (ci-contre)

Le 9 avril suivant, une école provisoire en préfabriquée construite dans le square Saint-Just, accueillait les enfants (ci-dessous)





En 1974 : Ouverture de la maternelle La Saussaie.

Marcel Sembat : Travaux terminés en 1960, 4 classes
montant de la dépense : ..... 85.467.318 AF
part de la commune : 78.107.868 AF soit 91,39 %

La construction des groupes scolaires provisoires :

Langevin : inauguré en 1950, 21 classes, montant de la dépense :..... 49.783.872 AF
part de la commune : 9.637.472 AF soit 39,63 %

Fabien (maternelle) : inaugurée en 1954, 4 classes, montant de la dépense : ..... 54.799.415 AF
part de la commune ... : 36.666.415 AF soit 66,92 %

Ces réalisations scolaires nécessitaient bien des démarches de la part du Conseil Municipal et de la Municipalité. A ces préoccupations constantes venaient s'ajouter celles imprévues.

Une école remplacée en 15 jours

L'école des filles du groupe scolaire du 120, Avenue Wilson avait été sinistrée par les bombardements en 1944. Elle était reconstruite en 1955. L'année suivante, au début des vacances de Pâques le Mercredi 26 Mars, un incendie ravageait l'école de garçons. 15 jours plus tard, le 9 Avril, lor de la rentrée, des classes pré-fabriquée accueillaient les enfants dans le square Diderot. Ces classes provisoires allaient servir jusqu'à la rénovation de l'école en 1959.

Si une école maternelle provisoire avait été construite cité du Colonel Fabien, il n'y avait pas de groupe scolaire primaire. Pour permettre aux enfants d'aller à l'école, des baraques et des classes préfabriquées avaient été édifiées sur les terrains de la maison du patronnage 38/40, rue Auguste Poullain. Cette situation dura jusqu'à la construction du groupe scolaire Victor Hugo en 1966.

.../...

En 1972 : Création du C.E.S. République dans les anciens locaux du C.E.G. Fontaine. Ouverture d'une maternelle aux Francs-Moisins.

En 1973 : Mise en route des écoles élémentaires Rodin et Renoir cité des Francs Moisins. Ouverture du C.E.S. Garcia Lorca. Mise en service des C.E.S De Geyter et Henri Barbusse.

En 1975 : Ouverture du C.E.S. La Courtille

En 1976 : Mise en service de l'école maternelle Rû de Montfort.

En 1977 : Rénovation des groupes scolaires Lendit et Robespierre.

En 1978 : Nouveau groupe scolaire René Descartes aux Francs-Moisins

La population scolarisée

En 1964, la population scolarisée dans les écoles de notre ville se décomposait comme suit :

Maternelles : 4080 ; primaires : 10399 ; collège : 1839 soit 16.318 élèves.

Elle atteignait ses effectifs maximum pendant l'année scolaire 1969/1970.

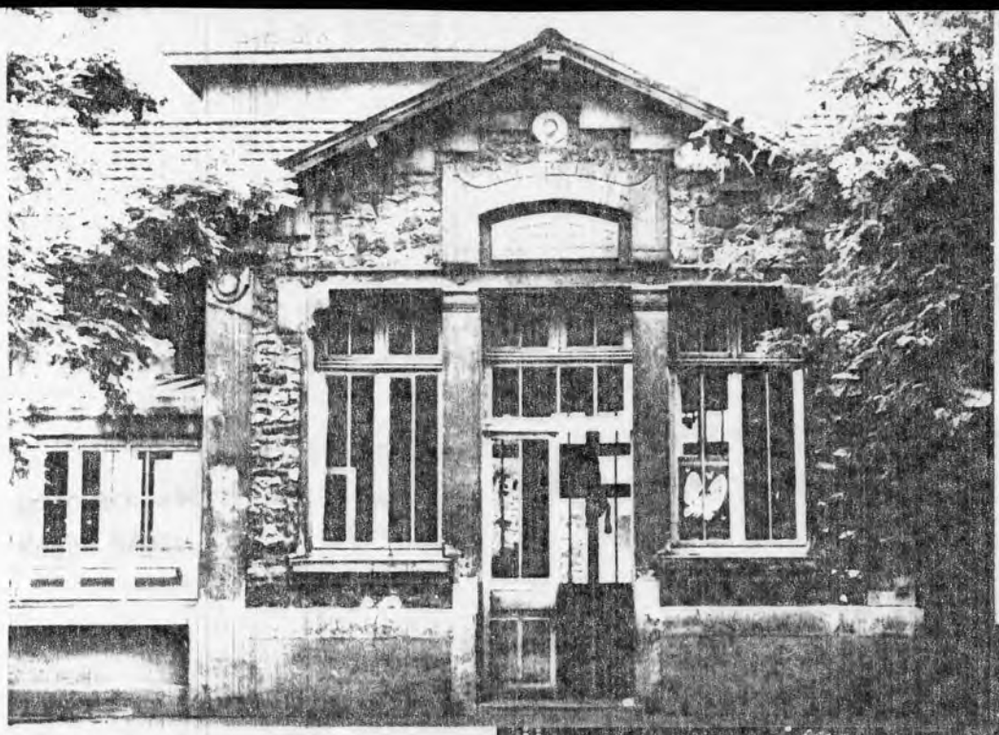
Maternelles : 4490 ; primaires : 9876 ; collèges : 2993 soit 17.359 élèves.

Elle était pour l'année scolaire 1979-1980 de :

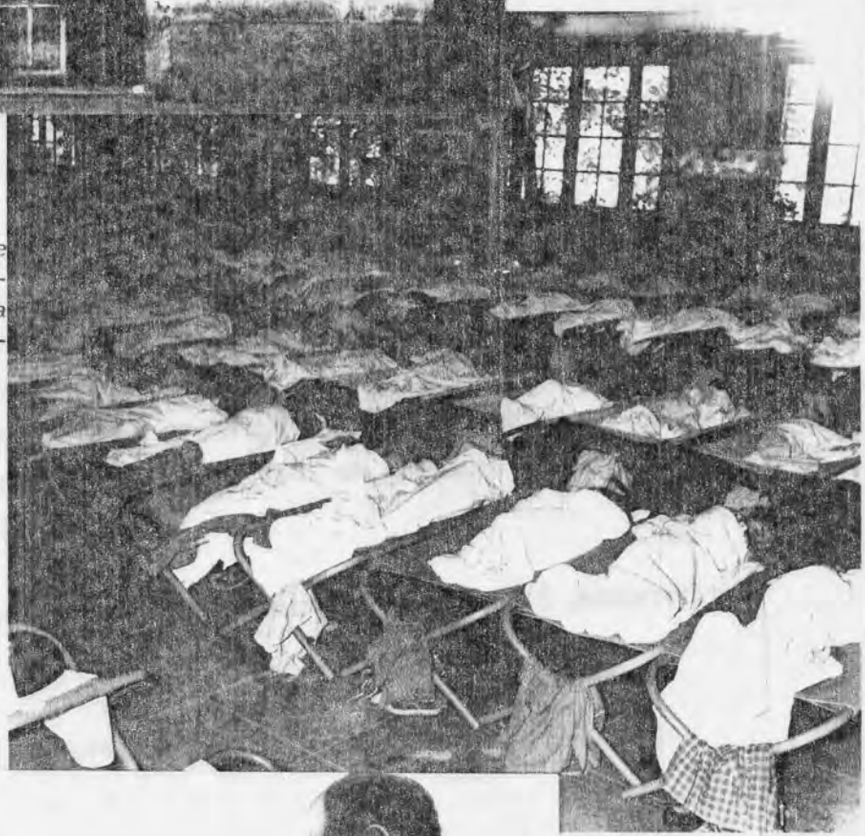
Maternelles : 4161 ; primaires : 7172 ; collèges : 5549 soit 16540 élèves (1).

.../...

(1) Recueil des statistiques de la ville de St-Denis des années concernées



L'école maternelle du groupe scolaire Casanova....



.... où il fallait empiler table et chaises dans un coin por permettre de déplier les lits. a la fin de la sieste, il fallait recommencer l'opération inverse.

ci-dessous, pose de la première pierre de l'école maternelle du Bel Air, en septembre 1967, par Robert Dumay, Maire-adjoint et conseiller général. Cette école a remplacé l'école maternelle Casanova.

Lorsque les 800 nouveaux logements de la cité P.Sémard furent construits, les enfants qui sont venus y habiter représentaient l' effectif d'un groupe scolaire de 30 classes.

En Janvier 1960, le Conseil Municipal avait décidé, pour accueillir ces enfant, la construction du groupe scolaire Roger Sémat.

Ce n'est qu'en Novembre 1960, après de nombreuses interventions et délégations, que 80 millions de travaux étaient autorisés, le reste des crédits nécessaires pour achever le groupe, soit 264.209.600 francs n'ont été accordés qu'en 1961.

Pendant deux ans il a fallu se résoudre à des solutions de fortune : limitation provisoire des admissions dans les écoles maternelles ; maintien dans leurs écoles des grands élèves ; surcharge des groupes voisins pour accueillir les plus petits ; transport par autobus des élèves d'âge moyen jusqu'à l'école Langevin. A celà venait s'ajouter les classes supplémentaires dans les groupes scolaires anciens et la bataille pour qu'il n'y ait pas de classe sans maîtres.

Malgré toutes ces difficultés, la Municipalité pousuivait sa politique de construction scolaire.

En 1966 : était construit le groupe scolaire V. Hugo, 20 primaires, 8 maternelles.

En 1967 : Le C.E.S. Jean Lurçat était inauguré.

En 1968 : Ouverture en Septembre de l'école maternelle Danielle Casanova (8 classes).Mise en service du groupe scolaire Henri Barbusse 24 classes primaires, 6 maternelles.

En 1969 : Ecole des Cosmonautes : 8 classes élémentaires, 5 maternelles. Mise en service du C.E.S. Romain Rolland.

En 1971 : Ouverture de 4 classes maternelles et de 10 classes primaires à Langevin-Wallon.

En 1981, il y avait 4103 enfants qui fréquentaient les écoles maternelles et 7196 les écoles primaires. Ce qui fait un total de 11.299 enfants scolarisés dans lequel ne sont compris les élèves du second degré.

Toujours des difficultés

Malgré l'effort considérable de la Municipalité dans la construction d'équipements scolaires, celle-ci se trouvait confrontée à de nouvelles difficultés. En 1971, l'école élémentaire des Boucheries cessait son activité et devenait un C.E.S.. Les enfants qui la fréquentaient ont du être répartis dans d'autres scolaires. Les locaux de l'école maternelle Franciade étant devenus vétustes celle-ci fut transférée en 1974, dans l'école Emile Connoy, ancien C.E.S. dont les élèves avaient été transférés rue des Boucheries.

Lorsque la cité des Francs-Moisins a été édifiée les enfants de cette cité ont été envoyés au Groupe scolaire Joliot Curie et dans les écoles de la Plaine jusqu'à ce que les locaux scolaires susceptibles de les acceuillir soient construits.

Un nom à chaque école

Pendant de longues années, les groupes scolaires ont porté le nom de la rue du quartier où ils se trouvaient. Puis les nouvelles construction d'après guerre, ont pris le nom de personalités souvent bien distinctes où elles se trouvaient implantées. Puis, devant le nombre grandissant des établissements scolaires, a été amenée à été amenée à donner une nouvelle dénomination à chaque unité d'école.

Les écoles marternelles : Bois-Pré : 2, rue G. Moquet ; Bel-Air : 8, rue Le Roy-des-Barres ; Corbillon : 19, rue du Corbillon ; Estrée : 6 rue Suger ; Floréal : 10, rue Pasteur ; Franciade : 6, rue Emile Connoy ; Francs-Moisins : 10-12, allée du Languedoc ; Les Hautes Noeelles : 7, rue Terechkova ; Henri Wallon : 2, rue G. Moquet ; L'Hermitage : 8, rue A. Poullain ; Joncherolles : 4,villa des Joncherolles ; Lendit : 241, Avenue du Président Wilson ; Marville : 1 passage des Ecoles ; Montjoie : 8, Allée Saint-Just ; Moulin Basset : 4 chemin du Moulin Basset ; Pleyel : 164, bld A. France ; Rû du Montfort : 2 chemin du rû du Montfort ; Saint-Léger : 36, avenue Lénine ; La Saussaie : cité du même nom ;

La Source : 15, rue Blanqui ; Le Stade : 6, rue Eugène Hénaff ; Vieille Mer 31, avenue Romain Rolland.

Les écoles primaires : Anatole France : 107 bld de la Libération ; André Diez : 40 avenue Lénine ; A de Saint-Exupéry : 3 passage des Ecoles ; A.Renoir : 6-8, allée du Languedoc ; A.Rodin : 6-8 allée du Languedoc ; Cosmonautes : 5, rue Terechkova ; D.Casanova : 35, rue D. Casanova ; D. Sorano : 5, boulevard Félix Faure ; H.Barbusse : 31, Avenue Romain Rolland ; H. de Balzac : 10, rue Jean Mermoz ; H. d'Etienne d'Orves : 4 villa des Joncherolles ; Jean Vilar : 3 bld F. Faure ; Jules Guesde : 57, Boulevard Jules Guesdes ; Louis Blériot : 5 passage des Ecoles ; Louise Michel : 35, rue Danielle Casanova ; Louis Pasteur : 10 rue Pasteur ; Saint-Just : 12, allée Saint-Just ; Marcel Sembat : 7 rue Marcel Sembat ; Paul Langevin : 2 rue Guy Mocquet ; Pierre Sémard : 2, rue Eugène Hénaff ; René Descartes : 4 chemin du rû de Montfort ; Robespierre : 241, avenue Wilson ; Roger Sémart : 4 villa des Joncherolles ; Roland Madigou : 38, avenue Lénine ; Victor Hugo : 8, rue Jean Mermoz.

L'enseignement privé

En 1944, il y avait à Saint-Denis plusieurs écoles privées.

Ecole Chrétienne : 7 rue des Ursulines

Enseignement primaire - Enseignement primaire supérieur.

Cours Notre-Dame de la Compassion : Place aux Guesde

Jardin d'enfants de 3 à 6 ans (filles et garçons) Enseignement primaire et secondaire de 6 à 18 ans.

Ecole des Soeurs : 27, rue Albert Walter

Enseignement primaire, filles, classes enfantines.

Institution Jeanne d'Arc : 28, rue de la Légion d'Honneur

Enseignement primaire filles - classe enfantine.

Institution Dubuisson : 12, rue des Ursulines

Enseignement primaire filles.

En 1970, il n'y avait plus que trois établissements privés:

LA COMPASSION

Maternelle	3 classes	118 élèves
Primaire	6 classes	176 élèves
Perfectionnement	2 classes	24 élèves
C.E.S.	9 classes	213 élèves
	Soit:	531 élèves

SAINT-VINCENT-DE-PAUL 27, rue Albert Walter

Maternelle	2 classes	81 élèves

JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE 7, rue des Ursulines

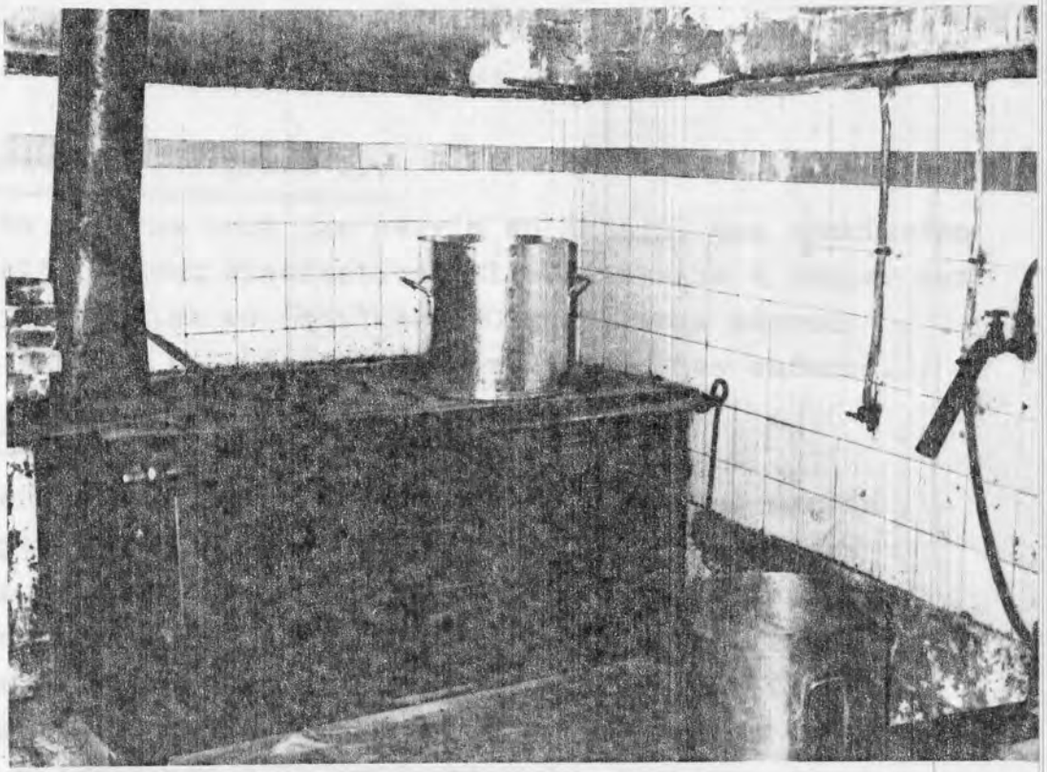
Primaire	9 classes	337 élèves
C.E.S.	12 classes	409 élèves
Enseig. technique		481 élèves
	Soit:	1227 élèves

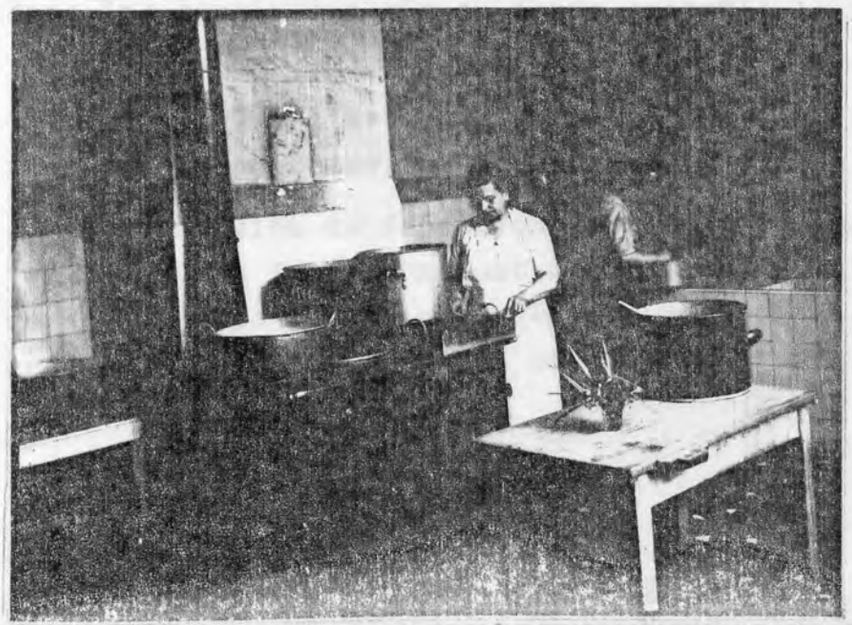
Ce qui faisait un total de 2043 élèves qui fréquentaient les établissements d'enseignement privé à Saint-Denis sur 24.516 enfants scolarisés à Saint-Denis.

Pour l'année 1979-1980, le nombre d'élèves fréquentant les établissements privés était de 2.314 sur 20.428 enfants (1)

(1) Recueils de statistiques de la Ville de Saint-Denis des années concernées. Les chiffres ne tiennent pas compte de l'enseignement supérieur (Lycée - IUT - ENNA)

De haut en bas:
Cuisines des cantines des groupes scolaires Pleyel
1945 - 120 avenue Wilson
1955 - Marcel Sembat 1947





LE PLUS GRAND RESTAURANT DE SAINT-DENIS :

LA CAISSE DES ECOLES PUBLIQUES

Le plus grand restaurant de Saint-Denis est, sans doute, la Caisse des Ecoles Publiques. Quelle progression depuis sa création, le 5 avril 1882, où son rôle consistait à servir un repas chaud et distribuer un vestiaire pour permettre la fréquentation de l'école rendue obligatoire. Son fonctionnement a connu une grande évolution. Des équipements modernes, des petites salles gaies, des menus variés et copieux servis sur des tables garnies de vaisselle agréable, ont peu à peu remplacé le cadre rigide et uniforme des réfectoires immenses.

Une alimentation équilibrée ...

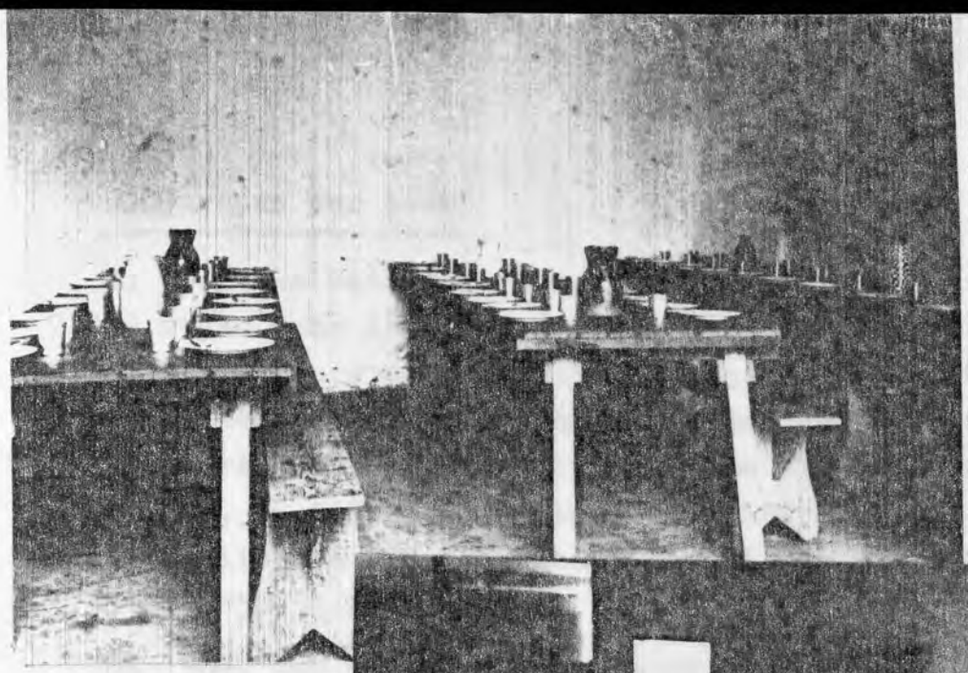
Les repas du midi ne sont pas servis au hasard, une commission des menus préside à leur élaboration. Elle s'attache à donner aux enfants un repas complet et équilibré. Chaque repas répond largement aux besoins caloriques et énergétiques des enfants.

... et un personnel nombreux et qualifié.

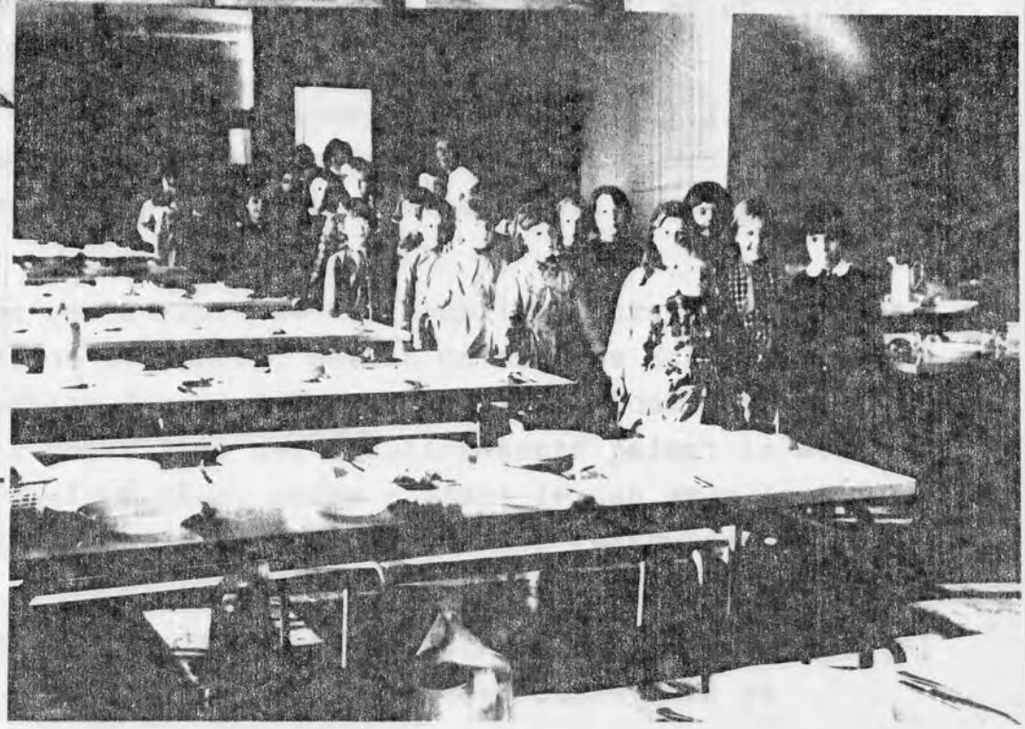
Les cuisines sont équipées de matériel et dirigées par du personnel compétent. Au total, un effectif de 161 personnes affectées à la préparation des repas. De plus, 135 animateurs sont chargés de veiller à l'animation et à la surveillance de l'inter-classe. Enfin, outre le personnel administratif, un service économat comprenant 15 personnes est chargé de passer les commandes nécessaires à la confection des repas auprès des fournisseurs, de réceptionner la marchandise et de la ventiler dans les cantines après en avoir contrôlé la fraîcheur et la qualité.

Depuis 1979, c'est à la Caisse des Ecoles qu'il incombe de recruter le personnel et d'en avoir la charge financière.

La commission de fonctionnement, composée d'administrateurs, veille au bon fonctionnement des cuisines, à la qualité des repas, à de possibles aménagements susceptibles d'améliorer le service et le bien-être des enfants.

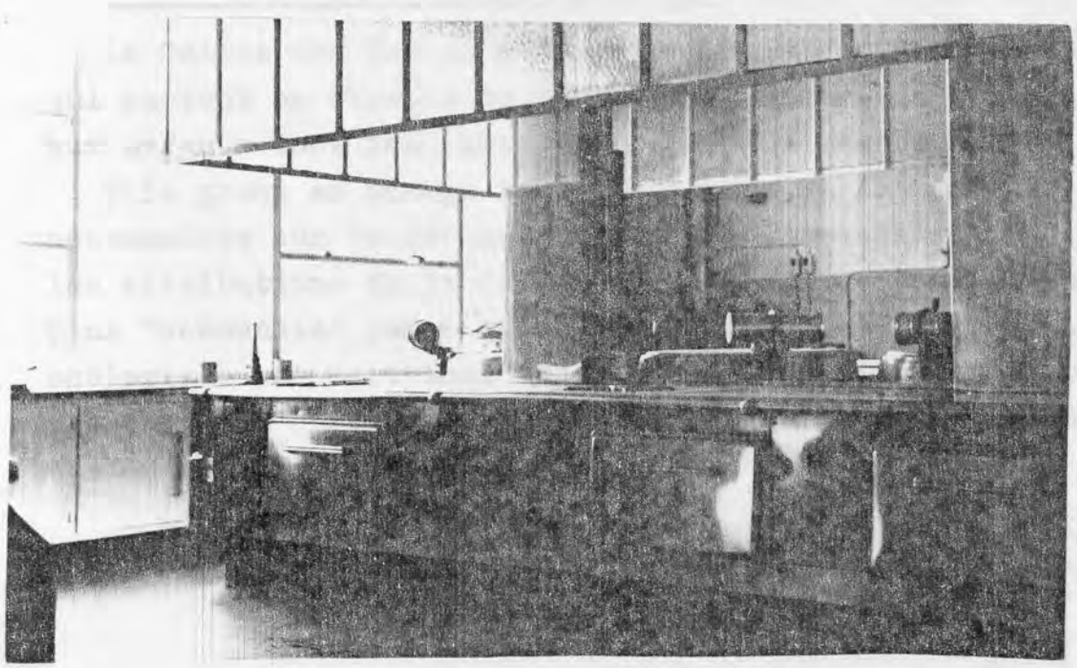


Ci-dessus: réfectoire en 1945



Ci-contre: réfectoire école Diez (1955)

Ci-dessous: cuisine école Joliot Curie (1958)



5000 repas par jour

En 1966, la Caisse des Ecoles a servi en moyenne par jour 7.380 repas dans les écoles auxquels sont venus s'ajouter 93.352 repas servis au cours de l'année dans les Centres de Loisirs élémentaires et maternels ainsi que 246.515 goûters. Les chiffres étaient respectivement en 1970: 8.158 repas scolaires, 96.417 repas Centres de Loisirs et 238.001 goûters. En 1974, ils étaient de: 6.455 , 61.685 et 256.777 et en 1979: 5.384 , 125.751 et 183.983.

En 1964, les collèges d'enseignement général (C.E.G.) étaient transformés en collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.), type unique d'établissement polyvalent. Ils sont devenus progressivement collèges d'Etat.

La gestion des restaurants de ces établissements n'était plus assurée, à partir de ce moment, par la Caisse des Ecoles mais par les agents comptables de ces C.E.S. De ce fait, tous les enfants qui prennent leur repas dans ces établissements paient le même tarif et ne bénéficient plus, comme c'était le cas avec la Caisse des Ecoles, de tarifs établis en fonction des ressources des parents.

En 1982, la Caisse des Ecoles a préparé dans ses cuisines 771.842 repas dont 114.071 pour les Centres de Loisirs et 163.745 goûters.

Au service de toutes les familles

La Caisse des Ecoles assure le prêt d'équipements aux enfants qui partent en classes de neige, elle distribue des vestiaires aux enfants dont les parents manquent de ressources.

Elle prend en charge les fournitures et les manuels scolaires nécessaires aux écoles maternelles et élémentaires. Mais de toutes les attributions de la Caisse des Ecoles, la plus vivante, la plus "communale" parce qu'elle concerne toute la population scolarisée est certainement celle qui consiste à récompenser une fois par an tous les écoliers en leur distribuant à chacun un livre souvenir.

Election du Conseil d'administration de la Caissedes Ecoles en 1961.

Distribution de vestiaires aux en fants nécessiteux en 1966

Nombreux sont ceux qui se souviennent des distributions de prix dans les écoles, de l'envie, du plaisir, de l'émotion ressentie à la vue, à la possession d'ouvrages qui, des heures entières, allaient devenir des compagnons d'aventures, d'évasion, de découvertes, d'initiation, des réflexion... Cette cérémonie a été supprimée. Sans doute ne correspondait-elle plus à notre temps et son caractère, quelque peu élitaire, à l'idée que l'on peut se faire de la nécessité d'élargie, de démocratiser l'accès à la lecture.

A sa place, la Caisse des Ecoles a jugé préférable d'offrir, en fin d'année, à tous les enfants des écoles maternelles et élémentaires de Saint-Denis un livre choisi, en fonction des âges, par une commission de lecture composée de directions d'écoles, de bibliothécaires, de parents d'élèves et d'administrateurs de la Caisse des Ecoles. Mais il fallait faire plus et créer au-delà et à côté de ce qui était encore une distribution, une possibilité de découverte, de choix d'une variété importante de livres et d'animation autour d'eux.

La Vente Exposition de Livres

C'est dans ce but qu'avait lieu, en 1969, la première vente exposition du livre. Au fil des années cette exposition a évolué. En 1974 s'y est greffé le concours de dessins qui, réalisé dans les écoles de la ville, a pour but de sensibiliser les enfants et, à travers eux, leurs familles, à un thème particulier.
En 1983, il s'est agi d'illustrer un poème de son choix, ce qui a constitué un complément heureux aux nombreuses initiatives déjà organisées à Saint-Denis à l'occasion de la fête de la poésie proposée par le Ministère de la Culture et du trentième anniversaire de la disparition du poète dionysien Paul Eluard. Ce thème de la poésie a été encore mis en valeur par la participation à la vente du livre, d'auteurs et d'éditeurs de poésie parmi lesquels on reconnaissait le poète dionysien Jean Marcenac.

Les dates de la vente du livre ne sont pas choisies au hasard. Se déroulant peu de temps avant les fêtes de fin d'année, elle offre une possibilité unique de se procurer, à bon marché, de nombreux livres soigneusement sélectionnés pour leur interêt et leur qualité ainsi que des disques et des cassettes qui constituent des cadeaux appréciés.

SAINT-DENIS

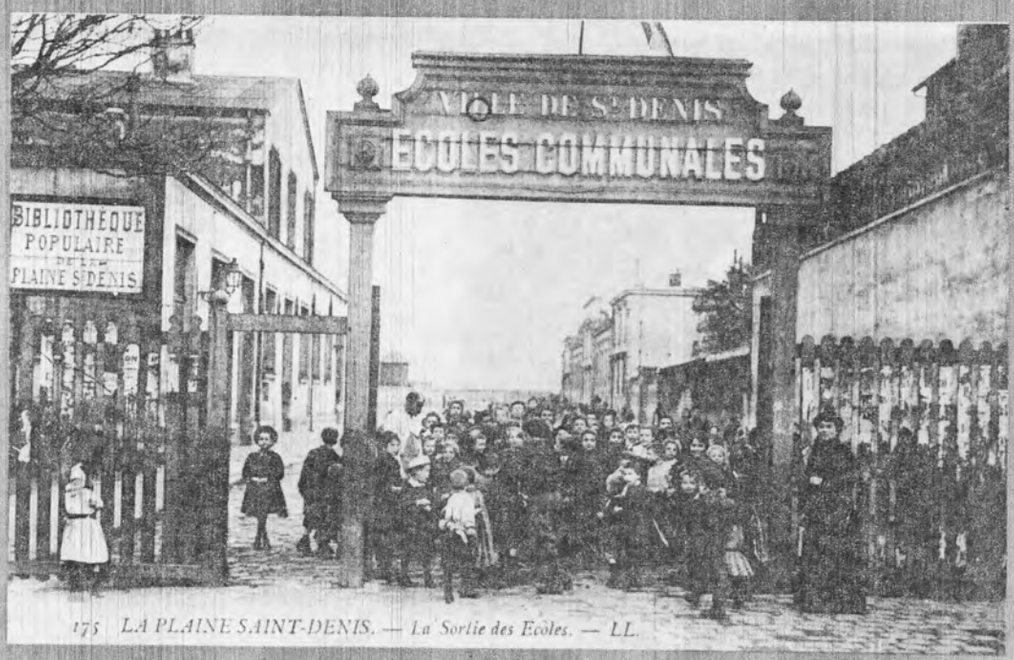
4 - 5 et 6 Décembre 1981

GRANDE FÊTE DU LIVRE

1881...

CENTENAIRE DE L'ECOLE PUBLIQUE

...1981



175 LA PLAINE SAINT-DENIS. — La Sortie des Ecôles. — LL.

BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE
CAISSE DES ECOLES PUBLIQUES

Liberté - Égalité - Fraternité — RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Égalité - Fraternité

VILLE DE SAINT-DENIS

PATRONAGE LAÏQUE MUNICIPAL

« Joyeux Jeudis et Dimanches »

La Municipalité de Saint-Denis a l'avantage de porter à la connaissance de la population dionysienne qu'elle organise pour les enfants fréquentant les écoles de la ville, un **Patronage Laïque Municipal** qui fonctionnera :

Les jeudis, de 9 h. à 17 h., et dimanches, de 13 h. à 17 h.

Dans les groupes scolaires suivants :

Marville	**Marcel-Sembat**
120, Avenue Wilson	**Félix-Faure**

Les jeudis, le repas du midi sera assuré par la cantine scolaire aux enfants fréquentant ces garderies dans les mêmes conditions que pendant les jours de classe.

Des promenades, sorties champêtres, visites des beaux sites de l'Ile de France et de musées, des séances cinématographiques et théâtrales, des jeux seront organisés pour les enfants dans ces centres.

Parents Dans le but de parfaire l'éducation de vos enfants et de les soustraire aux dangers néfastes de la rue et des mauvaises fréquentations, faites les inscrire à la **Mairie, Bureau des Ecoles**, ou à l'annexe de la Mairie, **120, Avenue du Président-Wilson**, le plus tôt possible, afin que nous puissions les répartir dans les centres de leur choix.

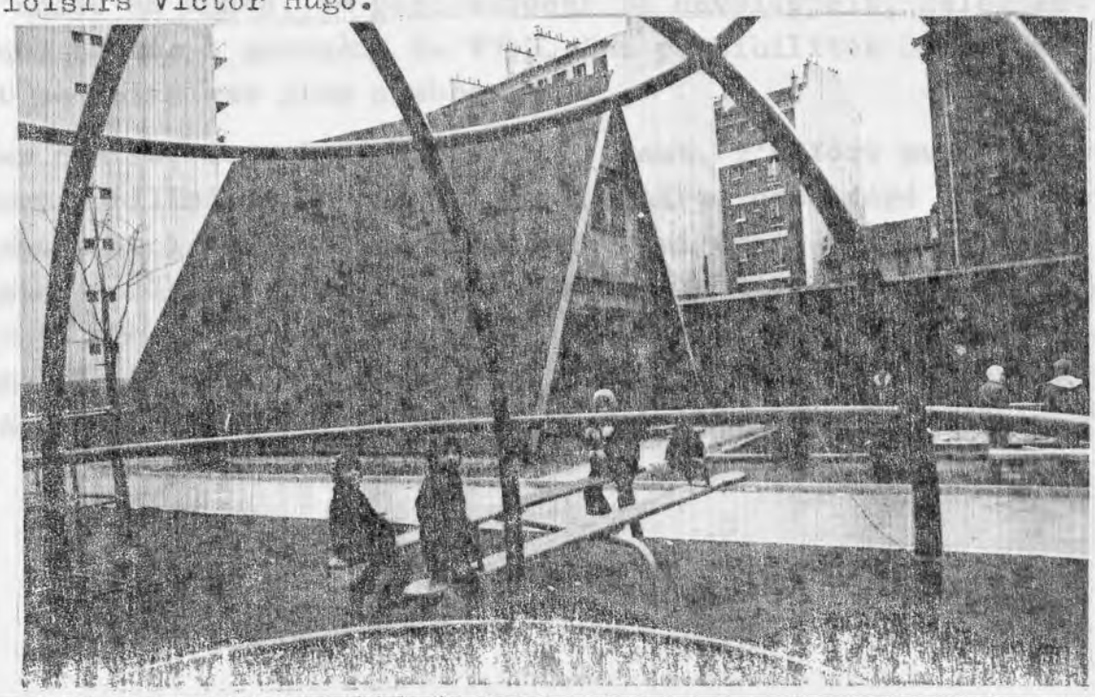
Section Culturelle
— **Artistique et Théâtrale**
— **Musicale et Chorale**
— **Sportive et Education Physique**
— **Natation et Water-polo**, etc...

Enfants Venez retrouver vos petits camarades avec lesquels vous connaîtrez les « **JOYEUX JEUDIS ET DIMANCHES** ». Présentez-vous le **Jeudi 11 Octobre à 7 heures 20**, dans les centres désignés ci-dessus, **pour la sortie à Saint-Leu-la-Forêt.**

A. BILLOT.

Du patronage, aux centres de loisirs.

Ci-dessous le centre de loisirs Victor Hugo.



Du "Patro" aux centres de loisirs

Dès 1945, la Municipalité avait décidé la constitution d'un Patronage laïque municipal, pour répondre à l'évident besoin"d'air pur" des jeunes Dionysiens au sortir de la guerre. Une équipe où la bonne volonté et l'enthousiasme de quelques uns avaient suppléé au manque d'expérience, était mise en place. Les temps étaient difficiles: pas de beaux équipements pour les loisirs, on utilisait les préaux d'école et le théâtre municipal. Il y a peu de moyens de transports: le jeudi, le parc automobile municipal était largement mis à contribution, des bancs hissés dans un camion bâché qui devenait transport d'enfants pour un jour. Les moniteurs étaient rares: 1 pour 20 à 25 enfants.

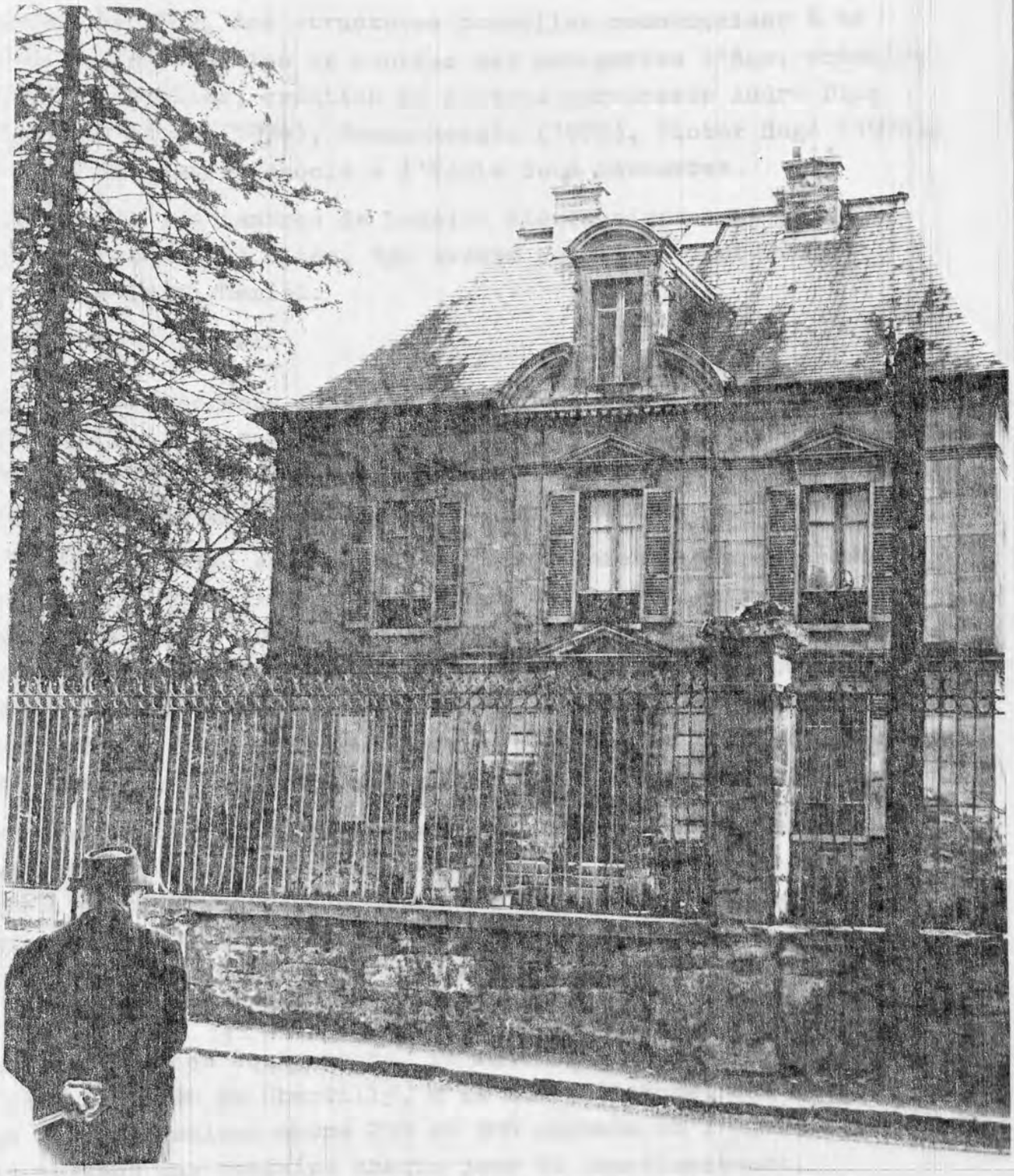
Le réseau des "points d'accueil", limité d'abord à quatre écoles a couvert tout Saint-Denis à partir de 1952.

Dès 1953, des activités spécifiques étaient organisées par catégorie d'âge: petits (moins de dix ans), garçons et filles (plus de dix ans). Des activités très diversifiées étaient offertes aux enfants, les sports dominant de loin. Les groupes de danse et de gymnastique ainsi que le football étaient fréquentés mais aussi, entre autres, un atelier de modèle réduit et un ensemble de joueurs d' harmonica.

En 1960, une restructuration intervenait: les activités devenaient mixtes à tous les niveaux et l'organisation était plus poussée: on distinguait les petits de 6 à 9 ans, les grands de 9 à 12 et les "préados" de 12 à 15 ans. Les activités sportives prédominaient toujours.

D'année en année, le parc autocar se développait, reléguant les camions bâchés à gazogène de 1945. Les possibilités de sorties en forêt se faisaient plus nombreuses.

Par contre, dans le domaine des locaux, l'effort municipal était surtout mobilisé par l'équipement scolaire, considéré comme prioritaire En dehors de la "Maison du Patronage" qui était située 40 rue Auguste Poullain (propriété achetée par la Ville et qui a été depuis absorbée dans la rénovation de la Z.A.C. Delaunay-Belleville) et du centre aéré de Mériel inauguré en 1951, le "Patro" ne disposait que des équipements scolaires qui sont, du reste, encore largement utilisés



La maison du patronage, 40 rue Auguste Poullain.

A partir de 1962, des structures nouvelles commençaient à se mettre en place: création de centres par catégories d'âge, création d'activités nouvelles, création de centres permanents André Diez (1973), Roger Sémat (1974), Franc-Moisin (1975), Victor Hugo (1976), ouverture d'un centre associé à l'école René Descartes.

Aujourd'hui, les centres de loisirs élémentaires sont au nombre de dix outre ceux déjà cités, 120 avenue Wilson, Joliot-Curie, La Grange aux Bois, Mériel.

Les centres maternels

Les centres maternels fonctionnent dans chacune des écoles accueillant les enfants de cet âge. Si les conditions de fonctionnement essentiellement liées au manque de locaux appropriés ont été parfois difficiles, des progrès sensibles ont été réalisés.

La Ville met aussi à la disposition des enfants des équipements socio-éducatifs spécifiques. Des animateurs qualifiés y pratiquent une pédagogie active qui incite l'enfant à créer et à prendre des responsabilités dans la collectivité. Ces centres correspondent également à des besoins sociaux, notamment la garde des enfants. Ils fonctionnent les mercredis de 8 heures à 17 heures 30. Les parents peuvent aussi envoyer leurs enfants pour une demi-journée seulement.

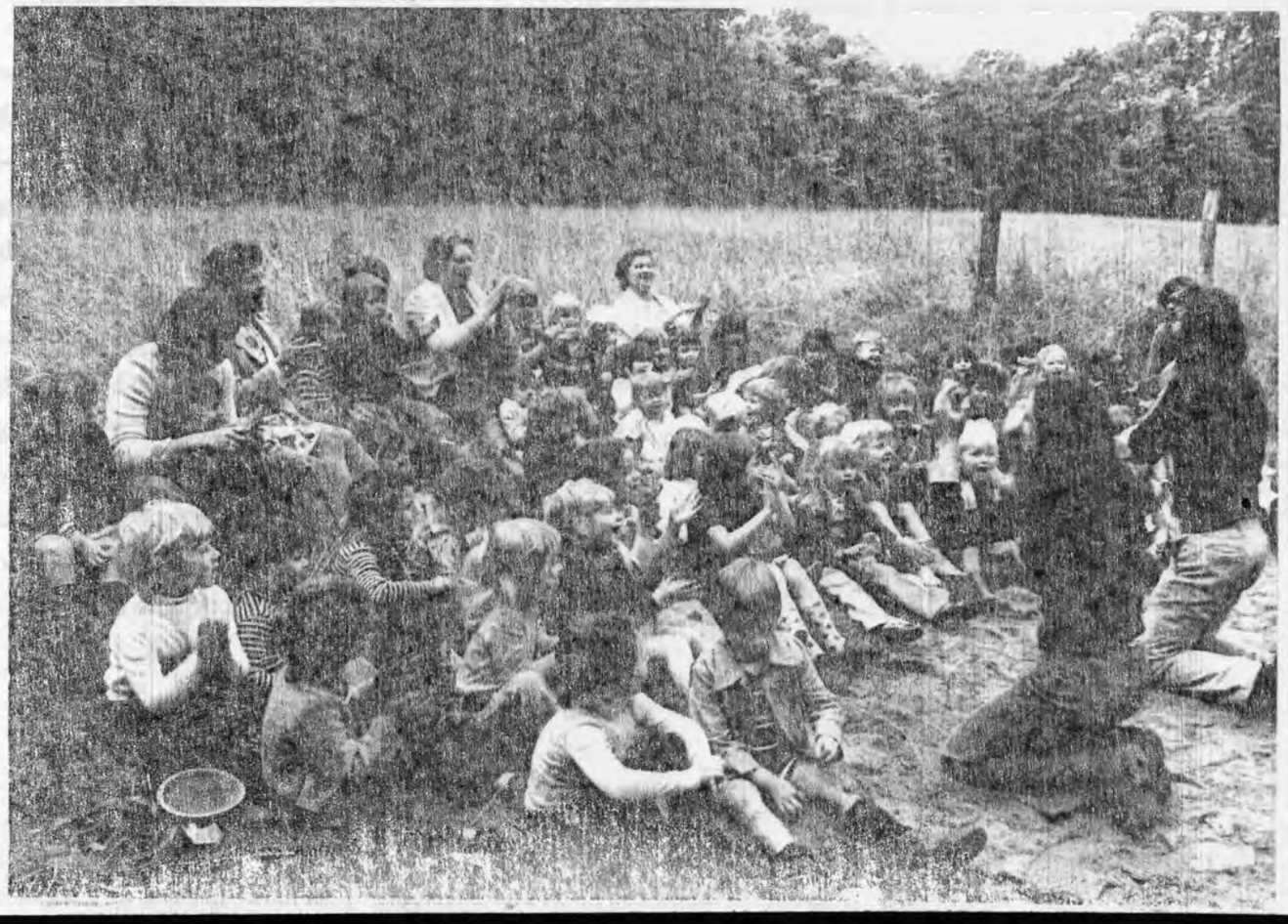
Les clubs permanents accueillent les enfants le soir entre 16 et 19 heures (sans heure d'arrivée ou de départ imposée); ils peuvent y choisir l'occupation de leur choix (Photo, poterie, émaux, métaux, peinture, danse, lecture, etc...). L'implantation de ces clubs permanents a pour objectif la satisfaction des besoins de l'enfant dans son quartier.

Au nombre de ces équipements, il faut ajouter deux centres situés l'un dans la forêt de Chantilly, à la Borne Blanche, qui accueile durant la belle saison entre 250 et 300 enfants et l'autre à Mériel où ils partent une centaine chaque jour de fonctionnement.

En 1980, 135 animateurs permanents travaillaient journellement sur le secteur centres de loisirs maternels et primaires. Ces animateurs bénéficient depuis 1978 d'un contrat leur garantissant un minimum horaire et une grille indiciaire leur permettant de bénéficier des avantages accordés au personnel communal. Chaque mercredi on compte les animateurs vacataires et durant les vacances scolaires 50 autres vacataires renforcent l'équipe permanente. Si l'on tient compte du personnel administratif et d'encadrement, plus de 200 personnes ont à charge le fonctionnement des centres de loisirs.

Inauguration du centre aéré de Mériel le IO juin I95I.

Pendant les vacances scolaires, les enfants des centres maternels dans le parc de la Légion d'Honneur.



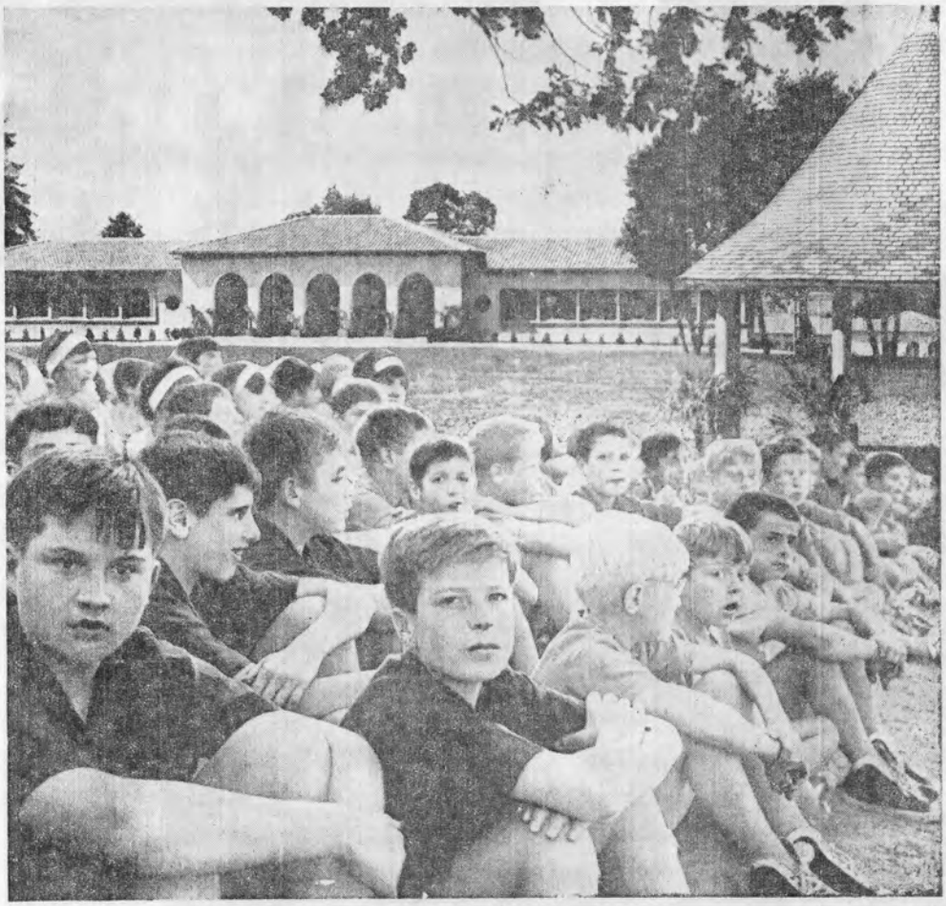
La Caisse des Ecoles assurait aussi l'organisation et la gestion des vacances scolaires dans les centres mis à sa disposition par la Ville. Devant l'importance que celles-ci prenaient, la Municipalité décidait en 1966 de créer un service municipal spécial "Oeuvres sociales scolaires" qui est devenu le service "Enfance-Loisirs-Vacances".

Des vacances pour tous les goûts

Les trois premiers centres de vacances acquis par la Ville ont proliférés. Chaque année les enfants de 4 à 16 ans profitent de séjours à la mer, à la montagne, à la campagne, pendant les vacances de printemps et d'été dans des équipements adaptés dans diverses régions.

- Bussy-en-Othe permet d'accueillir 50 enfants d'âge maternel dans des locaux confortables, à la lisière de la forêt d'Othe dans l'Yonne, à proximité de Joigny.
- Fondettes permet d'accueillir 40 enfants d'âge maternel et 200 enfants de 6 à 9 ans dans une propriété de 40 hectares, en pleine contrée tourangelle.
- Montrem permet d'accueillir 40 enfants d'âge maternel et 200 enfants d'âge scolaire; c'est un village d'enfants entouré de 100 hectares de bois.
- Saint-Hilaire-de-Riez permet d'accueillir 200 enfants dans de beaux locaux modernes et fonctionnels sur la côte vendéenne.
- La Rosière Montvalezan permet d'accueillir 80 jeunes dans un chalet sur la route du Petit Saint-Bernard.
- Héry-sur-Ugine permet d'accueillir 30 jeunes à 1400 mètres d'altitude face au Mont-Blanc.
- Maché permet d'accueillir 30 adolescents dans un camp exclusivement sous la toile, en bordure d'un plan navigable, au coeur du bocage vendéen.
- Les Salles-Lavauguyon permet d'accueillir 10 enfants de Saint-Denis
- Bilbona permet, par le jumelage de Sesto San Giovanni avec Saint-Denis, à de jeunes Dionysiens de découvrir l'Italie au travers de rencontres et de visites touristiques.
- Thiézac permet d'accueillir 40 pré-adolescents dans un camp sous toile, à proximité du Plomb du Cantal.
- Saint-Jean-de-Monts permet d'accueillir 55 pré-adolescents dans une base de sports et de plein air dans une forêt domaniale de Vendée.

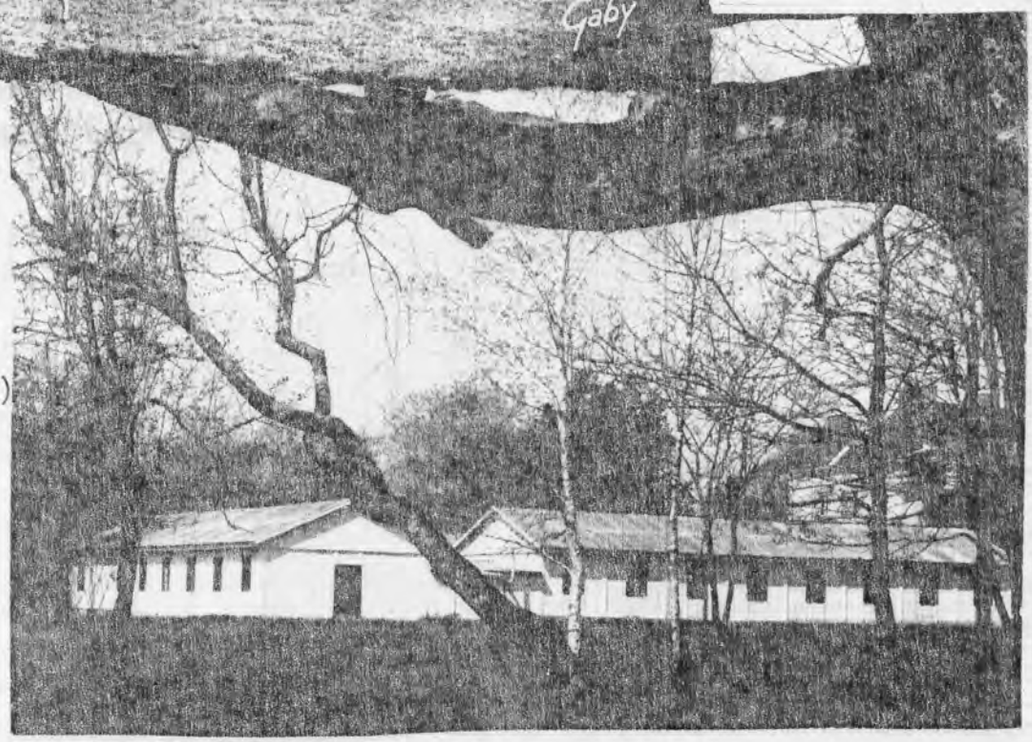
MONTREM :



une nouvelle colonie est née...

Le 26 août 1962, les nouveaux bâtiments de la colonie "La Châtaignaraie à Montrem, étaient inaugurés avec éclat.

Les vieux dortoirs de bois qui avaient rendus bien des services avaient été démolis et remplacés par cinq dortoirs spacieux et modernes, bien isolés au milieu des bois. Un autre bâtiment a été conçu pour abriter les éléments vitaux de la colonie: cuisine, office, salles à manger tandis qu'au centre de l'établissement étaient construits le théâtre, les salles d'activités et la galerie de jeux.



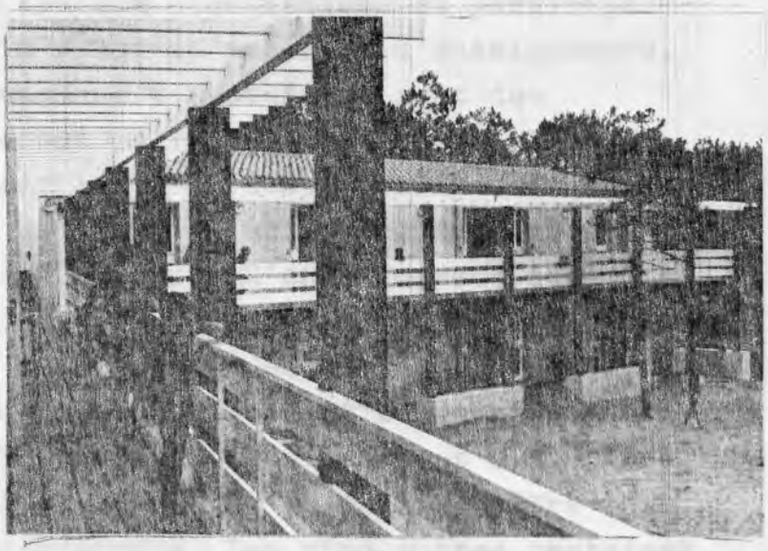
Ci-dessus et ci-contre, le centre de vacances de Fondettes, (Indre-et-Loire) en I968.

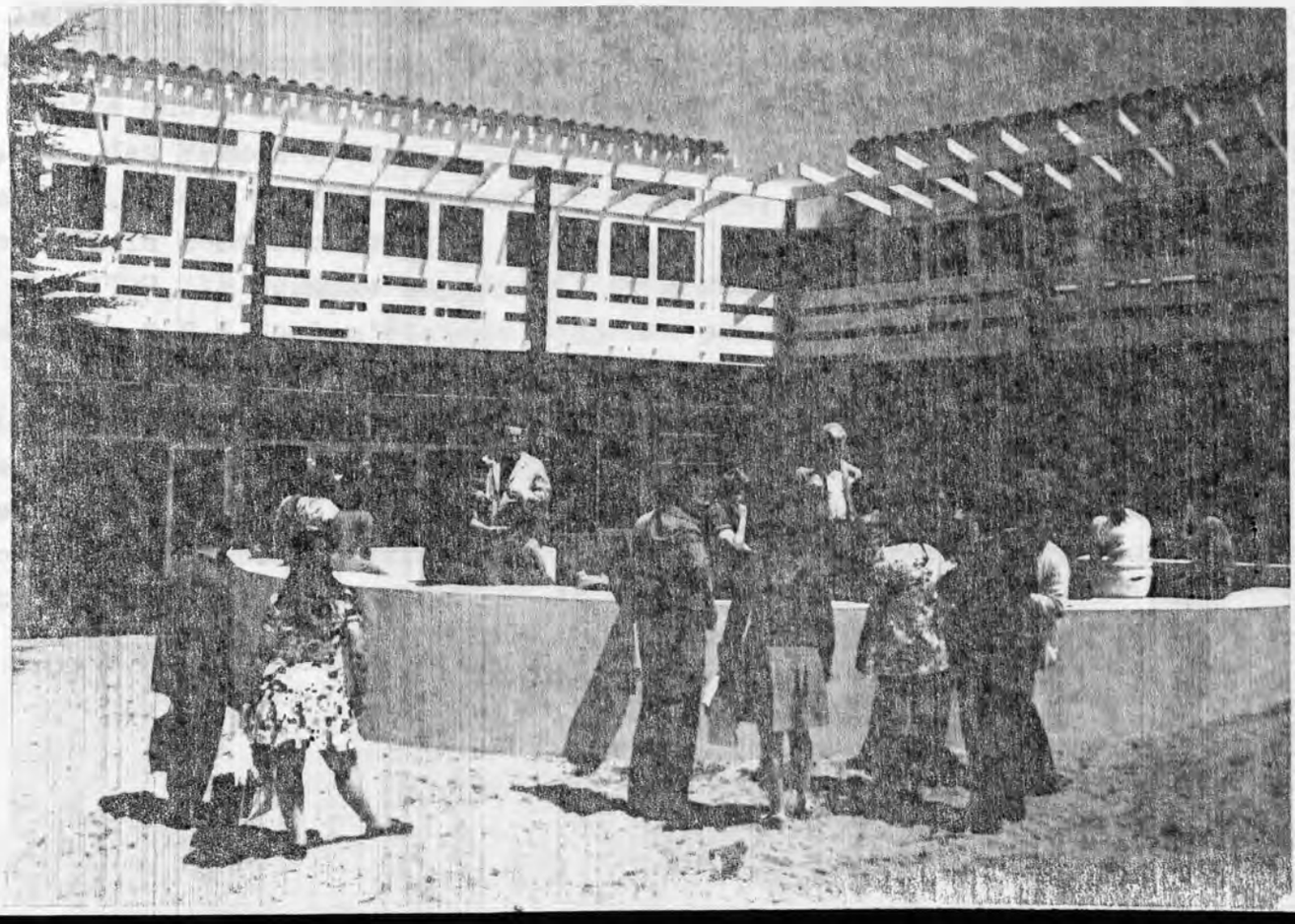
L'arrivée des enfantsau centre de vacances "maternelle" de Bussy-en-Othe, en I968.

- Daglan permet d'accueillir 40 enfants d'âge scolaire dans un camp sous toile installé en plein Périgord.
- Mailly-la-Ville permet d'accueillir 40 enfants d'âge scolaire dans l'Yonne.
- Saint-Etienne-de-Cantalès permet d'accueillir 30 jeunes dans un camp polyvalent aux abords du lac de retenue de la Serre dans le Cantal.
- Carsac permet d'accueillir 40 jeunes dans un centre de toile implanté sur les bords de la Dordogne.

La participation des familles au prix de séjour est fixé en fonction du quotient familial.

Saint-Hilaire-de-Riez (Vendée), le réfectoire dans les anciens baraquements (ci-dessus), et les nouveaux locaux, modernes et fonctionnels, (ci-contre et ci-dessous).





LES COLLEGES D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (C.E.S.)

En 1964, les Collèges d'Enseignement général (C.E.G.) étaient transformés en Collèges d'Enseignement Secondaire (C.E.S.), type unique d'établissements polyvalents. Ils sont devenus progressivement Collèges d'Etat.

En 1973, aucun C.E.S. dionysien n'était nationalisé et une seule proposition étaït faite en ce qui concerne le C.E.S. Jean Lurçat. Mais la ville gardait la propriété des bâtiments et en conséquence devait assurer la totalité des travaux d'entretien et participer pour 40 % minimum aux dépenses d'achat du matériel d'enseignement.

Pourtant les Collèges d'Enseignement Secondaire sont des établissements dépendant uniquement de l'Education Nationale. Par quels sunterfuges en était-il ainsi ? Tout simplement parce que l'Etat a joué sur la volonté des communes de mettre rapidement à la disposition des enfants les établissements d'enseignement dont ils ont besoin. Pour créer des C.E.S., les communes ont donc été amenées à transformer d'anciens C.E.G. ou à prendre en charge le financement d'établissements nouvellement créés, en attendant leur nationalisation.

C'est poutquoi, en 1974, à Saint-Denis, sur les sept C.E.S. existants, un seul était un C.E.S. d'Etat et un venait d'être nationalisé après six années d'existence. Les cinq autres restaient à la charge de la Commune, ce qui représentait un transfert de 345 millions de centimes, imputés chaque année sur le budget communal.

Cette année même, la participation de la Commune au financement du C.E.S. des Francs-Moisins, Garcia Llorca, qui venait d'être mis en service, a été de 328 millions de centimes, soit près de 50 % du coût de la construction.

En 1977, la commune supportait toujours la charge du fonctionnement de trois C.E.S. qui n'étaient toujours pas nationalisés.

En mars 1977, la Municipalité avait été informé que le C.E.S. "La Courtille" était nationalisé avec effet rétroactif à compter du 1er janvier 1976. L'Etat prenait ainsi officiellement en compte la gestion de l'établissement en laissant toutefois à la charge de la commune les dépenses concernant les travaux d'entretien importants et 40 % du coût de fonctionnement.

CES LA COURTILLE
Les Parents d'élèves ont décidé la Grève

CES LA COURTILLE EN GREVE
SOUTIEN AUX PROFS de GYM
CONTRE LE
SOISSON
CES FABIEN EN GREVE
DES PROF SONT AU CHOMAGE
ET
NOUS MANQUE
8 ENSEIGNANTS

J. LURÇAT EN GREVE
L'A.P.E. OCCUPE LE C.E.S.
EXIGE:
UN PERSONNEL DE SERVICE SUFFISANT
DE BONNES CONDITIONS TRAVAIL POUR NOS ENFANTS

Cette nationalisation a entrainé une réduction considérable du personnel de service et celui-ci s'est trouvé dans l'impossibilité d' assurer le fonctionnement du restaurant scolaire. Cette situation ne pouvait durer; un cuisinier était nommé le 3 janvier 1977 et l' ensemble du personnel de service était affecté au restaurant. Le nettoyage de l'établissement n'était donc plus assuré.

Devant cette carence inadmissible, les parents d'élèves et les enseignants décidaient la grève scolaire à partir du 17 janvier et les enseignants cessaient le travail. Toutes ces actions soutenues par la Municipalité obligeaient l'Etat à prendre ses responsabilités.

Le Collège République est installé, lui (selon l'avis de l' Inspecteur général de l'Education), dans des locaux inadaptés et inadaptables. De plus la construction d'habitations dans la Z.A.C. Basilique, la réhabilitation de ceux de l'Ilôt Haguette, la construction de nouveaux immeubles dans l'Ilôt Boulangerie et, en conséquence, l' amorce d'une augmentation en âge scolaire, nécessitent sa reconstruction aifn de redonner l'ecole de la rue des Boucheries à l'enseignement primaire.

Le Conseil Municipal réclame la construction du Collège Elsa Triolet (en remplacement de celui de la République) sur les terrains prévus à cet effet, rue Paul Eluard et souhaite que le Collège Henri Barbusse installé dans une école primaire, soit transféré dans un nouveau collège à construire aux Tartres, à l'angle de la rue Henri Barbusse et de l'avenue de Stalingrad.

UN LYCEE A SAINT-DENIS

Il y a près d'un demi-siècle, les élus communistes du Conseil municipal du 5 mai 1935, posaient pour la première fois le problème de la nécessité de construire un établissement secondaire à Saint-Denis mais rien ne fut possible avant 1939, les élus municipaux de l'époque qui se préparaient à trahir la France avec l'occupant hitlérien, ne se souciaient pas de ce problème.

C'est le Conseil municipal provisoire, issu de la Résistance, qui s'en chargea. Il prenait une première délibération le 17 décembre 1944 et le premier bulletin municipal de la Ville de Saint-Denis, adressé à la population en avril 1945, traite de la question.

Dans sa séance du 16 mai 1947, le Conseil municipal prenait la décision de réserver 19.111 mètres carrés de terrains au plan d'aménagement de la Ville, pour la construction d'un lycée, et les donnait au Ministère de l'Education Nationale. Ce n'est que 10 ans après que débutaient les premiers travaux. Il s'agissait de classes préfabriquées. Ces baraques qui devaient devenir le Lycée Paul Eluard furent ouvertes sous la forme d'une annexe au Lycée Jacques Decour de Paris.

Au cours de sa première année d'existence, l'annexe J. Decour ne comptait que 120 élèves; les débuts furent difficiles, d'autant plus que les effectifs se mirent à croître rapidement: 300 élèves en 1958, 600 en 1959, tant et si bien que bientôt se posa le problème de les loger et de les nourrir.

Dès la création de l'annexe du Lycée J. Decour, une bataille incessante commençait pour obtenir les crédits nécessaires à la construction des bâtiments définitifs. En 1959 s'ouvraient les chantiers de la 1ère tranche. Que de délibérations renouvelées du Conseil municipal, que de questions écrites au Préfet et au Ministre, que de lettres, de pétitions, de réunions, de délégations, d'articles de presse ! Il a fallu aller jusqu'aux manifestations de rues pour être entendus. Dans ces multiples actions, l'Association des Parents d'Elèves du Lycée, aux côtés de la Municipalité, a joué un rôle de tout premier plan, soutenu par le personnel enseignant.

En 1960, une deuxième tranche de travaux débutait et en 1961, la demi-pension ouvrait ses portes. Mais c'est alors que s'est produite une longue interruption des travaux due à des difficultés administratives de toute espèce. Il faudra attendre septembre 1965 pour que la 3ème tranche soit livrée.

Liberté - Egalité - Fraternité **REPUBLIQUE FRANÇAISE** Liberté - Egalité - Fraternité

VILLE DE SAINT-DENIS

OUVERTURE D'UN LYCEE à ST-DENIS

La Municipalité a le plaisir de porter à la connaissance de la population que 12 classes provisoires de lycée, destinées aux élèves de 6me et de 5me (garçons et filles) seront ouvertes à St-Denis dès le 1er Octobre 1957.

Il s'agit de la première phase de la construction du lycée réclamé par la Municipalité et le Conseil Municipal depuis 1945, et qui doit être édifié sur des terrains situés entre la Cité Paul Langevin et l'avenue Staline, acquis par la Commune et mis gratuitement à la disposition du Ministère de l'Education Nationale.

Les 12 classes provisoires constitueront, pendant une certaine période, une annexe du lycée Jacques DECOUR, 12, avenue Trudaine à Paris IXme, en attendant la construction du projet définitif.

Les Parents qui désirent envoyer leurs enfants au Lycée à St-Denis, en 6me, en Octobre 1957, ont la possibilité, même si l'inscription a été sollicitée pour un autre Lycée, de faire une demande rectificative en s'adressant aux Directions d'Ecoles et aux Services de l'Enseignement de la Préfecture (Service des Examens, 3e, rue Mabillon à Paris VIe). Pour l'admission dans les classes de 5me les demandes doivent être présentées directement au Lycée Jacques DECOUR.

La 2eme étape : LE LYCEE DEFINITIF

La Municipalité se réjouit du premier résultat obtenu mais il reste une deuxième étape importante, c'est celle de la construction définitive du lycée dont les travaux devaient recevoir un premier financement en 1955, et qui ont été retardés depuis, d'année en année.

Il importe que la Municipalité soit appuyée dans ses démarches par les parents d'élèves et tous les défenseurs de l'Ecole Laïque, unis, afin d'obtenir que le lycée dont nous avons tant besoin à Saint-Denis, soit construit très rapidement et que les crédits nécessaires à cet effet soient débloqués.

Saint-Denis le 6 Avril 1957

La Municipalité

Le Maire, Conseiller Général de la Seine
A. GELLOT
Membre du Conseil National de la Résistance

En 1962, le Lycée devenait autonome et le 29 mai 1965 il devenait le Lycée Paul Eluard. Cette cérémonie de baptème s'est déroulée sous la présidence de Monsieur Jacob, Inspecteur Général de l'Instruction Publique qui remplaçait le Recteur Jean Roche, empêché, de Monsieur Auguste Gillot, Maire de Saint-Denis, de l'écrivain et poète Louis Aragon, du proviseur du Lycée Monsieur Steib, des professeurs, des lycéens et de nombreuses personnalités.

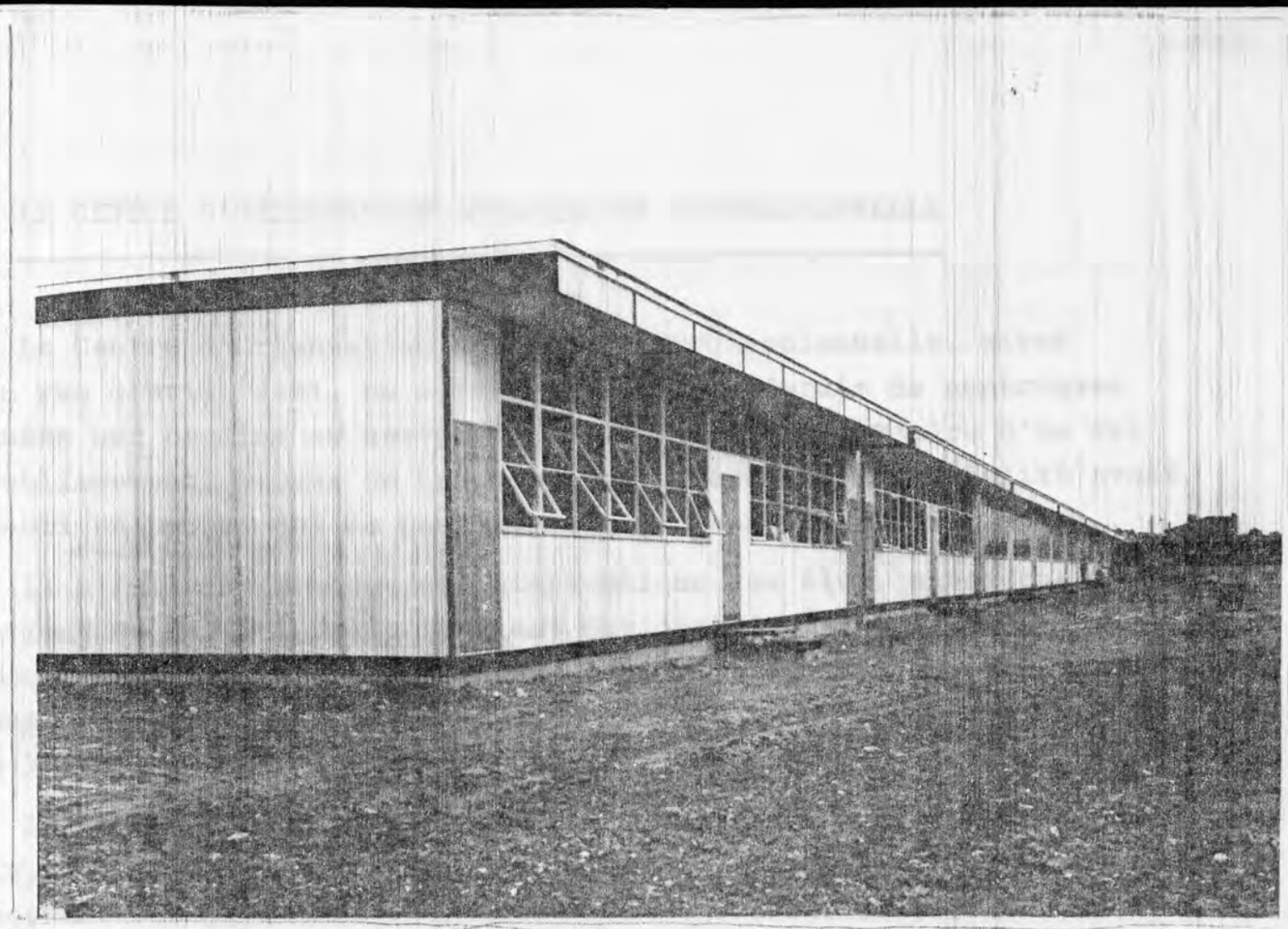
A cette occasion, la Municipalité faisait don au Lycée d'un buste en bronze de Paul Eluard, oeuvre du sculpteur Françoise Salmon , qui a été érigé à l'entrée du Lycée.

Le Lycée qui accueillait alors 2.105 élèves, ne possédait que de pauvres installations sportives, improvisées en 1957 grâce à la bonne volonté des élèves et des professeurs. Ces installations se trouvaient, à la rentrée d'octobre 1965, dans un état de vétusté complète. La bataille s'engageait alors pour la réalisation d'équipements d' éducation sportive adaptés à la population de ce Lycée.

De nombreuses délégations, protestations des professeurs d'éducation physique du Lycée ainsi que de leurs collègues de toutes les disciplines, de toutes les sections syndicales unanimes, de l' Association des Parents d'Elèves, de la Municipalité, du Député aboutissaient enfin.

Avec sa piscine intégrée, son terrain de sports et son gymnase, le Lycée pouvait être un établissement pilote mais le manque de crédits pour le chauffage de la piscine et son entretien a équivalu à une suppression de fait de l'enseignement de la natation, la piscine n' ayant été ouverte que deux mois par an pour 2.200 élèves. Ne se trouvant pas en conformité aux nouvelles normes de sécurité, elle a dû être complètement fermée jusqu'à ce que les travaux nécessaires soient réalisés.

Le Lycée Paul Eluard comprend des sections classiques, modernes et techniques. Il prépare au Baccalauréat ou au Brevet de technicien à l'issue de trois années d'études (Seconde, Première et Terminale) dans les séries suivantes: - A) Philosophie, lettres; B) Economique et social; C) Mathématiques, sciences et physique; D) Mathématiques, sciences et physique; E) Mathématiques et technique; F 1) Construction mécanique; F 3) Electro-technique; F 6) Chimie; F 7) Biochimie; G 1) Techniques administratives, secrétariat; G 2) Comptabilité; G 3) Techniques commerciales.



Ci-dessus: le lycée provisoire qui a ouvert ses portes en 1958.

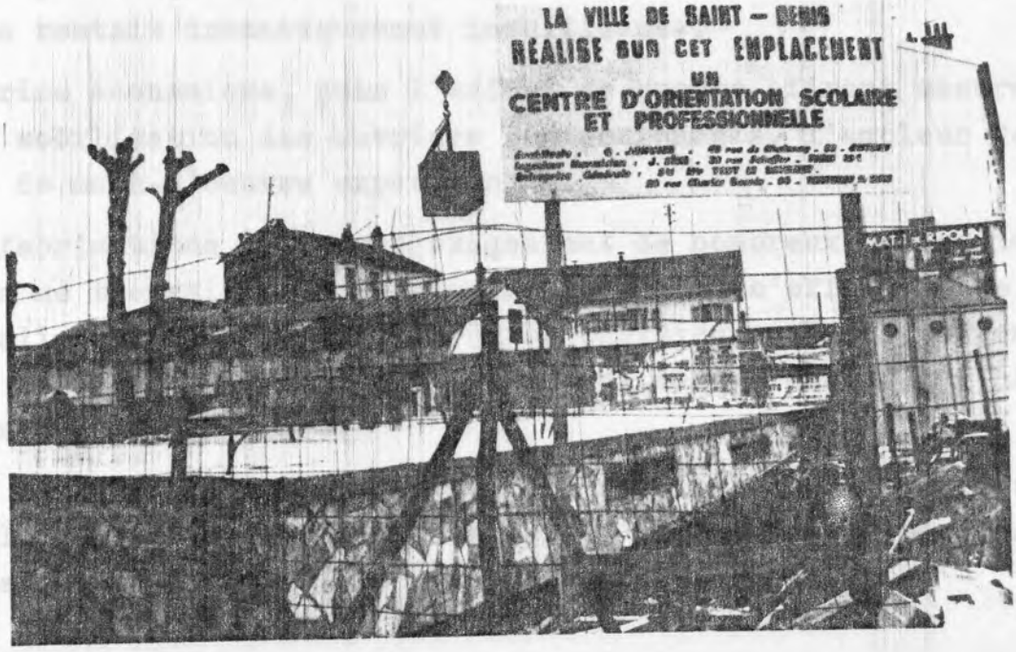
Ci-dessous: Rentrée des élèves dans la première tranche du lycée -

LE CENTRE D'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE

Le Centre d'Orientation Scolaire et Professionnelle, situé 106 rue Gabriel Péri, ne correspondait plus depuis de nombreuses années aux besoins et services que l'on pouvait attendre d'un tel établissement. Depuis de longues années déjà, la Municipalité avait établi un projet qui ne pouvait aboutir faute de crédits.

Il a fallu de nombreuses interventions des élus, ainsi que les actions de la Section du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (S.N.E.S.), du Centre d'information et d'orientation pour que les travaux débutent enfin en Mia 1973, à quelques mètres de l'ancien, 110 rue Gabriel Péri.

Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle est à la disposition des familles et des enseignants pour les aider à résoudre les problèmes de l'orientation scolaire et professionnelle des enfants, donner des informations sur l'enseignement en France, les formations professionnelles, les diplômes, les concours, les cours de promotion sociale, la formation professionnelle des adultes.



L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

L'Ecole municipale de préapprentissage avait fermé ses portes vers 1920. Pendant de longues années notre ville sera privée d'établissement d'enseignement professionnel.

Il y avait bien les cours du soir, mais ceux-ci n'étaient qu'un complément; ils ne remplaçaient pas l'apprentissage dans les écoles spécialisées. Pourtant, en 1925, un pas important avait été franchi par le vote de la loi des finances du 13 juillet qui instituait une taxe d'apprentissage d'un montant de 0,20 % des salaires qui devait être payée par les entreprises. D'autre part, une loi du 26 juillet créa les Chambres de Métiers. Ces établissements publics devaient réglementer les contrats d'apprentissage et surveiller l'apprentissage en atelier.

Ces mesures ne suffisent pas; à l'approche de la seconde guerre mondiale, la question de l'apprentissage restait préoccupante et Saint-Denis était toujours dépourvu d'établissements de ce genre.

La loi du 10 mars 1937 et le décret-loi du 24 mai 1938 devaient organiser sérieusement l'apprentissage sur le secteur artisanat et industriel. Il y avait bien les écoles techniques, réservées à quelques privilégiés, mais elles ne formaient qu'une élité, leurs élèves devenaient le plus souvent des techniciens ou des agents de maitrise plutôt que des ouvriers qualifiés. La formation de ces derniers restait dramatiquement insuffisante.

La crise économique, puis l'effort de guerre, firent mesurer, avec la mobilisation des ouvriers professionnels, l'ampleur de la pénurie de main-d'oeuvre expérimentée.

Les fabrications de guerre exigeaient de nombreux professionnels, qu'elles ne trouvaient ni en province, où l'on s'efforçait de les décentraliser, ni même dans la région parisienne. La situation ainsi créée a contraint à l'emploi massif d'une main-d'oeuvre juvénile ou féminine non qualifiée.

Il a fallu attendre le décret du 21 septembre 1939 pour que soit tentée la généralisation des "Centres de formation professionnelle", en faisant appel pour cela à l'enseignement technique.

LES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE

La défaite de juin 1940 allait créer une urgence nouvelle. Tandis que la désorganisation de l'économie avait jeté sur le pavé des milliers d'adolescents, le ministère avait ouvert de nombreux centres de formation professionnelle pour ne pas les laisser à la rue. Il s'y organisait une scolarité en 3 ans de 14 à 18 ans: la première année était une initiation aux différents métiers, entre lesquels on choisissait au seuil de la deuxième année. Assez bien adaptée aux débouchés, cette formation connaissait les difficultés habituelles dans de tels cas: les évasions en cours de scolarité étaient nombreuses, surtout parmi les plus âgés qui rejoignaient la Résistance dans la clandestinité ou les maquis.

L'enseignement pratique était donné par des moniteurs qui venaient de l'industrie et pour lesquels on avait organisé deux centres de préparation. Des instituteurs, parfois des professeurs, assuraient l'enseignement théorique.

5 centres avaient ouvert leurs portes à Saint-Denis. Ils s'intitulaient Centres de Jeunesse.

Les centres féminins : Montjoie Saint-Denis, 25 rue Jannot, qui en 1944 avait cessé toute activité.

: Montjoie Jeanne d'Arc, 13 impasse Marteau - Enseignement général et ménager; puériculture; apprentissage de la couture (3 années) -

: Le centre de formation professionnelle Marie-Jeanne Boisset, 27 rue des Ursulines - Couture; tailleur; culotte; tissage; enseignement général et ménager.

Les centres masculins: Centre du Commandant Marchand, 28 boulevard Jules Guesde.

: Centre du Commandant Marchand, 14 rue Ernest Renan.

Ces centres de formation professionnelle ne disparurent pas avec le régime de Vichy qui les avaient fondés, bien qu'ils eussent été souvent le lieu d'une propagande qu'autorisait leur rattachement au secrétariat à la Jeunesse, et non à l'Education Nationale, politiquement suspecte.

Les centres d'apprentissage des garçons, I4 rue Ernest Renan et des filles, 27 rue des Ursulines, qui ont fonctionnés dans des vieux locaux inadaptés jusqu'au début de I96I, date d'ouverture du Lycée d'enseignement technique, avenue Lénine.

Légèrement modifiés, ils devinrent centres d'apprentissage et reçurent de la loi du 21 février 1949 leur statut officiel, cependant que quatre écoles normales nationales d'apprentissage étaient chargées d'assurer leur personnel enseignant.

Deux centres d'apprentissage

A Saint-Denis, à cette époque, deux centres d'apprentissage sur les cinq créés pendant la guerre continuaient à fonctionner dans les locaux bien insuffisants (il s'agissait d'usines désaffectées): le Centre féminin 27 rue des Ursulines et le Centre masculin 14 rue Ernest Renan.

A ces deux centres il faut ajouter les cours complémentaires professionnels de l'école des Boucheries. Les cours qui étaient répartis sur trois années d'études, comportaient les enseignements spéciaux ci-après: cours de mode, de tailleur, de corset, coupe et couture, dessin, enseignement commercial (comptabilité, sténo-dactylo, langue anglaise, etc...)

A ces cours professionnels, en 1947, 1268 auditeurs suivaient les cours du soir donnés avec le concours de l'Association philotechnique, la Ligue de l'Enseignement Laïque, l'Union sténographique dionysienne.

Dans son programme paru dans le Bulletin municipal d'avril 1945, la Municipalité a indiqué ses objectifs en matière d'enseignement professionnel: elle avait décidé le principe de la reprise, en vue de sa gestion par la commune, du Centre d'Orientation Professionnelle, autrefois administré par les industriels de la région de Saint-Denis, et la construction d'un établissement d'enseignement technique masculin et féminin.

En 1953, elle faisait l'acquisition, après de longues procédures d'expropriation, d'un terrain d'une superficie de 36.699 m^2, situé avenue Lénine, qu'elle a donné au Ministère de l'Education Nationale pour qu'il fasse procéder à la construction de cet établissement. Il aura fallu attendre 8 ans pour que celui-ci ouvre ses portes. Les nouveaux locaux étaient mis en service le premier trimestre 1961, mais dès son ouverture il s'avérait déjà trop petit

I957: construction du Lycée d'enseignement technique, avenue Lénine.

La rentrée en septembre I963.

LES LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (L.E.P.) LENINE

Le Collège d'Enseignement Technique masculin devenu L.E.P. prépare les élèves aux professions (C.A.P.) de: chaudronnier, menuisier, ajusteur, tourneur, fraiseur, seulement. Une C.P.P.N. a été créée en 1982.

Le parc machine date de 1960 et le lycée ne dispose d'aucun moyen financier pour le renouveler ou le réparer. Les machines étant trop anciennes, on ne trouve plus de pièces détachées. Les élèves n'ont, en conséquence, aucune expérience du matériel moderne utilisé dans les entreprises. Ils n'en connaissent ni le maniement, ni le fonctionnement.

Les cours ont lieu dans des locaux exigus et vétustes.

Le L.E.P. féminin qui a pris le nom de George Sand enseigne les disciplines suivantes: B.E.P. - agent administratif, sténo-dactylo correspondancière. C.A.P. - habillement fabrication industrielle, employée de bureau, employée de comptabilité.

Le matériel du L.E.P. féminin est ancien et médiocre, il nécessite de gros frais de réparation.

Pour suivre le progrès et donner réellement aux élèves une formation qui corresponde à la demande, il faudrait davantage de machines électriques. Celles-ci sont en nombre insuffisant, alors qu'elles sont couramment utilisées dans la vie active. Les machines à traitement de textes ne peuvent être achetées par manque de crédits.

LE L.E.P. COMMERCIAL CORBILLON

Le L.E.P. Corbillon prépare aux formations suivantes:
B.E.P.: comptable-mécanographe
C.A.P.: employé de bureau sténodactylographe, employé de comptabilité.

La Municipalité est intervenue à maintes reprises, depuis 1975, auprès du recteur de l'Académie pour qu'il règle la situation du L.E.P. Corbillon. Cet établissement fonctionne dans des locaux inadaptés à l'enseignement technique, sous-équipés et insuffisants. D'importantes modifications devraient y être entreprises. Les conditions d'enseignement y sont devenues quasi-impossibles: classes surchargées, suppression de leur dédoublement et professeurs obligés d'accepter des suppléments de cours ne permettent pas de dispenser un enseignement de qualité.

Ce L.E.P., qui avait été installé provisoirement en 1972 dans les locaux de l'école primaire de la rue du Corbillon, attend encore que l'Etat entreprenne sa reconstruction dans l'enceinte du L.E.P. de l'avenue Lénine.

LES SECTIONS D'ENSEIGNEMENT SPECIAL (S.E.S.)

Les Sections d'Enseignement Spécial qui sont au nombre de trois sur Saint-Denis (Collège Fabien, Romain-Rolland, Garcia Lorca) sont les plus défavorisées tant au niveau matériel que pédagogique.

Sous condition d'en avoir les moyens, les S.E.S., avec une pédagogie adaptée, pourraient donner à ces jeunes exclus du système scolaire "normal" une formation professionnelle initiale leur permettant l'insertion sociale ou la possibilité de prolonger leur scolarité.

Les enseignants ont constaté que dans les S.E.S., il n'y avait pas de choix de métiers. Ces sections devraient permettre d'ouvrir l'esprit des élèves par l'apprentissage des bases de métiers véritablement formateurs et la poursuite de formations plus longues.

LE LYCEE TECHNIQUE PAUL ELUARD

Le Lycée technique de Saint-Denis est récent, son parc machine a 7 ans. Avant il n'existait aucune classe de ce type sur la localité, bien qu'elle appartienne à un des plus grands centres industriels nationaux (zone industrielle de la Plaine Saint-Denis).

Il comprend les sections suivantes:

F 1: Fabrication mécanique - F 3: Electro-technique - F 6: Chimie - F 7: Biochimie - G 1: Techniques administratives de secrétariat - G 2: Techniques quantitatives de gestion - G 3: Techniques commerciales.

Au Lycée technique Paul Eluard, les problèmes s'y posent de façon différente que dans les L.E.P. L'orientation des élèves aux baccalauréats de techniciens se fait sur d'autres critères que ceux retenus pour les L.E.P.

Les problèmes pédagogiques, en personnel et surtout budgétaires qui se posent créent une situation difficile.

LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Le mode de collecte de la taxe d'apprentissage est particulièrement inique, le patronat pouvant verser cet impôt selon son bon vouloir, à l'établissement de son choix. C'est ainsi que des disparités flagrantes existent à Saint-Denis.

Pour l'année 1981-1982, au titre de la taxe d'apprentissage, les établissements suivants ont perçu:

- Section technique du Lycée P.Eluard ..... 125.000 F.
- L.E.P. masculin Lénine (446 élèves) ..... 114.290 F. (+ 330 F.matériel)
- L.E.P. féminin George Sand (406 élèves) ..... 44.044 F.
- L.E.P. Corbillon (329 élèves) ..... 13.134 F.
- S.E.S. Romain Rolland ..... 56.000 F.
- S.E.S. Garcia Lorca ..... 15.002 F.
- S.E.S. Fabien ..... 33.300 F.

LE LYCEE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DE L'E.N.N.A.

Le Lycée d'enseignement professionnel d'application de l'E.N.N.A., place du 8 mai 1945, prépare au C.A.P. de: Mécanicien, Ajusteur-métallier-électro-mécanicien, Electricien-équipement-dessin, Bâtiment et au B.E.P. de: Ouvrages métalliques, Dessin, Génie civil-électronique-électromécanicien-électricien, Equipement - C.E.C.I. - Audiovisuel.

L'ENSEMBLE UNIVERSITAIRE DE LA PLACE DU 8 MAI 1945

En 1970 ont été construits, sur des terrains militaires de la caserne, les premiers bâtiments de l'ensemble universitaire de la Place du 8 mai 1945. Il comprend actuellement un Institut Universitaire de Technologie (I.U.T.), un restaurant universitaire, une résidence de 300 chambres et un bloc central qui abrite des bâtiments administratifs, une bibliothèque, des salles de travail pour les étudiants, des amphithéâtres.

La vieille caserne des Suisses a été démolie pour laisser le terrain libre à la construction de l'Ecole Nationale Normale d'Apprentissage (E.N.N.A.) et lycée technique d'enseignement professionnel d'application de l'E.N.N.A.

Un autre I.U.T. a ouvert aussi ses portes en octobre 1970. Il avait été édifié sur des terrains dépendant des lycées d'enseignement professionnel, avenue Lénine.

LES INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (I.U.T.)

Les Instituts Universitaires de Technologie (I.U.T.) sont des établissements d'enseignement supérieur à vocation professionnelle, ayant pour but de former des techniciens supérieurs et des cadres moyens en deux ans.

Ces deux années sont sanctionnées par un diplôme universitaire de technologie (D.U.T.). Dans ces Instituts, les étudiants reçoivent une formation générale, participent à des séances de travaux pratiques en laboratoire, atelier, bureaux d'études et de fabrication, et suivent des stages dans l'industrie.

Après l'obtention du diplôme universitaire de technologie, les étudiants peuvent accéder directement à la vie professionnelle. Pour les étudiants désirant compléter leur formation, ce diplôme leur permet d'entrer en 3ème année d'enseignement supérieur (en cycle de maîtrise ou en formation d'ingénieur).

L'ECOLE NATIONALE NORMALE D'APPRENTISSAGE (E.N.N.A.)

L'Ecole Nationale Normale d'Apprentissage accueille pour un stage d'un an sept cents professeurs d'enseignement technique stagiaires qui complètent leur formation pour enseigner dans les lycées d'enseignement technique.

En 1979, 9 ans après leurs constructions, les bâtiments de l'Institut universitaire de technologie étaient démolis à l'initiative du Secrétaire d'Etat aux Universités, Alice Saunier-Saïté, qui y a fait construire de nouveaux bâtiments destinés à accueillir l'université de Vincennes. Les élèves de l'I.U.T. ont été transférés dans des locaux du centre universitaire de la place du 8 mai 1945, laissés vacants par les étudiants du premier cycle de la Faculté des Sciences de Paris qui ont été (lorsque les bâtiments devant les accueillir ont été terminés) le premier contingent des "utilisateurs" de l'université de technologie de Villetaneuse.

Dans l'ensemble universitaire de la Place du Huit Mai 1945, l'Institut Universitaire de Technologie (I.U.T.)...

... et l'Ecole Normale Nationale d'Apprentissage (E.N.N.A.), qui longe l'Allée Verte.

Pétitions et manifestation contre le démantèlement de l'Institut Universitaire de Technologie de la rue de la Liberté.
Ci-dessus François Rondepierre, maire-adjoint, fait signer les pétitions devant la Mairie. Ci-dessous, manifestation devant l'I.U.T.

Onreconnait avec leur écharpe Pierre Zarka, député et Maurice Soucheyre, maire-adjoint. (photos Gérard Monico, Martine Barraud.

L'UNIVERSITE PARIS VIII A SAINT-DENIS

Le transfert de l'Université Paris VIII à Saint-Denis, résultat du démantélement de l'Université de Vincennes ne s'est pas faite sans protestation, notamment contre la démolition des bâtiments de l'I.U.T.

Une des vocations essentielles de Paris VIII est de permettre à des travailleurs, bacheliers ou non, d'entreprendre ou de continuer des études. Ce qui est un grand apport pour les Dionysiens qui peuvent y trouver des services de formation permanente organisant toute l'année des stages permettant aux salariés de se perfectionner pendant leur temps de travail. Ces stages sont aussi accessibles aux licenciés économiques dans le cadre de leur indemnité.

Dès que la Municipalité avait été informée du projet d'installation de l'Université Paris VIII à Saint-Denis, elle signalait que les locaux prévus étaient insuffisants. Celà n'a pas empêché qu'ils soient construits.

Au début de l'année I982, la Municipalité a donc été amenée à prêter des locaux scolaires inutilisés pour qu'il soit mieux répondu aux besoins des étudiants.

L'université Paris VIII vue de l'avenue Lénine.

BOUCHERIES (impasse des) - rue des Boucheries -----en impasse
C.2.

Cette impasse, qui doit son nom à la rue du même nom, a été ouverte pour permettre l'accès à un atelier de teinture d'étoffes qui se trouvait au bord du Croult. L'immeuble qui se trouve dans cette impasse est lui-même un ancien atelier d'impression sur étoffe qui, désaffecté a été transformé en local d'habitation.

L'ancien atelier d'impression sur étoffes transformé en logements

BOULANGERIE (rue de la) - place Victor Hugo <--> rue Gabriel Péri 54 - C.2/C.3

Ainsi dénommée à cause du voisinage de l'ancienne boulange-

rie de l'abbaye, qui fut démolie en 1778. Au XVIIIème siècle, une partie de cette rue comprise entre la place Panetière (Victor Hugo) et l'actuelle rue des Boucheries s'appelait rue de la Cordonnerie, tandis que la rue de la Boulangerie allait jusqu'à la Porte de Paris. C'était, avant le percement de la rue de Paris (G.Péri), en 1727, le grand chemin menant de Paris vers le Nord.

Au n° 26 de cette rue, logea pendant l'occupation prussienne, dans une maison aujourd'hui démolie, un jeune lieutenant qui devait devenir le maréchal Hindenburg, président du Reich. A la fin de 1932, il fit appel à Hitler afin de lui donner le pouvoir.

A l'angle de la rue Gabriel Péri et de la rue de la Boulangerie, le café actuel dénommé le Pavillon aurait été le lieu de rendez-vous de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées. La maison voisine présente un très grand intérêt architectural. Elle a une très belle façade du XVIIIème siècle dont les fenêtres sont ornées de mascarons représentant les quatre saisons. A l'intérieur, l'escalier possède une très belle rampe de fer forgé du XVIIIème siècle.

BOULOGNE (rue de) - rue de Montmorency <----> rue de Passy - B.4.

Dénomination donnée lors du tracé des rues de ce lotissement. Cette rue porte le nom d'une commune de l'ancien département de la Seine, Boulogne-sur-Seine, se trouvant dans le nouveau département des Hauts-de-Seine sous le nom de Boulogne-Billancourt.

BOURCIER (cité) Bd Jules Guesde <----> en impasse - C.2.

Du nom du propriétaire des terrains sur laquelle a été ouverte cette impasse.

...

Ci-contre, la rue de la Boulangerie avant la démolition des maisons devenues insalubres.

Ci-contre, maison où logea, 26 rue de la Boulangerie, le Commandant Hindenbrug, durant l'occupation prussienne de 1871.

BOURGET (rue du) rue de la Prairie <-----> rue de Passy - B.4.

Dénomination donnée lors du tracé des rues de ce lotissement. Cette rue porte le nom d'une ville de la Seine-Saint-Denis.

BOURGOGNE (allée de) - cité des Francs-Moisins - D.4 / E.4.

Cette rue a été ouverte lors de la construction de la cité des Francs Moisins en 1969.

Elle porte le nom d'une province de France.

BRECHON (impasse) - rue Pralet Lefèvre <-----> en impasse E.1.

Du nom du propriétaire des terrains.

BRETAGNE (Allée de) - cité des Francs-Moisins - D.4 / E.4.

Cette rue a été ouverte lors de la construction de la cité des Francs Moisins en 1969. Elle porte le nom d'une province de France, dont de nombreux ressortissants sont venus se fixer dans notre ville la transformant en cité bretonne.

Les Bretons de Saint-Denis

L'amicale des Bretons de Saint-Denis a fêté en I983, ses cinquante ans d'existence. C'est en effet en 1933 qu'elle a été créée à l'initiative de quelque uns, dont le regretté Jules Trémel.

La catastrophe de Penmarc'h

En 1932 avait lieu au large de Penmarc'h, le terrible naufrage corps et biens d'un bâteau breton. Aussitôt était ouverte à Saint-Denis une souscription au profit des veuves et des orphelins des marins péris en mer. Le succès de cette souscription fut total. Les Bretons de Saint-Denis avaient réagi spontanément dans un véritable esprit de solidarité bretonne.

C'est alors que certains ont pensé, en 1933, à créer une amicale des Bretons de Saint-Denis, qui grouperait le plus grand nombre possible d'émigrés. Elle organise tout de suite une fête annuelle.

Cette société se développe rapidement, cinq ans après, en 1938. Ce sera le grand Pardon de la Pentecôte auquel assistent des milliers de Bretons venus de toute l'Ile de France.

La guerre... la Résistance

Le développement de la société a été fortement handicapé par la guerre. A leur arrivée à Paris, les Allemands créèrent des ennuis aux dirigeants de l'Amicale des Bretons de Saint-Denis. L'association fut dissoute. Ce qui n'a pas empêché ses membres de se retrouver dans la Résistance. Jules Trémel, qui appartenait au Front National, a été arrêté au cours d'une mission. Après avoir été incarcéré à la Santé, il a été emmené dans divers camps et se trouvait dans celui de Pithiviers quand les Américains libérèrent la ville.

Plusieurs Bretons de Saint-Denis on été déportés, et nombre d'entre eux fusillés : Le Gall, Madigou, Le Lay, Coatanroc'h, Balzer, Kerbalion, Diez....

A la fin de la guerre, l'Amicale des Bretons s'est reconstituée. Elle a repris ses activités avec un éclat plus particulier. Chaque année elle organise son traditionnel pardon au parc des sports de la Courneuve. Des danses, tournois de lutte, lever de la perche, ainsi que les nombreux stands où l'on peut déguster crêpes et cidre y rencontrent un grand succès.

Saint-Denis cité bretonne

Saint-Denis a pu se parer du nom de cité bretonne qu'elle avait véritablement acquis par sa population et c'était l'accent de Morlaix ou de Callac que l'on entendait au carrefour des Quatre-Rues plus souvent que l'argot de banlieue. C'est au marché que l'on rencontrait surtout l'ambiance bretonne avec ses stands "Aux Salaisons de Bretagne", "A la pêche bretonne", "Ici arrivage direct de Plouaret", etc; ... Enseignes suivies du nom des propriétaires : Le Hellocq, Hamon, Trémel, Quemeneur, Rohan...

Saint-Denis, un des premiers centres d'immigration bretonne

Dès 1862 les registres paroissiaux de Saint-Denis de l'Estrée portent sur leurs feuillets des noms bretons : des Le Gall, Le Guilloux, Le Goff, Le Dantec, Lecorre, etc... et puis des Yves-Marie, Pierre-Marie, Anne-Marie, Marie-Jeanne, Marie-Yvonne. En réalité, un seul mariage breton en 1862. Mais vingt-sept en 1884 pour cette seule paroisse. En 1896 Saint-Denis comptait 5.115 Bretons.

Ce n'est pas parce qu'ils n'aimaient pas cette vieille Armorique où ils étaient venus au monde mais parce que la plupart des ressources naturelles bretonnes étaient inexploitées, que les Bretons devaient aller ailleurs gagner leur pain. On allait "RUEZ AR VRO", hors du pays. Il y avait également les "saisonniers", qui quittaient la Bretagne vers avril, et venaient travailler comme terrassiers sur les chantiers fort nombreux alors à Saint-Denis, ainsi que dans les chemins de fer. Ils repartaient ensuite au pays vers le mois d'octobre.

Des noms bretons sur toutes les portes dans toutes les rues

7.502 Bretons étaient domiciliés à Saint-Denis en 1931 et s'il fallait compter les descendants de Bretons, combien seraient-ils aujourd'hui, puisque les seuls Bretons de naissance représentaient déjà 9% de la population à cette époque ? Les électeurs formaient 3.927 originaires des Côtes-du-Nord, soit les deux cinquième du corps électoral à une date où les homme seuls votaient. En 1934 presque 8% des électeurs de Saint-Denis étaient originaires des Côtes-du-Nord et l'ensemble des hommes nés en Bretagne s'élevait sans doute à 15% du corps électoral de Saint-Denis.

Comment les Bretons étaient-ils répartis

En examinant les onze sections électorales de 1931 on s'aperçoit que les gens venus des cantons de Gouarec, Mûr de Corlay, habitaient volontiers dans la neuvième section et ceux de Belle-Ile-en-Terre et Plouaret dans la huitième et onzième section.

Les Bretons habitaient les mêmes rues, les mêmes maisons. Les rues de Paris (G. Péri), de Gonesse (Stalingrad) de Notre Dame et du Grand Pichet en abritaient un certain nombre. En quatre, de 1876 à 1879, on trouve sur le registre des mariages une quinzaine d'originaires de Bretagne qui déclarent habiter au n°29 de la rue du Saulger (J. Jaurès). Il se constituait aussi, on le voit, de véritable "Bretonneries". Cette coutume s'est conservée. Les listes électorales révèlent qu'il n'était pas rare de trouver 4, 6, 8, 10 électeurs du sexe masculin originaires des Côtes-du-Nord, logeant au même numéro. En 1932, le n°61 de la rue des Poissonniers (Ch. Michels) en abritaient 19, le n°10 de la même rue 24, presque tous originaires de communes différentes, mais voisines.

Voici du nord au sud, les communes qui comptaient en 1931, le plus d'électeurs à Saint-Denis :
Trégom : 20, Plounévez-Moedec : 49, Louargat : 56, Belle-Isle : 30, Loguivry-Plougras : 36, Plougonver : 34, Bourbriac : 28, Callac : 20, Mael-Pestivien : 30, Carnoët : 25, Maël-Carhaix : 20, Plounevez-Quintin : 47, Corlay : 26, Saint-Nicolas-du-Pelem : 40, Kergrist-Moellou : 27, Pussulien : 20, Laniscat : 46, Glomel : 39, Plouguernevel : 46, Saint-Gelven : 30, Caurel : 32.

Juin I938, premier Pardon des Bretons de Saint-Denis à l'ancien champs de de courses de La Courneuve.

Les Bretons de Saint-Denis à la Fête de la Renaissance Française en 1945

Juim I962 - Défilé des Sociétés bretonnes dans les rues de Saint-Denis.

12% de la population de Laniscat à Saint-Denis

Si l'on considère, non plus les chiffres absolus, mais le pourcentage de l'émigration bretonne à Saint-Denis par rapport à la population restée au pays, la proportion la plus importante est donnée par trois petites communes limitrophes situées au sud du département. Laniscat et Saint-Gelven dans le canton de Gouarrec et Caurd dans le canton de Mür. Elles avaient respectivement 46, 30 et 32 émigrés électeurs à Saint-Denis, ce qui indique, d'après la proportion générale, 110, 75 et 80 émigrés des deux sexes et de tous âges. Comme ces trois communes avaient en 1931, Laniscat : 901 habitants, Saint-Gelven : 723, Caurel : 763. Il s'ensuit que ces deux dernières avaient 10% de leur population à Saint-Denis et Laniscat 12%.

Conditions sociales des Bretons émigrés

L'émigration bretonne ressemble beaucoup à d'autres plus récentes (algérienne ou malienne par exemple).

Sachant l'ardeur laborieuse des Bretons, les industriels les attirèrent vers leurs usines en faisant miroiter à leurs yeux la vie facile de Paris et une rémunération plus avantageuse. Ainsi sollicités, les Bretons firent ce qu'ils n'eussent pas fait de leur propre initiative. S'arrachant aux travaux de la terre, ils s'en allèrent avec leurs familles, ayant pour tout bagage une grande espérance au coeur et une bourse plate.

Ainsi arrivèrent timidement les premiers "Bretons de Saint-Denis". Ils étaient pauvres et sans métier. La profession qui revient sans cesse est celle de ne point avoir : "Journalier, Journalière..." Quelques uns précisaient pourtant qu'ils étaient mégissiers ou employés au Gaz ou au Chemin de fer du Nord. Ils ont appris sur place le métier vaille que vaille. Dur labeur dont ne voulaient pas les gens du pays ; travail malsain souvent, mais qui leur paraîssait si bien payé !... Combien hélas se sont tués à la tâche, victimes de la tuberculose. Solides gaillards habitués à la vie de plein air, l'atmosphère de la ville leur était funeste. Ils s'attiraient cependant les uns les autres, et les usines continuaient à commander des "wagons de Bretons", véritables bêtes de somme, capables vraiment de fournir un travail de cheval.

Des journées de travail de douze heures et plus

La journée de travail était alors officiellement de douze heures et, en fait, plus longue encore. Il leur fallut lutter longtemps et subir de violents assauts pour obtenir une réduction d'une heure seulement. Les Bretons étaient sans défense, parlant mal le Français, n'ayant pas d'instruction, la moitié d'entre eux ne sachant même signer leur nom (sur le registre de Saint-Denis de l'Estrée, une croix tient souvent lieu de signature.).

Bombarde et biniou

Mme Trémel, Marcel Cachin et Jules Trémel à un repas fraternel des Bretons.

L'adieu des Bretons à leur Président Jules Trémel

Les premiers venus se sentirent isolés, même lorsqu'ils furent en nombre, pendant longtemps ils eurent l'impression de former une classe sociale inférieure.

Les paysans bretons partis en général sans connaître d'autre métier que le travail des champs, devenaient pour la majeur partie des manoeuvres ; les femmes étaient surtout bonnes à tout faire dans les maisons bourgeoises. La vie dans les usines et sur les chantiers était très dure. Les bretons qui travaillaient dans les usines de produits chimique se ruinaient la santé à des travaux épuisants et malsains, pour un salaire dérisoire

Des taudis et la tuberculose

Gagnant peu ils se nourrissaient mal et s'entassaient à plusieurs dans des taudis parce que les loyers étaient chers.Une conséquence inévitable de cet état de choses était la contagion lors de maladies qui s'abattaient sur eux avec une extraordinaire fréquence et les trouvaient particulièrement désarmés. La tuberculose les atteignait dans uen proportion considérable, de même que l'alcoolisme dans lequel il se réfugiait par compensation à leur infortune et la fièvre typhoïde qui les frappait curellement

L'ascension professionnelle et sociale

Le contact des Bretons avec leurs camarades de travail, leur a vite fait comprendre qu'ils étaient des citoyens français et des prolétaires à part entière. Ils ont alors combattu avec eux pour l'amélioration de leur condition sociale.Ils ont appris leur métier et pris conscience de leurs possibilités.Devenus des ouvriers qualifiés, des cadres et des dirigeants syndicaux estimés, la main-d'oeuvre bretonne s'est trouvée relayée dans les tâches les plus rudes, les moins payantes et dans les bas quartiers par d'autres immigrants, nouvellement arrivés, professionnellement et ethniquement défavorisés.

Brise-Echalas (rue) -- rue Auguste 18 <----> Paul Eluard 39- B1. C.1.

Du nom d'un moulin ainsi nommé depuis une époque fort ancienne et qui cessa toute activité vers la fin du XIXe siècle. Au N°24 de cette rue en 1844, étaient construits les abattoirs municipaux. Les travaux durèrent plusieurs années. La halle centrale construite vers 1865 possède l'une des plus vieille charpentes conçues en bois lamellé(1). En 1925, seuls trois charcutiers et un boucher y venaient encore, les autres usagers préféraient aller à la Villette. Les frais de gestion entraînant alors un important déficit pour la Ville, il fut décidé de désaffecter les abattoirs

(1) G.Charrière - JC. Kis - op. cité page 36

et d'y centraliser les ateliers qui s'y trouvent encore actuellement. Ceux-ci vont être transférés par tranche dans le centre technique municipal en cours de construction sur l'emplacement de l'ancien dépôt d'autobus, 40 avenue de Stalingrad. Les anciens abattoirs seront démolis et les terrains seront affectés à une opération urbaine.

En décembre 1980, des travaux préliminaires de déviation de conduites d'eau et de gaz ont été exécutés. Ils étaient rendus nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle, devant relier la rue Paul Eluard à la rue Ambroise Croizat, le long de l'emprise S.N.C.F. Cette voie doublera la rue Brise Echalas, bouclant ainsi la rocade ouest de la ville.

La rue Brise Echalas. (dessin de Claudine Jolliet)

CALON (rue) - bd de la Libération <----> rue Edouard Mazé - D.1.

Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été ouverte cette rue. Le square qui a été aménagé dans ce quartier a été inauguré le 13 juin 1964.

CAMELINAT (avenue) - avenue M. Cachin <----> rue de Dakar - A.2.

Cette rue a été ouverte lors de la construction de la cité Pierre Sémard. Elle porte le nom de Camélinat zéphirin (1840-1832). Monteur en bronze, militant du mouvement ouvrier français, un des fondateurs des sections parisiennes de l'Association Internationale des Travailleurs. Directeur de la Monnaie sous La Commune, il combattit pendant toute la semaine sanglante, réussit à échapper au massacre et à gagner l'Angleterre. Condamné à mort, par contumace, il rentre en France après l'amnistie. Il fut élu député socialiste en 1885 et en 1920. Au congrès de Tours il assura le contrôle du journal "L'Humanité", en lui remettant le lot important d'actions qu'il détenait. En 1924, le Parti communiste en fit son candidat à la présidence. Ses obsèques donnèrent lieu à une grande manifestation populaire.

Camille SIMONET (rue) - av. Romain Rolland <----> rue des Courses.

C.4 / C.5.

Cette rue qui s'appelait à l'origine rue de Pantin, du nom d'une ville de la Seine-Saint-Denis porte depuis le 28 mai 1964 le nom de Camille Simonet, dionysien décédé le 28 janvier 1945 à Natziller en Allemagne. Libéré du camp d'extermination de Mauthausen, intransportable, il est mort d'épuisement. Chef menuisier chez Roche, Camille Simonet était un militant communiste bien connu dans ce quartier où il habitait rue de Pantin. Vendeur de "L'Humanité", combattant de la

...

Paix, il avait créé dans le quartier du Champ de Courses un comité Amsterdam-Pleyel et il fut de toutes les batailles contre Doriot. Dès les premiers mois de l'occupation, il participe à la Résistance locale ce qui lui vaut, le 20 janvier 1941, d'être arrêté. Il est interné successivement à Claivaux, Chateaubriant et ensuite à Voves. En octobre 1943, il est transféré au Fort de Romainville puis dirigé sur le camp de la mort de Mathausen. Camille Simonet n'a pu survivre aux tortures endurées, il est mort deux mois après sa libération. Il avait toujours fait preuve d'un courage exemplaire, préférant être fusillé plutôt que de signer sa soumission à Pétain, ce qui lui avait été présenté plusieurs fois.

CANAL (rue du) - Danielle Casanova <----> au canal - D.3.

Le canal Saint-Denis forme un ensemble avec les canaux de l'Ourcq et Saint-Martin. Ceux-ci relient à la Seine, la petite rivière de l'Ourcq, affluent de la Marne qui prend sa source près de la Ferté-Milon.

La première entreprise de la municipalité de Paris sur la rivière d'Ourcq remonte à 1528. Elle consista à améliorer son cours pour faciliter le ravitaillement de la Capitale en bois, céréales, fourrage, par l'intermédiaire de la Marne et de la Seine.

Par la suite, afin de permettre l'amélioration gravitaire en eau des fontaines de Paris, de nombreux projets furent étudiés pour dériver les eaux de l'Ourcq et les acheminer vers un point haut de la capitale.

Riquet (auteur du Canal du Midi) établit en 1676, un projet de déviation qui n'eut qu'un début d'éxécution. En 1785, M. Brullée exposait un projet de déviation de la Beuvronne, d'après lequel la rigole d'amenée devait desservir un canal à point de partage descendant dans la Seine, d'un côté au bassin de l'Arsenal, de l'autre à Saint-Denis et se prolongeant de là

.../...

vers Conflans-Sainte-Honorine et Pontoise. Ce projet resta sans suite et la construction du canal de Saint-Denis, comme celle du canal de l'Ourcq et Saint-Martin, fut décidée par le décret du 29 floréal an X (19 mai 1802); promulgué par Bonaparte, premier Consul.

Article premier : Il sera ouvert un canal de dérivation de la rivière d'Ourcq; elle sera amenée à Paris à un bassin près de la Villette.

Article II : Il sera ouvert un canal de déviation qui partira de la Seine, au-dessous du bastion de l'Arsenal, se rendra dans les bassins de partage de la Villette et continuera par Saint-Denis...

Un arrêté du 25 thermidor an X (13 août 1802) stipulait que le préfet de la Seine était chargé de l'administration des travaux confiés à M. Girard, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées.

Les revers de la France paralysèrent les travaux, qui furent suspendus en 1814, et l'on dut, pour assurer leur achèvement, les concéder à la Compagnie Vassal et Saint-Didier par un traité en date du 19 avril 1818. La ville de Paris accordait à la compagnie une subvention de 7.500.000 francs et une concession de 99 ans à compter du 1er janvier 1823.

Les travaux furent conduits avec énergie et le canal Saint-Denis put-être ouvert le 13 mai 1821, le canal de l'Ourcq en 1822 et le canal Saint-Martin en 1825.

Depuis 1876, la ville de Paris administre directement tous ces canaux. Restitués en mauvais état par la compagnie privée gestionnaire, d'importants travaux durent être effectués de 1876 à 1892 puis, d'autre tendant à la remise en état et à la modernisation à partir de 1955.

.../...

Le canal Saint-Denis n'a que 6,647 km de longueur et permet aux bateaux venant de la Basse-Seine d'arriver en plein Paris avec un faible parcours, tandis que, en suivant la Seine, ils ont à effectuer 27,500 km depuis Saint-Denis jusqu'à la Monnaie.

La dénivellation du Canal est de 28,45m rachetée par 7 écluses à 2 sas. La largeur de l'emprise du domaine fluvial est de 65 m et la largeur du plan d'eau en général de 30 mètres. La profondeur ou mouillage est : ler, 2ème biefs : 3,20 m; 3ème, 4ème, 5ème et 6ème biefs : 3,50 m . Le tirant d'air sous les ponts : minimum 4,64 m.

Les bateux pouvant fréquenter le canal ne doivent pas dépasser les dimensions suivantes : longueur 62 m, largeur 8 m, tirant d'eau : 2,60 m, biefs 1 et 2, 3 m biefs 3,4,5,6.

Le canal Saint-Denis peut donc recevoir les plus gros bateaux de navigation intérieure circulant en France, à l'exception de quelques chalands de Seine de dimensions exceptionnelles. Il permet d'amener les marchandises au coeur des zones industrielles de Saint-Denis et d'Aubervilliers ainsi que dans Paris, au bassin de La Villette et au canal Saint-Martin.

La majeure partie du trafic est constitué par les marchandises naviguant en remonte. Les éléments principaux en sont : les houilles et combustibles, les matériaux de construction, les produits industriels, les produits fabriqués et les hydrocarbures.

La traction et le remorquage sur le canal Saint-Denis ~~a~~ ont d'abord été effectués à l'aide de bêtes de trait, chevaux ou mulets conduits par les "charretiers de bateaux". Il arrivait assez souvent, à la suite d'une fausse manoeuvre, que les attelages se retrouvent à l'eau. A partir de 1930, ce sont les tracteurs électriques qui remplacèrent les bêtes de trait. A la manière des tramways, ils étaient alimentés en courant électrique par une

.../...

Ci-dessus, le canal en 1886 - Le pont de la Révolte (Bd. Anatole France) et le bassin de la Porte de Paris. Photo Brézinski.

Ci-dessous, le port de débarquement du charbon de l'usine à gaz Landy-Cornillon.

perche qui comme un trolley prenait l'énergie à un cable aérien. Avec la motorisation des péniches, les tracteurs ont perdu leur utilité, les quelques barges de sable non motorisées ont recours à des pousseurs, petits remorqueurs ayant subis quelques petites modifications.

Les bâteaux paient des droits de navigation qui pour chaque nature de marchandises sont proportionnels, d'une part au tonnage transporté et d'autre part, soit au nombre d'écluses franchises sur les canaux Saint-Denis et Saint-Martin, soit au nombre de sections de 5 km parcourues sur le canal de l'Ourcq et le bassin de La Villette.

D'après une statistique, les marchandises embarquées ou débarquées hors Paris, avaient atteint de 1893 à 1898 une moyenne de 1.045.990 tonnes, tandis que celles qui sont entrées à Paris où en sont sorties par le canal n'ont été que de 765.379 tonnes.

Dans l'année 1901, la quantité de marchandises débarquées sur les quais dionysiens s'est élevée à 83.711 tonnes alors qu'on embarquait que 2.742 tonnes. En 1973, le trafic du canal s'est élevé à 3.244.236 tonnes transportées, 8.760 bateaux sont entrés par le canal Saint-Denis, dont 673 sont sortis par le canal Saint-Martin.

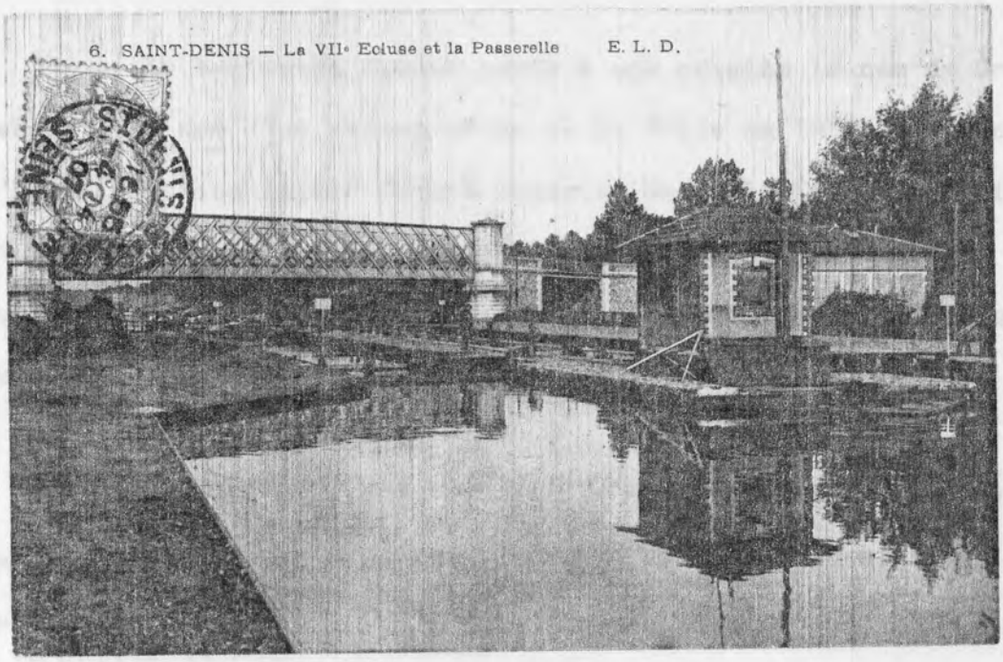
Canal (passage du) rue Samson <.....> Quai du Square D.2
doit son nom au voisinage du canal.

Canal (quai du) avenue du Président Wilson <....> à Aubervilliers.
D.3 E.3

Le quai du canal est l'ancien chemin de halage. A l'initiative du Département, ce quai qui se trouve côté Franc-Moisin, doit être aménagé en piste cyclable et en espace vert, de la limite d'Aubervilliers au débarcadère du bassin du canal de la Porte de Paris. Les travaux se poursuivront ensuite jusqu'à la limite d'Epinay.

.../...

Outre ses fonctions de déchargement des marchandises , le débarcadère du bassin sert de quai d'accueil à une péniche, "La Patache", qui assure des transports touristiques du Louvre, Palais des Rois de France, jusqu'à Saint-Denis, lieu de leur dernière demeure, et vice verça.



CAQUET (impasse du) Jean Jaurès <----> en impasse C.3.

Cette rue dont la dénomination était tirée sans doute d'une enseigne ou d'un souvenir populaire, a disparu en 1975, lors des travaux de prolongement de la ligne 13 du métro et de l'aménagement de la station Basilique. Par délibération en date du 26 février 1981, et dans le cadre de la rénovation urbaine du secteur Basilique, l'impasse du Caquet est devenue place du Caquet (Voir plan documents annexes).

CARNOT (boulevard) - rue G. Péri <----> bd Jules Guesde - C.2.

Ce boulevard, tout comme les boulevards Félix Faure, Jules Guesde et Marcel Sembat, fut construit sur les remparts de la ville. C'est en 1808 que l'on commença à s'occuper des remparts et des fossés, depuis longtemps hors d'usage et à moitié en ruines. S'il paraissait évident que la ville fut propriétaire, ce ne fut pas sans lon-

...

gues difficultés qu'elle réussit à affirmer ce droit vis-à-vis de l'Etat qui le revendiquait. Elle ne l'obtint qu'en 1813, à condition que les terrains des anciens remparts soient convertis en boulevards servant de promenade publique.

Le boulevard Carnot porta à son origine le nom de Cours Benoist, du nom d'un ancien maire de la Ville en 1814-1815, sous l'administration duquel furent ouverts les boulevards circulaires. Le 21 mars 1893, le Conseil municipal avait envisagé de dénommer les cours Benoist et Chavigny (F. Faure), boulevard de la République, ce qui fut refusé.

Dans sa séance du 21 février 189 , le Conseil municipal, par suite de la transformation complète de ce cours, décidait que de ce fait :

> "... il résulte que le nom de Cours ne correspond plus actuellement à la disposition de cette voie et que le nom de boulevard lui serait incontestablement mieux approprié.
> Dans ces conditions, afin de perpétuer la mémoire d'un chef de l'Etat iminent tel que M. Carnot qui a rendu à la France des services si appréciables, la commission propose de dénommer boulevard Carnot, la partie comprise entre le gymnase et la rue de Paris".

Le gymnasse qui se trouvait dans le bâtiment situé entre le groupe scolaire et le théâtre a été désaffecté et transformé en salle communale de cinéma "L'Ecran".

Carnot Marie François Sadi, ingénieur et homme politique né à Limoges en 1837, fut nommé préfet après la chute de l'Empire (4 septembre 1870), député républicain en 1871, ministre des travaux publics en 1879-1880, des Finances 1885-1886, après la démission de Grévy, il fut élu à la présidence de la République (1887). Le début de son

...

mandat fut marqué par l'agitation boulangiste à laquelle il tint tête. Casimir Périer venait de faire voter les "lois scélérates" visant à réprimer l'agitation syndicale et anarchiste quand Carnot fut assassiné à Lyon le 24 juin 1894, par l'anarchiste Caserio.

La transformation d'une vieille maison, 15 bd Carnot, pour en faire un garage, a révélé sur les murs, des restes de peintures murales d'inspiration protestante, qui laissent à penser, non à un temple, mais à un lieu de réunion destiné au culte familial.

Ces inscriptions se trouvaient dans ou sur l'emplacement d'une maison dans laquelle avait été installée par Ebingre, vers 1760, une manufacture d'impression sur étoffe. Les gardes-suisses, cantonnés dans la caserne qui se trouvait à l'emplacement du campus universitaire, s'y réunissaient dans un local situé précisément à l'intérieur de cette manufacture.

Les protestants n'eurent pas droit de cité à Saint-Denis avant l'arrivée des Gardes suisses, au milieu du 18ème siècle, dans la grande Caserne. Ils étaient de confession réformée et bénéficiaient d'une liberté de conscience refusée à la population de la Ville.

En 1811, le fils d'Ebingre a fait reconstuire les locaux de ses manufactures. Les fresques qui subsistaient encore en 1974, avaient-elles été préservées de la destruction des murs antérieurs ou s'agissait-il d'une restauration datant de la reconstruction en 1811 ?

CASERNE (impasse de la) - Gabriel Péri 131 <----> en impasse - B.2.

Cette impasse qui traversait la place du même nom (aujourd'hui place du 8 mai 1945) conduisait à l'entrée de la caserne,

...

243 *SAINT-DENIS. — Panorama pris du Haut de la Salle des Fêtes. — LL.*

Le boulevard Carnot

34. SAINT-DENIS. — La Caserne. — J. F.

L'ancienne caserne des Suisses démolie en 1969 pour la construction du campus universitaire.

C'est à Georges Poisson (1) que j'emprunte la description qui suit sur l'origine et l'histoire de la caserne de Saint-Denis.

"On n'ignore pas que, depuis Louis XI, et surtout depuis la "Paix perpétuelle" (qui l'est restée) entre François 1er et les cantons suisses, les rois de France avaient à leur service des unités helvétiques. Celles-ci étaient composées, d'une part de la compagnie des Cent-Suisses, faisant partie de la Maison du Roi et portant l'habit bleu à parements rouges, et d'autre part du régiment des gardes suisses, à l'habit rouge distingué de bleu (...)

Ces Suisses étaient logés chez l'habitant, et les conditions de cet hébergement étaient soigneusement établies : pour deux Suisses logés, le propriétaire devait fournir une pièce, qu'il était tenu de garnir d'une couchette, d'une paillasse, d'une table, d'une crémaillère, de chenêts, d'un chandelier, d'une serpe et d'un pot de chambre. Les voisins qui n'avaient pas la charge du logement devaient fournir un lit de plume et un traversin, deux chaises, un soufflet, deux assiettes, deux cuillères, deux fourchettes, deux gobelets, un plat et une bassine d'étain, un seau, une cruche, une marmite, une terrine, un poêle, un pot à bière, un gril, une cuillère à pot et deux couvertures. (...)

Ce système ne manquait pas d'inconvénients, et causait parfois des troubles locaux. En 1716, la population de Saint-Denis se trouva divisée au sujet des deux compagnies suisses logées chez l'habitant. Division très nette : les hommes d'un côté, les femmes seules de l'autre. Les premiers se plaignirent que "la plupart des officiers et des soldats, qui ont beaucoup de familiarité avec les femmes veuves et les filles de familles, les épousent, y achètent des maisons et des héritages pour les exempter des tailles et autres impositions (les Suisses jouissaient de l'exterritorialité). Ils font encore plus, car ils exemptent leur père et mère en faisant des contrats feints et simulés, ce qui tourne à la surcharge des autres habitants. "Mais les femmes seules firent nettement entendre aux bourgeois dionysiens qu'elles n'étaient pas de leur avis, et préféraient même le cas échéant suivre le sort des Suisses expulsés, aimant bien leur compagnie". Maire et échevins durent calmer les sexes opposés, et le Conseil du Roi débouta les bourgeois xénophobes.

---

(1) Georges Poisson, Conservateur du Musée de l'Ile de France, à Sceaux.
- Les casernes des Suisses dans la banlieue parisienne.

Cependant, en dehors même de ces querelles, le système ne manquait pas d'inconvénients et, sous Louis XV, le pouvoir royal se décida à édifier des casernes pour les neuf compagnies du régiment. Un décret royal de 1754 ordonna la construction de trois quartiers, à Courbevoie, à Rueil et à Saint-Denis. Le fait, d'ailleurs n'est pas particulier aux Suisses : le XVIIIè sera grand constructeur de casernes, dans le but de soulager les habitants et de mieux tenir les troupes en main. Les frais de construction furent, en bonne justice financière, en partie supportés par les habitants ainsi délivrés.

La construction des trois bâtiments fut confiée à l'architecte Charles-Axel Guillaume, Suédois âgé seulement de vingt quatre ans, et filleul du père Fersen. Les trois bâtiments furent construits sur le même modèle : un grand édifice allongé, d'environ 120 mètres de façade, au corps central coiffé d'un dôme quadrangulaire et orné de frontons sculptés ; ce bâtiment était encadré de deux ailes en retour, délimitant une cour servant de carrière.(...)

A l'intérieur une innovation ; alors que les casernes de Vauban étaient constituées de deux séries de salles donnant sur l'extérieur, séparées par un mur de refend, Guillaumot reprenant un plan déjà appliqué en 1730 à Carcassonne, aménagea dans toute la longueur du bâtiment un couloir central, et son exemple sera longtemps suivi dans l'architecture militaire.

Dès 1757, les Suisses s'installaient dans les nouveaux bâtiments, grossissant de façon notable la population des trois villages. (...)

A la fin du règne de Louis XV, les corps suisses furent regroupés à Rueil et à Courbevoie. A Saint-Denis fut installé en 1769 le "régiment de Paris", dont l'uniforme était blanc à parements rose et chamois, puis un corps de pontonniers, qui fut employé au percement de la nouvelle route tracée en prolongement des Champs Elysées, entre l'Etoile et le pont de Neuilly.

En 1823, un puits artésien fut creusé dans l'enceinte de la caserne de Saint-Denis. Il sera approfondi en 1862 et alimentera la caserne jusqu'à épuisement, vers 1910. Notons aussi, entre 1820 et 1825, comme pour toutes les casernes de France, une réforme importante : l'apparition de la couchette individuelle, substituée au lit à trois en bois. (...)

Puis vint la guerre de 1870, (...) les trois casernes subirent l'occupation ennemie. A Saint-Denis, les Prussiens ne partirent que le 20 Septembre 1871, non sans avoir arraché les goutières et les conduites de plomb de

la caserne, et vendu tout ce qu'elle pouvait contenir. Voici le texte d'une circulaire affichée à cet effet à la mairie :

"Demain, 9 septembre, à 9 heures du matin, le bataillon soussigné vend dans la cour de la caserne d'ici, au comptant, tout de suite, des uniformes usés, des pantalons, des bottes, du zing et aussi à peu près 200 kilos de plomb."

Saint-Denis, le 8 septembre 1871
2è bataillon, 10è régiment.

A la fin du siècle la caserne de Saint-Denis était occupée par le cent vingtième d'infanterie.(...)

Après avoir connu des fortunes diverses, la caserne devint en 1940/44 camp d'enternement de ressortissants anglais.

L'Oeuvre dyonisienne du Guillaumot n'était ni classée parmi les Monuments Historiques, ni inscrite à l'Inventaire supplémentaire. Cédée par le ministère des Armées à celui de l'Education Nationale, qui n'a pas eu besoin selon la loi, de solliciter un permis de construire, ladite caserne a été détruite en 1969, afin d'être remplacée par des bâtiments destinés à accueillir une Ecole Normale Nationale d'Apprentissage et un Institut Universitaire de Technologie.

De la caserne des Suisses de Louis XV, on a épargné seulement le fronton et la clef sculptée du pavillon central, entreposés dans une cabane de tôle au fon du campus universitaire.

CATELAS (allée) - cité Fabien - A.1.

Nom d'une rue de la Cité Fabien construite en 1948. Né en 1894, Jean Catelas était un Ancien Combattant de la guerre 1914-1918, titulaire de la médaille militaire. Ancien Secrétaire du Syndicat des Cheminots d'Amiens. Membre du Comité Central du Parti Communiste français, Député de la 1ère circonscription d'Amiens en 1936. Membre des Brigades internationales d'Espagne. Un des organisateurs de la parution clandestine de "L'Humanité" dès juin 1940. Arrêté le 16 Mai 1941, il a été condamné à mort par le tribunal de Vichy - guillotiné le 24 septembre 1941.

Quelques heures avant de mourir, il avait écrit à son frère :

"Hier j'ai été condamné. J'attends avec courage le moment de tomber pour les miens, pour une cause juste et humaine. Je te lègue ma mémoire et le soin de ma famille. Car notre nom est sans tâche. Avec honneur, à toi et aux amis, ma pensée dernière. Je t'embrasse bien fort. "

...

Il se rendit à l'échafaud en chantant La Marseillaise.

CATULIENNE (rue) - rue des Ursulines, 30 ----- rue de la République, 9I. -C.2.-

La rue Catulienne doit son nom à une Dame Catulle qui, au troisième siècle, selon la légende, inhuma secrètement les corps de Denis, premier évêque de Paris et de ses compagnons Rustique et Eleuthère, qui avaient été décapités par les païens. Sur leur tombe fut élevée une chapelle qui, vénérée allait devenir la puissante abbaye de Saint-Denis.

La Légende de Saint-Denis. Selon la tradition, Saint-Denis, premier évêque de Paris, s'identifierait avec le Grec Denys l'Aréopagite converti au christianisme par l'apôtre Saint-Paul. La légende rapporte qu'après la mort de l'apôtre, Denis aida le pape Clément Ier à préparer une mission pour convertir les païens de Gaule. A la tête d'un groupe d'évêques, il organisa leur tâche sur place et se rendit à Paris avec ses dévoués compagnons, Rustique et Eleuthère. Lorsque l'empereur Domitien ordonna la persécution des chrétiens, Denis et ses compagnons furent parmi les premiers arrêtés. Ayant refusés d'abjurer leur foi, ils furent jetés en prison et torturés. Flagellés, livrés au feu qui ne les brûlent pas, jetés aux lions qui se couchent à leurs pieds, finalement ils furent décapités tous les trois sur les pentes de la colline de Montmartre. Leurs têtes tranchées continuèrent de réciter des prières et au lieu où elles tombèrent se mit àcouler la "Fontaine au Sang". Dès que la tête de Denis eut touché le sol, celui-ci se baissa, la ramassa et s'en alla, des cantiques s'échappant de ses lèvres. Le Saint parcourut ainsi quelques lieues jusqu'à l'endroit qu'il avait élu pour sa sépulture. Pendant ce temps, les soldats qui avaient reçu l'ordre de jeter les corps de ses compagnons dans la Seine, furent arrêtés en chemin par une femme nommée Catulle (ou Catula) qui leur offri à boire, si bien qu'ils dormirent plusieurs heures. Catula profita de ce répit pour enterrer les corps des martyrs dans un champ. Du grain semé en hâte poussa miraculeusement et dissimula les tombes; lorsque la persécussion sefût apaisée, Catula rassembla les dépouilles et fit élever un simple monument en l'honneur des martyrs. Sur ce site fut édifiée une église noyau de la grande abbaye. Deux siècles après, c'était, au bord de la forêt, un ermitage où Dagobert chassant le cerf fut témoin d'un miracle:

Saint -Denis, bois scuplté, art populaire
Collection Musée d'Art et d'Histoire de la Ville de Saint-Denis

l'animal s'y étant réfugié, aucun des chiens de la meute ne put l'approcher. Plus tard, lui-même menacé de mortparce qu'il avait coupé la barbe du favori de son père, Clotaire, se cacha dans la même chapelle où le roi, arrêté par une force invincible, ne put pénètrer. Ainsin protégé, Dagobert s'endormit et vit en songe, dans une vive lumière, Saint Denis et ses deux compagnons qui lui promirent la Paix et la Gloire s'il faisait construire une église sur leur tombe. Cequ'il promit. Il se réconcilia avec son père, devint un roi glorieux et fit construire la basilique.

Le problème du céphalophore (I), mentionné pour la première fois au IXème siècle, s'en trouve simplifié. Cet exploit remarquable est si étroitement mêlé à la légende de Saint Denis que l'on est tenté d'oublier que le même miracle a été attribué à plusieurs autres saints parmi lesquels Saint YON à Chartres, Saint Nicaise à Rouen, Saint Lucien à Beauvais et Saint Piat à Tournai. La légende du miracle proviendrait peut_être de la coutume primitive de représenter, à l'exception de Saint Paul, tout martyr décapité tenant sa tête dans ses mains. Du saint tenant sa tête entre ses mains au saint qui marche en la portant, la transition était facile.

Ainsi,de ce mélange de textes prolixes ou laconiques quelques faits ressortent clairement: sept évêques, dont Saint Denis, furent envoyés de Rome au IIIème siècle pour administrer des cités importantes en Gaule. Le diocèse dévolu à Saint Denis fut Paris. Il en fut le premier évêque et fut décapité pendant la persécution qui sévit sous le consulat de Decius et Gratus entre 249 et 251. Selon la coutume romaine, le martyre eut lieu hors les murs au village de Catolacus qui deviendra Saint-Denis. C'est là qu'il fut enterré et que se dressa la première église en son honneur. (2)

(I) céphalophore: qui porte sa tête.

(2) La légende et l'histoire du Saint d'après S. Mac Crosby, L'Abbaye Royale de Saint-Denis - Paris 1953.

Légende de Saint- Denis par Henry Martin - SD/72 Bibliothèque municipale.

La légende de Saint-Denis par Maurice Gachelin.

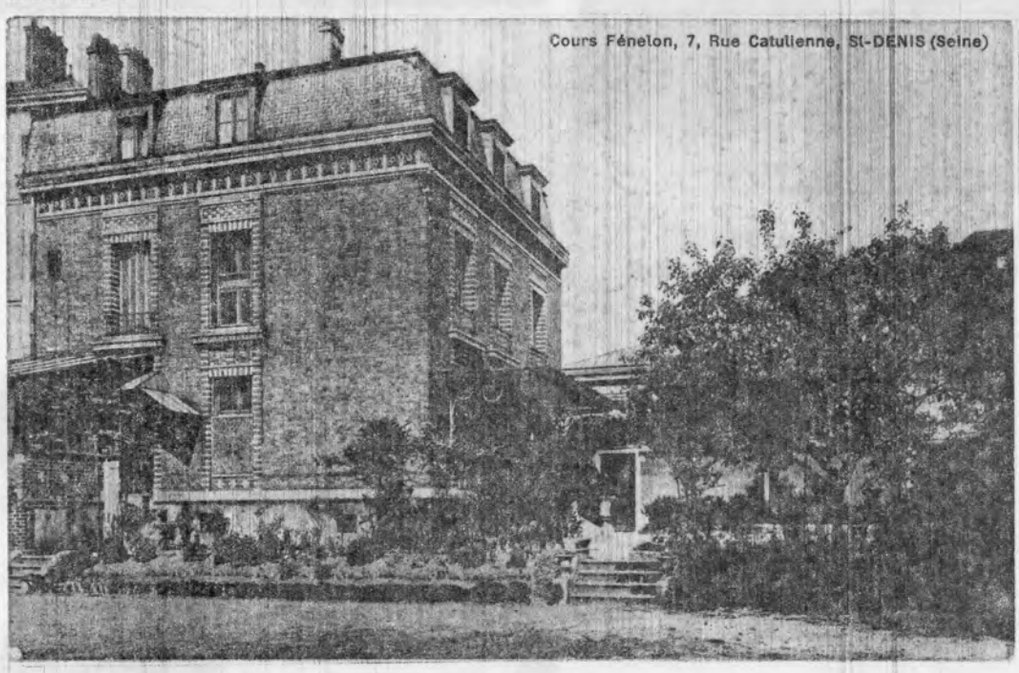
La rue Catulienne, voie très ancienne est très certainement, comme la rue de la Charronnerie, la survivance de l'ancienne voie romaine.

La rue Catulienne en 1910,et, à l'angle de la rue Ernest Renan, le cinéma Pathé Frères, qui était devenu "Le Bretagne. Il a cessé toute activité depuis plusieurs année.

La succursale de la Banque de France avant son agrandissement. Architecte Paul Moulin.

La Banque de France a fait construire une succursale dans cette rue, d'après les plans de l'architecte dionysien Paul Moulin à qui l'on doit également l'Hôtel des Postes de la rue de la République ainsi que de beaux immeubles à l'angle des rues du Square De Geyter et Lorget et de la Place de la Résistance. La succursale de la Banque de France a été agrandie en I924. En I972, l'évêché y a transféré son siège qui se trouvait depuis I958, dans l'ancien carmel, dans un immeuble au n° 7 de cette rue. C'est Monseigneur Lecordier, qui avait été nommé le 9 octobre I966, premier évêque de Saint-Denis. Monseigneur Deroubaix lui a succédé le 2 avril 1978.

Le 21 mars 1893, le Conseil municipal avait décidé de dénommer la rue Catulienne, rue Ferdinand Gambon, ce qui fut refusé.



C'est dans cette propriété de la rue Catulienne que se trouve l'évêché.

CAYEUX (rue) rue Baudet ----- rue du Canal - D.3.

Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels fut ouverte cette rue.

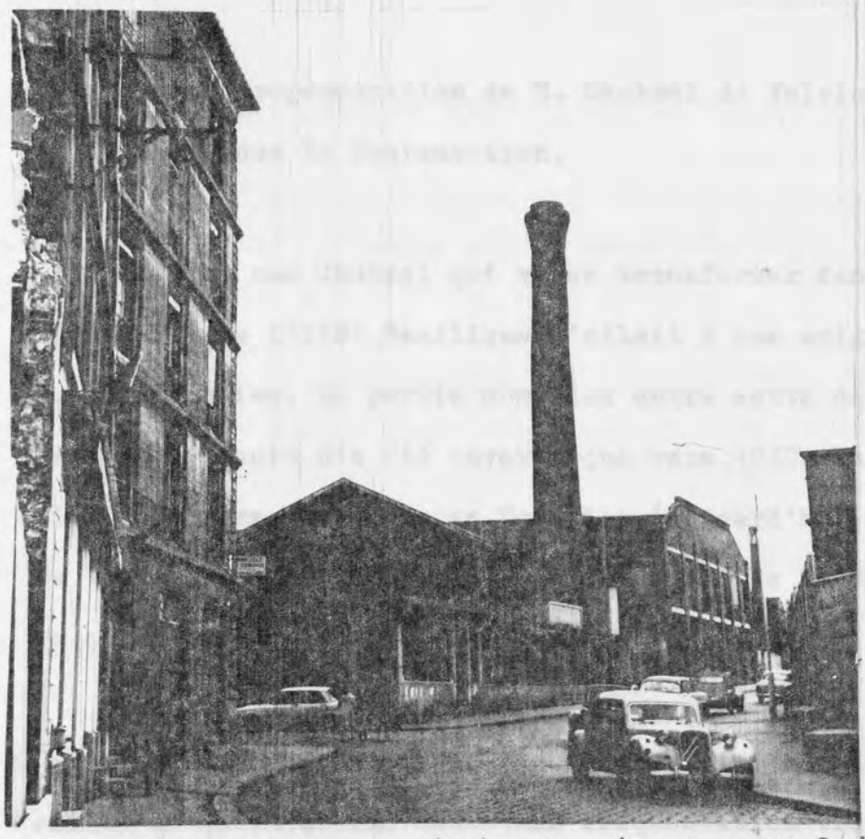
CEZANNE (rue) - cité Floréal - B.5.

Cette rue qui a été ouverte lors de la construction de la cité Floréal en I959, doit sa dénommination à la société promotrice, la S.C.I.C..

Cézanne Paul, peintre français (Aix-en-Provence I839-I906), était un fils de banquier. Il fit des études classiques suivies d'une courte formation juridique. Il décida de se consacrer à la peinture malgré la réticence de ses parents et arriva à Paris en I863. Après

Camille Simonet

L'église protestante de la rue des Chaumettes, démolie por la construction du nouvel édifice.



La rue Charles Michels et l'usine de cuirs et peaux Combes

avoir abandonné rapidement l'impressionnisme pur, il retrouva un dessin vigoureux et une composition classique organisée par masses larges et accentuées. Son ambition fut de "donner à l'impressionnisme la solidité de l'art des musées".

Refusé au Salon, moqué par la Critique, il s'installe près d'Aix-en-Provence, où, dans la solitude, il élabore son style propre où s'affirment à la fois son sens structural et son intuition profonde des couleurs.

Cézanne demeure dans le domaine de la peinture l'un des créateurs les plus importants de l'histoire de l'Art. Une de ses toiles, "le garçon au gilet rouge" a été payé en 1958, lors d'une vente, 264 millions d'anciens francs.

Walter

CHABROL (rue) - rue Albert/26 <----> bd Félix Faure - C.3.

En commémoration de M. Chabrol de Volvic, préfet de la Seine en 1812 et sous la Restauration.

La rue Chabrol qui va se transformer dans le cadre de la rénovation de l'ilôt Basilique n'allait à son origine que jusqu'à la rue des Poulies. La partie comprise entre cette dernière et le boulevard Félix Faure n'a été ouverte que vers 1930, lors de la construction du centre d'Assurances Sociales (aujourd'hui Sécurité Sociale). En 1893, le conseil municipal avait décidé de la dénommer rue Michelet ce qui fut refusé.

Dans cette rue se trouvait le cinéma Chabrol. C'était un cinéma de quartier qui avait une fréquentation très populaire. En 1870 le directeur acteur de cette salle de spectacles était Monsieur HART

...

qui en devint par la suite propriétaire. Cette salle était aussi le siège de l'Union Musicale. Le cinéma Chabrol a été démoli dans le cadre de la rénovation de l'îlot Basilique. Par délibération en date du 26 Février 1981, et dans le cadre de la rénovation urbaine du secteur Basilique, la rue Chabrol est devenue rue Edouard Vaillant. (Voir plan documents annexes).

CHANTILLY (rue de) - rue de Montmorency <---> de Neuilly - B.4.

Nom d'une ville du département de l'Oise, donné lors du tracé des rues de ce lotissement.

CHANUT (impasse) - rue de la Briche 26 <---> en impasse - C.1.

Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été ouverte cette impasse.

CHARLES (impasse) - avenue Paul Vaillant Couturier 124.

Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été ouverte cette impasse.

CHARLES BAUDELAIRE (rue) rue Gabriel Péri <----> rue Bonnevide B.4.

Cette rue a été ouverte lors de la construction de la cité G. Péri . Par délibération, le Conseil Municipal décidait en Janvier 1982 de lui donner le nom de CharlesBaudelaire.

Charles Baudelaire qui est né à Paris, le 9 Avril 1821, est resté orphelin de père à l'âge de six ans. Sa mère s'est remariée, un an plus tard avec le commandant (plus tard général) AUPICK, avec qui le caractère de Baudelaire ne sympathise pas. L'enfant est mis en pension en 1836 au collège Louis-le-Grand, d'où il est renvoyé pour indiscipline, mais il passe avec succès, en Août, le baccalauréat. Il connaît très tôt l'esprit de révolte et acquiert le sens de la solitude "Sentiment de destinée entièrement solitaire". Révolté contre sa bourgeoise famille qu'il

.../...

scandalisait par la vie de bohème et sa décision de se consacrer aux lettres inquiètent les Aupick, qui l'embarquent à Bordeaux le 9 Juin 1841, sur un voilier qui le conduira à l'île Maurice d'où il revient en Février 1842. Il en rapporte une nostalgie d'exotisme qui pénètre sa poésie. A la fin de l'année commence sa liaison avec la mulâtresse Jeanne Duval la "Vénus Noire", dont maints poèmes célèbreront la "ténébreuse beauté". Liaison qui durera jusqu'en 1848. Il voit souvent Gérard de Nerval et se lie avec Gautier, Banville, Balzac. En Septembre 1844, à la demande de sa mère, le tribunal dote Baudelaire (qui multiplie ses dettes) d'un conseil judiciaire. Dès lors, son dégoût du monde contemporain et un "spleen" profond (aggravé par l'angoisse morbide de l'impuissance créatrice et de l'obsession de la vieillesse, puis de la mort) poussèrent le poète à rechercher l'évasion sous toutes ses formes. En 1845, il publie son premier ouvrage signé : Le Salon de 1845. Le 25 Mai, le premier poème qu'il signe : A une créole, paraît dans "L'Artiste" . D'autres passions traversent son existence avec son amour mystique pour l'actrice Marie Daubrun en 1847, puis pour Madame Sabatier en 1857 (la présidente de L'Ange Gardien, la Muse et la Madame, avec qui i l rompt le lendemain du jour où celle-ci a répondu à son amour). En 1848, Baudelaire a pris part aux émeutes. En Juin, le Général Aupick est nommé ambassadeur en Turquie, quelques jours avant sont départ le général lui a violemment reproché sa liaison avec Jeanne Duval. La brouille est complète entre le poète et sa mère.

Découragé, miné par la maladie et en proie à d'inextricables difficultés financières, il part en avril 1864 pour Bruxelles, n'osant plus regagner la France où il craint ses créanciers. Bientôt l'état de santé de Baudelaire s'aggrave, il souffre d'accès de fièvre, de névralgies, de troubles cardiaques. En mars 1868, à Namer, alors qu'il visitait l'église Saint-Loup avec des amis, il éprouve un étourdissement. Quelques jours plus tard, il parle avec peine et son côté droit se paralyse. Le 2 Juillet, Baudelaire accompagné de sa mère, regagne Paris. Deux jours plus tard il est transporté en clinique. Après une longue agonie, Baudelaire meurt dans les bras de sa mère le 31 août 1867, il avait quarante six ans. Il a été inhumé, le 2 Septembre à côté du Général Aupick, au cimetière Montparnasse.

L'Oeuvre de Baudelaire

A la mort de Baudelaire, furent publiés les Petits poèmes en prose (ou le Spleen de Paris, 1869) tentative originale pour adopter une prose "musicale sans rythme et sans rime (...) aux mouvements lyriques de l'âme", et un choix de ses articles, l'Art Romantique. Après avoir su, dans ses Salons (1845-1846 et 1859) et divers articles réunis dans les Curiosités

esthétiques (1868), défendre Delacroix ou Constantin Guys ("le peintre de la vie moderne"), comprendre le génie musical de R. Wagner et révêler Th. de Quincey (Les paradis artificiels, 1860) il découvrit en Edgar Poé, un génie fraternel et traduisit ses oeuvres d'une manière admirable. C'est en 1857 qu'il a groupé un grand nombre de poèmes, publiés antérieurement dans des revues, sous le titre les Fleurs du mal. Il s'y révèle, en même temps que l'héritier du romantisme et de la poésie de "l'art pour l'art", le créateur de tendances nouvelles. Le livre est à peine publié que Baudelaire se voit condamné par la justice impériale, après un célèbre procès pour "outrage à la morale publique et aux bonnes moeurs", à 300 francs d'amende et à la suppression de six poèmes. Loin de décourager Baudelaire, ce jugement le détermine à enrichir son recueil, dont la réédition de 1861 contient trente cinq poèmes. C'est dans ce recueil poétique qu'il manifesta le mieux "cet admirable, cet immortel instinct du beau qui nous fait considérer la terre et les spectacles comme un aperçu, comme une correspondance du ciel". En 1866, sont publiés Les Epaves avec les six pièces condamnées des Fleurs du mal et un frontispice de Félicien Rops.
Solitaire, mais solidaire des autres hommes qu'il convie "par la poésie et à travers la poésie" à entrevoir "les splendeurs situées derrières le tombeau", Baudelaire a énoncé les principes créateurs de la poésie moderne du symbolisme au surréalisme.

Pierre Jean Jouve, un autre grand poète contemporain, à bien senti l'importance de Baudelaire en écrivant qu'à partir de lui, la poésie

Charles BAUDELAIRE par NADAR
collection Musée d'Art et d'Histoire de la Ville de Saint-Denis

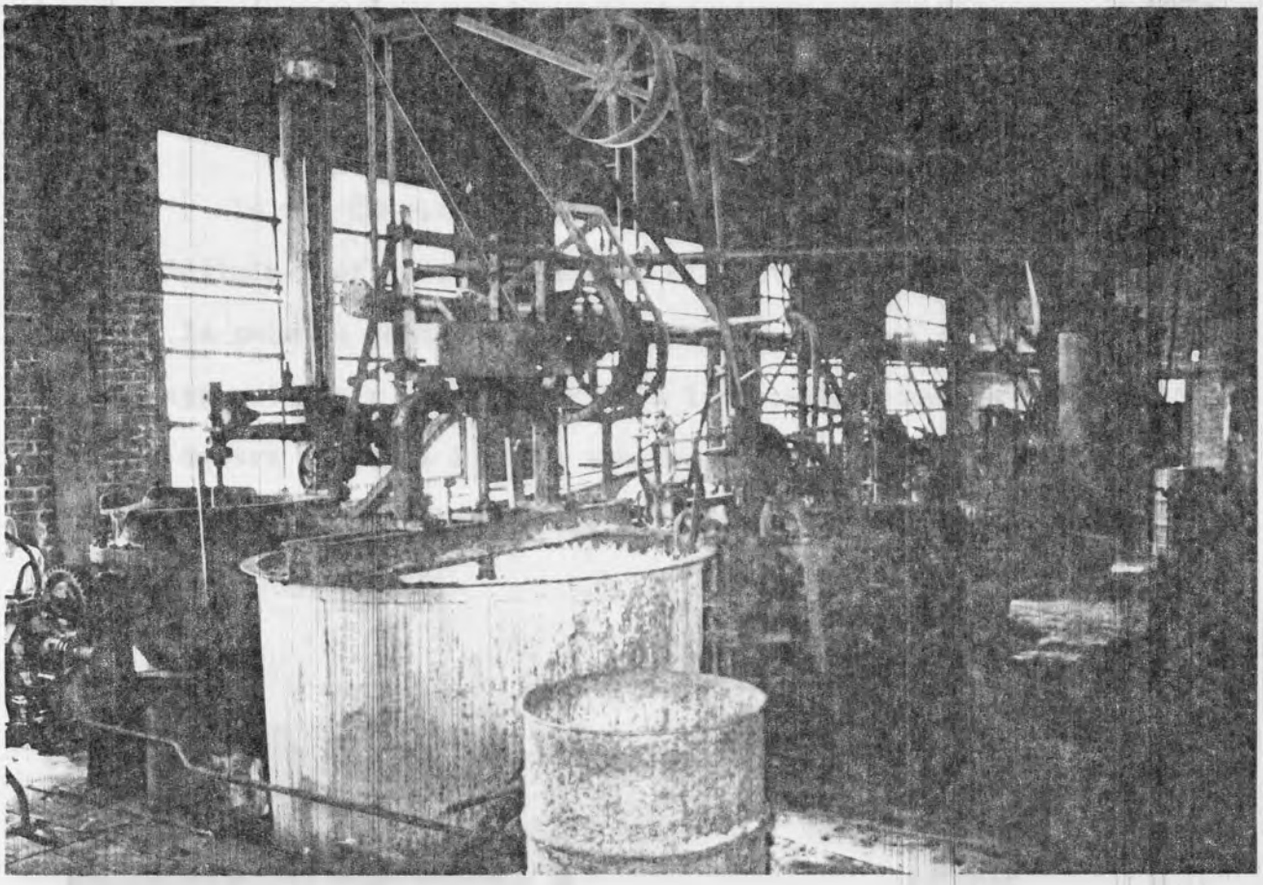
française cesse d'être un discours et un jeu de rimes et que Baudelaire "est par son malheur et son intrépidité, par son pouvoir aussi, le fondateur d'un acte de poésie qui devait se continuer avec Mallarmé, Rimbaud, Verlaine".

CHARLES CROS (rue) rue Danielle Casanova <---> villa du Progrès D.3.

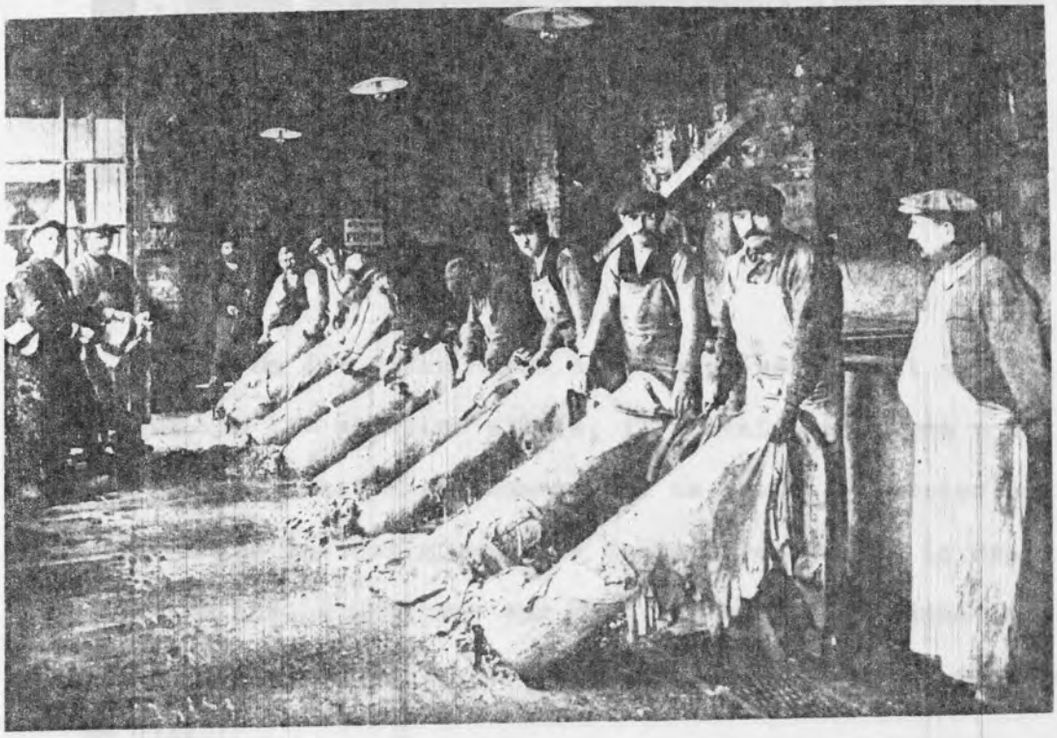
Nom donné lors du tracé des rues de ce lotissement, par Paul Eluard dont le père Monsieur Grindel, marchand de biens, avait loti les terrains.

Après des études qui le menèrent à s'intéresser aux langues orientales puis aux sciences mécaniques, Charles Cros mena concuremment jusqu'à sa mort, ses travaux scientifiques et son oeuvre littéraire. En 1849, il envoya à la société française de photographie des couleurs par un procédé trichrome en même temps et indépendamment de Ducos de Hauron. En 1877, il envoya à l'Académie des Sciences, la description d'un appareil qu'il appela "Paléophone", principe du phonographe dont il venait de trouver l'idée avec Edison. (L'Académie Charles Cros célèbre sa mémoire [illegible] en décernant chaque année, des prix aux meilleurs disques).

Il fréquenta également la "bohème littéraire" (Verlaine, Villiers de l'Isle Adam, F. Coppée) et acquit la réputation d'un humoriste plein de verve. Il écrivit pour les cercles littéraires des monologues comiques et cocasses (le Hareng Saur, le Bilboquet, l'Obsession etc.) Charles Cros fut aussi un poète de l'absurde et de la solitude dans "le Coffret de Santal" (1873), poésies qualifiées par Verlaine de "bijoux tour à tour délicats, barbares, bizarres, riches et simples." Les alexendrins de son long poème "Le Fleuve" (1874) furent illustrés par Edouard Manet. Après 1920, les surréalistes ont cité Charles Cros parmi leurs inspirateurs.



Un atelier de l'usine; Francolor en 1974, ci-dessus et un atelier de mégissiers au chevalet de rivière des Ets Combes ci-dessous.



Cliché Hénault (Saint-Denis).

Fig. 7. — Mégissiers du mouton au chevalet de rivière.

CHARLES MICHELS (rue) 13, rue du Port <----> 35, bd Carnot -

La rue Charles Michels s'appelait, la rue des Poissonniers dont l'origine est assez lointaine. C'était le chemin de la Morée, par où le poisson de mer arrivait. Dans un document daté du 15 mars 1307, apparait pour la première fois le vocable de chemin de la Morée, ce qui montre que déjà à cette époque, le poisson de mer venant de Boulogne passait par là, puisque ce chemin prit ensuite le nom de chemin des Poissonniers.

On dit qu'au Moyen Age, ce poisson était abondant à Paris et que, au XIV et XVème siècle, il y avait une ferme pour la vente aux halles. C'est certainement par ce chemin qu'arrivaient les 5 000 harengs que les religieuses de Montmartre avaient le droit de prendre tous les ans, à Boulogne sur Mer, en vertu d'une donation de la reine d'Angleterre, Mathilde, soeur du Comte de Boulogne, donation datant de 1144.

L'archéologue Théodore Vacquer nous apprend que cette voie

...

était encore utilisée pour le transport de la marée jusqu'en 1845 et peut-être même jusqu'en 1850, c'est-à-dire jusqu'à l'époque du transport par chemin de fer ; c'était, ajoute Vacquer, l'ancien chemin gaulois, parallèle à la voie romaine allant à Pontoise et dans la haute Normandie, il passait à Catuliacum et près de Pierrelaye, comme la rue romaine de la rue Saint-Martin, de la rue Philippe de Giraud et de La Chapelle Saint-Denis, qui n'en était que la régularisation.

Le chemin des Poissonniers, dit encore ce savant, "est d'une ancienneté considérable", ancien chemin gaulois, il dédoublait la voie militaire romaine et était réservé aux transports vulgaires et encombrants.

Au milieu du siècle dernier, la rue Charles Michels était devenue la rue des entreprises de produits chimiques et de la mégisserie. Voilà comment Jean Marcenac l'a découverte en 1957. (1)

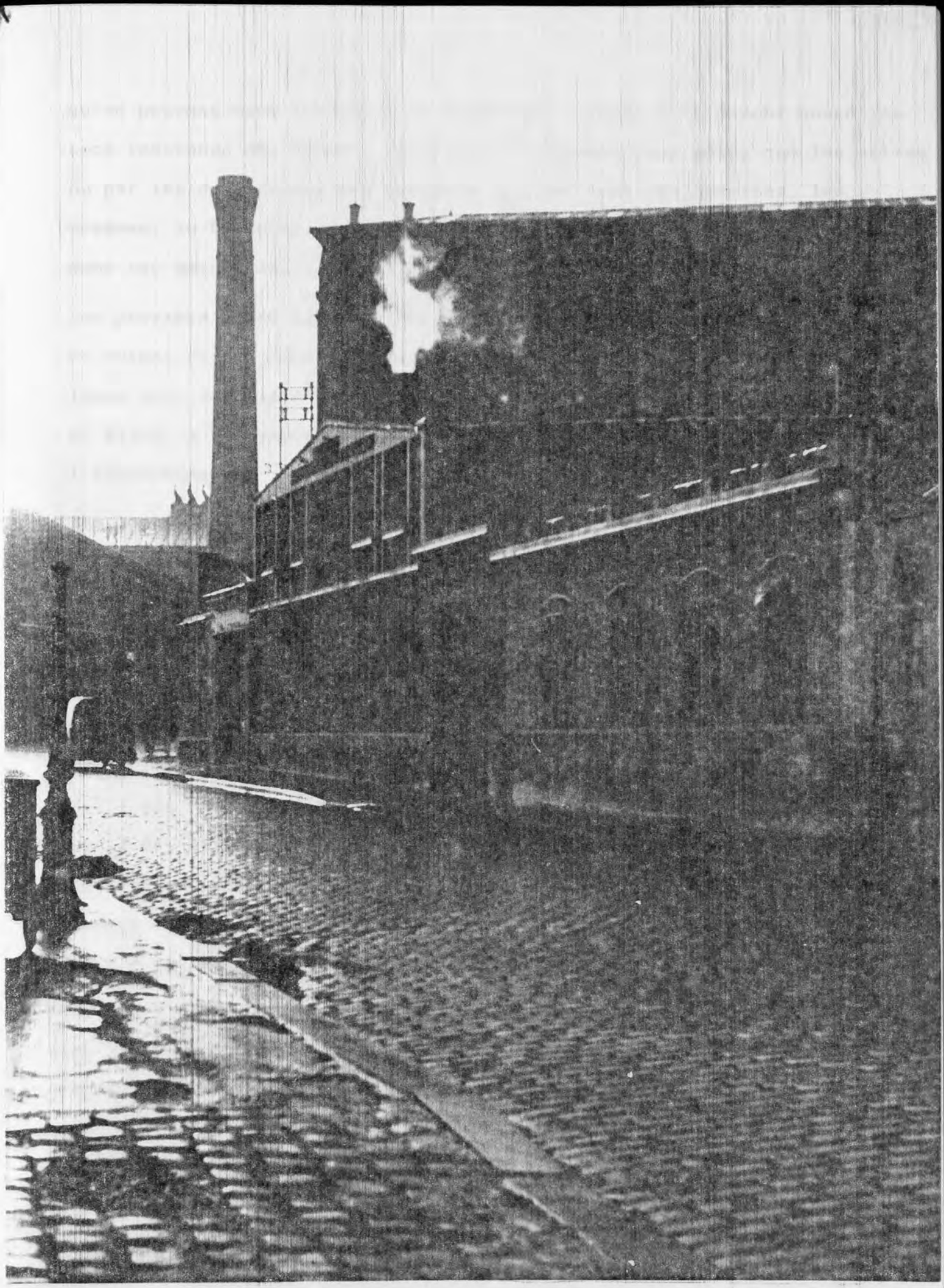
"La rue Charles Michels est une longue et triste rue, bordée essentiellement d'usines de produits chimiques, une rue où nul n'habite, aux pavés éreintés par les camions. Le dimanche on se demande pourquoi elle est là, inutile et vide. Mais si vous y passez vers midi dans la semaine, soudain c'est la grande éclusée des usines qui déversent leur main d'oeuvre qui se hâte vers le repas.

Et tout d'un coup, c'est un carnaval pitoyable et sinistre, un à un sortie d'une petite porte basse et secrète, comme à regret entrouverte, quels sont ces arlequins, ces clowns peinturlurés, au visage passé au vert, au rouge, au bleu."

S'il n'y avait pas ces quelques instants, on ne connaîtrait ce qui est le travail dans les produits chimiques que par ce

---

(1) Jean Marcenac - La couleur du profit (l'Humanité du 18/10/57)



La rue Charles Michels, une rue longue et grise...

qu'en peuvent dire les ouvriers après être passés à la douche quand ils sont redevenus des hommes, des hommes seulement plus pâles que les autres ou par les confidences des médecins qui soignent les dermites, les eczémas, le benzoïne, le saturnisme, le méthylisme. Car on n'entre pas dans ces usines là, il y a trop de choses à cacher.

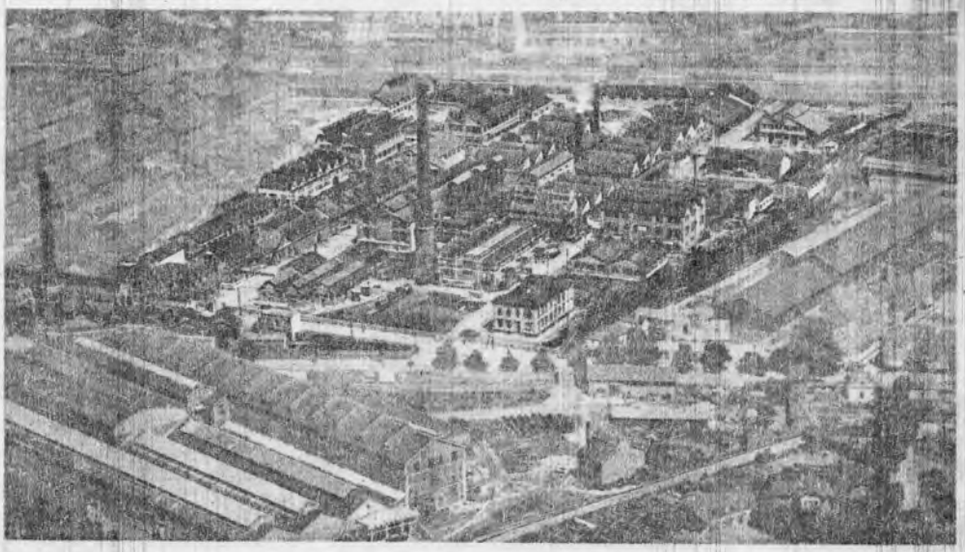
Les ouvriers quand ils cherchent du travail et passent dans la rue, ils ne voient rien . Mais une fois passé la porte, ça change. On te les loque avec des vieilles vestes de soldats, des pantalons à la "Charlot" et allez, à la besogne ! Dans la buée, l'odeur de l'acide, la chaleur, l'étouffement.

Ils sont là, sept ou huit cents dont quatre cents Nord-Africains, cent cinquante Espagnols, Italiens ou Polonais et une demi-centaine de Français qui travaillent ici et c'est avec tout leur être, avec leur peau, leur santé, leur peur, qu'ils apprennent ce qu'est l'industrie chimique.

Tenez, voici Nédelec, qui avait 38 ans. Il était agent de maîtrise. Il travaillait chez Francolor depuis Mai 1942. En Mai 1952 il avait été brûlé aux yeux par les acides, ensuite c'est l'ulcère de l'estomac. Le 24 Mai 1956, à midi moins-le-quart on a trouvé son cadavre dans une cuve de matière. Le printemps pour lui, le beau mois de Mai ça n'a jamais été que cela : les yeux brûlés, l'estomac brûlé et la flamme de la vie brûlant d'un seul coup pour finir, dans le cuveau bouillonnant".

La Société anonyme des Matières Colorantes était la plus importante usine de produits chimiques de Saint-Denis. Cette société connue des vieux dionysiens sous le nom de Poirrier, et plus récemment sous celui de Francolor, résultait de la fusion de trois maisons situées respectivement au ns° 39,94 et 115 de cette rue, fondées la première en 1856, la 2e en 1864 et la 3e en 1883. Elle a occupé jusqu'à 1300 ouvriers et a cessé toute activité en 1965. La société Malétra y possédait depuis 1869, une usine de critaux de

SOCIÉTÉ ANONYME des MATIÈRES COLORANTES et PRODUITS CHIMIQUES de SAINT-DENIS



Usine A.C. 117, Rue des Poissonniers, à Saint-Denis

CLICHÉ C.A.F.

La première maison construite en béton.

Le chevet de l'église Saint-Denis de l'Estrée.

soude et au 77, se trouvait la Fabrique de colle et d'engrais chimiques connue sous le nom des Ets Coignet. Les locaux ont été ensuite occupés par la société Soprorga dont l'activité est sensiblement la même.

La mégisserie y était représentée par l'usine Combe et Cie fondée en 1847 aux n°s 57 et 64 de cette rue. Elle traitait les peaux de chevreau et de mouton. Les ateliers s'étendaient sur deux hectares et occupaient au début du siècle 1000 ouvriers dont 200 femmes. Elle fut une des premières en France à substituer le tannage à l'alun au tannage au chrome. Cette usine a elle aussi cessé toute activité en 1965. Actuellement de nouvelles activités professionnelles sont apparues avec les Ets Ferrodo, l'Autoroutière, la sécurité sociale qui occupe 1800 employés. En 1980, les Ets Bergerat et Monnoyeur (appareils de levage),vont y transférer leurs ateliers se trouvant actuellement à la Plaine et leur siège social qui se trouve à Paris.

En 1854, a été construite au N° 72, par François Coignet et René Lachez, une maison en béton, certainement la première construite en France avec ce matériau. Cette réalisation a été rendue possible par la mise au point d'un nouveau malaxeur qui permettait de fournir dix fois plus de béton dans un temps donné. Cette construction est un témoin important de l'histoire architecturale de la France (voir rue Coignet).

Le 19 Mai 1924, le Conseil municipal décidait de dénommer la rue Charles Michels, rue Jean Trémel, maire-adjoint de 1912 jusqu'à sa mort survenue le 15 Avril 1924. A la demande de la famille, qui révéla que cette décision était contraire à la volonté du défunt, cette dénomination fut abandonnée.

Par délibération en date du 30 Novembre 1951, approuvée le 3 Juin 1952, le Conseil Municipal, à titre d'hommage public donnait

à la rue des Poissonniers le nom de Charles Michels.

Charles Michels 1903-1941, était un ouvrier en chaussures, militant communiste et syndical, secrétaire de la Fédération des Cuirs et Peaux. Elu député de la Seine en 1936, il entra dans la Résistance dès les premiers jours de l'occupation. Arrêté, puis transféré au camp de Chateaubriant, il a été fusillé par les Allemands le 22 octobre 1941 en même temps que 26 de ses camarades.

Quelques heures avant de mourrir, il écrivait à sa femme :

"Fais de nos filles de braves petites femmes et qu'elles se souviennent que leur père s'efforça toujours d'être un honnête homme et qu'il fit le plus qu'il pût pour que les travailleurs aient une vie meilleure. Cela viendra...
Tu vois chérie, comme la vie est drôle ; déchu pour soi-disant complicité avec l'Allemagne, je suis aujourd'hui fusillé par des soldats de ce pays". (1)

CHARRONNERIE (rue de la) - rue de la République 84 <----> bd Carnot 35 - C.2.

La rue de la Charronnerie était autrefois le centre de l'industrie des charrons. Elle est vraisemblablement, comme la rue Catulienne, la survivance d'une partie de l'ancienne voie romaine qui, de Paris se dirigeait vers Pontoise et la Normandie.

CHATEAUDUN (impasse) - bd Jules Guesde <----> en impasse - C.2.

Doit son nom au voisinage du boulevard Jules Guesde, qui s'est appelé boulevard Chateaudun, ville d'Eure et Loir, qui opposa

...

(1) Sur les fusillés de Chateaubriant, lire le livre de F. Grenier : "Ceux de Chateaubriant".

une résistance héroïque aux Prussiens pendant la guerre de 1870.

CHAUDRON (impasse) - av. Président Wilson <-----> en impasse G.3.

Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été ouverte cette impasse.

CHAUMETTES (rue des) - rue de la République 60 <-----> bd Carnot 33. C.2.

Ainsi dénommée sans doute parce que certaines de ses maisons étaient couvertes en chaume. Cette rue très ancienne s'appelait à l'origine la rue Champet. La société Aster, y avait installé ses ateliers en 1898. Le temple protestant qui se trouvait dans cette rue ainsi que la salle de solidarité qui avaient été construits en 1840, et qui menaçaient ruine, ont été démolis en 1965, pour permettre la reconstruction du nouveau sanctuaire qui a été consacré le 9 avril 1967. Sept mois plus tard, le dimanche 5 novembre 1967, M. Jacques GRUNENWALD, Grand Prix de Rome a inauguré l'orgue comprenant 25 jeux. Le carillon est un don de la communauté luthérienne de Munich.

Outre la pratique du culte, l'église luthérienne sert aussi à l'audition de concerts notamment dans le cadre du festival de Saint-Denis.

CHE GUEVARA (Allée) rue de la Liberté <---> avenue de Stalingrad B.3

Cette allée a été ouverte lors de la construction de la cité Allende, en 1971. Par délibération, le Conseil Municipal décidait en Janvier 1982 de lui donner le nom de Che Guevara.

Guevara Ernestino est né le 16 Juin 1928 à Rosario dans une famille aisée. Ernestino gardera de son origine argentine le "Che"

accolé plus tard à son nom et sous lequel il se fera connaître dans le monde entier. De santé délicate, il est la cause du déménagement de ses parents à Buenos Aires. Son adolescense se déroule sans fait particulier marquant, sinon qu'en lutte à un asthme chronique, Guevara décide de s'inscrire à la faculté de médecine. Parallèlement il s'intéresse de plus en plus aux problèmes économiques et sociaux. Ces préoccupation l'amènent à parcourir le continent latino-américain : les hauts plateaux des Andes de Bolivie, du Pérou notamment, ainsi que Panama. 1954, le trouve au Guatémala, où il assiste à la tentative de gouvernement progressiste du Colonel Jacob Arbenz. Ce dernier a tenté une réforme agraire qui lésait les intérêts des capitalistes américains (notamment de l'Unites Fruit). L'expérience s'est soldéepar un sanglant échec en raison de l'intervention de la C.I.A.. Deux ans plus tard, Guevara est à Mexico où il fréquente les éxilés politiques. Une rencontre qui allait marquer un tournant dans sa vie devait bientôt avoir lieu : Fidel Castro arrive lui aussi à Mexico après l'assaut manqué de la caserne de Montaga à Santiago de Cuba. Dès lors, le destin de Guevara est scellé : il suivra Castro dans sa lutte pour la libération de Cuba.

" C'est un jour du mois de Juillet ou Août 1955 que nous avons connu Che. Et en une nuit, comme il le raconte dans les récits - il devint l'un des futurs expéditionnaires du Granma..."(1). Guevara se trouver parmi les douze qui, débarqués du Granma, échappent au massacre et trouvent refuge dans la Sierra Maestra. C'est ensuite l'aventure des guerilleros, la marche sur la capitale.

"Ainsi, un jour de la fin novembre 1956, il partit avec nous pour Cuba. Je me souviens que cette traversée fut très dure pour lui : les circonstances dans lequelles le départ avait dû être organisé ne lui avait même pas permis de se pourvoir de médicaments qui lui étaient nécessaires et il fit toute la traversée avec une forte crise d'asthme, sans rien pour le soulager, mais aussi sans une seule plainte (...) Puis ce fut le premier combat victorieux et Che était déjà soldat de notre groupe tout en restant notre médecin (...) Che s'affirma comme un chef capable et courageux. Ce genre d'hommes qui, lorsqu'il y a une mission difficile à accomplir, n'attendent pas qu'on leur demande de la mener à bien (...). C'est ainsi que son prestige commença à grandir, qu'il commença à acquérir sa réputation de magnifique combattant qu'il lui valut d'atteindre les grades les plus élevés dans le cours de la guerre ...(2)

En 1959 c'est le triomphe de la révolution cubaine. Sous le nouveau régime, Guevara commence par être directeur de la Banque Nationale

puis ministre de l'industrie. Il voyage beaucoup : se faisant le porte-parole des pays du Tiers Monde aux Nations Unies. Il participe à la conférence intéramicaine de Punta del Este, à la conférence mondiale du commerce à Genève, il se rend en Union Soviétique, en Afrique en Asie. Pourtant ce rôle ne semble pas le satisfaire entièrement : prônant la solidarité de tous les opprimés, il entend payer de sa personne et donner pratiquement l'exemple.

C'était là l'une de ses caractéristiques essentielles ; prêt à s'offir immédiatement, instantanément, pour réaliser la mission la plus dangereuse. Et celà, naturellement, éveillait l'admiration, une double admiration envers ce camarade qui luttait à nos côtés, qui n'était pas né sur cette terre, qui était un homme aux idées profondes, un homme dans l'esprit duquel germaient des rêves de lutte dans d'autres parties du continent, et de plus, pour cet altruisme, ce désintéressement, cette disposition à faire toujours ce qui était le plus difficile, à risquer constamment sa vie " (1).

En 1965, il disparaissait de la scène politique cubaine et dès ce moment le mythe du guerillero se développe. En 1966, il n'assiste pas à la Conférence Tricontinentale des mouvements révolutionnaire du Tiers Monde qui se tient à la Havane, mais son méssage est interprété comme un appel à l'unité et à la lutte. Son départ demeure entouré d'un certain mystère, on signale son passage en même temps au Congo et à Saint-Dominque par exemple. Brusquement, en Avril 1967, on apprend qu'un foyer de guerillera a fait son apparition dans la région de Nancahuazu, en Bolivie. A partir de cet instant, tout va très vite : l'armée bolivienne aidée par des conseillers américains, ne laisse le moindre répit au mouvement révolutionnaire dont Che est un des chefs. Une partie des combattants est décimée le 31 Août à Vado del Yeso, l'ultime bataille se livra le 8 Octobre à Québrada del Yuro, le Ché est capturé. Le lendemain, il est exécuté à Higuera dans des circonstances qui n'ont jamais été véritablement établies.

"... C'est pourquoi nous disons, quand nous pensons à sa vie, quand nous pensons à sa conduite, qu'il constitue le cas singulier d'un homme exceptionnel capable de conjuguer dans sa personnalité non seulement les caractéristique de l'homme d'action, mais aussi celles de l'homme de pensée, de l'homme aux plus pures qualités révolutionnaires, de l'homme d'une sensibilité humaine extraordinaire auxquelles s'unissaient un caractère de fer, une volonté d'acier, une ténacité indomptable.

C'est pourquoi, il a léqué aux générations futures non seulement son

expérience, ses connaissances de soldat remarquable, mais aussi les oeuvres de son intelligence...

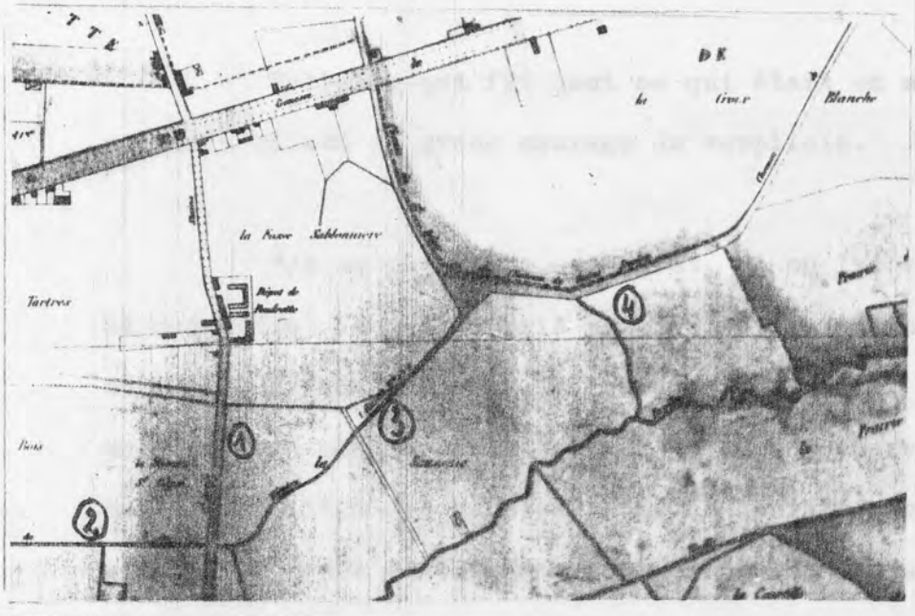
... Et ainsi, pour fruit de cette intelligence, il nous a laissé un nombre infini de souvenirs, un nombre infini de récits qui, sans son travail, sans son effort, auraient peut-être oubliés à jamais....

... Et comme révolutionnaire, comme révolutionnaire communiste, véritablement communiste, il avait une confiance infinie dans les valeurs morales, il avait une confiance infinie dans la conscience des hommes. Et nous devons dire que dans sa conception, avec une clarté absolue, il a vu dans les ressorts moraux le levier fondamental de l'édification du communisme dans la société humaine..." (1)

CHEMIN VERT (rue du) - rue Clovis Hugues ←——→ Stains - B.5.

Cette rue qui permettait de se rendre à la paroisse Saint-Léger (voir chemin Saint-Léger), n'était à l'origine qu'un chemin vicinal dénommé sente de la Métairie, puis, avant que le C.D. 29 ne soit ouvert (actuelle avenue de Stalingrad), chemin Vert ou de Gonesse, car c'était la seule voie permettant , de Saint-Denis, de se rendre à Stains puis, vers Gonesse.

En I912, le Conseil municipal décidait de dénommer la partie comprise entre le chemin de Stains (Henri Barbusse) et le chemin Saint-Léger: rue Clovis Hugues. La partie comprise entre le chemin Saint-Léger et la limite de Stains concervant le nom de rue du Chemin Vert.



Plan partiel tiré de l'Atlas communal dressé en I854, révisé en I870.

I - rue henri Barbusse
2 - rue de la Métairie
3 - rue Clovis Hugues
4 - rue du Chemin Vert.

(I) Discours prononcé par Fidel Castro - Ibidem

CHEMIN VERT (impasse du) - rue du Chemin Vert ---- en impasse - B.5.

Cette impasse qui n'était accessible que par la rue du Chemin Vert, a été prolongée, lors de l'aménagement des abors de la cité La Saussaie, jusqu'à la rue Pasteur.

En janvier 1982, le Conseil municipal lui a donné le nom de Georges Bizet (voir à cette rue)

CHEVALIER (Impasse) - av. Président Wilson en impasse - G.2 / G.3.

Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été tracée cette impasse.

CHEVALIER-DE-LA-BARRE (rue du) - rue Clovis Hugues <----> rue Pasteur - B.4 / B.5.

Dénomination donnée lors du tracé des rues de ce lotissement. Elle porte le nom de Chevalier-de-la-Barre, dernière victime de l'inquisition. Né à Abbeville (Somme) en 1747, il fut condamné pour avoir refusé de saluer une procession et avoir renversé un Christ en bois sur le pont d'Abbeville. Ces délits furent transformés en crime de lèse-majesté-Divine. La Barre fut condamné à avoir la langue arrachée, le poing coupé, la tête tranchée et brûlé vif (ainsi le porte la sentence). Après avoir subit les questions ordinaires, son assassinat fut commis en 1785.

Voltaire qui fit tout ce qui était en son pouvoir pour le sauver a relaté le grand courage du supplicié.

"Je ne puis dire, en effet, si on lui coupa la langue et la main. Tout ce que je sais par les lettres d'Abbeville, c'est qu'il monta sur l'échafaud avec un courage tranquille, sans plainte, sans colère, sans obstention : tout ce qu'il dit au religieux qui l'assistait se réduit à ces paroles : "Je ne croyais pas qu'on pût faire mourrir un jeune gentilhomme pour si peu de chose". Voltaire.

...

Chevet de la Basilique (place du)

Aménagée dans le cadre de la Zone de rénovation urbaine du secteur Basilique, cette place a, par délibération du Conseil municipal du 26 février 1961, pris le nom de place du Chevet de la Basilique.

Chevet de l'Eglise (rue du) rue A. Delaune <----> rue Suger C2

Cette rue est devenue par délibération du Conseil municipal en date du 26 février 1981, rue Viollet-le-Duc. (Voir cette rue).

Choisel (impasse) rue de Strasbourg 24 ------ en impasse C3

Par délibération en date du 26 février 1981, et dans le cadre de la rénovation urbaine du secteur basilique, l'impasse Choisel, modifiée dans son tracé est devenue impasse du Moulin Choisel. Elle doit son nom à un moulin qui se trouvait dans celle-ci, qui a été démoli en 1980. Il avait cessé toute activité au moment de la suppression des rivières en 1957. A cette époque là, sa roue à aubes, mue par l'eau d'un bras du Croult, lui donnait une puissance de 3 CV. Il y avait aussi dans cette impasse un atelier d'impressions sur étoffe qui avait été fondé en 1845. Sa fabrication consistait essentiellement à l'impression à la planche ou au rouleau.

Le Croult impasse Choisel

de tissu de laine de soie et de coton. Le Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis possède un certain nombre de planches pour l'impression sur étoffe qui ont été gravées d'après des dessins de Sonia Delaunay. Elles proviennent de l'ancienne manufacture Ferret qui se trouvait impasse Choisel. C'est en 1920 que Sonia Delaunay révolutionna l'art du tissu, en substituant aux ornementations traditionnelles des motifs géométriques, des combinaisons de plans colorés, des gammes de tons qui s'exaltent par leurs contrastes ou déroulent leurs variations rythmées.

Les planches possédées par le musée ont été utilisées aux environs de 1925. Elles servaient à l'impression de tissus employés à la confection de robes, dites de "couleurs simultanées", qui bouleversaient la mode féminine à l'époque. En effet, leurs dessins, presque exclusivement géométriques, constituaient une réaction contre le style "arts décoratifs", dit aussi style "nouille" ou style "métro" à base de courbes ou de volutes compliquées.

CHOISY (rue de) - rue Clovis Hugues <----> rue de Villiers - B.4.

Nom d'une ville du Val de Marne, Choisy-le Roi, donné lors du tracé des rues de ce lotissement.

CHOPIN (rue) - rue de Sevran <----> rue Corot - B.5.

Rue tracée lors de la construction de la cité Floréal en 1959, elle porte le nom de Frédéric Chopin, pianiste et compositeur polonais, de père français, né à Zelazowa-Wola en 1810. Il commença très jeune l'étude du piano et affirma bientôt les qualités d'un enfant prodige. Il était encore élève du Conservatoire lorsqu'il connut ses premiers succès de virtuose et composa ses premiers chefs d'oeuvres.

...

Après un séjour à Berlin et à Vienne, Chopin quitta définitivement la Pologne en 1830 pour Paris. La rencontre en 1837, de Georges Sand, allait l'arracher pendant une dizaine d'années à la tumultueuse société parisienne. A l'issue d'un épuisant voyage en Angleterre, il rentra à Paris où il devait mourir le 17 octobre 1849 d'une phtisie laryngée qui le minait depuis plusieurs années, il était âgé de 39 ans.

Ses compositions pour piano (mazurkas, valses, nocturnes, polonaises, préludes, sonates, ballades, barcarolles, études et scherzos), d'un caractère romantique, personnel, pénétrant et souvent mélancolique, sont celles d'un poète ; elles ont rénové le style du vieux piano.

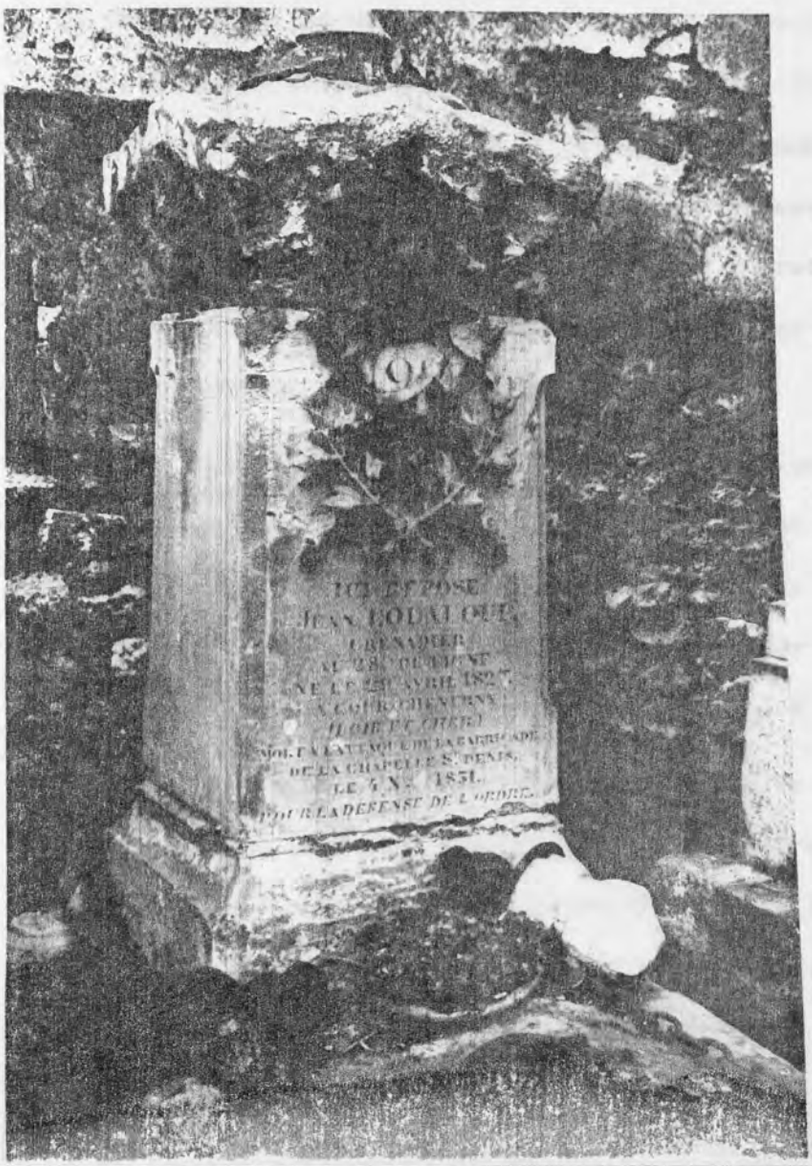
CHRIST (rue du) - Porte de Paris <----> rue Samson - D.2.

Doit son nom à une croix qui se trouvait à la Porte de Paris qui a été démolie en octobre 1793. De la rue du Christ, il ne reste plus qu'un petit tronçon entre une clinique et un ferrailleur.

CIMETIERE (avenue du) - avenue du Président Wilson 42 <----> Cimetière de la Plaine. H.3.

Cette avenue qui est bordée d'arbres donne accès à l'ancien cimetière de la Chapelle avant l'annexxion de celle-ci. Il est aujourd'hui propriété de la Ville de Paris. C'est un quadrilatère dominé par une grande croix centrale dans lequel on remarque notamment, au nord, une tombe portant cette inscription : "Ici repose Jean Loualoup, grenadier au 28ème de ligne, né le 29 avril 1827 à Cour-Cheverny (Loir et Cher) mort à l'attaque de la barricade de la Chapelle Saint-Denis le 4 décembre 1851, pour la défense de l'ordre". La défense de l'ordre,

...



Ci-dessus, l'impasse Choisel son cassis central et les bornes qui permettaient, en l'absence de trottoirs, de se protéger des véhicules.

Ci-contre, la tombe de Jean Lonaloup au cimetière de la Plaine.

c'était le coup d'Etat de Napoléon III auquel s'opposaient les parisiens.

CLEMENT (impasse) - rue Gisquet <------> en impasse. C 2

Voir impasse Saint-Clément.

CLOS SAINT-QUENTIN (chemin du) avenue du Président Wilson <----> chemin départemental 29 bis D 3.

Ce chemin doit son nom à un oratoire dédié à Saint-Quentin qui se trouvait dans le voisinage. Madame Anne Lombard Jourdan, dans son livre, La Courneuve des origines à 1900 (page 56) nous apporte quelques précisions à ce sujet.

Une tradition ancienne voulait que Saint-Quentin soit arrivé en Gaule avec Saint Denis et Saint Lucien et qu'il ait été martyrisé, vers la fin du 3ème siècle, en Vermandois (région du nord de la France), comme le furent Saint Lucien à Beauvais et Saint Denis à Paris. L'existence des chapelles sous l'invocation de Saint Quentin et Saint Lucien dans le voisinage du lieu où Saint Denis était vénéré doit être mise en rapport avec l'association de ces trois saints pour leur mission évangélique. L'oratoire dédié à Saint Quentin s'élevait au sud immédiat du bourg, à l'extérieur des remparts, vers l'emplacement de la cité des Gais Logis.

La chapelle Saint-Quentin comme l'église Saint-Lucien (située à La Courneuve, à la limite de Saint-Denis) fut une annexe pastorale de l'épiscopat parisien dès les temps mérovingiens, époque où l'évêque présidait encore à l'évangélisation des campagnes. Il est à penser que près de cette chapelle se trouvait un clos de vignes d'où le nom de clos Saint Quentin.

Félibien écrit dans son livre, Histoire de l'Abbaye de Saint-Denys en France, que la chapelle Saint-Quentin fut détruite en partie vers 1590. "La chapelle de Saint-Quentin qui estait hors de la ville, fut aussi démolie pour lors..." Elle disparut tout à fait vers 1625 et la desserte s'en fit à Saint-Denis, à l'église paroissiale Saint-Marcel.

Le chemin du clos Saint Quentin qui contourne la cité des Gais Logis construite en 1930, aboutissait au chemin de halage du canal et bordait le "champ aux vaches" terrain vague, où aimaient à aller jouer les enfants, qui a disparu avec l'aménagement du chemin départemental 29 bis.

COIGNET (rue) rue Charles Michels 61 --- à la ligne de chemin de fer

Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été tracé cette rue.

François Coignet (1814-1888) dirigeait une usine de colle et d'engrais chimique, 77 rue des Poissonniers (Charles Michels). Il s'est intéressé au béton et en a développé la fabrication. Il a pris à ce sujet, plusieurs brevets. En 1853, il a réalisé avec Pierre Lachez 72,rue des Poissonniers, la première maison en "pierre industrielle", c'est-à-dire, en béton nu (1). On peut encore la voir résistant au temps et à l'absence d'entretien.

François Coignet a en outre construit la Caserne de la cité à Paris, les digues de Saint-Jean-de-Luz, le phare de Port Saïd. Il a publié plusieurs ouvrages d'économie politique.

(1) G. Charrière et J. C. Kis, op. cité pages 36 et 59

Du nom du propriétaire des terrains où a été tracée cette rue.

CLOVIS HUGUES (rue) - rue Henri Barbusse 44 <----> rue du Chemin Vert.

B.4.

Ancien chemin de la Métairie, dénommé ensuite rue du Chemin Vert ou de Gonesse, le Conseil municipal décidait le 15 décembre 1912 de lui attribuer à titre d'hommage public le nom de Clovis Hugues.

Hugues Hubert Clovis dit Clovis (1851 - 1907), abandonna le petit séminaire pour devenir garçon de bureau au "Peuple", qui publia son premier poème. Il milita pour La Commune de Marseille aux côtés de

...

Gaston Crémieux et lança "La Voix du Peuple" pour soutenir l'idée communale. Ces activités et la publication début mai, de sa "Lettre de Marianne aux Républicains" lui valurent d'être traduit devant le Conseil de guerre, qui le condamna à trois ans de prison et 6 000 Frs d'amende. Il fut élu député des Bouches-du-Rhône après l'amnistie, en 1881, et député de Montmartre de 1893 à sa mort. Il a réuni ses poèmes et chansons dans "Poèmes de prison"(1875) et dans "Les Jours de Combat" (1877). Beaucoup d'autres parurent dans les journaux, notamment "Hymne à La Commune", "Salut, commune ! Ô jours maudits - Contre toi, contre tes apôtres, - se dressèrent tous les bandits - Qui mangent le pain blanc des autres." (1)

C'est la rue Clovis Hugues qui a connu les premiers "mal lotis". Les premières bicoques s'édifièrent dans cette rue dès 1910.

Toute une idéologie s'était développée à la fin du XIXème siècle en faveur de l'accession à la propriété et de la maison individuelle. Des hommes politiques, des économistes, des journalistes proches des partis de droite et du centre voulaient "moraliser" l'ouvrier, l'arracher au bistrot et à l'alcoolisme, extirper de lui des idées aussi subversives que le collectivisme et le socialisme.

En aidant les ouvriers à devenir propriétaires de leur maison et d'un petit jardin, on ferait d'eux des conservateurs attachés à l'ordre et ils ne voteraient plus à gauche. Le jardinage occuperait sainement leurs loisirs et ils ne songeraient plus à se syndiquer ou faire grève.

Des marchands de biens, des notaires, des agents immobiliers, dans une fructueuse spéculation, achètent des grandes étendues de terrains, les revendent à crédit, mais au prix fort, à toute une clientèle de petits fonctionnaires, d'employés, d'ouvriers.

...

Après avoir effectué les premiers versements pour le terrain, ceux-ci n'avaient plus d'argent pour y construire une vraie maison. Alors ils bricolaient de leurs propres mains avec n'importe quels matériaux de fortunes " des bicoques" sans confort. Dans ces lotissements il n'y avait pas de rue, que des chemins de terre et de ce fait pas de trottoir, ni d'égout, ni d'éclairage. Il n'y avait pas non plus d'école, pas de commerce, pas d'équipement.

Dans une réunion du syndicat de propriétaire d'une rue de la Mutualité, le 6 septembre 1919, le rapporteur déclarait :

"les habitants du quartier qui a force de labeur, de surmenage, de privations, ont construit, pierre par pierre leur modeste demeure, sont bien loin de posséder le confort moderne (la construction ayant été interrompue par la mobilisation, ces habitations sont justes suffisantes pour abriter des intempéries) se rendent compte de la pénible situation dans laquelle ils se trouvent.

Le lotisseur s'était engagé à leur livrer une rue avec eau et gaz, hors depuis 10 ans que le lotissement existe les habitants du quartier ont pu constater à leur frais et dépens qu'ils empruntaient un chemin de terre où plutôt de boue pendant 5 mois de l'année et qu'on leur avait vendu en fait des terrains à batir, des marécages où il y a plus d'eau que de terre.

Bientôt c'est l'amertume et la colère chez les mal lotis. Ils s'organisent ~~bientôt~~ en syndicats et votent massivement pour les candidats de gauche : <u>la banlieue rouge prend consistance</u>.

La loi Strauss du 19 juillet 1924, faisait une obligation aux lotisseurs d'exécuter les travaux nécessaires de viabilité, d'assainissement et d'hygiène dans les terrains qu'ils mettraient en vente ; mais elle ne pouvait avoir d'effet rétroactif, et

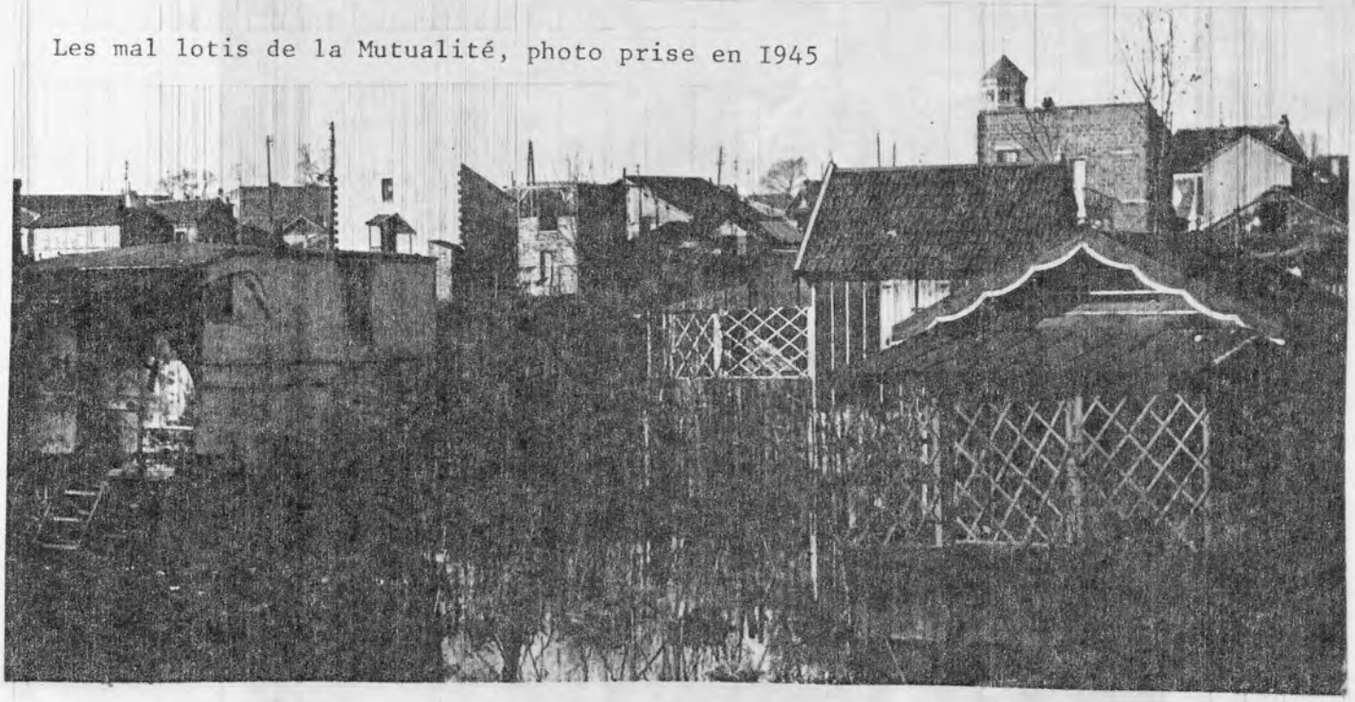
. . .

même par la suite, elle a été souvent tournée, c'est pourquoi, une nouvelle loi dite loi Sarraut a été votée le 15 mars 1928. Elle prévoit la création d'associations syndicales, groupant les propriétaires des terrains lotis avant 1924, en vue de l'exécution de tous les travaux de voirie. Ces associations, autorisées par le Préfet et contrôlées par les communes ont bénéficié de subventions d'Etat (allant du tiers à la moitié de la dépense) et des prêts à taux réduits du Département (par l'intermédiaire d'une caisse départementale d'aménagement des lotissements).

Il y avait en 1928 a Saint-Denis, 102 rues ou impasses qui tombaient sous le coup de la loi Sarraut, c'est à dire qui ne possèdaient aucune vialbilité.

L'église qui se trouve rue Clovis Hugues a été construite en 1937. Le conseil municipal décidait, le 28 mai 1937, à la suite d'une pétition d'habitants du quartier, d'installer une horloge dans le clocher.

Les mal lotis de la Mutualité, photo prise en 1945



COLONEL FABIEN (avenue du) - Place du Gal Leclerc <----> à Epinay.

A.2 / B.2.

(1) Dictionnaire de la Commune par Bernard Noël.

...

COLONEL FABIEN

Terrains sur lesquels a été construite la cité du Colonel Fabien.

ST-DENIS — Rue Clovis Hugues

Ed. R. Queillier

L'avenue du Colonel Fabien, ancienne route d'Epinay, était au début du siècle très mal pavée. Dans une séance du Conseil municipal du 8 avril 1909, un rapporteur signale que la partie de la route d'Epinay comprise entre le Barrage et le rond-point des Mobiles, est dans un état déplorable. Cette voie comprend des pavés qui datent de 1830 et qui ont quatre vingt dix centimètres sur cinquante.

La cité du même nom a été construite en 1948, la cité Auguste Delaune en 1956 et la deuxième tranche de la cité Sémard qui borde l'avenue en 1964.

Fabien, de son vrai nom Pierre Georges est né le 21 janvier 1919, dans le Paris populaire de Belleville. Fils d'un ouvrier boulanger (qui sera fusillé comme militant syndical pendant la guerre), il a dix ans quand il perdra sa mère d'usure prématurée. Après avoir eu son certificat d'études, il devient apprenti pâtissier, puis poseur de rivets, il participe alors activement aux actions syndicales et politiques qui font échouer le coup de force fasciste du 6 février 1934. Membre des Jeunesses communistes du XIXème arrondissement, Pierre Georges s'engage, avec son frère, dans les Brigades internationales pour défendre la République espagnole contre la rebellion fasciste de Franco. Trop jeune pour combattre, il se rend utile de cent manières et il étudie. Ce sera une constante de sa brève existence : l'étude, notamment celles des stratégies militaires où il acquiert des connaissances remarquables. D'abord agent de liaison, Pierre Georges gagne vite des galons par sa hardiesse intelligente et devient adjudant à l'état-major du colonel Dumont.

Le 31 mars 1938, alors qu'il vient de prendre spontanément le commandement de troupes aux officiers décimés, il est frappé de plein fouet par une rafale de mitrailleuse. Rapatrié en France comme blessé en juin 1938, il regagne Paris. Il rencontre alors sa correspon-

dante de guerre avec laquelle il se marie le 8 juillet 1939.

En septembre 1939, alors que le Parti Communiste est interdit, Pierre Georges qui est responsable de cinq régions parisiennes des Jeunesses Communistes, est arrêté puis interné à Baillet. Il s'évade lorsque vient la débacle de juin 1940 et reprend le combat. Il réorganise les jeunesses communistes en Provence ; met sur pied, à Marseille, l'imprimerie clandestine de "L'Avant-Garde", organise des groupes de marins à Toulon, puis de retour à Paris, c'est le coup de feu du métro Barbès.

C'était le 23 août 1941, à 9 heures du matin, faisant les cent pas parmi les voyageurs, un officier de la Kriegsmarine. Alors que la rame de métro entre dans la station, dans la foule quelqu'un frappe sur l'épaule du commandant nazi, celui-ci a à peine le temps de se retourner, deux coups de feu claquent au moment où la rame s'arrête. Protégé par ses camarades, le patriote qui a tué fuit à travers les couloirs. Pierre Georges vient de frapper l'ennemi et son coup de feu, au delà des voûtes du métro, retentira loin dans le pays, dans les campagnes, les usines de France ; réponse à la terreur que faisaient régner les nazis, fusillant les otages, donnant ainsi le départ d'une longue série d'opérations contre l'armée hitlérienne.

Arrêté le 30 novembre 1942, torturé, enchaîné pendant 3 mois, il est interné à Romainville où se trouve sa femme. Il s'évade encore le 1er juin 1943 et reprend le combat. On le rencontre dans la région parisienne, le Doubs, le Nord, le Pas-de-Calais.

Début juillet 1944, Pierre Georges, dit Frédo, dit Paul, dit Capitaine Henri, dit Colonel Fabien (colonel à 24 ans), prend en main les unités de choc de la région parisienne. Pendant l'insurrection

...

de Paris, il contrôle le secteur rive gauche-banlieue et donne l'assaut final à la garnison allemande assiégée au Palais du Luxembourg Puis il organise le 151ème d'infanterie né des barricades, réquisitionne les bus poussifs de ce qui allait devenir la R.A.T.P. pour porter son régiment à la chasse de l'ennemi.

De Lattre de Tassigny lui confie le périlleux honneur d'établir la première tête de pont sur le Rhin. Le Colonel Fabien a trouvé la mort dans son P.C. qui a sauté le 27 décembre 1944 à Habseim à 6 kilomètres de Mulhouse, il avait 25 ans.

"Et si Fabien avait vécu ?" demandait-on au Général De Lattre de Tassigny après la victoire. "Il serait général, Messieurs", répondit le chef de la 1ère armée.

"Homme de guerre né,-dit le texte de sa promotion à la Légion d'Honneur,-doué des qualités les plus exceptionnelles d'entraineur d'hommes et de chef. A été pendant l'occupation, l'organisateur de plusieurs groupes de combat. A personnellement participé à 300 actions au cours desquelles il fut blessé trois fois, arrêté deux fois, deux fois évadés..."

~~COIGNET (rue) rue Charles Michels ------ en impasse - C1~~

~~Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été tracé cette impasse.~~

COMMUNE DE PARIS (boulevard de la) rue de Strasbourg <--> rue J. Moulin C.3

Cette partie du boulevard Félix Faure a été dénommée boulevard de la Commune de Paris par délibération du Conseil municipal en date du 26 février 1981. Sur la Commune de Paris voir rue du Quatre Septembre et rue Thiers.

COMPIEGNE (rue de) rue de Montmorency ------- Jean Cocteau - B4

Dénomination donnée lors du tracé des rues de ce lotissement. Elle porte le nom d'une ville de l'Oise.

COMPOINT (passage) - Passage du Canal <----> école du Bd Marcel Sembat - D.2.

Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été tracé ce passage.

CORBILLON (rue du) - rue de la République ----- Bd Carnot - C.2.

Sans doute ainsi nommé à cause d'une enseigne qui s'y trouvait.Un corbillon est une petite corbeille.

En 1864, il fut envisagé de la dénommer rue Guilleminot, nom du premier directeur de l'école du Corbillon construite en 1856.

CORNILLON (chemin du) - rue Francis de Pressensé <----> à Aubervilliers - E.3 / F.3.

Porte le nom du lieu dit qu'il traverse.

COTREL (passage) - rue du Landy <----> en impasse - F.1.

Du nom du propriétaire des terrains sur lesquels a été tracé ce passage.

COROT (rue) - rue Chopin <----> en impasse -

Cette rue a été tracée lors de la construction de la cité Floréal en 1959.

Corot Camille (1796-1875), fils de commerçant, n'avait aucune aptitude pour la peinture et préféra pratiquer la peinture en amateur. Sa personnalité a commencé à s'affirmer en 1825 avec son autoportrait. Très généreux, il acceptait parfois de signer ou de

...

terminer des paysages que des confrères malheureux vendaient comme leurs propres oeuvres. Il a acheté une maison à Auvers pour Daumier et a secouru la veuve de Millet restée sans ressources.

Il est considéré comme un des plus grands maîtres du XIXè siècle tant pour ses figures que pour ses paysages, brumeux ou baignés d'une fine lumière qui ne sont pas sans annoncer l'impressionnisme. Son style est simple, sensible et pur.

COSMONAUTES (cité des) - C.5 / D.5.

Cette cité qui a été construite par l'Office Public d'Habitations à Loyers Modérés de la Ville de Saint-Denis, au lieu dit "Les Hautes Noëlles", a été mise en service en 1968. Elle comprend 448 logements et un centre commercial. Le groupe scolaire, 7 rue Terechkova a été construit en 1969. L'école maternelle porte le nom des Hautes Noëlles et l'école primaire celui des Cosmonautes. Une sculpture "Fontaine des Cosmonautes" qui se trouve au centre de la cité est l'oeuvre de Monique Arradon.

COURSES (rue des) - rue Camille Simonet <----> en impasse - C.5.

Doit son nom au voisinage de l'ancien champ de courses. Celui-ci avait été construit en 1914 mais, lorsqu'il fut terminé on s'aperçut que le terrain était trop marécageux pour y faire courir des chevaux. On y organisa alors des courses de lévriers. C'est là que se tient chaque année, à la Pentecôte, le Pardon breton organisé par les "Bretons de Saint-Denis" avec la participation de toutes les bretonnes de l'Ile-de-France ainsi que des groupes folkloriques venus spécialement de Bretagne. L'ancien champ de courses a été aménagé en parc des Sports par le Syndicat interdépartemental (Seine Saint-Denis) et comprend des terrains de foot-ball, de rugby, des courts de tennis, pistes d'entrainement. Ces installation ont nécessité de gros travaux d'irrigation des terrains.

...

marécageux. Le parc des sports comprend aussi un stand de tir et une piscine avec bassin olympique de plein air, deux bassins couverts : un pour les adultes et un pour les enfants ainsi qu'un bassin de plongée.

COURTE (rue) : rue Emile Connoy --- Rue Gibault

La mise en voie piétons de la rue de la République a nécessité l'ouverture d'une voie de retournement entre les rues Emile Connoy et Gibault afin de desservir les riverains de ces rues. C'est cette voie qui par sa faible longeur a pris le nom de rue Courte.

COURTILLE (rue de la) - rue Pierre Béguin 3 <----> Chabrol 8 - C.3.

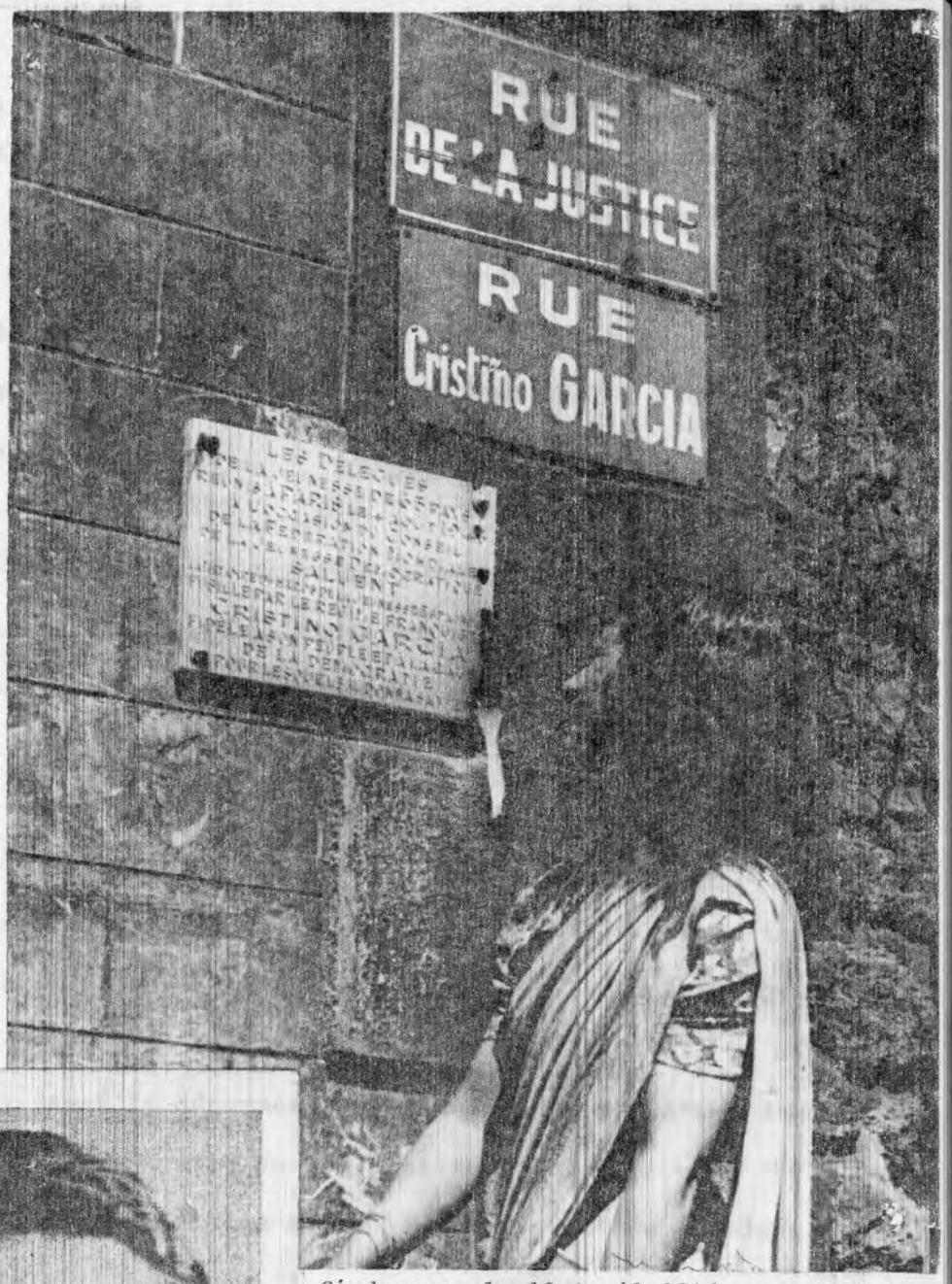
Cette rue qui allait de la rue Pierre Béguin à la rue Chabrol a disparu lors de la démolition des maisons, rendue nécessaire par les travaux de rénovation de l'ilôt Basilique. Son nom rue de la Courtille, indique qu'elle menait à un jardin ou champ clos.

CREVECOEUR (chemin de) - av. Albert Einstein <----> territoire de La Courneuve - D.4.

Cette rue sert de limite entre Saint-Denis et La Courneuve. Cette dernière a décidé de la dénommer rue de Preson, du nom d'une ville de Tchécoslovaquie avec laquelle elle est jumelée. Le 10 juin 1969, le Conseil municipal acceptait cette dénomination pour la partie comprise sur le territoire de Saint-Denis.

Cristino GARCIA (rue) - rue du Landy <----> Henri Murger. F.3.

Elle s'appelait à l'origine rue de la Justice. Ce nom provient sans doute de la Justice de la Chapelle Saint-Denis. Sur le plan du terroir de Saint-Denis, la Chapelle, gravé par Inselin en 1704, une justice est dessinée entre le chemin du Bailly et le grand chemin de Paris à Saint-Denis, avec cette inscription "Parc aux moutons - justice". Il s'agissait on n'en saurait douter, des gibets et échelles patibulaires de la seigneurerie de la Chapelle. La rue de la Justice sur le lieu-dit "Le Parc aux moutons", il n'y a rien d'étonnant que le nom de cette rue vienne de cette "justice".



Ci-dessus, le 12 Avril 1946, une déléguée du Congrès de la Jeunesse Démocratique qui s'est tenu à Paris, dévoile une plaque à la mémoire de Christino Garcia. Photo X.

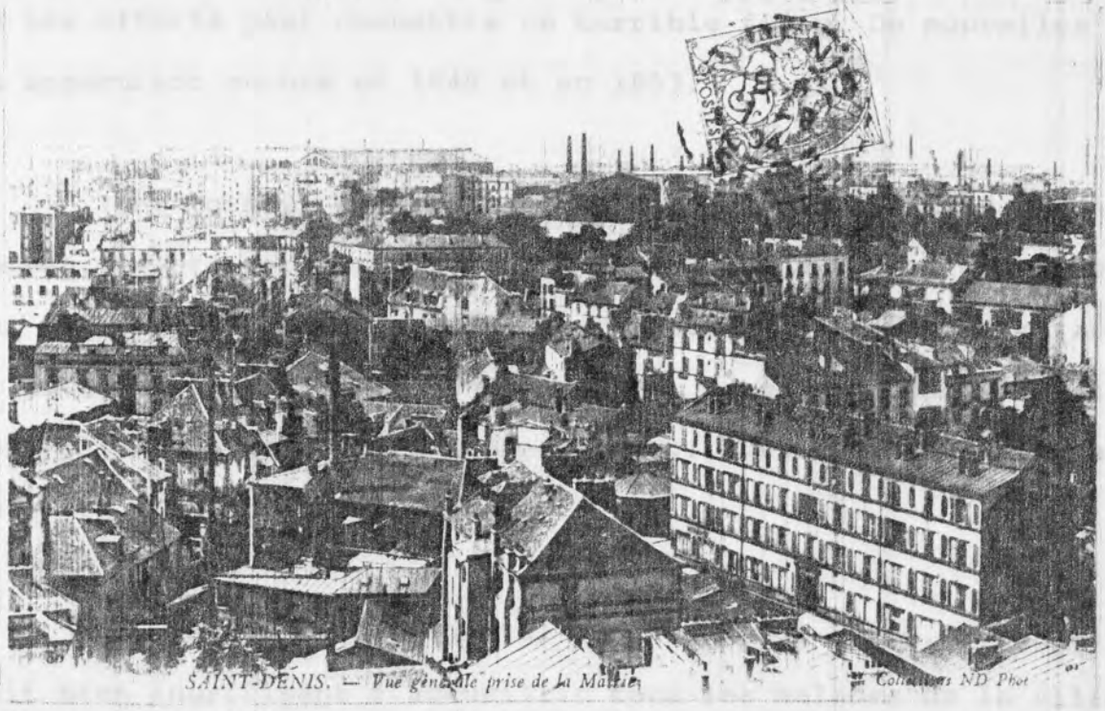
Cristino GARCIA
Héros de la Résistance Française
Héros de la Résistance Espagnole
Assassiné par Franco

Dans sa séance ~~du Conseil municipal~~ du 27 avril 1946, le Conseil municipal décidait de la dénommer, à titre d'hommage public, rue Christino Garcia, du nom d'un républicain espagnol qui s'illustra dans la lutte contre Franco. Réfugié en France, il participa activement à la lutte contre l'envahisseur allemand. Après la guerre, il retourna en Espagne poursuivre le combat, arrêté il a été condamné à mort sur ordre de Franco.

Le choix du nom de Cristino Garcia à la rue de la Justice a été dicté par le fait qu'elle traverse une agglomération assez importante de ressortissants d'origine espagnole.

CYGNE (rue du)- Place Victor Hugo <----> rue de la Boulangerie C.2 / C.3.

La partie de cette rue, comprise entre la place Victor Hugo et l'angle où elle se dirige vers la rue de la Boulangerie s'appelait à l'origine la rue de la Poissonnerie. En 1903, le Conseil municipal avait pensé la dénommer rue Michelin, du nom d'une demoiselle qui a fait reconstruire de ses deniers l'Hôtel Dieu en 1702, ce qui fut refusé. Sa dénomination actuelle provient d'une enseigne.



Au premier plan, le quartier formé par les rues du Cygne et de la Boulangerie, en 1904.

Le premier dispensaire municipal.

Au numéro 6 de la rue du Cygne, était inauguré le 25 novembre 1950, un Centre Prénatal et d'Hygiène scolaire. C'était un des premiers maillons du service de protection sanitaire municipal dont avait un besoin impérieux la population dionysienne. En 1944, l'absence de toute protection sanitaire à Saint-Denis, avait pour la ville les plus graves conséquences. Pour 1000 naissances vivantes, les décès étaient de 87 dans la commune, alors que dans la France entière la moyenne était de 73. Les décès par tuberculose étaient pour 100 000 habitants, de 371 alors que la moyenne était, pour la France entière de 159.

Une grande mortalité par épidémies.

Les épidémies ont durement frappé la population de notre ville. Des dernières en date, nous retiendrons surtout les épidémies de choléra morbus. En 1832, 400 cholériques succombèrent en 3 jours. En 1849, le docteur Le Roy des Barres, aidé de quelques médecins, multiplia ses efforts pour combattre ce terrible fléau. De nouvelles épidémies apparurent encore en 1845 et en 1853.

"Une torpeur envahissante montait par les pieds pour gagner les jambes, les reins, paralyser le coeur et les autres organes contractés par des crampes violentes. Une soif insatiable minait le moribond, déchet humain, abandonné le plus souvent... Cinq à six cadavres étaient alignés, pêle-mêle dans une voiture à bras... Les cercueils manquaient. Le pestiféré était cousu dans un sac." (1)

Il y avait ~~dans~~ l'Hôpital (ancien Hôtel-Dieu), mais celui-ci était bien inusffisant à accueillir tous les malades de la ville

.../...

(1) Henri Monin. Histoire de la Ville et de la Basilique de Saint-Denis.

et encore moins les victimes d'épidémie qui risquaient de contaminer l'ensemble des patients se trouvant dans l'établissement. Dans les manuels de médecine qui avaient été édités, on y trouvait des diagnostics aberrants comme en témoigne le texte ci-dessous :

"Les maladies de poitrine sont causées, plus souvent qu'on ne le pense, par le ténia lui-même, que tant de gens ont sans s'en douter. En effet, je me suis convaincu que, lorsque le ténia insinue sa tête à la gorge, il occasionne une toux opiniâtre, et un catharre violent suivi de coryza, lorsqu'il introduit sa tête dans les fosses nasales, en passant derrière le voile du palais. On mouche alors et on crache des mucosités de même nature". (1)

Aux épidémies de choléra venaient s'ajouter les épidémies de variole (dont la vaccination a été rendue obligatoire par la loi du 15 février 1902), de diphtérie-Croup, de fièvre typhoïde, de mortalité infantile par diarrhée cholériforme et la tuberculose.

Afin de faire face à cette situation, le Conseil Municipal se réunissait pour étudier la réorganisation du service et prendre les dispositions pour assurer les mesures d'hygiène contre le développement d'épidémies possibles.

"Monsieur le maire s'est occupé auprès de l'administration militaire de tentes pour isoler les malades. Des quartiers de secours ont été désignés, des pourparlers ont été entamés avec un entrepreneur pour la fourniture immédiate de baraques si les besoins l'exigeaient. Tous les endroits reconnus insalubres ont été visités et seront visités par la commission d'hygiène..." (2)

.../...

---

(1) Manuel Annuaire de la Santé pour 1876 ou Médecine et Pharmacie domestique par F.V. Raspail.

(2) Bulletin municipal officiel de la Ville de Saint-Denis. Année 1884.

Un Bureau municipal de salubrité.

En janvier 1891, le docteur Le Roy des Barres demandait à la ville de Saint-Denis, la création d'un Bureau municipal de salubrité. A la suite de cette demande, le Journal de Saint-Denis devait écrire :

"Saint-Denis n'a pas à ce point d'épidémies qu'il soit nécessaire de créer tout de suite et sans discuter, le Bureau d'hygiène" ce à quoi le Docteur Le Roy des Barres devait répondre "Votre collaborateur très préoccupé, semble t-il, par de nouvelles dépenses pour le budget communal "veut bien trouver spécieuses les raisons à faire adopter ce projet"...

"Toute dépense faite au nom de l'hygiène, est une économie. De tous les gaspillages, le plus ruineux, n'est-ce pas celui de la vie humaine ?... La statistique annuellement publiée par l'arrondissement de Saint-Denis par les soins de la Préfecture, qui peut déceler quelques causes permanentes d'insalubrité, ne repose que sur la mortalité, tandis que la statistique dressée localement chaque jour traduira l'existence de foyers "morbides" et permettra souvent avant mort d'homme, d'agir efficacement et d'arrêter une épidémie...

La diphtérie-croup à Saint-Denis, je crois l'avoir démontré ailleurs, n'aurait pas depuis plusieurs années fait des ravages aussi cruels et frappée coup sur coup plusieurs enfants dans certaines maisons après l'application de mesures rigoureuses de désinfection.

Il faut en temps voulu à l'aide de renseignements soigneusement et régulièrement recueillis, assurer l'isolement des malades atteints de maladies contagieuses - choléra, variole, fièvre typhoïde, diphtérie-croup, rougeole, scarlatine et la tuberculose elle-même qui à elle seule, cause le cinquième de la mortalité totale..."(1)

.../...

(1) Journal de Saint-Denis du 25 janvier 1891.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

PRÉFECTURE DE POLICE

COMMISSION D'HYGIÈNE PUBLIQUE ET DE SALUBRITÉ

DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-DENIS

RAPPORT

SUR LES

MALADIES ÉPIDÉMIQUES

OBSERVÉES EN 1891

DANS L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-DENIS

M. le Dr LE ROY DES BARRES

Vice-Président de la Commission d'hygiène de l'arrondissement de Saint-Denis.

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHEMINS DE FER

IMPRIMERIE CHAIX

SOCIÉTÉ ANONYME

(Succursale B), 5, rue de la Sainte-Chapelle.

1892

Le Bureau municipal de salubrité a été créé par délibération du Conseil municipal en date du 25 janvier 1891. Il était bien nécessaire car au mois de novembre de la même année, le Journal de Saint-Denis relatait :

"La rougeole continue à sévir, depuis 8 jours on a relevé 504 cas de rougeole dans le petit monde enfantin de Saint-Denis dont plusieurs cas mortels..."

Ce bureau avait au premier rang de ses préoccupations à s'occuper des taudis où s'entassaient les familles ouvrières et tenter de faire apporter par l'intermédiaire du Bureau des logements insalubres, quelques améliorations aux conditions d'habitât, par les propriétaires, principaux locataires, ou logeurs trop soucieux de leurs intérêts particuliers au détriment de la santé de leurs locataires.

La même année, l'administration municipale a fait l'acquisition d'une voiture spéciale qui a été affectée aux transport des cholériques et créa "une escouade" de désinfecteurs par quartier".

Les causes des épidémies.

Le journal "le Cri du Peuple" du 5 janvier 1885, nous donne un aperçu des conditions d'habitat des classes les plus défavorisées de la population dionysienne. Conditions d'habitat qui sont responsables des nombreuses épidémies. "Après les usines où l'on sue, où l'on dépense sa chair et ses muscles, sont les domiciles où l'on se repose. Entrons-y.

Rue du Port, au 31....Cette maison est dans un état de malpropreté révoltante. il est expressément défendu, par ordre du propriétaire, de vider les vases de nuit ou autres récipients dans les cabinets, ils doivent être vidés dans le plomb. Défense de jeter de l'eau dans les cabinets, même pour les nettoyer.... L'infection de cette maison est telle que l'on est obligé de se boucher les narines pour monter l'escalier ou traverser la cour. Il y a quatre étages. Toutes les chambres sont louées en garni....

.../...

Rue du Port n° 39.... Cette maison est un amas de cabanes n'ayant qu'un rez-de-chaussée. Les malheureux qui demeurent la-dedans s'entassent comme ils peuvent. Dernièrement on comptait dix habitants dans deux petites cabanes qui se trouvent au fond de la cour à droite. Les cabanes du fond sont en contre-bas d'un mètre avec la rue.

La plupart des locataires de ces cloaques suitants sont des Bretons...."

Rue du Port n° 11. Défense de vider quoique ce soit dans les cabinets. Ordre de descendre les eaux sales et de les porter au ruisseau dans la rue. Un des logements de cette maison fut dernièrement déclaré par la commission de salubrité comme inhabitable. Les gens qui y étaient le quittèrent. Il fut presque immédiatement reloué...

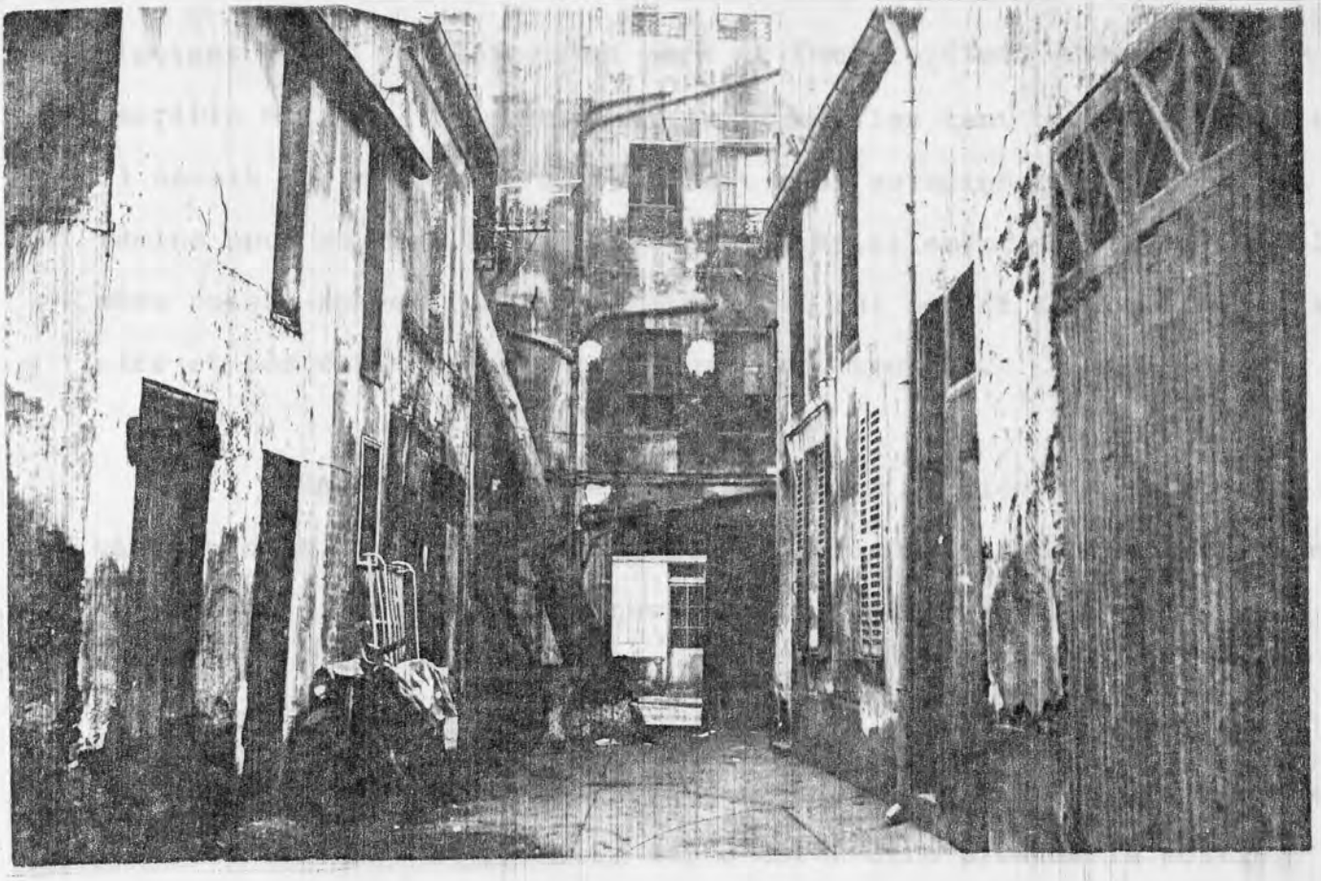
Rue des Ursulines, 27.... Nous montons un escalier vermoulu, tapissé de toiles d'araignées et plein d'ordures... Arrivés au deuxième étage, nous nous trouvons en présence du plomb. Pour nous sauver de l'asphyxie, nous nous bouchons le nez; puis nous nous engageons dans un couloir obscur au bout duquel est le logement de notre ami Z... Nous entrons. Parquet disjoint, murs lézardés. Du couloir on voit dans la chambre par une crevasse de la cloison.... Une espèce de grande alcôve fermant à deux battants comme une armoire. Longueur 1m20, largeur 1m80. Trois enfants dorment là.

Toute la maison est infestée de vermine. La fosse est presque toujours débordante. La pompe est cassée....".

Lors de la discussion du règlement sanitaire, à la séance du Conseil municipal du 20 avril 1905, il apparait que les causes des épidémies sont dues essentiellement aux conditions d'habitât et à l'eau distribuée à la population. C'est ainsi que "non seulement dans les vieux quartiers, mais au quartier Pleyel, il y a des maisons infectes dans lesquelles se trouvent des familles nombreuses... D'autre part, il y a des propriétaires qui ont tout simplement crevé leur fosse pour que le contenu s'écoule directement dans l'égoût".

Tout cela a contribué au développement de la tuberculose

.../...



Les taudis de la rue Jean Jaurès qui étaient des foyers de tuberculose.

d'autant plus, que lorsqu'un père de famille était atteint de cette terrible maladie, il continuait de travailler tant qu'il le pouvait. Il savait que dès qu'il s'arrêterait pour se soigner, ce serait la famine pour sa famille car il était matériellement impossible que la mère puisse subvenir à la situation qui lui serait faite. Alors, la mère et les enfants étaient à leur tour atteints.

Un autre aspect épidémique était la fièvre typhoïde qui sévissait dans divers quartiers. Dès 1892 le Docteur Le Roy des Barres avait déjà signalé les origines de cette épidémie. (1)

"La recherche du domicile des malades typhiques traités à l'hôpital révèle, quant à leur répartition, quelques renseignements intéressants. Sur 85 malades, 44, c'est-à-dire plus de la moitié, habitaient le quartier exentrique situé au sud de la ville... Tandis que ce quartier comptait à lui seul 4,33 typhiques par 1000 habitants et 8,87 décès par 10 000, le reste de la ville, sur une population de 40 849 habitants, n'avait que 1 typhique sur 1000 et 1,20 décès pour 10 000 habitants...

La répartition topographique de cette maladie épidémique, nous le constatons depuis plusieurs années, est calquée à Saint-Denis sur la canalisation de l'eau de différentes qualités, puisque le quartier de la Plaine, le moins bien doté en eau artésienne est toujours plus éprouvé que la ville proprement dite, où l'eau salubre est plus généreusement distribuée..."

Le Bureau d'Hygiène.

Dans sa séance du 29 janvier 1909, le Conseil municipal procédait à la réorganisation du service de salubrité de la ville sous la désignation de Bureau d'Hygiène conformément à la loi du 15 février 1902 sur la santé et l'hygiène. Au cours de cette séance était définie

.../...

(1) M. le Docteur Le Roy des Barres. Rapport sur les maladies épidémiques observées en 1891 dans l'arrondissement de Saint-Denis. 1892

les attributions de ce bureau qui comprenait un directeur qui était l'architecte communal, cinq médecins, un sous-directeur, un agent technique, un agent d'exécution, un agent administratif et quatre inspecteurs.

Ce bureau avait pour tâche de faire appliquer les mesures sanitaires concernant les individus, les immeubles, la voie publique, l'hygiène de l'enfance, l'hygiène scolaire, l'hygiène alimentaire, la police sanitaire des animaux, la surveillance des établissements classés. Il devait en outre constater les décès et dresser les statistiques démographiques.

Le nouvel hôpital, bien vite trop petit.

En 1880 avait été posée la première pierre du nouvel hôpital (1) en remplacement de celui qui se trouvait dans l'ancien Hôtel-Dieu, dont les locaux étaient devenus vétustes et insalubres.

A la réunion des quatre grandes commissions municipales le 24 octobre 1909, le maire M. Adam déclarait :

"Fréquemment il arrive que les malades ne peuvent trouver à l'hôpital faute de place, les soins que réclament leur état. Ceux-ci sont alors dirigés sur les hôpitaux de Paris qui parfois aussi se trouvent encombrés, de sorte que les malades reviennent sans avoir reçu les soins nécessaires".

Pas d'établissement spécialisé.

Le Conseil municipal dans sa séance du 4 janvier 1912,

.../...

(1) Voir rue Danielle Casanova.

Délibère : Il y a lieu d'émettre un voeu tendant à ce que le Conseil général de la Seine vote un projet de création d'un sanatorium départemental pour les tuberculeux à tous degrés".

Un dispensaire antituberculeux.

Le dimanche 20 décembre 1903, avait été inauguré en présence du maire, Thivet-Hanctin, un dispensaire antituberculeux, 9, rue de Toul et 5, rue Traverse. Ce dispensaire, qui était une association, faisait appel à la bonne volonté bénévole de médecins ou autres personnes, recevait pour fonctionner les recettes des bals, fêtes, souscriptions qu'il pouvait organiser ainsi que les cotisations de ses adhérents.

Les consultations gratuites qui y étaient données, concernaient "les maladies de gorge de poitrine ou d'estomac. Les patients pouvaient se faire faire des pîqures, des ventouses ordinaires ou scarifiées ainsi que des pointes de feu. Il y était aussi pratiqué des interventions chirurgicales concernant le nez, la gorge et les oreilles.

Et un service médical de nuit.

Par arrêté du Conseil municipal en date du 30 août 1912 était créé, à dater du 1er septembre 1912, un service médical et pharmaceutique de nuit.

"Toute personne qui pendant la nuit aura besoin de soins médicaux immédiats, peut faire requérir au commissariat ou poste de police le plus proche de son domicile, dans sa circonscription l'assistance d'un médecin. (1)

Toujours des épidémies.

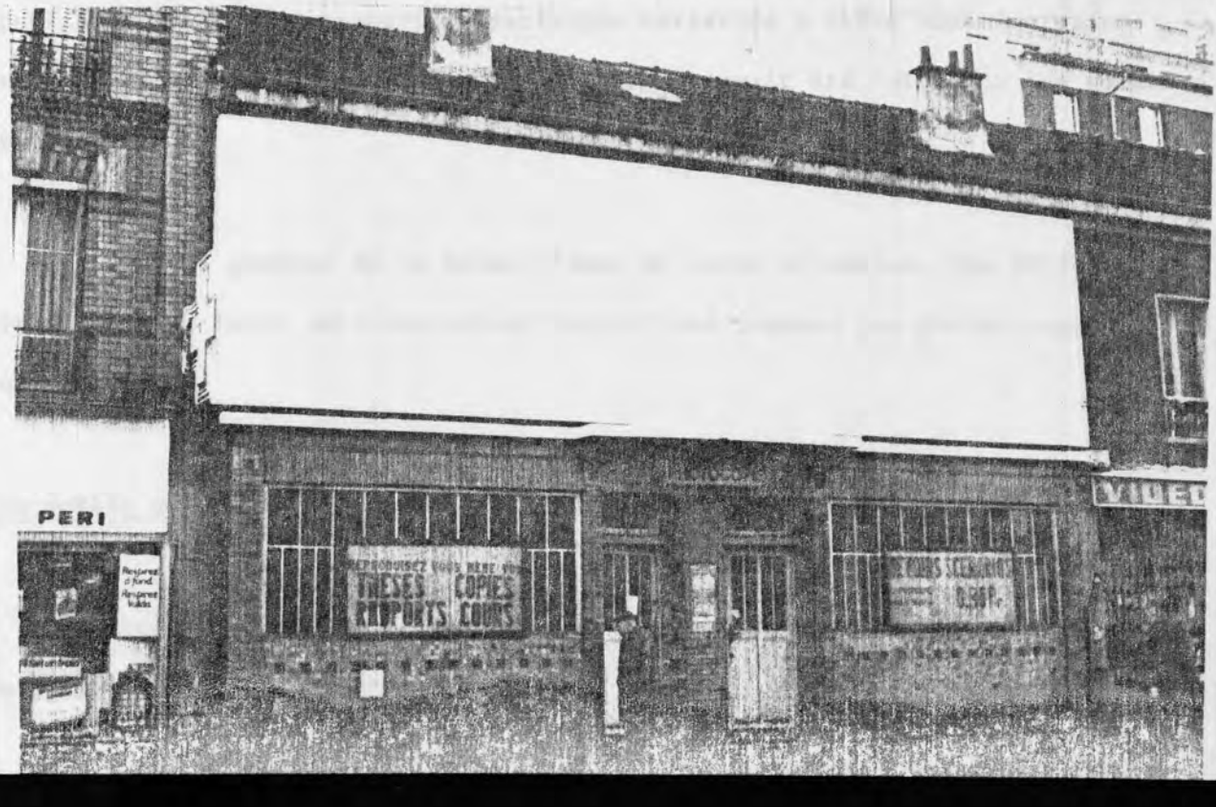
Les statistiques établies chaque année, révèlent des maladies épidémiques. En 1912, il y avait eu 532 cas de maladies transmissibles et dangereuses dont,

(1) [illegible]

.../...

C'est dans cet immeuble situé 5, rue Traverse et 9, rue de Toul qu'a été inauguré en I903, le premier dispensaire antituberculeux de Saint-Denis.

et dans cet autre situé I37, rue de Paris (G. Péri) le dispensaire de l'Office Public d'Hygiène Sosiale. (O.P.H.S.)



fièvre typhoïde 58, scarlatine 110, tuberculose 154, etc. Le 31 janvier 1914, le Journal l'Emancipation relate "Beaucoup de cas de typhoïde dans la population de Saint-Denis, particulièrement dans les quartiers du Landy à la Plaine, donnent un intérêt de premier ordre aux constations faites jusqu'à ce jour. Elle donne lieu à une mortalité annuelle de 1 %..."

En octobre 1918, sévit la "grippe espagnole", terrible épidémie qui a fait 3 millions de morts en Europe, deux cent mille en France. A Saint-Denis rien que parmi les infirmières de l'Hôpital-Hospice on devait déplorer une cinquantaine de victimes.

Le journal ~~de~~ "l'Emancipation" du 20 septembre 1923, signale qu'à Saint-Denis en 1922, sur 1067 décès, 396 étaient dus à la tuberculose, soit 37 % des décès.

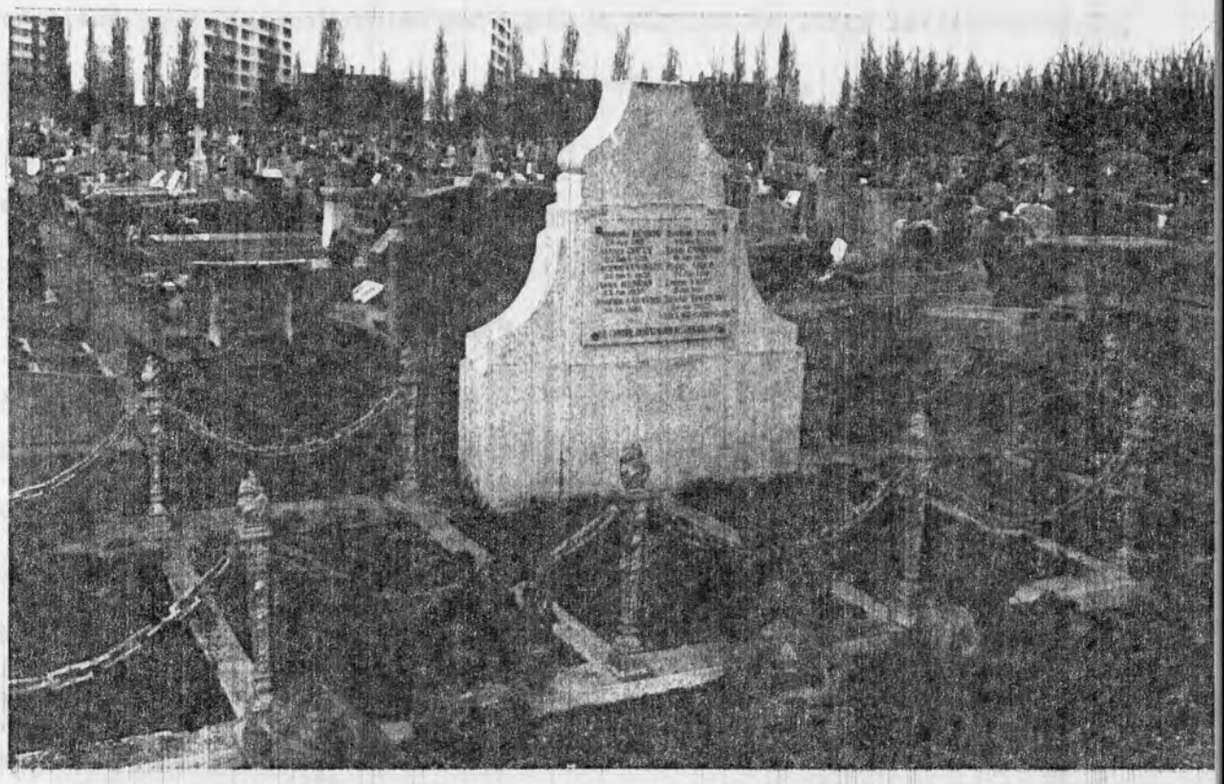
Pour combattre ce fléau, dans la région parisienne, il était impérieusement nécessaire de créer un ensemble d'institutions d'un caractère déterminé, reliée entre elles et destinées à constituer un armement antituberculeux. Les moyens dont disposait le Département de la Seine avant la guerre 1914/1918 étaient de deux ordres : les oeuvres privées, nettement insuffisantes, agissant en ordre dispersé, et les oeuvres ou institutions se rattachant à l' administration de l'Assistance publique. Quelques dispensaires parisiens rattachés à cette Administration restaient notoirement inférieurs aux besoins. Rien n'avait été fait pour les communes de la banlieue.

Le Conseil général de la Seine s'émut de cette situation. Dès 1913, il dressait un plan de lutte antituberculeux inspiré des travaux des phtisiologues les plus qualifiés.

<u>L'Office public d'Hygiène sociale</u>.

L'exécution de ce plan, retardé par la guerre, aboutit en 1918 à la création de l'Office public d'hygiène sociale. Dès lors, un organisme était régulière-

.../...



Au cimetière communal, la tombe élevée à la mémoire des infirmière décédées, victimes du devoir, en soignant les malades atteints de la grippe espagnole.

ment constitué pour l'intervention publique en matière de lutte antituberculose. Il avait à assurer l'application de la loi du 15 avril 1916 instituant les dispensaires d'Hygiène sociale de préservation antituberculeuse et, par la suite, la loi du 7 septembre 1919 instituant les sanatoriums.

Mettre l'enfance à l'abri de l'infection tuberculeuse ; assurer pour l'individu, la famillle, la collectivité, l'application des mesures de prophylaxie, dépister les malades et les foyers contaminés ; créer pour les enfants et les adultes atteints par le bacile les établissements de cure répondant aux données les plus récentes de la thérapeutique ; éloigner les enfants sains des milieux contaminants, les placer à la campagne et garantir leur développement physique et intellectuel coordonner les efforts des oeuvres privées, maintenir une liaison constante avec les organismes publics (administration de l'Assistance publique, Caisses d'Assurances sociales, services d'assistance médicale) : telle était la tâche de cet organisme qui servit de type à des créations semblables dans beaucoup de départements.

L'Office public d'hygiène sociale était géré par un directeur assisté d'un conseil de surveillance. A la base de l'organisation se trouvaient les dispensaires, au nombre de 61 : 32 à Paris et 29 en banlieue dont un à Saint-Denis qui était situé 137 rue de Paris (G. Péri). Quatre étaient réservés pour les Nords-africains. (1)

Sur le plan municipal aucun dispensaire n'existait. C'est l'Association "Les Amis de l'Office Public d'Hygiène Social de Saint-Denis" fondée en 1924 qui avait pour but d'aider les malades placés sous le contrôle du Dispensaire Antituberculeux de Saint-Denis qui lui-même dépendait de l'Office public d'Hygiène Sociale. Cette association privée recevait une subvention de la ville "pour apporter une aide efficace aux malades ou à leurs familles". (2)

En 1936, les 61 dispensaires de l'Office public d'hygiène sociale comptai-

.../...

(1) l'O.P.H.S. de St-Denis a été transféré dans les locaux de l'hôpital Casanova.

(2) Délibération du Conseil municipal du 13 décembre 1943.

Consultations de 9 heures à 6 heures

Cabinet de Confiance Fondé en 892

" SURGEON-DENTIST "

Spécialité appareils Bridges Couronnés

77, Rue de la République, SAINT-DENIS

Téléphone : Saint-Denis 760

Même Maison à Paris

50, Faub. du Temple, 37 bis, Rue du Commerce

CLINIQUE DENTAIRE

Thomas, 1, rue Pinel.
Viel, 79, rue de Paris. — ☎ 278.

LA GRANDE PHARMACIE

36, Rue de la Republique, 36 & 2, Rue Fontaine, 2

☎ 592 SAINT-DENIS ☎ 592

Vend les meilleurs produits aux prix les plus ba

Sirop Gaïacolé HEFDE

Souverain contre la Toux

PHARMACIE DESGRANGES

123, Rue de Paris, SAINT-DENIS ☎ 690

Publicités parues dans l'annuaire "Bijou", année 1923. Collection Bibliothèque municipale de St-Denis

CLINIQUE DE LA BOURSE DU TRAVAIL

4, Rue Suger, 4

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Médecine Générale

(Consultations gratuites)

Les ouvriers blessés n'y reçoivent pas d'argent, mais y sont soignés et bien défendus.

ent 125 231 inscrits, dont 64 228 diagnostiqués tuberculeux et 17 664 reconnus bacilifères. Au cours de cette même année, 366 641 consultations ont été données dans ces dispensaires et 213 154 visites à domicile ont été faites par 222 visiteuses de l'Office public d'hygiène sociale. Les efforts accomplis par le Département de la Seine pour enrayer les ravages de la tuberculose n'ont pas été vains : en 1925, 13 902 décès étaient inscrits dans ce département au compte de la tuberculose ; en 1935, 9 303 décès seulement lui était imputable. (1)

Malgré ces résultats encourageants, Saint-Denis restait en tête de la mortalité par tuberculose. En 1935, le taux des mortalités pour 10 000 habitants était de 29,6, 20,9 pour l'arrondissement de Saint-Denis et 18,8 pour le département. En 1939 : Saint-Denis 21,1, arrondissement 17,5, département 17,5. En 1947 : Saint-Denis 9,4, arrondissement 7,2, département 7,4. (2)

La mortalité infantile.

Afin de lutter plus efficacement contre la mortalité infantile, une Commission spéciale avait été nommée par le Conseil général de la Seine en mars 1931 pour étudier l'organisation d'un Office départemental de l'Enfance. Cet office devait être chargé de coordonner et favoriser les efforts publics et privés entrepris dans ce domaine, et éventuellment créer des institutions intéressant la maternité et l'enfance : consultations prénatales, consultations de nourrissons, dispensaire d'hygiène infantile, centres d'élevage, crêches, etc. Rien de tout celà n'est apparu à Saint-Denis. Seule une crèche a été ouverte à la Plaine en 1927, dans les bâtiments communaux du 120 avenue Wilson.

Le taux de mortalité infantile en 1935 s'élevait, à Saint-Denis, à 0,35 % des naissances vivantes et dans le Département de la Seine à 6,71 % en 1939 ces chiffres passaient respectivement à 5,23 et 5,74 %. En 1944 nouvelle remontée des décès : 9,25 % à Saint-Denis alors que dans le département, le taux n'était que de 6,31 %. Il faut dire qu'à l'hôpital le service de médecine infantile avait été fer-

.../...

(1) Raymond Laurent. Paris sa vie municipale vers le plus grand Paris. 1937.
(2) Considérations sur l'état sanitaire de la population domiciliée à St-Denis par M. Marcel Maine, statisticien du Comité National de Lutte contre la Tuberculose.

mé ainsi que les services des contagieux, tandis que les services d'Hospice et de chronique femmes avaient été évacués, les troupes d'occupation allemande ayant réquisitionné les pavillons 5-6-7 et 10 ce qui avait ramené le nombre de lits de 585 à 292.

Août 1944, un lourd héritage.

Comme nous l'avons vu au début de ce chapitre, aucun service de protection sanitaire n'avait été réalisé sur le plan municipal. La tâche de la nouvelle Municipalité s'avèrait d'envergure. La bataille allait s'engager sur deux fronts :

1°- Doter d'urgence notre ville du service de protection sanitaire dont elle avait tant besoin.

20- Entreprendre une politique hardie du logement pour sortir les familles des taudis responsables de la tuberculose et autres maladies infectieuses.

Dès son installation, en octobre 1944, la Municipalité issue de la Résistance, jetait les premières bases des rouages administratifs et techniques nécessaires à la surveillance et à l'assistance médicale des enfants et des adultes. Le 11 mars 1945, le Conseil municipal décidait la création du service social municipal "pour prendre les mesures préventives contre les fléaux sociaux, aider tous ceux, jeunes ou vieux qui peuvent avoir besoin des services publics ou des oeuvres d'assistance". (1)

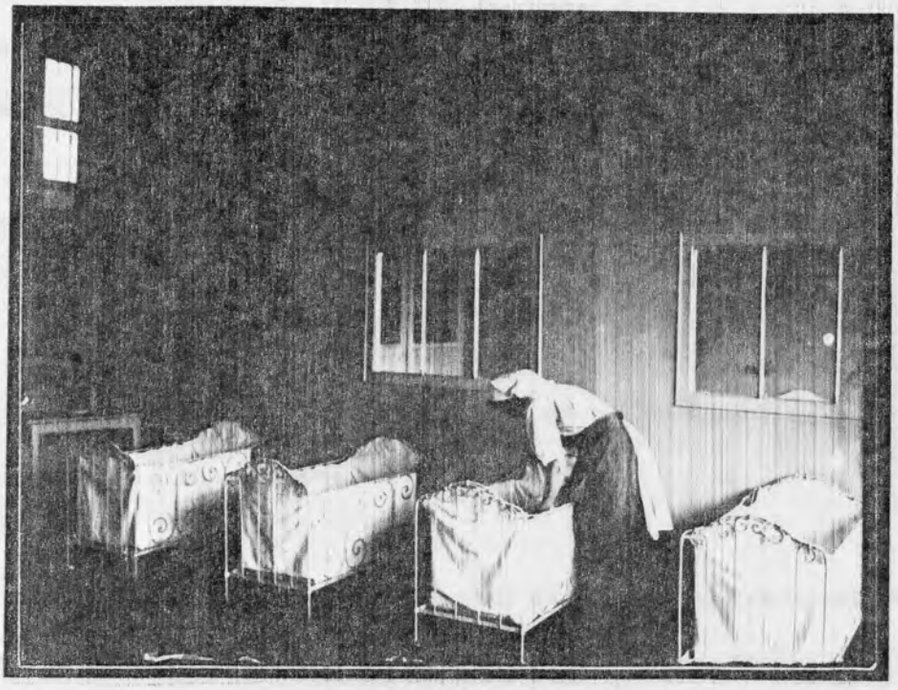
Le premier centre de consultations de nourrissons.

Les crèches de la rue de la République et de la Plaine ont été réorganisées et placées sous la surveillance d'une infirmière diplomée. Pour lutter contre la mortalité infantile, le Conseil municipal décidait de créer par la coordination des services municipaux d'une part et des organismes comme l'Assistance Publique, les Caisses de Solidarité sociale, un service d'ensemble qui comprenait : un Service central de stérilisation du lait, 15, rue Emile Connoy, des consultations de

.../...

(1) Sur le service social, voir place Gaston Dourdin.

Les crêches de la Plaine,
- ci-contre - et de la
rue de la République,
- ci-dessous - en 1950



nourrissons, dont la première, aménagée en quelques semaines dans des locaux de l'Hôpital-Hospice, était inaugurée le 9 mars 1946, en présence du Ministre de la Santé. Puis venait s'ajouter en novembre 1946, celui de la rue Emile Connoy et en mai 1949, celui du 120 avenue Wilson et en novembre 1950, un Centre Prénatal et un Dispensaire d'Hygiène scolaire, 6, rue du Cygne.

La nouvelle Commission administrative de l'Hôpital-Hospice, en accord avec la Municipalité, se préoccupait d'améliorer les services médicaux de son établissement. Elle ouvrait des services de gynécologie, de stomatologie, d'urologie et les enfants qui depuis plusieurs années devaient être dirigés sur les hôpitaux de Paris, étaient à nouveau admis à l'Hôpital de Saint-Denis, dans un bâtiment moderne, la maternité était agrandie et modernisée.

La lutte contre la tuberculose.

De 1944 à 1957, le Docteur Pierre Delafontaine, médecin chef des services de médecine de l'Hôpital avait créé et développé un important service de traitement de la tuberculose.

Pour sortir les habitants des taudis qui étaient en grande partie responsables de ce fléau et de sa propagation, la Municipalité mettait en oeuvre une politique foncière appropriée pour acquérir les terrains nécessaires à la construction d'immeubles modernes et remettait l'Office Public d'Habitations en état de fonctionner.(1) Il n'était pas rare de trouver en 1947, des Dionysiens vivant dans des conditions déplorables. Rue Jean Jaurès par exemple, une famille comprenant le père, la mère et 8 enfants vivaient dans 3 pièces mansardées exigues. Le fils aîné était en aérium, le deuxième et troisième en préventorium, une fille jumelle est décédée d'une méningite tuberculose, sa soeur est décédée en nourrice. Impasse Chaudron, la même année, dans une famille comprenant le père, la mère et 5 enfants vivant dans un logement de deux pièces-cuisine, froid et humide. L'aîné des enfants, malade a contaminé ses frères d'où les deux aînés en sanatorium, le quatrième en préventorium.

.../...

(1) Sur le logement voir place Paul Langevin.

La consultation de nourrissons à l'hôpital-Hospice ouverte en 1945. Photo X

Auguste Gillot, maire, prononçant son discours lors de l'inauguration de la stérilisation du lait, 15 rue Emile Connoy. Photo R. Launois

La stérilisation du lait en 1954. Photo R. Launois

Il y avait aussi le dispensaire O.P.H.S. de la rue Gabriel Péri, mais il était affecté en 1947 à un secteur de population regroupant 200 000 habitants et était de ce fait nettement insuffisant, ce qui avait d'ailleurs amené la Municipalité à envisager la construction d'un dispensaire antituberculeux pour le canton.

Des résultats encourageants.

La Municipalité de Saint-Denis, émue par la grave situation sanitaire constatée en 1947, a fait procéder à des études comparées des principales caractéristiques sanitaires de la commune en juin 1948, en mars 1950 et en avril 1952. Elles ont permis de suivre exactement l'évolution de la situation sanitaire de la commune, et d'enregistrer de notables améliorations.

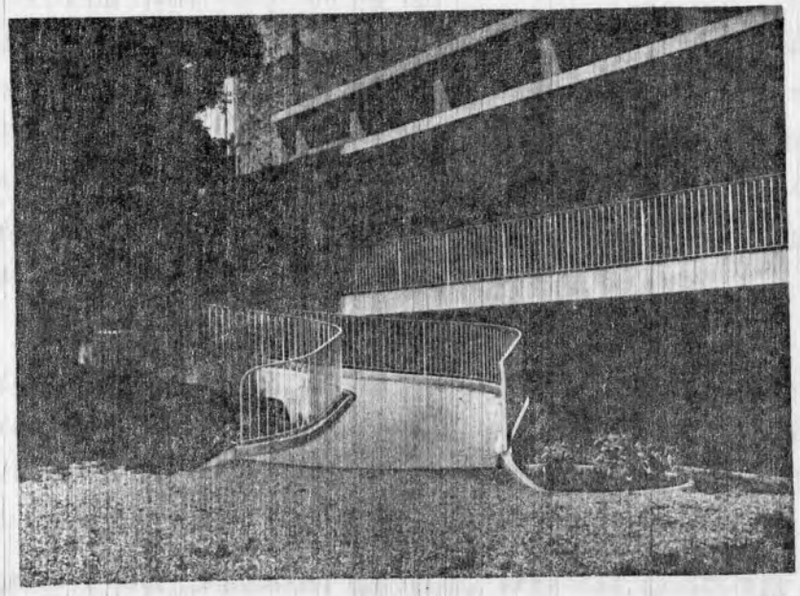
La baisse de la mortalité générale est passée de 154 décès pour 10 000 habitants en 1935 / 37 à 123 en 1951. Des gains importants sur la tuberculose ont été enregistrés, puisque la mortalité pour 100 000 habitants a reculé de 296 dans la période de référence à 80 en 1951, d'où 216 décès en moins par 100 000 habitants, soit une diminution égale à 73 %. Un important déclin de la mortalité infantile a été constaté. Elle est passée de 93,5 en 1935 à 45 décès de 0 à 1 an pour 1000 naissances vivantes en 1951 soit une régression égale à 52 %, dont 16 % entre 1950 et 1951. Amélioration considérable du risque de mortalité foetale (le taux est descendu de 65,3 en 1935 à 25,5 en 1951).

De nouvelles crèches.

En mars 1952 était inaugurée la crèche de la rue des Ursulines aménagée dans un immeuble acquis par la ville et entièrement restaurée. Le 13 novembre 1953 c'était au tour de la crèche Henri Barbusse construite d'après les plans de l'architecte André Lurçat ; toutes deux d'une capacité de 40 lits.

En septembre 1966, la crèche du centre qui occupait une partie

.../...



La crêche de la rue des Ursulines, inaugurée en mars I950 - ci-contre - et construction et inauguration, le I8 avril I953, de la crêche de la rue Henri Barbusse - ci-dessou

Photo R. Launois

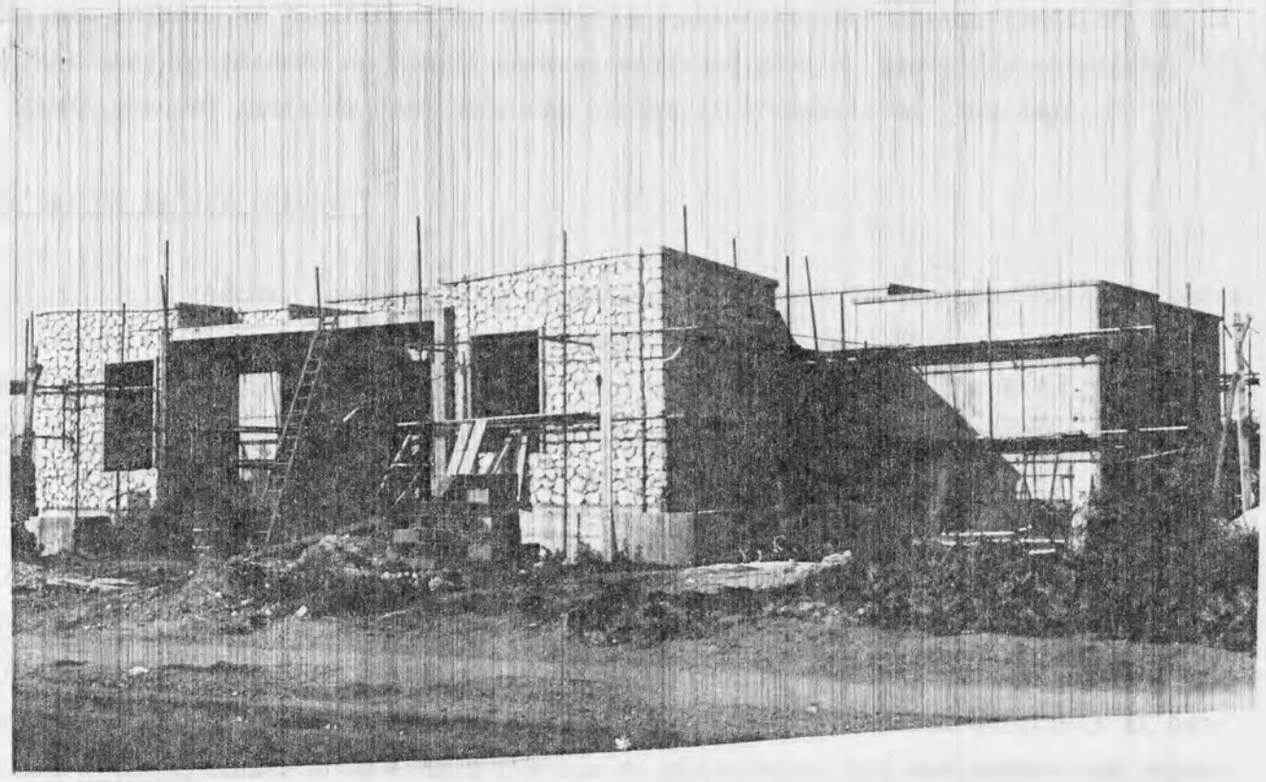


Photo R. Launois

des locaux de l'orphelinat était transférée dans un bâtiment neuf d'une capacité de 44lits. En 1972 deux crêches étaient construites et gérées par le Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale. L'une cité des Cosmonautes, l'autre cité Pierre Sémard rue Gaston Monmousseau. Elles ont été construites sur des terrains mis à la disposition par la Commune avec la participation financière de celle-ci.

Le 25 novembre 1978 était inaugurée en même temps que l'ensemble du Complexe médico-social, une crêche de 40 berceaux, 153 avenue du Président Wilson, elle remplaçait la crêche aménagée en 1927 dans les bâtiments communaux 120 avenue Wilson.

En mars 1981, c'est au tour de la crêche de la cité la Saussaie, 60 berceaux. D'une conception nouvelle, elle est constituée de 11 modules géométriques de 60 m2 chacun. Ces équipements résolument modernes, offrent de multiples possibilités aux enfants et facilitent le travail du personnel. Les abords immédiats de la crêche sont agrémentés de larges espaces verts et dans le cadre des activités, les enfants peuvent faire du vélo dans les allées et s'initier au jardinage.

Qu'est-ce qu'une crêche ?

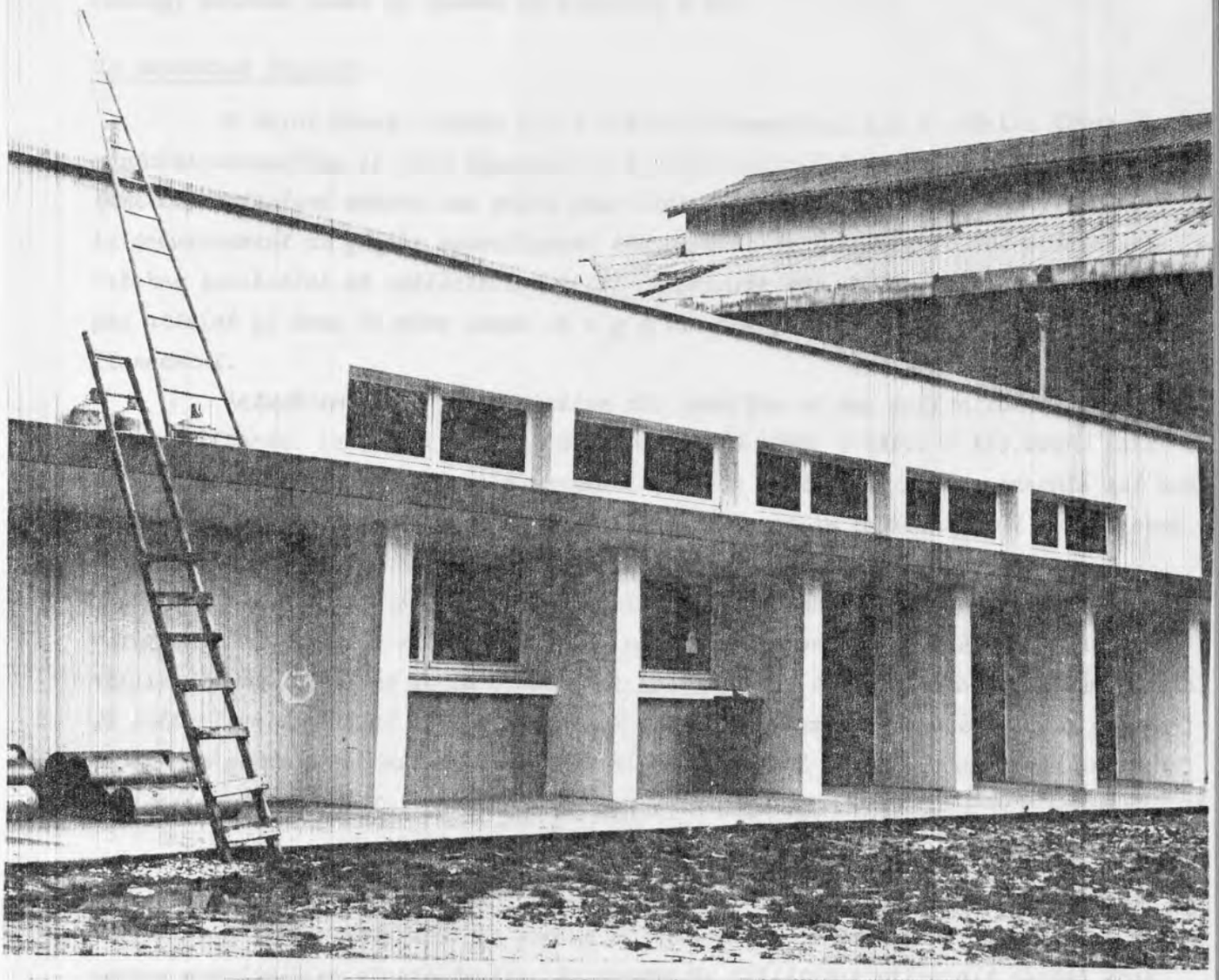
La crêche, pour beaucoup de personnes, ce nom évoque simplement la possibilité de laisser son enfant dans un endroit pas trop loin de chez soi, quand on part au travail. En fait il s'agit de tout autre chose. La crêche est bien plus qu'une garderie ; elle contribue dans une large mesure au développement harmonieux de l'enfant, socialement, psychologiquement, culturellement.

Quand ont été construites les crêches Ursulines et Barbusse en 1952 et 1953, les crêches avaient un caractère essentiellement sanitaire et de garderie. Depuis, les modes d'éducation des jeunes enfants ont considérablement évolués, le rôle pédagogique, social-culturel de la crêche s'est affirmé. La Municipalité s'est donc attachée au cours des années 1978 et 1979 dans les crêches Ursulines et Barbusse à entreprendre d'importants travaux de rénovation. Ils ont permis une organisation plus rationnelle de l'espace. Les équipements ont été modernisés et complétés. Ces deux crêches disposent maintenant d'une installation réellement compatible avec les exigences tant sanitaires qu'éducatives d'une crêche actuelle.

Pendant la durée des travaux, les enfants ont été accueillis pour la crêche Ursulines à l'ancienne école Franciade et pour la crêche Barbusse à l'ancien foyer-restaurant Ambroise Croizat.

La halte garderie qui jouxtait la crêche Emile Connoy a été ouverte en septembre 1966. Elle permettait aux mamans de s'absenter en confiant leurs enfants quelques heures à la garde d'un personnel qualifié. Peu fréquentée, et aussi pour répondre aux nombreuses demandes exprimées par les parents et pour résorber les listes d'attentes, ce bâtiment a été transformé, en 1977, et affecté à la crêche

.../...



Construction de la crêche République, inaugurée en I966

Le panneau annonçant la construction d'un complexe médico-social et d'une crêche, I53 avenue Wilson, qui ont été inaugurés le 25 novembre I978

Connoy, portant ainsi le nombre de berceaux à 70.

Un important déficit.

A Saint-Denis, malgrè les 5 crêches communales, les 2 crêches départementales auxquelles il faut ajouter les 20 lits de la crêche hospitalière, 295 familles attendent encore une place pour leur enfant.
Le gouvernement de gauche nouvellement élu propose de financer 10.000 places en crêches familiales et collectives. C'est un premier pas, mais l'objectif ne sera pas atteint si dans le même temps il n'y a pas une participation de l'état au fonctionnement.

Actuellement la participation des familles et des collectivités locales est trop lourde. Le déficit annuel d'une crêche en 1980 s'élève à 653.000F. soit 52,48% de la dépense totale. L'augmentation de la participation des parents est soumise à la décision autoritaire de la Caisse d'Allocation Familiale qui conditionne la subvention qu'elle accorde à la commune à la modification du barème.

Devant cette situation, la Municipalité à lancée en novembre 1981, une pétition dans laquelle elle demande aux parents, personnels de crêches, élus, de refuser l'autoritarisme de la C.A.F., de soutenir les propositions gouvernementales, de solliciter de l'Etat sa participation au fonctionnement des crêches par la prise en charge du personnel de direction et du personnel éducatif, d'exiger une participation du patronat.

Le Centre de diététique.

Crée en 1947, sous le nom de stérilisation du lait pour fournir les biberons aux familles nécessiteuses, le centre de diététique préparait chaque jour et distribuait les laits et régimens ordonnés par les médecins en 1957, 500 biberons étaient ainsi préparés chaque jour. Ce chiffre passait en 1959 à 1450 biberons, préparés pour la moitié de lait, pour l'autre moitié de régimes.

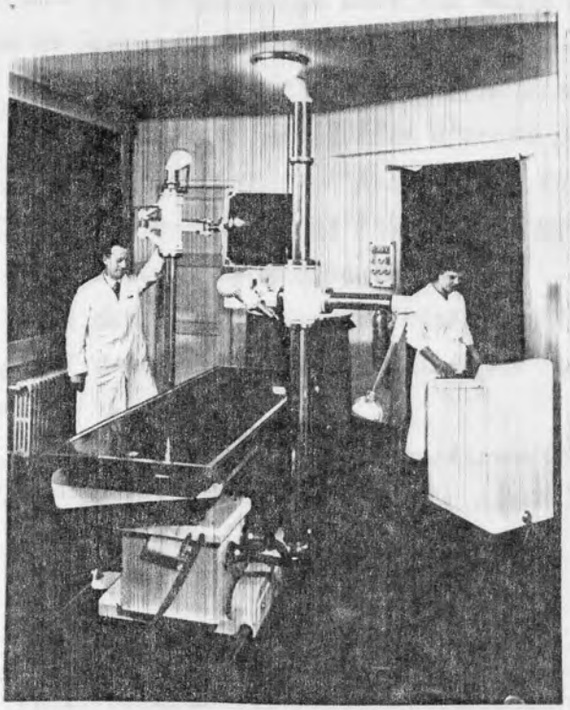
Le centre de diététique qui avait subi en 1966, des travaux de modernisation et un matériel nouveau a fermé ses portes en 1971. Les possibilités nouvelles offertes aux familles dans les logements modernes, les produits diététiques tout prêts vendus dans le comerce on fait que ce centre n'avait plus suffisament d'activité pour continuer à fonctionner. Dans ses locaux a été aménagée la cuisine centrale du Bureau d'Aide Sociale.

Les centres de Santé.

Le premier centre de santé municipal, 6 rue du Cygne, a été inauguré le 25 Novembre 1950. Comme nous l'avons vu, c'était un des premiers maillons de l'équipement sanitaire municipal de notre Ville. Il a fait l'objet de travaux d'agrandissement et de modernisation notamment en 1978, à la suite de la récupération des locaux libérés au 3ème. étage de l'immeuble qui étaient affectés auparavant à l'hygiène mentale, transférée dans de nouveaux locaux.

.../...

Photo R. Launois



Le centre de santé de la rue du Cygne, inauguré le 25 novembre 1950.

Photo R. Launois

En septembre 1980, ce dispensaire disposait d'un nouveau service de radiologie qui permet d'effectuer, dans des conditions de confort et de sécurité maximum pour les patients et le personnel, tous les examens de radiologie digestive, urinaire, osseuse mais également, la radiologie dentaire grâce à un orthopantographe (radio panoramique) et une téléradiographie.

Le centre de Santé de la rue Henri Barbusse a ouvert ses portes en 1953, puis en 1978, c'est au tour de celui de la Plaine intégré dans le complexe médico social construit 153 avenue du Président Wilson.

Le quartier de la Paine très industriel, comporte une population de 11.910 habitants au niveau économique faible. Elle est composée pour la plupart, de travailleurs migrants logés dans les conditions particulièrment pénibles, de jeunes ménages aux ressources modestes occupant bien souvent des logements en accession à la propriété d'où la nécessité pour les mères de famille, de travailler, et d'une population ancienne fortement attachée à ce quartier.

Ce quartier devait pouvoir bénéficier d'un centre médico social moderne.

- L'hôpital est éloigné et d'accès peu facile.

- Le dispensaire de l'Association Philantropique et le Centre Familial et Social qui existaient 153 et 155, avenue Wilson ont été fermés le 30 Juin 1968 alors qu'ils étaient très fréquentés.

- Le dispensaire Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus, 10 rue Cristino Garcia qui prodiguait des soins aux ressortissants espagnols du quartier a lui aussi fermé ses portes.

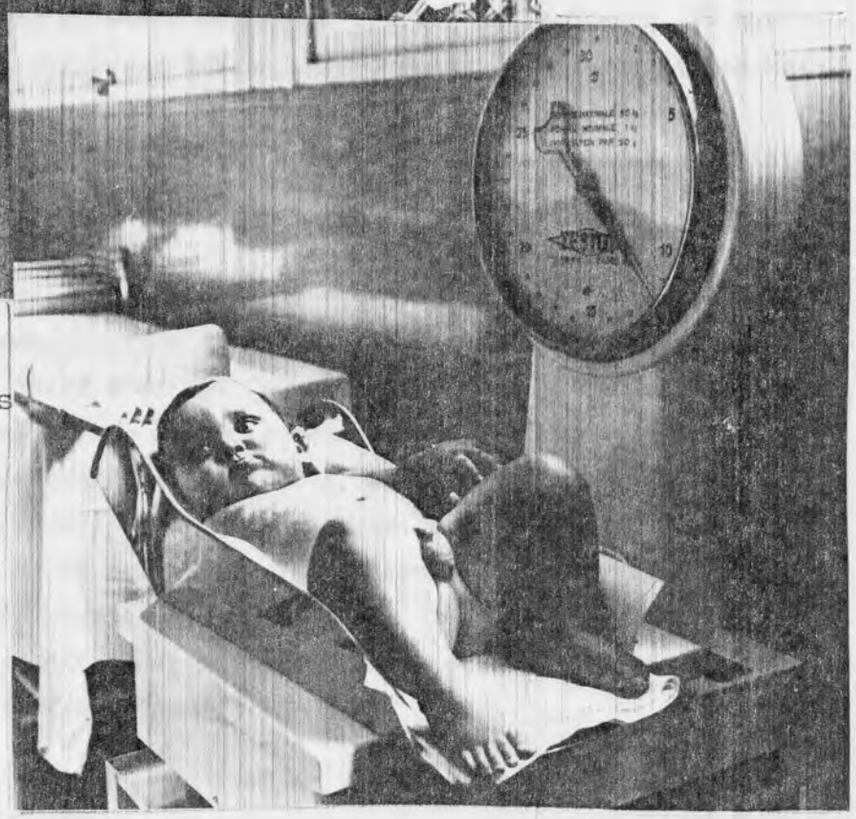
- Une crèche municipale fonctionnait au 120 avenue Wilson dans des conditions difficiles : les enfants ne pouvaient être sortis parceque cet établissement était en étage.

- Le centre municipal de protection infantile, situé à la même adresse, avait des locaux extrèmement vètustes et trop exigus.

Le 25 octobre 1971, la municipalité a procédée à l'acquisition du terrain et de l'ancien dispensaire 153 avenue Wilson. Le bâtiment a été démoli pour permettre la construction du centre médico-social actuel qui comprend un foyer club pour personnes âgées, une crèche pour 40 enfants, un centre de protection infantile,une antenne de Service Social et une antenne de centre de santé.

Il existait aussi un centre de santé Municipal, rue Charles Michels. Il avait été aménagé dans des locaux occupé en 1944 par une oeuvre d'Assistance Maternelle qui y donnait aussi des cours de ....coupe.

Les activités du Centre de Santé et de P.M.I ne pouvaient plus être exercées dans ce centre dans de bonnes conditions. Leurs locaux étaient en effet bien trop vétustes malgré les travaux d'améliorations exécutés par la ville en outre, la population de ce quartier va en décroissant sensiblement. C'est dans ces conditions que la Municipalité a décidé de transférer les activités des centres de Santé et de P.M.I Charles Michels, 44 rue Auguste Poullain. Cette réalisation qui a ouvert ses portes en 1981 qui couvre une superficie de 585 m2 intéresse plus particulièrement les habitants du quartier Delaunay Belleville.



Consultations de Nourrissons

Photo G. Monico

Photo Pierre Trovel

Dans les Centres de Santé, les consultants peuvent bénéficier du tiers payant, c'est-à-dire qu'ils ne paient que la somme qui n'est pas prise en charge par la Sécurité Sociale. Pour celà il doit être assuré social ou ayant droit (famille de l'assuré social).

Les Centres de protection maternelle et infantile.

Entre 1946 et 1949, trois premiers Centres de Consultations de nourrissons avaient été aménagés par la Ville pour faire face à la grande mortalité infantile qui sévissait. Ils avaient été ouverts dans les locaux de l'Hopital Hospice, 120 avenue Wilson et rue Emile Connoy.

Devenus des Centres de protection Maternelle et Infantile, ils sont répartis dans divers quartiers de la Ville notamment :15 rue Emile Connoy, 14 rue Henri Barbusse, 153 avenue du Président Wilson, rue Guynemer, Cité des Francs Moisins et 44 rue Auguste Poullain.

Dans ces Centres, tous les enfants de la naissance à 6 ans peuvent bénéficier de consultations gratuites, de surveillance et de prévention Sanitaire.

Education et Planification Familiale.

Trois Centres de planification et d'éducation familiale fonctionnent à Saint-Denis : aux Centres de Santé 6 rue du Cygne, 14 rue Henri Barbusse et 44 rue Auguste Poullain. Ils comprennent une équipe composée de médecins, généralistes, gynécologues, psychiatres, conseillères conjugales, infirmières, assistantes sociales. Ils se fixent pour objectifs l'information sur les problèmes de contraception, d'interruption de grossesse, de la sexualité. Ils présentent des moyens contraceptifs, traitent de la stérilité, des troubles sexuels.

La conseillère conjugale peut, pour sa part, aider les personnes rencontrant des difficultés (consultation gratuite).

Les puéricultrices à domicile.

Crée en 1960, le service de puéricultrices à domicile est complémentaire de l'acticité médicale de la Protection Maternelle et Infantile (P.M.I) du point de vue de la surveillance médicale et sanitaire des enfants jusqu'à 6 ans. Le travail des puéricultrices comprend également des conseils aux mamans, notamment les plus inexpérimentées en ce qui concerne les soins aux enfants, la diététique, l'hygiène, la contraception (en liaison avec le planing familial). Le service de puéricultrices à domicile est réputé pour être le premier en France. Il est un centre pilote pour les stagiaires de cette profession.

Soins infirmiers à domicile.

En 1962, était mis en place un service municipal de soins infirmiers à domicile. Il a pour tâche d'exécuter les prescriptions médicales des médecins traitants auprès des malades dont l'état nécessite un traitement à domicile (piqures, pansements, etc...). Ce service qui avait ses attaches au centre de santé 6 rue

1954 - Enfant d'un bidonville de Saint-Denis qui était situé à l'emplacement de la cité Floréal.

Enfant mordu par les rats
quartier des Fracs-Moisins
en juin 1957.

du Cygne, a été transféré en 1967, 79 boulevard Félix Faure dans des locaux plus spacieux.

La Santé mentale.

La santé mentale passe à plus d'un titre pour un secteur marginal. Trop souvent, elle n'est associée que de loin à ce que l'on appelle d'une manière générale la santé.

La santé mentale est très révélatrice des contraintes sociales. Le nombre importants des troubles psychiatriques fait ainsi apparaître l'ampleur du malaise, de l'insatisfaction, de l'angoisse, de la dégradation des rapports affectifs tout d'abord pour ceux qui sont vulnérables, les enfants, les adolescents, les personnes agées. Les conditions faites aux femmes enceintes (transports, cadences), aux petits enfants (logements, conditions de vie, etc...) sont à la base de bien des "inadaptations" .

Le grave problème de l'enfance inadaptée.

Les progrès de la médecine ont permis de conserver en vie des enfants handicapés qui, autrefois n'auraient pu dépasser le cap du premier âge. Ce succès de laScience débouche malheureusement sur un problème médico-social : la carence gouvernementale a été telle en ce domaine que ces enfants ne trouvent pas plus tard la place qui leur revient dans la société.

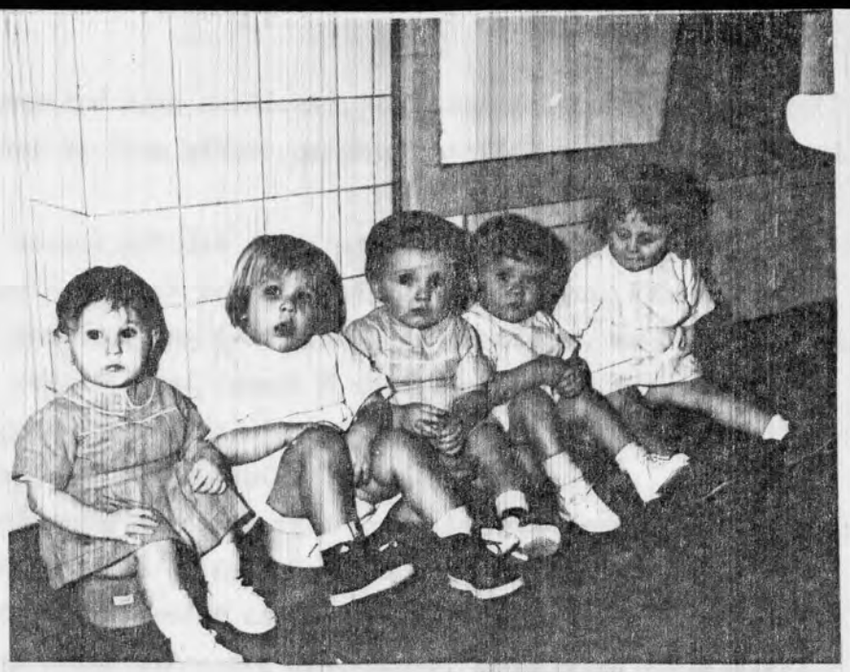
Il y a en France 700.000 déficients mentaux de moins de vingt ans auxquels s'ajoutent 800.000 handicapés mentaux et sensoriels. Moins de 10% d'entre eux ont trouvé une place dans les établissements spécialisés, dont les deux tiers, sont dus à l'initiative privée.

Devant cette situation, la Municipalité s'est efforcée de mettre sur pied un programme cohérent en faveur de l'enfance inadaptée, dans le cadre des possibilités dont elle dispose : organisation des consultations, ouverture de classes spécialisées (classes de perfectionnement et classes pour enfants atteints de troubles de vue), organisation d'un service de transport des enfants handicapés dans les établissements spécialisés, ouverture d'un centre médico-psycho-pédagogique, etc... En 1970, elle décidait de faire un effort supplémentaire en créant un établissement spécialisé, un Institut Médico-Educatif.

l'Institut Médico-Educatif.

L'Institut médico-éducatif de Saint-Denis ouvert en 1971, a pour objet le traitement, la rééducation, l'enseignement, la formation professionnelle et la réinsertion sociale, dans les meilleures conditions, d'enfants et d'adolescents présentant essentiellement des déficiences intellectuelles et à des degrés divers, des troubles neuro-phychiques, exigeant sous contrôle médical le recours à des techniques non exclusivement pédagogiques.

Actuellement, 72 enfants pour 80 places sont accueillis en demi-externat



dans cet établissement qui comprend deux sections : une section médico-pédagogique pour enfants de 6 à 13 ans, une section médico professionnelle pour les adolescents de 14 à 20 ans.

L'enseignement est assuré par des instituteurs spécialisés de l'Education nationale. Les activités éducatives sont assurés par des éducateurs. Des moniteurs d'enseignement professionnel assurent une formation : en mécanique, en horticulture, en enseignement ménager. Les enfants sont soumis à une surveillance médicale constante avec le concours de psychiatres et de psychologues. Des rééducations diverses sont entreprises : psychomotricité, orthophonie, kinésithérapie.

L'établissement fonctionne avec des ressources que proviennent du remboursement du prix par la Sécurité sociale et la D.D.A.S.S. En conclusion, un des principaux objectifs d'un tel établissement est de permettre aux enfants d'accéder à des règles de Vie Sociale et à une autonomie suffisante, conditions nécessaires à leur épanouissement comme à leur intégration dans la cité. C'est dans cette perspective que l'équipe veille à maintenir une grande ouverture sur la vie extérieure et sur le monde du travail.

Le Centre Médico-Psycho-Pédagogique (C.M.P.P.)

Pour faire face à la croissance constante des retards scolaires, des troubles chez les enfants et chez les jeunes, la Municipalité a été à l'initiative, dans des locaux aménagés et équipés par elle, de la création du Centre Médico-Psycho-Pédagogique, dans le bâtiment de l'ancienne maternelle, 35 rue Danièle Casanova.

L'originalité de ce centre qui fonctionne depuis le 1er avril 1970, est de permettre la collaboration de médecins, de psychologues, de rééducateurs et de pédagogues. Il s'adresse à une population d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes et a pour fonction le traitement des difficultés psychologiques et pédagogiques. Ces difficultés peuvent revêtir des formes très variées : instabilité, agressivité, inhibition, difficultés scolaires, dyslexcie, dysorthographie, troubles du langage, etc..

Toutes les interventions, rééducations, psychothérapies sont réalisées sans que l'enfant soit retiré du milieu familial.

La gestion du C.M.P.P. est assurée par un Conseil d'administration présidé par le Maire de Saint-Denis. Financièrement, il dépend pour le système du prix de journée de la D.D.A.S.S., principalement et de la Sécurité Sociale.

D'autres Structures à Saint-Denis.

A côté de ces établissements, il existe d'autres structures de santé mentale dans notre ville.

- Consultations d'enfants dans les centres médico-sociaux
- Le service de pédiatrie du Centre hospitalier de Saint-Denis, où consultent 5 médecins psychiatres.
- Une psychologue travaille dans chacune des crèches de Saint-Denis ainsi qu'à la maternité.
- Un institut médico-professionnel (26 avenue Romain Rolland), plus dirigé vers la

réinsertion des jeunes.

- Le centre "Sermion Glouzman", dispensaire d'hygiène mentale pour adulte, 6, rue Auguste Poullain.
- Le centre de psychologie pour enfants, à la même adresse, qui assure les même services que le C.M.P.P.
- Un centre de psychiatrie infantile et juvénile à l'Hôpital Casanova.

La Pratique cohérente de la santé mentale.

A tous les points de vue, la commune est l'endroit privilégié d'une pratique cohérente de la santé mentale. Que celà soit le rapport entre les équipes soignantes et le patient, tout ce qui le concerne (habitude, famille, domicile, population) l'utilisation des service et des Structures Communales (équipements sportifs, M.J.C., équipements culturels, etc...) l'information des usagers ou de la population, l'aide à la réadaptation et à la réinsertion (notamment sans exploitation des handicapés) mais aussi par une gestion directe sans tutelle bureaucratique départementale ou ministérielle, c'est au niveau de la commune que tout celà peut se pratiquer.

Pour que la commune puisse développer son activité dans ce sens, il lui faut des droits nouveaux, une réelle décentralisation des pouvoirs et des moyens financiers plus importants.

La Maison d'Enfants "La Farandole".

Peu de dionysien connaissent l' existance de cette Maison d'Enfants qui est un ancien orphelinat municipal. Pourtant depuis la date d'ouverture le 1er janvier 1887, cet établissement a toujours accueilli des enfants de Saint-Denis, essentiellement des filles et la Municipalité continue encore de nos jours à gérer cet établissement, bien qu'elle ne soit plus seule pour le subventionner.

La Farandole accueille 32 filles entre 5 et 18 ans dont les familles pour des raisons diverses, mais essentiellement sociales, ne peuvent pas assurer l'éducation de leurs enfants, ceci pour un temps plus ou moins long.

Ce sont les assistantes sociales de la ville qui présentent les demandes d'admission dans l'établissement, c'est la commission qui décide.

Cachée derrière la poste, au fond d'un passage, 59 rue de la République, c'est une grande batisse, qui était à l'origine la sous-préfecture. Elle a d'abord partagée son espace entre l'orphelinat, la crèche et le bureau de poste, avant la construction d'un hôtel des postes rue de la République. La crèche en a occupé le rez-de-chaussée jusqu'en 1966, date ou elle est allée se réinstaller près de là dans les bâtiments construits à cet effet. Des travaux ont alors été entrepris afin que l'ensemble des pensionnaires vivent dans de meilleures conditions. L'immeuble a été entièrement ravalé en 1981.

Comment vit-on à la Farandole.

On ne vit pas de la même façon quand on a 5 ans, 12 ans ou 17 ans. La vie est adaptée aux possibilités de chacune. Tout le monde va à l'école à l'extérieur

Les pensionnaires lors d'une fête de fin d'année.

comme tout les autres enfants et rien ne les distingue d'eux. La plupart des enfants passent le week-end ou le dimanche dans leur famille. Certaines, peu nombreuses, ne sortent presque jamais soit parce qu'elles ne le souhaitent pas, soit parce que ce n'est pas possible. Les activités de loisirs intègrent tout ce qui existe dans la ville et au-delà (M.J.C., piscine, théâtre, cinéma, patinoire, etc...)

Educateurs, cuisinières, lingères, femmes de ménage.... tout le monde contribue au bien-être physique et psychologique des enfants aidé par une assistante sociale et une psycholoque vacataire.

"...Nous avons une vue sur un grand jardin garni de pelouse, arbres et jeux. La maison est très grande et possède deux étages. Le premier pour les filles de 14 à 18 ans et le second pour les plus petites. Nous sommes quatre par chambre et nous nous entendons assez bien. Nous avons dans cette maison un second foyer familial.... Par rapport à d'autres enfants nous sommes bien heureuses de notre vie. Maud, 18 ans, Catherine, 15 ans, Francine 13 ans1/2. (1)

La dentisterie.

La santé est une notion générale et bien des maladies peuvent la mettre en cause. Deux d'entre elles sont particulièrement développées même si elles ne présentent pas, à priori, des risques pour la vie du malade ce sont celle qui touchent les dents et les gencives.

Le 23 septembre 1884, le Conseil municipal étudiait une proposition présentée par M. Sorani, dentiste, pour la création d'un service dentaire, pratique et gratuit pour les écoles primaires de Saint-Denis. Il était prévu 4 inspections annuelles.

"Le manque de temps, la pauvreté, l'ignorance absolue des notions les plus élémentaires d'hygiène dentaire, même chez un grand nombre de famille relativement éclairées. Certains préjugés absurdes, enfin le silence que gardent les enfants redoutant les opérations nécessaires, tout en un mot conspire pour laisser les jeunes générations dans un état d'abandon, entrainant une dégénérence physique à laquelle nos élus municipaux doivent apporter remède..."

Cette proposition ne fut acceptée que le 1er Décembre 1886. C'est Mr. Sorani dentiste de la Maison d'Education de la Légion d'Honneur qui s'est chargé de ce service.

J'ignore dans quelles conditions ce dentiste est parvenu à accomplir sa tâche, mais si l'on considère qu'en 1901 par exemple il y avait 7.733 enfants scolarisés dans les écoles publiques de Saint-Denis. Pour les besoins de la population il y avait dans notre ville à cette même époque 3 dentistes pour une population de 60.000 habitants.

Les arracheurs de dents.

Il y avait au début du siècle des dentistes ambulants que l'on peut sans crainte appeler des arracheurs de dents. L'un d'eux remisait sa voiture 122 rue

(1) Saint-Denis Notre Ville n° 30 février 1978.

...f...

de Paris (G. Péri) dans la cour de l'ancien cirque, à l'emplacement de la ~~rue~~ Gabriel Péri, face à la rue A. Poullain. C'était une sorte de corbillard orné de statues et peint de vives couleurs, surmonté d'une estrade où s'installaient des musiciens avec grosse caisse et tambour. Il allait sur les marchés et lorsqu'il opérait l'orchestre qui parait-il devait adoucir les douleurs, couvrait en fait les cris des patients.

"A cette époque, il y avait un dentiste en appartement place aux Gueldres (Résistance). Ma mère ayant recours à ses soins, il lui fait choisir le prix 3 F. Sans insensibilation ou 5 F. insensibilisée. Le salaire de mon père étant très modeste : 0,75 F. de l'heure, ma mère a choisi à 3 F. et est revenue à la maison rue Bonevide, se tenant les joues à deux mains." (1)

Des moyens insuffisants.

Le temps des arracheurs de dents sans insensibilisation est révolu, les techniques et le nombre des praticiens ont évolués. De 3 dentistes au début du siècle, ils sont passés respectivement à 10 en 1923, 17 en 1945 et sont actuellement 27 à professer dans notre ville. Il faut y ajouter les cabinets dentaires des centres de santé municipaux. Dans ces derniers, des gens de toutes conditions, et particulièrement ceux dont les moyens financiers sont les plus faibles, s'y font soigner. La demande est considérable et les possibilités encore insuffisante, car créer un cabinet dentaire cela coûte très cher et notre ville comme toutes les municipalités a vu ses moyens limités par la politique gouvernementale suivie jusqu'en mai 1981.

Des dents bien fragiles.

Actuellement, 90 à 100% des adultes sont touchés par la carie dentaire. Les enfants sont très tôt victimes de cette maladie (30% à 3 ans jusqu'à 50% à 6 ans) Les maladies des gencives et de la machoire provoquent de nombreuses pertes de dents, celà très tôt avec une accentuation après 35 ans où celles-ci sont plus nombreuses que celles dues aux caries. (2)

Les causes de ces maladies sont connues et les moyens pour empêcher leur apparition existent mais il faut développer l'éducation de l'hygiène dentaire, l'information sanitaire, la prévention.

La prévention bucco-dentaire.

Prévenir c'est intervenir très tôt afin que les dégâts ne soient pas importants. Pour celà il faut de nombreux praticiens, du matériel, une organisation bien faite et motiver la population dans ce sens. C'est ce qu'à compris la Municipalité qui en 1977 a tenté de contribuer à un développement d'une meilleure santé dentaire. En effet accueillir une partie de la population pour des soins, cela ne suffisait pas, la nécessité de prévenir les maladies dentaires étant si nécessaire que la Municipalité , les équipes soignantes des centres se santé ont voulu montrer

(1) M. Francour, relation ~~de la jeunesse~~ maternelle - document remis en 1972.
(2) Saint-Denis Notre Ville n° 34 Octobre 1978.

.../...

qu'il était possible d'organiser une prévention dentaire en particulier en direction des enfants.

C'est dans ce souci qu' une expérience se déroule au centre de santé de la rue Henri Barbusse en liaison avec le centre de protection maternelle et infantile voisin. Cette expérience se fait en direction des enfants d'âge maternel (2 à 6 ans) qui fréquentent la P M I. Les enfants sont accueillis par groupe de 6 avec leurs parents par l'équipe dentaire (chirurgien - dentiste, assistante dentaire) et reçoivent des informations sur la poussées dentaire, la carie, son apparition, ses causes et l'hygiène alimentaire, sur le brossage des dents, sur la nécessité des soins précoces y compris sur les dents de lait.

Une démonstration concrète de brossage est effectuée, chaque enfant reçoit une brosse à dents, un tube de dentifrice, une brochure simple. Les enfants sont ensuite examinés un par un, en présence de leurs parents.

Des moyens financiers.

De nombreuses possibilités existent de développer la prévention dentaire, c'est la clé d'une lutte efficace contre le fléau des maladies dentaires. Que l'Etat donne des moyens financiers à tous ceux qui se préocupent de la santé de la population et la Municipalité jouera tout son rôle à côté du tous ceux (chirurgiens-dentistes privé, organismes divers) qui veulent oeuvrer dans le même sens.

Les Services Médico-Sociaux.

La loi prévoit, dans le primaire, au collège et au lycée, une équipe médico-sociale de santé scolaire (médecin, assistante sociale, secrétaire)qui serait un "conseiller de santé" pour les élèves, les enseignants et les parents, pratiquant une action préventive sans actes thérapeutiques. L'équipe se trouve dans chaque école et participe aux conseils d'écoles, commissions diverses etc. Elle est en liaison avec mes P M I. et les centres de planifications, centres de santé, hôpitaux, C.M.P. P., Centres d'orientation, municipalité etc...

Le Centre médico-sportif.

Le centre médico-sportif situé Parc des Sports A. Delaune, 9 avenue Roger Sémat joue son rôle :

-de prévention avec la délivrance ou le refus d'un certificat médical nécessaire à l'obtention d'une licence pour la pratique des sports en compétition.

-d'orientation de chaque sportif vers la discipline qui lui convient le mieux.

-de surveillance des activités sportives et physiques, notamment de l'entrainement, prévention des incidents ou des accidents dus à ces activités. Les consultations sont gratuites.

Nous ne sommes plus au temps de la théorie.

Nous ne sommes plus au temps des drogues aux effets mystérieux et de la pharmacopée officielle qui faisait grand cas de la thériaque(qui contenait entre

autres ingrédients, de la chair de vipère), de la chair de momie pulvérisée, de la poudre de licorne (en fait ~~de~~ dent de narval), des calculs de cerf et de chèvre. La médecine populaire et la science médicale ont contribué au développement de la médecine moderne et de la prévention.

Pourtant, le précédent septénat présidentiel ne considérait pas la santé des Français comme un objectif prioritaire ; il n'y consacrait que 3% du budget de l'Etat. Les principales répercutions de cette aumone scandaleuse ont été, faute de moyens, l'absence d'une véritable médecine de prévention et de dépistage (Y compris dans le secteur scolaire). La limitation des équipements des hôpitaux, alors que dans le même temps, les techniques médicales progressaient. La pénurie aiguë de personnel, due à de difficiles conditions de travail, à l'insuffisance des rénumérations à l'absence de formation. La recherche médicale amenée à faire appel à la générosité et à l'aumône publiques. Dans le même temps un impôt permanent est prélevé sur la maladie, par le biais de la T.V.A, sur les produits pharmaceutiques, les constructions médicales et hospitalières, sur la nourriture des malades.

C'est ainsi par exemple, que sur les travaux de rénovation de la crèche Henri Barbusse, qui se sont élevés à 550.000 F. sans aucune subvention de l'Etat, la commune a dû verser 80.000 F. de T.V.A. Le centre médico-social de la Plaine a bénéficié d'une subvention de 20% de l'Etat qui a récupéré 17% par le biais de la T.V.A. Autre exemple, le centre de santé du quartier Delaunay-Belleville a été financé en quasi-totalité par la ville. En comparant le montant de la subvention : 208.323,50 F. à celui de la T.V.A. : 342.221,69 F. réservé à l'Etat, on s'aperçoit que le dernier avait trouvé le moyen de s'enrichir grâce à des réalisations de ce genre.

La Politique municipale se la santé.

C'est pourquoi, en opposition totale avec les objectifs que visaient le gouvernement, la Municipalité a été contrainte de pratiquer, avec ses propres moyens une politique sociale [redacted] de la santé qui incombait en fait à l'Etat. Politique de lutte pour diminuer les inégalités devant la maladie, pour supprimer la notion d'assistance et permettre au plus grand nombre l'accès aux possibilités de la médecine.

Elle permet de dégager la relation médecin-malade du lien d'argent puisque le médecin est salarié et le malade bénéficiaire du tiers payant ; de favoriser la notion d'équipe médicale dans laquelle : généralistes, chirurgiens-dentistes, spécialistes, personnel soignant, ont la possibilité de confronter leur expérience et leur savoir ; de faire participer les usagers à l'expérience et la gestion d'un domaine qui les concerne directement.

Plus de Cent médecins.

A ces réalisations, il faut ajouter l'hôpital général Delafontaine et sa maternité ainsi que le secteur privé qui a une action complémentaire à la politique municipale.

Nous sommes loin de l'hôpital-hospice et des 9 médecins et 16 sages-fem-

mes (1), 3 dentistes et 13 pharmaciens qui professaient en 1889, alors que notre commune comptait 50.000 habitants.

Le secteur privé comprend actuellement pour 100.000 habitants, 58 médecin généralistes, 43 médecins spécialistes, 25 chirurgiens-dentistes, 32 pharmaciens 9 laboratoires d'analyses médicales, 7 masseirs-kinésithérapeutes et environ 25 infirmiers.

Un ministre de la Santé à Saint-Denis.

Un ministre de la Santé à Saint-Denis, il y a bien longtemps que celà ne s'était pas produit si toutefois, une telle viste a déjà eu lieu par le passé.

C'est le jeudi 15 octobre 1980, que le ministre de la santé, Jack Ralite, est venu dans notre ville et s'est rendu à la maternité. IL était accompagné du ministre de la Famille Madame Georgina Dufoix, du Député de Saint-Denis Pierre Zarka, du Président du Conseil Général Georges Valbon, du Maire de Saint-Denis Marcelin Berthelot et du préfet M. Aurrousseau. Le corps médical (Gynécologues, obstétriciens, pédiatres) était là au grand complet. Les infirmières, les sages-femmes et tous les représentants du personnel de lamaternité étaient venus au grand complet guider le ministre.

Il n'était pas venu pour faire des promesses mais pour dialoguer avec ceux qui savent mieux que tout autre, ce qu'est la dure vie d'une maternité en milieu ouvrier.A l'issue de la visite un débat s'est engagé pour répondre au voeu du ministre : "Moi en partant, je veux savoir quelque chose nous avons été portés par un mouvement populaire et il faut y répondre.Le budget 81 prévoit des investissements supplémentaires : si avec cet argent on ne peut pas tout faire, il faut savoir sur qu intervenir en priorité. (2). Pluridisciplinarité, humanisation, concertation, rôle et responsabilité des sages-femmes, statut du nouveau né, tels furent quelques uns des principaux problèmes évoqués.

Le ministre fit part de sa volonté de supprimer la notion de prix de journée, de créer des conseils d'administration tripartie, de réformer les études médicales.

"Un rendez-vous de la tendresse".

Samedi 17 octobre 1981, les habitants des quartiers Mutualité et Champs de Courses se retrouvaient dans la Salle des mariages de la mairie pour y honorer soeur Thérèse Leoutre de la Communauté de Saint-Vincent de Paul (rue Albert Walter), à l'occasion de son départ en retraite. C'est dans une salle comble que soeur Thérèse a reçu la médaille d'or du mérite des Valeurs humaines. Parmi l'assistance

---

(1) Sage-femme - Femme qui fait professionnellement des accouchements. La profession de sage-femme est réglementée : l'accè en est subordonné à la possession d'un diplôme délivré par la faculté de médecine. Le contrôle en est assuré par un ordre professionnel semi-public.

(2) 93 Actualités-Saint-Denis Républicain du 23 Octobre 1981. Cité par Robert Romano.

.../...

présente on reconnaissait M. Ralite ministre de la Santé, les représentants de la ligue des Gens de Coeur, M. le sous-préfet Balloré représentant le préfet. M. Robert Dumay Conseiller Général représentant M. Zarka député, M. Le Duc de Bauffremont, Monsieur Guy de Roubaix évêque de Saint-Denis et une importante délégation de la municipalité conduite par Marcelin Berthelot, maire, qui prédidait cette cérémonie.

Pourquoi tant d'honneurs ?

Soeur Thérèse est née en 1910 dans le Doubs ; entrée dans les ordres en1934, c'est en 1934 qu'elle débute à Saint-Denis pour soigner la population. Depuis cette date elle a parcouru les quartiers Mutualité et Champs de Courses, été comme hiver, par tous les temps. Elle a effectué des dizaines de milliers de piqûres, de partout les gens lui ont fait appel. Pourtant à ces débuts ce n'était pas facile, l'accueil n'était pas toujours pacifiste : à son passage, certain lui jetaient même des pierres. Soeur Thérèse se souvient même qu'une fois un malade qui ne portait pas l'église dans son coeur, la refoula violemment, ce qui ne l'empêcha pas cinq minutes après, de retour, de piquer son malade qui ne sut que la remercier. On pourrait écrire un livre sur tous ces faits marquants sa longue mission qui ne s'est terminée qu'au cours de cette année 1981. Aujourd'hui tout le monde reconnait les services rendus pra soeur Thérèse. Dans les quartiers un vide s'est créé. On ne verra plus son célèbre vélomoteur qui la véhiculait. Un jour, on lui vola même son précieux compagnon ; aussitôt une quête fut faite par les habitants et les commerçants pour lui en offrir un autre. Ce geste était la réponse à son courage et à sa gentillesse qu'ont si bien exprimés les nombreux orateurs au cours de la cérémonie.

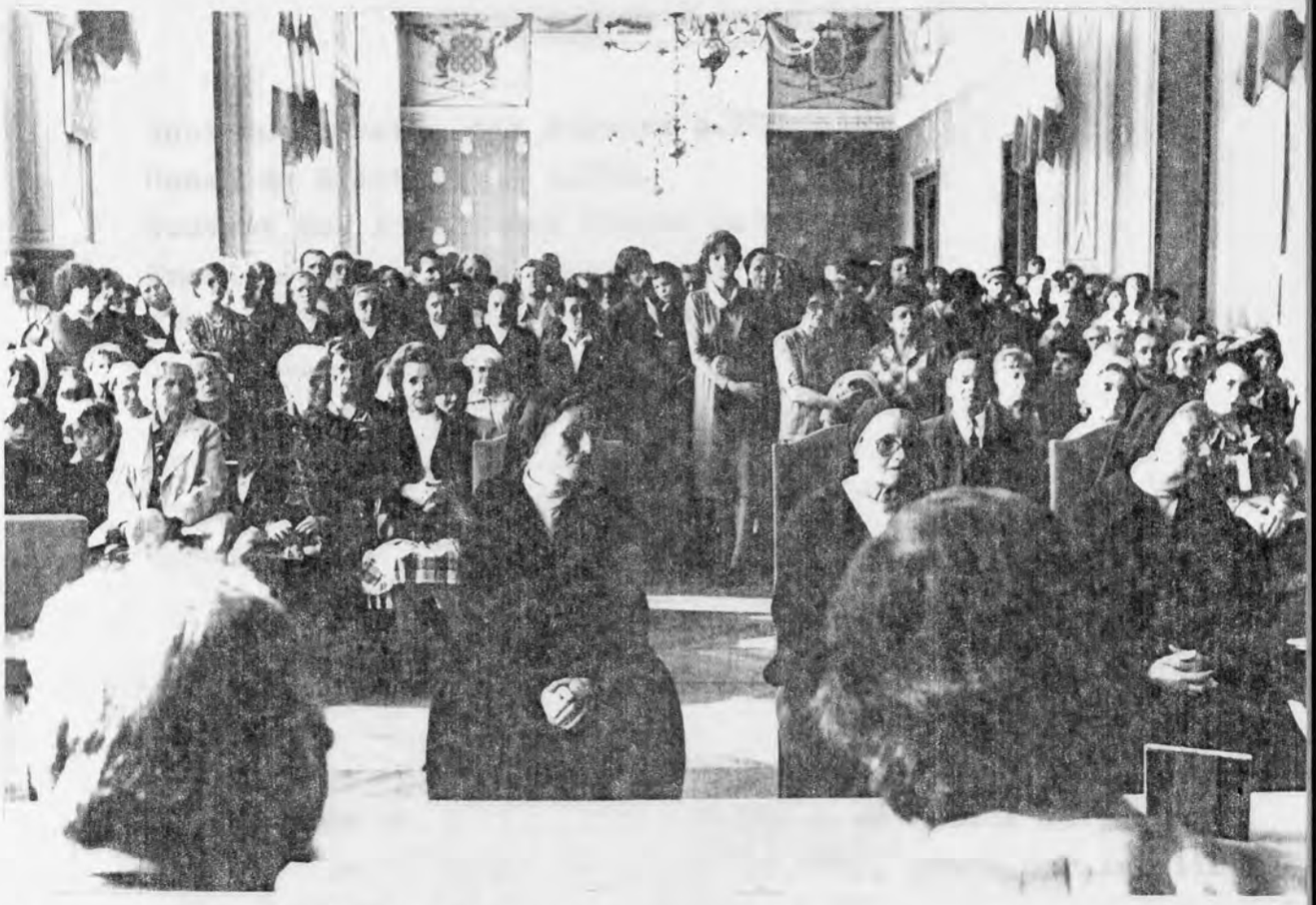
Marcelin Berthelot devait notamment déclarer : "... Nous nous sommes tous associés d'un même coeur et tous d'une même ouverture ... Issue d'une famille modeste, vous avez toujours été dévouée sans vous occuper de la nationalité, de la race, vous vous êtes dépensée sans compter....nous n'oublierons pas votre droiture, votre désintéressement total a donner confiance à vos malades, à les aider dans les moments difficiles..."

Le ministre de la Santé, intervenait à son tour : "Je crois que c'est un rendez-vous de tendresse dont vous êtes le sens...C'est tout familièrement que je suis à votre côté. J'ai rencontré beaucoup de personnes de sensibilité différente, je connais la vôtre vous savez la mienne, il m'apparait autour de ce problème de l'être humain dans le 20 ème siècle que nous vivons de grandes convergences..."

Monseigneur Guy de Raubaix cloturait ces interventions : " Il y a quelques temps, j'ai appris que vous hésitiez à venir ici, car celui qui a fondé votre congrégation semble ne pas tenir compte des honneurs ; mais je voudrais citer Paul Eluard : " L'important ce n'est pas ce que nous sommes, mais ce que nous permettons aux autres d'être"...". (1)

---

(1) 93 Actualités Saint-Denis Républicain du 23 Octobre 1981 - Cité par Raymond Givry.



Un rendez-vous de la tendresse...

De gauche à droite: Monseigneur Deroubaix,Evêque de Saint-Denis; Soeur Thérèse et Jack Ralite Ministre de la Santé. (photos Gérard Monico)

THEMES PARTICULIERS

Ancienne caserne des Suisses p.200
Canal de Saint-Denis p.I9I
Couvent des Anonciades bleues p.34
Enseignement à Saint-Denis (histoire) p.60
Hôpital-Hospice Casanova p.285
Impressions sur étoffe p.226
Légende de Saint-Denis p.204
Les mals-lotis p.232
Sports - parc et salle Auguste Delaune p.42
Travail dans les produits chimiques p.2I5

PERSPECTIVES, CARTES ET PALNS

Perspective de la Ville de Saint-Denis par Aveline, I8ème siècle - Hors texte.
Sain-Denis en I863, lithographie de Devicque p.7
Pourtraict de la Ville Sainct Denis en France I575, p.I0
Plan de Saint Denis en France en I704, gravé par Inselin (ce plan est dessiné à l'envers p.II
Plan de Saint-Denis au I6ème siècle p.I2
Plan de Saint-Denis en I820 p.I3
Plan de Saint-Denis en I870. p.I4
Plan de Saint -Denis -I9I8 - I939- p.I5
Plan de Saint-Denis en I975 p.I6
Plan de situation des rues de Saint-Denis p.284 bis.

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Archives de la Ville de Saint-Denis
- Archives de la Bibliothèque de la Ville de Saint-Denis
- Fonds du Musée d'Art et d'Histoire de la Ville de Saint-Denis
- Archives Départementales de la Seine Saint-Denis
- Journaux locaux: Le Journal de Saint-Denis
  L'Emancipation
  La voix Populaire
  Saint-Denis Républicain
  93 Actualités
- Bulletin Municipal Officiel de la Ville de Saint-Denis (Recueil des délibérations du Conseil Municipal années I878 à I941)
- Recueils des statistiques de la Ville de Saint-Denis
- Bulletin Municipal de Saint-Denis I945 à I969
- Saint-Denis Notre Ville (mensuel d'information municipale I970 à I9883
- Dom Félibien - Histoire de l'Abbaye Royale de Saint-Denys-en-France
- Félicie d'Ayzac - Histoire de l'Abbaye de Saint-Denis-en-France
- Etat des Communes à la fin du XIXème siècle - Publié sous les auspices du Conseil Général -Saint-Denis-
- Archives de l'Hôtel Dieu conservées aux Archives de la Ville de Saint-Denis
- Guide de Saint-Denis par A. Martin I889
- S. Mac Crosby - l'Abbaye Royale de Saint-Denis
- Henry Martin - Légende de Saint-Denis SD/72 Bibliothèque de Saint-Denis
- Maurice Gachelin - Légende de Saint-Denis

-Marie Antoinette Murat - Mémoire principal -Mention Histoire - Université de Paris - Faculté des sciences Humaines - juin I965 - Le monastère du Couvent des Ursulines.

-H. A. Frégier - Des Classes Dangereuses de la Population dans les les Grandes Villes -Paris. J.B. Baillière -I840-

-G. Charrière et J.C. Kis - Approches de l'urbanisation du bâti et des techniques de I870 à I920 environ à Saint-Denis.

-Henri Martin - Histoire de France

-Charles Braibant - Les rues de Paris dans Guide Historique des Rues de Paris.

-Le Petit Robert 2 Dictionnaire des Noms Propres Editions France Loisirs I974

-Encyclopédie Larousse en couleurs Editions France Loisirs

-Le travail Endustriel des Enfants Publication Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis

- Henri Monin - Histoire de la Ville et de la Basilique de Saint-Den

-F.V. Raspail - Manuel Annuaire de la Santé pour I876 ou médecine et pharmacie domestique.

-Docteur Le Roy des Barres - Rapport sur les maladies épidémiques observées en I89I dans l'arrondissement de Saint-Denis - I892 -

-Raymon Laurent -Paris sa vie municipale Vers le plus grand Paris-193

-Monsieur Marcel Maine - Statisticien du Comité National de Lutte contre la Tuberculose - Considérations sur l'état sanitaire de la population domiciliée à Saint-Denis.

-Georges Poisson conservateur du Musée de l'Ilede France à Sceaux Les Casernes des Suisses dans la banlieue parisienne.

-F.E.N. Informations n° I6 du 28/I/1982

-Jean Bron - Histoire du Mouvement Ouvrier Français - Editions Ouvrièr

-Simone et Auguste Gillot - Un Coule dans la Résistance -Editions Sociales.

-Fernand Grenier - Ceuxde Chateaubriant - Editions Sociales

-Lettres de Fusillés - Préface de Jacques Duclos

-Jean Marcenac -La Couleurs du Profil - Article paru dans le journal "L'Humanité" du I8 octobre I957

-Etiemble - Le Mythe de Rimbaud - Editions Gallimard 1954

-Rimbaud -Oeuvres - Préface de Dominique Foucher-Drouet -Editions France Loisirs I982

-J.P. Anzema - Michel Winock - La IIIème République - Editions Calman-Lévy 1976.

Bernard Noel - Dictionnaire de la Commune de Paris 1871

TABLE DES MATIERES

Introduction p. I -
Evolution urbaine de Saint-Denis p.2 -

Liste des rues

- A -

Alan Sheppard p.I7 - Albert Einstein p.I7 - Alembert p.I7 - Aléxis Léonov p.I9 - Allende (cité) p.20 - Alouette P.22 - Alphonse p.24 Ambroise Croizat P.28 - Ambroise Tintelier p.28 - Amiens(chemin) p.28 - Amiral Caillard p.28 - Ampère p.28 - Ancienne Tannerie (passage) p.28 - Anatole France (boulevard) p.29 - Andilly p.30 - Argenteuil p.30 - Arnouville p.30 - Arthur Fontaine p.3I - Arthur Rimbaud p.3I - Aubert p.33 - Auguste Blanqui p.36 - Auguste Delaune p. 37 - Auguste Delaune (cité) p.42 - Auguste Delaune (parc des sports) p.42 - Auguste Poullain p.45 - Aulnay p.47 - Aulnes p.47

- B -

Bailly p.47 - Basilique (promenade) p.50 - Bas Prés (chemin) p.50 Basse du Port p.50 p.50 - Bel Air (villa) p.50 - Berne p.52 - Berry (allée) p.52 - Berthelot p.52 - Berthie Albrecht (allée) p.54 - Bleuets p.54 - Bobby Sand p.54 - Boise (passage) p.55 - Bonneuil p.56 - Bonnevide p.56 - Borodine p.57 - Boucheries p.60 - Boucheries (impasse) p.I79 - Boulogne p.I80 - Bourcier (impasse) p. I8I - Bourget p.I82 - Bourgogne (allée) p.I82 - Bréchon (impasse p.I82 - Bretagne (allée) p.I82 - Brise Echalas p.I88 -

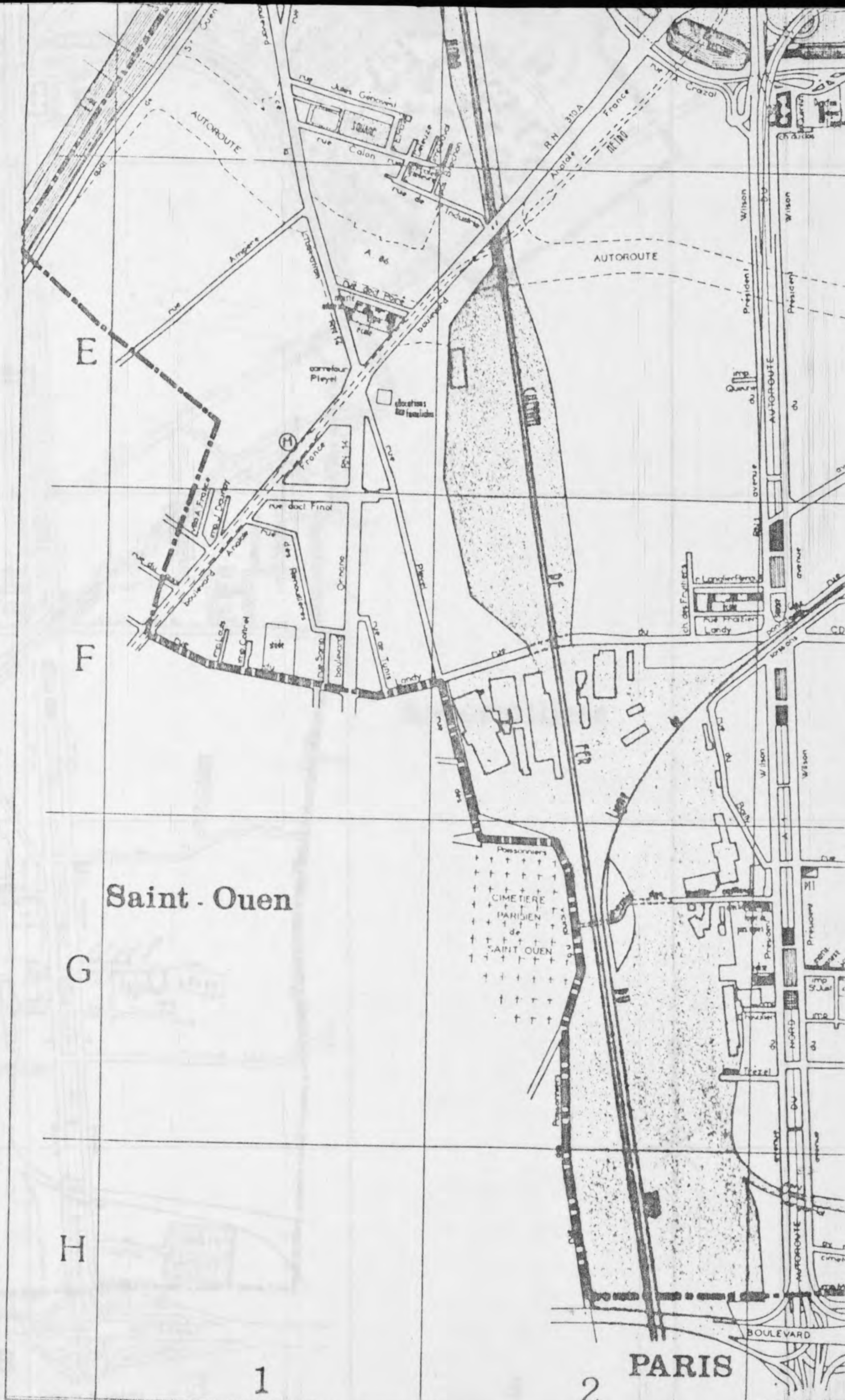
- C -

Calon p.I90 - Camélinat (avenue) p.I90 - Camille Simonet p.I90 - Canal p.I9I - Caquet (impasse) p.I96 - Carnot (boulevard) p.I96 - Caserne (impasse) p.I98 - Catelas p.203 - Catulienne p.204 - Cayeux p.206 - Cézanne p.206 - Chabrol p.208 - Chantilly p.209 - Chanut (impasse) p.209 - Charles (impasse) p.209 - Charles Baudelaire p.209 - Charles Cros p.2I2 - Charles Michels p.2I4 - Charronnerie p.220 -Chateaudun (impasse) p.220 - Chaudron (impasse) p.22I - Chaumettes p.22I - Chemin Vert p.224 - Chemin Vert (impasse) p. 225 - Chevalier (impasse) p.225 - Che Guevara (allée) p. 22I - Chevalier-de-la-Barre p.225 - Chevet de la Basilique (place) p.226 Chevet de l'église p.226 - Choisel (impasse) p.226 - Choisy p.227 - Christ p.228 - Cimetière (avenue) p.228 - Clément (impasse) p.230 - Coignet p.23I - Clos Saint Quentin (chemin) p.230 - Clovis Hugues p.23I - Colonel Fabien (avenue) p.234 - Commune de Paris (boulevard p.238 - Compiègne p.238 - Compoint (passage) p.239 - Corbillon p.239 - Cornillon (chemin) p.239 - Cotrel (passage) p.239 - Corot p.239 - Cosmonaute (cité) p.240 - Courses p.240 - Courte p.24I - Courtille p.24I - Crévecoeur p.24I - Cristino Garcia p.24I - Cygne p.243.

1
2
Villetaneuse
A
Epinay sur Seine
B
Ile
Saint Denis
C
D
STADE MUNICIPAL A. DELAUNE
FORT DE LA BRECHE
POMPIERS
SEINE
RN 14
AUTOROUTE
GARE ROUTIERE R.A.T.P.

3
4
5
A
B
C
D
Pierrefitte
Stains
VELODROME
Stalingrad CD 29
CD 112
rue David Siqueros
Montmorency
Barbusse
PARC MARCEL CACHIN
Georges Politzer
COMMUNAL
MAISON NATIONALE DE LA LEGION D'HONNEUR
PARC DE LA LEGION D'HONNEUR
HOPITAL DEPARTEMENTAL
PARC DEPARTEMENTAL DES SPORTS
CITE DES COSMONAUTES
AUTOROUTE DU NORD
FORT DE L'EST
CITE DES FRANCS MOISINS
Les 6 routes de La Courneuve
avenue des France
Maréchal Lyautey
av R. Rolland
Z.A.C.
Basilique
Strasbourg
lycée
école
C.E.S.
RN 1
RN 1A
A 1
chemin
Departemental
Canal
Wilson

4
5
e
Stains
La Cour
VELODROME
CD 29
Stalingrad
ALLENDE
rue David Siqueros
CD 112
rue d'Ecoubonne
chemin vert
RN 301
LA PAMPA
PARC MARCEL CACHIN
av R Rolland
PISCINE DEPARTEMENTALE
PARC DEPARTEMENTAL DES SPORTS
HOPITAL DELAFONTAINE
CITÉ DES COSMONAUTES
AUTOROUTE DU NORD
A 1
FORT DE L'EST
Les 6 routes de La Courneuve
avenue des Francs Moisins
CITÉ DES FRANCS MOISINS
RN 1



E
F
G
H
1
2
Saint - Ouen
PARIS
CIMETIERE
PARISIEN
de
SAINT OUEN
Poissonniers
AUTOROUTE
rue Calon
rue Jules Genovesi
SQUARE
carrefour
Pleyel
rue doct Finot
R N 310A
METRO
boulevard Anatole France
FER
Landy
BOULEVARD
AUTOROUTE
avenue Président Wilson
NORD
Trézel

E
F
G
H
3
4
5
Aubervilliers
chemin Départemental
canal
29 bis
avenue Francis de Pressensé
A 86
AUTOROUTE
avenue du Président Wilson
rue E. Augier
rue du Landy
CD 20
rue de la Montjoie
rue Proudhon CD 32
chemin des Fillettes
CIMETIÈRE PARISIEN
BOULEVARD PÉRIPHÉRIQUE
porte de la Chapelle